

M. Shimon Pérès destitué par M. Shamir

Le gouvernement d'union nationale a éclaté en Israël

L'écueil palestinien

LIABLE stratège, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a appliqué mardi matin 13 mars, le bon vieux principe qui veut qu'en politique la meilleure défense soit l'attaque. Accablé depuis des semaines par Washington et par ses partenaires occidentaux, il a décidé de se défendre. Il a annoncé l'ouverture d'un dialogue entre Jérusalem et des représentants palestiniens, le chef du Likoud a choisi d'échapper à cette situation inconfortable en frappant le premier. Il a limogé le patron de la gauche - et ministre des finances - M. Shimon Pérès. Solitaires, les ministres travaillistes ont aussitôt présenté leur démission collective. Résultat : après seize mois d'une existence difficile, le gouvernement d'union nationale succombe avant terme.

La composition de la délégation palestinienne susceptible, le jour venu, de dialoguer avec Israël a été le détonateur de la crise. Pour que les Palestiniens de l'intérieur soient fidèlement représentés, les premières discussions avec l'Etat juif, l'administration américaine et les travaillistes israéliens acceptent d'y voir figurer au moins un résident arabe de Jérusalem-Est, pourvu que ce dernier ait un autre domicile en Cisjordanie. M. Shamir juge cette exigence inacceptable. Il croit - ou fait mine de croire - qu'elle remettrait en cause le dogme, si sacré aux yeux de tous ses compatriotes, d'une Jérusalem, « capitale éternelle » d'Israël.

PASSE maître dans l'art de gagner du temps, M. Shamir croyait pouvoir encore repousser les échéances. Sans doute, tablant-il sur une nouvelle rocade travailliste. Mais, cette fois, la gauche a tenu bon. Meilleur allié travailliste du premier ministre, et avocat de la forme face à l'insurrection palestinienne dans les territoires occupés, M. Rabin a « lâché » le chef du gouvernement, dont les stermements ont fini par l'irriter.

L'apparent paradoxe, dans ce nouveau coup de théâtre à l'israélienne, tient au fait que M. Shamir tablant-il sur une nouvelle rocade travailliste. Mais, cette fois, la gauche a tenu bon. Meilleur allié travailliste du premier ministre, et avocat de la forme face à l'insurrection palestinienne dans les territoires occupés, M. Rabin a « lâché » le chef du gouvernement, dont les stermements ont fini par l'irriter.

ET maintenant ? Deux scénarios se profilent à court terme. Soit les travaillistes parviennent à constituer à leur tour un « gouvernement restreint » - avec l'appui, sans doute monnayé au prix fort, des partis religieux. Soit les Israéliens retourneront, tôt ou tard, aux urnes pour trancher la querelle entre droite et gauche.

Ce nouvel épisode a au moins le mérite de clarifier une situation à propos d'un problème majeur pour Israël : les chances de la paix avec les Palestiniens.



M. Yitzhak Shamir, premier ministre israélien et chef du Likoud (droite), a destitué, mardi matin 13 mars, en conseil des ministres, M. Shimon Pérès, dirigeant travailliste, ainsi que vice-premier ministre et ministre des finances du gouvernement d'union nationale. Les autres ministres travaillistes ont immédiatement remis leur démission, mettant fin à l'union nationale, qui présidait aux destinées de l'Etat hébreu depuis septembre 1984.

Membres du Likoud et travaillistes sont en profond désaccord sur les propositions de paix présentées par l'administration américaine en vue de l'ouverture d'un dialogue israélo-palestinien devant déboucher sur des élections dans les territoires occupés.

Lundi, le comité central du Parti travailliste avait donné carte blanche aux députés travaillistes en vue du vote, jeudi, d'une motion de censure dont l'adoption, en faisant tomber le gouvernement d'union nationale, aurait ouvert la voie à la formation d'une coalition restreinte ou à de nouvelles élections.

M. Shamir semble avoir voulu prendre les devants en limogant

L'indépendance de la Lituanie

M. Gorbatchev refuse de négocier avec les Baltes

M. Gorbatchev a déclaré, mardi 13 mars, devant le Congrès des députés du peuple que la proclamation de l'indépendance en Lituanie était illégale, et qu'il refuserait de négocier avec les pays baltes. Le Soviet suprême doit se réunir dès mercredi pour examiner le problème de la sécession de la Lituanie. A l'étranger, les réactions sont prudentes même dans les pays qui, comme les Etats-Unis et la France, rappellent qu'ils n'ont jamais reconnu l'annexion des Etats baltes.

Plusieurs pays occidentaux ont réagi favorablement à la déclaration d'indépendance du Parlement lituanien - les Etats-Unis la « saluent », la Grande-Bretagne est « fascinée », la France « prend acte » - dans des déclarations qui restent cependant extrêmement prudentes et témoignent du souci de ne pas gêner M. Gorbatchev. Ces pays n'ont au demeurant pas à se prononcer sur une reconnaissance éventuelle de l'Etat libre de Lituanie : c'est déjà fait depuis les années 20 pour la plupart d'entre eux, dont la France.

Dans un communiqué publié lundi 12 mars, le ministère français des affaires étrangères estime que le libre choix des Litvaniens « a été rendu possible par les réformes de démocrati-

sation engagées par M. Gorbatchev » et souhaite « que des relations nouvelles s'établissent par la négociation entre l'URSS et la Lituanie ». Il rappelle que la France n'a jamais reconnu l'annexion de la Lituanie en 1940.

On explique au ministère que la reconnaissance de 1921 pour la Lettonie et l'Estonie, de 1922 pour la Lituanie, vaut donc toujours, que la personnalité juridique des Etats baltes a survécu à l'annexion, même s'ils ont été privés de l'exercice de leur souveraineté et qu'aucun acte nouveau de reconnaissance n'est par conséquent nécessaire.

CLAIRE TRÉAN
Lire la suite page 3

M. Joxe en Corse

La recherche d'un consensus sur l'avenir de l'île page 12

Affaire Nucci

Le procureur général se prononce pour un non-lieu partiel assorti d'une amnistie page 10

Relève au Brésil

Le bilan de M. Sarney, les promesses de M. Collor page 7

Chrétiens du Liban

Après un an de rébellion le général Aoun est très affaibli page 6

Agressions racistes

Nombreuses réactions après les violences à Rouen et à Saint-Florentin page 14 - section B

Les offres d'emploi se trouvent pages 34 à 43 et dans le cahier emploi

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 46 - section C

Europe de l'Est : la nature en ruine

I. — Le culte des cheminées

Le désastre économique des pays de l'Europe de l'Est ne devrait pas faire oublier l'autre. Les régimes communistes ne laissent pas seulement derrière eux une économie à reconstruire. Ils laissent des rivières mortes, des forêts malades, des paysages évanescents et des villes rendues insupportables par les émanations du charbon et les poussières des hauts fourneaux. Sans oublier les dégâts d'un urbanisme amér, qui abandonne les quartiers anciens à leur triste sort et fait surgir partout d'abominables cités de béton. La facture de quarante ans d'industrialisation à outrance, en toute insouciance écologique, sera douloureuse.

De nos envoyés spéciaux en Europe de l'Est

On n'y échappe pas : partout, les villes sentent le charbon et les campagnes le cochon. En ce printemps précoce, les tracteurs des fermes d'Etat se dépêchent d'épandre dans les labours le lisier des porcheries industrielles, qui demain empoisonnera l'eau de ses nitrates.

Dans la moindre ville, des odeurs de charbon vous prennent à la gorge. De prime abord, on ne comprend pas. Les centres urbains sont sillonnés de trams et de trolleybus qui, par définition, ne polluent pas. La circulation automobile, encore modeste, est largement compensée par la masse des piétons et

des cyclistes qui ne polluent pas non plus. Mais voilà : chaque immeuble, pour se chauffer, brûle un mauvais charbon chargé de soufre, ou pis, ce maudit lignite qui empoisonne l'atmosphère. Et l'électricité des trams provient de centrales thermiques situées parfois en pleine ville.

Si l'on ajoute les aciéries, usines chimiques, raffineries et « kombains » divers multipliés partout pour « bâtir le socialisme », on comprend pourquoi l'on respire si mal dans les villes de l'Est.

ROGER CANS

et DANIEL SCHNEIDERMAN
Lire la suite page 15 section B

Une mise en garde de M^{me} Cresson et de M. Fauroux

Grand marché : les PME mal armées



Lire l'article de CAROLINE MONNOT page 27 - section C

Laurent Fabius, héros stendhalien

Malgré l'opposition de MM. Mauroy et Jospin, l'ancien premier ministre a mis depuis quatre ans son ambition dans une patiente conquête du PS

Le congrès du Parti socialiste se réunit à Rennes, le 15 mars, alors qu'aucune majorité ne se dessine encore, après le vote des militants, pour diriger le parti. M. Laurent Fabius, arrivé à égalité avec la motion Mauroy-Mermaz-Jospin, tire ainsi le bénéfice d'une campagne menée en profondeur dans le PS depuis presque quatre ans.

« Comment ? Vous n'êtes pas au courant ? Tout petit, dans mon parc, je sautais sur place en criant : « L'Elysée ! L'Elysée ! » Chacun sait cela... » C'était quelques mois après la « brillante défaite » de la gauche aux élections législatives de mars 1986. M. Laurent Fabius s'amusa de la réputation que ses adversaires commençaient à lui faire. Quatre ans plus tard, ils en démordent moins que jamais : l'entreprise de M. Fabius ne reposait, à les

entendre, que sur une ambition renforcée par ses premiers succès et qui, plutôt que par des idées, ne serait portée que par l'appétit du pouvoir et par une ahurissante confiance en soi.

A supposer éventuellement longtemps le mystère Fabius, il resterait celui du fabiusisme, puisque fabiusisme il y a - près de 30 % du premier parti de France, pour un ambitieux ordinaire, ce n'est pas mal ! - et il y aura. Tous ceux-là sont-ils, d'ailleurs, « fabiusistes » ou « fabiusiens » ? Partagent-ils une vision de la société, une conception de l'action politique, des principes, ou bien se sont-ils, seulement, ralliés à une aventure personnelle, qui leur paraît prometteuse ?

L'histoire, vue de ce côté-là, est celle d'une injustice. Le 19 juillet 1984, le ministre de l'Industrie du gouvernement de

M. Pierre Mauroy succède à ce dernier au poste de premier ministre. Le président de la République fait à cet homme de trente-sept ans un cadeau mirobolant, qui n'est pas tout à fait un. La gauche, en effet, vient de frôler le désastre après les élections européennes et le proxysme de la querelle scolaire. Elle est au plus bas dans les sondages. Elle ne doit son salut qu'aux institutions, qui lui laissent deux ans avant les élections législatives.

PATRICK JARREAU

Lire la suite page 9

SCIENCES • MÉDECINE

■ Globules thérapeutiques ■ Le Japon et l'espace pages 17 à 19 - section B

DÉBATS

L'évolution des pays de l'Est

Demain le communisme

par Robert Escarpit

POUR un élu communiste non membre du Parti communiste les événements de l'Europe de l'Est posent quelques questions qu'il faut essayer d'envisager avec sang-froid.

Les régimes qui viennent de s'écrouler n'avaient en fait de commun que l'étiquette communiste et la référence à l'URSS d'après-guerre. Certains n'étaient que des moyens de contrôler des pays stratégiquement placés dont l'attitude face au nazisme avait été douteuse. C'était le cas de la Pologne où, dès 1957, je notais qu'il y avait plus de curés rétrogrades que de communistes avancés. Certains, comme la RDA née de la guerre froide, étaient des mesures de prudence dont tout le monde s'accommodait : la réunification de l'Allemagne n'est pas sans éveiller, à l'Est comme à l'Ouest, quelques craintes. Certains avaient un bilan « globalement positif », comme la Hongrie que le communisme avait tiré du régime féodal et dictatorial d'avant-guerre et où les événements tragiques de 1956 avaient permis de liquider au sein du parti dirigeant un certain nombre de contradictions. Un, l'Albanie, sur lequel tant de sottises ont été dites, a vu le régime d'Enver Hoxha faire passer le pays d'un Moyen Âge misérable à un vingtième siècle austère, mais ouvert sur l'avenir. Un, enfin, la Roumanie, était tombée entre les mains d'un dictateur paranoïaque, Staline au petit pied, qui n'avait ni la vision historique ni la dimension politique du successeur de Lénine.

Pérennité des cadres

Reste l'URSS où le parti communiste, dès sa prise de pouvoir, a été victime du « constantisme ». Ainsi l'Eglise, lors de la dislocation de l'Empire romain, avait-elle été amenée à élaborer un appareil susceptible de prendre le relais de l'appareil d'Etat déliquescents. Cela l'a conduite, à travers les siècles, à des persécutions, des répressions et des oppressions qui masquaient la « langue de bois » de la prédication chrétienne dont Mgr Luziger est, chez nous, un des maîtres. Gorbachev et les hommes de sa

génération ont entrepris un aggrégement qui n'est pas à l'abri de certains freinages, mais rend tout retour en arrière improbable.

Le pluralisme politique va donc s'instituer dans la plupart de ces pays où le parti communiste avait un rôle dirigeant. Il y aura toujours des partis communistes, mais ils auront une importance numérique variable, de la majorité relative à la minorité agissante.

Mais il y a deux choses qui ne changeront pas, du moins dans l'immédiat. Pendant un demi-siècle, tous les cadres politiques, administratifs, techniques, ont été formés, désignés, encadrés par le Parti communiste. Il faudra plus d'une génération pour former d'autres cadres relevant d'autres idéologies. En France, ce sont les mêmes préfets qui ont souvent administré le pays sous la Révolution, l'Empire et même la Restauration. Plus récemment, si la pieuse épurée de 1945 avait prétendu éliminer de tous les postes d'autorité ou de responsabilité tous ceux qui avaient flirté avec la collaboration ou prêté serment au maréchal, comment le pays eût-il marché ? On peut s'inquiéter mais non s'étonner qu'il n'y ait pas eu de véritable chasse aux sorcières en Allemagne après l'écroulement du nazisme.

Plus durable et plus résistante encore sera la marque du socialisme implantée dans les institutions et les mentalités, même à travers des pratiques politiques aberrantes. Ainsi le régime napoléonien, avec son belicisme, son oppression intellectuelle, sa police secrète, ses crimes, fut-il le vecteur des idées de la Révolution française parmi les peuples qu'il opprimait.

Nombreux sont les émigrés de l'Est qui, en même temps qu'ils découvraient l'émerveillement de la liberté et de l'abondance, prenaient conscience des périls mortels que le capitalisme a engendrés : misère, insécurité, chômage, désespoir du tiers et du quart-monde.

Reste à savoir ce que peut être le destin du communisme dans les pays, comme la France, où il n'a pas été au pouvoir. Ce serait une erreur et une injustice de procéder

à un amalgame facile et de condamner sur des complications conscientes ou inconscientes. On ne condamne pas l'Eglise sur la Saint-Barthélemy ou sur ses compromissions avec les régimes absolutistes. Cela dit, le communisme n'est pas une foi. C'est une action organisée, fondée sur la conscience rationnelle d'un progrès possible qui ne peut se gagner que par la lutte.

Orthodoxie, bureaucratie

Ce progrès, les Français en ont eu le témoignage pendant plus d'un demi-siècle, depuis les conquêtes du Front populaire. Aucune de ces conquêtes sociales pour plus de bien-être et de dignité dans le travail n'aurait été acquise sans la pression que les communistes ont exercée sur les institutions. La gauche française ne peut pas se passer d'un Parti communiste influent.

Dans un régime pluraliste fondé sur la loi de la majorité, les tendances politiques ne peuvent se faire entendre que si elles disposent d'un appareil qui, inévitablement, prend une forme ecclésiale. L'appareil du communisme, c'est le parti. Mais ce n'est qu'un outil. Dans le Manifeste, Marx et Engels font constamment référence aux communistes en tant qu'individus, mais jamais à un parti communiste, sans dans le titre où il s'agit d'un groupuscule.

Or tout appareil élaboré pour la survie des hiérarchies, une orthodoxie, une bureaucratie et des mécanismes homéostatiques. Le parti de la Révolution a servi de modèle à tous les autres, avec un appareil d'autant plus rigide que les circonstances lui imposaient de jouer le rôle d'un appareil d'Etat.

Après la guerre, et surtout après la mort de Staline, les partis communistes ont été amenés à se poser la question de l'élaboration de modèles nationaux. Certes, le parti français ne fut pas le plus prompt à réagir, mais cela n'implique pas qu'il n'ait pas évolué et ne puisse continuer à évoluer.

Ce n'est pas une question de personne. Peu importe que ce soit la

tête de Marchais ou celle de Fiterman qui apparaisse au « bébé-show » des médias. L'essentiel est qu'une voix s'exprime pour formuler les réflexions, les analyses, les critiques des communistes français.

Pour voir quotidiennement travailler les communistes, je connais leur sérieux, leur désintéressement personnel, leur dévouement à la cause commune. La production d'information à la base est impressionnante. L'inconvénient est que cette information se dégrade et se perd à mesure qu'elle remonte vers le sommet à travers les rouages de l'appareil. Le mécanisme décisionnel est lent et lourd. Il n'y a pas en principe de dogme ni d'infailibilité pontificale, mais le souci majeur des « apparatchiks » est — non sans raison d'ailleurs — de préserver la cohésion de l'appareil. C'est un souci louable, mais il n'est pas sans dangers. Certes, mettre la machine en pièces sous prétexte qu'elle étouffe l'initiative de la base serait une absurdité. Susciter des scissions plus ou moins avouées serait une erreur inefficace. L'unité reste indispensable, mais pas à n'importe quel prix.

Il paraît peut-être paradoxal, mais instructif, que j'emprunte la conclusion à Ramiz Alia, successeur d'Enver Hoxha à la tête du Parti du travail albanais lors du huitième plénum du comité central de ce parti, le 25 septembre 1989, donc bien avant le grand mouvement de l'Est : « La vie intérieure du parti, l'esprit de militance et de débat, sont souvent étouffés non seulement par l'intervention d'en haut, mais aussi parce que la conception de l'unité est confondue avec celle de l'unanimité. Il y a des camarades qui pensent, par erreur, que si on ne votait pas à l'unanimité pour un communiste ou un cadre à propos d'une question ou d'une attitude l'unité serait lésée. Non, camarades, cela ne tient pas. (...) Le débat et la confrontation des idées, des solutions, des variantes, des pratiques, sont tout à fait normaux ».

Comme quoi, il n'y a pas que Gorbachev qui puisse donner des leçons.

Robert Escarpit est conseiller régional d'Aquitaine.

TRAIT LIBRE



« International Herald Tribune » du lundi 12 mars

AU COURRIER DU Monde

Pour l'énergie nucléaire

Cimetière de l'atome, poubelle de l'atome, nouveau défi pour la France, la radioactivité menaçante.

Pourquoi le Monde des 20 et 21 février, qui habituellement s'efforce à l'objectivité, cède à la mode de l'antinucléaire, dramatisant systématiquement cette question, gonfle chaque incident ?

La carte « L'Hexagone nucléaire » avec ses grosses taches noires défigurant la France est un bel exemple d'information dramatisée, pour ne pas dire manipulée.

Quelques outrances :

— Mettre dans le même sac mines, usines, centrales, laboratoires n'est pas très sérieux. D'une mine sort du minerai qui existait depuis des millénaires. L'exploitation pour résultat de diminuer la radioactivité du site : où est le danger ?

A voir la carte, on pourrait croire que la région de Limoges est bouleversée, défoncée par les mines d'uranium. Lorsqu'on fait du tourisme dans cette région, la réalité est bien différente, les mines bien discrètes et les habitants n'ont pas l'air d'être traumatisés.

— La Bretagne souffre infiniment plus de la pollution en vingt ans de ses nappes phréatiques que de son innocente centrale nucléaire. Si les médias s'étaient mobilisés autant sur l'eau que sur le nucléaire nous ne connaîtrions pas la situation catastrophique actuelle.

Après une carrière dans l'industrie, je suis plus inquiet de certaines usines chimiques à l'origine bâties à la campagne et que l'urbanisation mercantile a entourées d'habitation, ou de certains camions-citernes, véritables bombes, lâchés sans escorte dans la circulation.

Nous avons besoin d'énergie. Certes, il faut apprendre à la maîtriser, il faut rechercher des procédés économiques, il faut développer l'utilisation des énergies renouvelables (solaire et vent), tout en sachant qu'étant irrégulières, aléatoires et non stockables en grande quantité, elles resteront

marginales. Mais ceci étant dit et fait, que reste-t-il : le pétrole et le nucléaire.

Le pétrole va en s'épuisant (ce n'est qu'une question de délai) et le bon sens voudrait qu'on le réserve à la pétrochimie qui en tire des composants dont nous ne savons plus nous passer.

Il reste le nucléaire dans la perspective du troisième millénaire. Alors autant apprendre de suite à bien le gérer et à vivre avec plutôt que de jouer à se faire peur.

RAYMOND BODARD

Toulouse

... et contre

Vos articles sur la démolition des centrales atomiques qui sont arrêtées, dont on ne sait pas comment on va faire pour les démolir, m'ont beaucoup intéressé.

Je ne suis pas un scientifique. J'ai quatre-vingt-un ans, je suis un paysan et j'en suis fier, et j'essaie d'avoir un peu de bon sens.

On nous a dit et répété que l'électricité produite par les centrales atomiques revenait moins cher que l'électricité thermique produite par le charbon ou le fuel.

Maintenant on se rend compte que cela va coûter des milliards pour démolir les centrales et se débarrasser des résidus très dangereux et très radioactifs qui sont dedans.

Il me semble que ces dépenses doivent entrer en ligne de compte pour calculer le prix de revient d'un kilowatt.

Par conséquent on peut dire que personne, même avec les ordinateurs les plus perfectionnés, ne peut dire quel est le prix de revient d'un kilowatt, même approximativement.

Que dirait-on d'un industriel qui vendrait un produit, alimentaire ou machine, sans en avoir calculé le prix de revient ?

Or, en fait, l'EDF vend un produit : des kilowatts sans savoir combien cela lui coûte pour les produire.

P.S. — La France n'a pas étudié sérieusement l'énergie éolienne. Pourquoi ?

J. TRICOT

Gignac

Bibliographie : « La Politique internationale des années 80 », de François Puux

Le feuilleton de la décennie

La scène internationale est un cinéma permanent qui ne repasse jamais le même film. Force est de prendre le spectacle en marche. En découvrant la décennie écoulée en chiffres ronds, François Puux n'a pourtant pas fait un choix arbitraire. L'entrée en scène fracassante de Ronald Reagan, avec ses tirades simplistes et ses gros effets, qui susciteront tant de sarcasmes des sceptiques et des délicats, marqua, en novembre 1980, un réveil américain qui soldera la « guerre froide » sur une indiscutable victoire de l'Ouest.

Domage que l'auteur ne s'en soit pas tenu, au jour près, à son calendrier. Son livre était déjà sous presse quand la chute du mur de Berlin déclencha la débâcle finale des régimes communistes en Europe.

Le président américain se fait cependant voler la vedette par un Gorbachev qui, menageant son entrée, ne s'avance au premier plan

qu'après l'entracte. Son itinéraire et le portrait qu'en trace François Puux en font un personnage singulièrement complexe, habile à masquer d'un charme exceptionnel le tempérament calculateur et obstiné d'un joueur et d'un luteur. Gorbachev sait aussi exploiter ses chances en gérant judicieusement son temps. Son âge le lui permet. Sa naissance, près de Stavropol, l'ayant placé dans le sillage d'Andropov, loin de forcer le destin il s'effacera à la disparition de celui-ci, alors que l'état-major du parti, ne sachant à quel saint se vouer pour sortir le pays du désastre économique, finit, après quatre jours de discussions, par remettre le pouvoir à un vieillard, le troisième successeur, qui a déjà les pieds dans la tombe. Gorbachev s'offre même alors une mystérieuse éclipse, qui fit un instant croire à son éviction définitive, pour repaître au moment opportun et recueillir, avec le dernier soupir de

Tchernenko, une succession, actif et passif indissociables, en déséquilibre.

S'étant fait désirer, il sera en mesure de mener tambour battant non seulement une « restructuration » déjà esquissée par Andropov, mais aussi une politique dite de « transparence », des réformes démocratiques, ou plus précisément une révolution légale et pacifique, intérieure et extérieure, que jamais l'ancien patron du KGB ni personne au monde n'avait imaginé.

N'est-ce pas le secret de sa relative longévité ? Ne doit-il pas son maintien au pouvoir non à une restauration de l'économie qui se fait attendre, mais à la carence de ses adversaires ? François Puux en est persuadé.

Tout se tient et s'enchaîne

Si la tragi-comédie soviétique, avec ses rebondissements européens et ses prolongements planétaires, lui fournit la trame de cette décennie captivante, cette première histoire d'un bouleversement mondial sans précédent se lit comme un roman unanime à multiples facettes, fourmillant de personnages, d'épisodes, de rebondissements même, comme si la suite nous était inconnue ! Rien d'essentiel n'est oublié, mais tout ce qui n'est pas indispensable est proscrit. Ce qui frappe dans ce récit limpide, documenté, précis, concis, c'est que l'appareil d'ordre mondial obéit en fait aux mêmes lois que la physique élémentaire. Tout se tient et s'enchaîne, rien ne survient par hasard, tout s'explique à qui sait chercher, qu'il s'agisse du conflit israélo-arabe, de l'Afghanistan, de la guerre du Golfe, des avatars de la Chine, du Japon, de l'Allemagne, de l'Europe, du « réaganisme » ou du « thatchérisme ». La politique internationale est le contraire de ce qu'elle paraît, du conte « plein de bruit et de fureur,

dit par un idiot et qui ne signifie rien » qui met Macbeth en rage.

Bien sûr, comme il faut quitter l'Histoire ainsi qu'on la prend, en marche, l'auteur cède parfois, sous le couvert d'anonymes « observateurs » (il n'est pas diplomate pour rien), à la tentation de lire l'avenir dans le présent. Tentation périlleuse : ainsi François Puux doute qu'Ortega se soumette au suffrage du peuple nicaraguayen. Se risquant à des prévisions d'une autre portée, il ne croit pas du tout, avec de solides arguments géopolitiques à l'appui, à l'échec du « Pacte de Rio », tellement à la mode depuis que... Karl Marx l'a annoncé en 1851 ! Il semble partager la conviction des Japonais que leur économie atteint ses limites ; il ne croit pas que le sanglant « printemps de Pékin » ait engagé la Chine dans une voie irrémédiable, et la « vague islamique » lui semble « sur le reflux », tant en Iran qu'en Egypte.

Pour ce qui est de l'URSS, il est convaincu qu'« une page est tournée », qu'elle ne cherche plus seulement à l'Occident un armistice, comme l'ont fait Khrouchchev avec son « statu quo dynamique » et Brejnev avec la « détente », mais qu'elle subit un vrai « dégel, imposé par des raisons économiques impérieuses ». Partageant l'opinion de son ancien ministre Maurice Couve de Murville (dans le Monde en face), il écrit : « Le processus engagé en URSS est irréversible et se poursuivra avec ou sans Gorbachev, car il n'y a aucune autre solution ».

Ainsi le suspense est maintenu comme dans les meilleurs feuilletons. Le champion soviétique verra-t-il le triomphe de sa cause ? Vous le saurez dans le prochain épisode.

MAURICE DELARUE

La Politique internationale des années 80, de François Puux (collection « Perspectives internationales », Presses universitaires de France, 376 pages, 149 F).

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Woutts

Directeur de la rédaction : Daniel Verneat

Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Claude Sales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81 ; Telex : 650572 F MONDPA

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex : 261311 F MONDSIR

صكنا من الامم

ÉTRANGER

URSS

M. Gorbatchev qualifie de « décision illégale » la proclamation par la Lituanie de son indépendance

M. Gorbatchev a déclaré mardi 13 mars, que la proclamation d'indépendance de la Lituanie par son Parlement, constituait une « décision illégale ». Le Soviet suprême de la République est sorti de sa compétence, a ajouté le chef de l'Etat soviétique en affirmant qu'il ne pouvait « y avoir de pourparlers (avec Vilnius) puisqu'il ne peut y avoir de pourparlers qu'avec des pays étrangers ». Le Soviet suprême de l'URSS se réunira dès la fin des travaux du Congrès pour « donner une évaluation juridique et politique de la décision prise par les Litoniens. Tant que la situation n'est pas clarifiée (...) nous continuerons à travailler comme d'habitude », a encore dit M. Gorbatchev.

MOSCOU

de notre correspondant

Les mots comptent en politique, et ce sont les mots, la langue, ce qui se dit et ne se dit pas qui sont parfois le meilleur reflet d'un moment d'histoire. Sans même susciter une vaguelette, le quotidien du gouvernement soviétique, les *Izvestia*, parlait ainsi, lundi 12 mars, du « premier jour d'indépendance de la Lituanie soviétique », de cette « renaissance de l'Etat lituanien », dont le journal télévisé du soir montrait d'ailleurs l'acte officiel.

L'article n'était pas bien gros, mais, contrairement à celui de la *Pravda*, il se voyait sans loupe, et c'était sobre, factuel, aussi pondéré

que les déclarations de M. Ligatchev. Car, interrogé, le même jour, dans les couloirs du Parlement, le chef de file des conservateurs, l'homme dont on aurait, par excellence, attendu un grand cri d'indignation, disait seulement que les Litoniens « devraient bien réfléchir avant de se décider », mais que tout se réglerait « de façon pacifique ».

Puis, regardant sa montre, il ajoutait, pince sans rire : « Excusez-moi, j'ai une réunion du bureau politique, et ils sont peut-être en train de m'en expulser sans que je le sache. » A ce jour, M. Ligatchev n'avait jamais voulu concéder l'évidence de son absolu désaccord avec l'équipe de M. Gorbatchev. A l'en croire, l'unité du bureau politique était aussi profonde que l'exigeaient les dogmes du socialisme réel et soudain. Devant les micros, tout change. Non seulement, il admet ce que tout le monde sait, mais il indique que sa position est de moins en moins confortable et en rit, mettant les rieurs de son côté.

A la tribune, d'épais faciès de bureaucrates à la vie trop tranquille, de lourds discours d'approbation servile du pouvoir en place, rappellent par instants ce qu'est peut-être, bientôt, ce que fut l'appareil. Entre l'indépendance lituanienne et la télévision et M. Ligatchev découvrant l'usage de l'humour en politique, on voyait pourtant, lundi, l'URSS basculer dans un autre monde, aborder une terre inconnue où il faut vraiment dire beaucoup de gros mots pour entendre le cadavre du système se retourner dans sa tombe.

Quand la parole est donnée à M. Iouri Afanassiev, l'un des chefs

du groupe inter-régional des députés les plus radicaux, un silence absolu tombe sur le Palais des congrès, le monstre architectural planté dans la splendeur du Kremlin. On sait qu'il va dire « non » à l'instauration du régime présidentiel, qu'il va, de cette manière, s'opposer directement à M. Gorbatchev et il ne déçoit pas. Sans modification préalable de la Constitution, sans redéfinition urgente et prioritaire de l'Etat soviétique, sans recours, enfin, au suffrage universel, « le présidentialisme n'est, dit-il, très pâle et concentré, qu'une légalisation des pouvoirs extraordinaires », d'un homme et il nomme cet homme : M. Gorbatchev.

Lénine mis en cause

C'est une déclaration ouverte de défiance personnelle qui n'est pas encore entrée dans les mœurs soviétiques. Dans le principe, elle choque la masse des députés et, politiquement parlant, seule une minorité des réformateurs approuve un rejet si catégorique. Les murmures de protestation, puis le grondement d'indignation, ne s'élevaient néanmoins que lorsque M. Afanassiev, historien et spécialiste de la Révolution française déclare que « toute l'histoire (soviétique) est fondée sur l'usage de la force et de la violence » et que « si notre leader et fondateur a jeté les bases de quelque chose, ce sont les principes d'une politique d'Etat de violence et de terreur ».

C'est naturellement Lénine qu'il met là en cause. Lénine, dit-il, derrière la tribune d'où il s'adresse bien plus au pays qu'au Parlement, la traditionnelle statue

blanche a été remplacée par une simple effigie. Le léninisme est discrètement poussé à la trappe mais on ne peut encore dire sans scandaliser que l'héritage du père de la Révolution est à rejeter en bloc. Ce sera bientôt tout à fait banal, mais, pour l'heure, la seule idée admise est qu'il faut revenir au bon Lénine - celui qui était devenu Gorbatchevien juste avant de mourir.

Il y a toujours des réverences obligées, mais qu'encombre-t-on à cracher sur l'idole de la dévotion ? Un rappel sans réplique au respect du temps du parole et une invitation, vigoureuse mais courtoise, de M. Vorotnikov, membre du bureau politique, à fonder une nouvelle organisation politique, maintenant, dit-il, que la loi va le permettre.

Car, bien sûr, M. Afanassiev est membre du Parti communiste - comme le sont près de 80 % des députés. La proportion, comme dirait M. Afanassiev, est « stalinobrejnévienne », mais la réalité est tout autre - celle, dit, à la tribune, M. Afanassiev, l'homme auquel sera sans doute confiée la présidence du futur Conseil constitutionnel soviétique, d'un « passage pacifique d'un système totalitaire à un système démocratique et humain ».

« C'est une entreprise sans précédent, sans analogie dans l'histoire », dit ce juriste qui défend pied à pied tout le projet institutionnel de M. Gorbatchev. On le sait à la voix du futur président, mais il explique le plus clairement du monde que s'il y a, aujourd'hui, « paralysie du pouvoir », c'est que « les structures politiques [anciennes] ont déjà perdu leur force et que les organes de l'Etat n'ont pas trouvé une vraie force politique ».

Il s'agit, dit-il donc, de remplacer le parti par l'Etat et il faut, à cette étape, se départir « de l'image totalitaire » de l'Etat qui ne doit plus être vu comme l'instrument de la dictature, mais comme le « garant de la légalité, de la liberté (...) de la défense des droits des gens ». « Nous avons besoin de créer un Etat civilisé, laïc », poursuit M. Afanassiev, qui n'a pas besoin d'expliquer que la religion à écarter là est le marxisme, mais qui enchaîne en s'élevant contre le mot d'ordre sacré, celui auquel on vient juste de « revenir », du « tout le pouvoir aux soviets ! ».

Inspiration gauloise

Non, dit-il, car tout le pouvoir aux assemblées parlementaires, cela signifie, « l'expérience mondiale le prouve », la paralysie de l'exécutif, l'« impasse » dans la prise de décisions - une impasse dont l'Etat français n'est sorti, explique-t-il, qu'avec la Constitution de la V^e République.

Au nom de M. Gorbatchev, M. Afanassiev plaide pour la sortie du communisme par l'inspiration gauloise et cela ne choque absolument personne. Cela, c'est tout à fait permis et il n'est plus besoin de prendre de précautions verbales pour l'exprimer. En revanche, l'abandon du monopole politique du Parti communiste - un élément seulement d'un tout, pourtant - reste dur à avaler pour l'appareil.

Telle qu'elle sera proposée aux députés, la nouvelle formulation de l'article 6 de la Constitution, est ainsi un tel chef-d'œuvre d'ambiguïté grammaticale qu'on peut le comprendre très différemment. Suivant les lectures, participeront à la gestion des affaires soit « le Parti communiste et d'autres organisations sociales et mouvements de masse du parti, des syndicats, de jeunesse et autres », soit « le Parti communiste et d'autres organisations sociales et mouvements de masse de type parti, syndicaux, mouvements de jeunesse et autres ».

L'article 7 lève cependant toute ambiguïté puisqu'il stipulera que « tout parti et organisation sociale, ainsi que des mouvements de masse (...) agissent dans le cadre de la Constitution et des lois soviétiques » et que « ne sont pas permis la création et l'activité de partis, organisations et mouvements ayant pour objectif un changement par la force du régime constitutionnel soviétique et de l'intégrité de l'Etat socialiste (...) d'attiser la discorde sociale, nationale et religieuse ».

Il y a bien pluralité constitutionnelle des partis mais l'ambiguïté de l'article 6 donne la mesure de ce qu'il faut peser pour pouvoir avancer.

BERNARD GUETTA

Réactions prudentes à l'étranger

Suite de la première page.

La plupart des Etats occidentaux qui furent membres de la Société des Nations sont dans la même situation juridique. Le problème est différent en revanche pour les pays qui n'ont reconnu l'URSS qu'après la deuxième guerre, dans des frontières incluant donc les Etats baltes et pour ceux qui, comme la Suède, ont reconnu l'annexion.

Cela étant, le problème se pose de savoir à quel moment devront être formalisées des relations diplomatiques. « On n'en est pas là », dit-on au Quai d'Orsay. Une proclamation unilatérale ne suffit pas, il faudrait que soient établies pour les autorités de Vilnius les conditions d'exercice de leur souveraineté. Ces autorités n'ont pour l'instant rien réclamé de la communauté internationale et, selon le ministère français, elles ne le feront pas à court terme. Petit problème annexé qui se posera le moment venu : l'un des bâtiments consulaires dont disposait la Lituanie libre à Paris a été remis « par erreur » aux Soviétiques en 1945.

L'enclave de Kaliningrad

Enfin on note au Quai d'Orsay que la reconnaissance de la personnalité juridique de la Lituanie n'implique pas que la France ait à prendre position sur la question de ses frontières. Elle se posera à Kaliningrad (ex-Königsberg, partie de l'ancienne Prusse-Orientale) est en effet séparée du reste de l'URSS par la Lituanie et se trouverait enclavée en cas de sortie effective de cette dernière de l'Union des Républiques.

Les Etats-Unis ont adopté une position assez proche de celle de Paris, à cela près que la pratique américaine veut que l'on reconnaisse les gouvernements et pas seulement les Etats. « La pratique est de reconnaître le gouvernement légal de n'importe quel pays lorsque ce gouvernement contrôle effectivement son territoire et est capable de contracter et honorer des engagements internationaux. Nous établissons des relations diplomatiques formelles lorsque ces conditions seront remplies », a déclaré lundi un porte-parole du département d'Etat. Le fait qu'un million de Litoniens (sur les 1,3 million que compte la diaspora) vivent aux Etats-Unis est l'un des motifs de la réaction rapide de Washington, qui s'entoure cependant, elle aussi, de prudence, ménage M. Gorbatchev et précise que seuls les trois Etats baltes bénéficient d'une reconnaissance de jure des Etats-Unis.

Prudence enfin en Pologne où le gouvernement, ne cédant pas à l'enthousiasme de M. Walesa et d'une partie de la presse, se borne à déclarer qu'il a « pris connaissance » de la démarche du Parlement lituanien, souhaite un règlement pacifique de l'affaire avec l'URSS et exprime ses préoccupations quant au maintien de la stabilité en Europe de l'Est.

CLAIRE TRÉAN

GRANDE-BRETAGNE : la révolte contre la hausse de l'impôt local

Mme Thatcher empêtrée dans la « poll-tax »

M^{me} Thatcher fait face, depuis quelques jours, à la troisième grave crise de politique intérieure de ses onze années au pouvoir. La première avait été provoquée par la brutale récession économique de 1981. La deuxième était due à la révélation, en 1986, lors de l'affaire Westland, de la façon pour le moins cavalière dont elle traitait ses ministres. La troisième est liée à l'impopularité considérable, y compris chez les électeurs conservateurs, du nouvel impôt local qui doit entrer en vigueur en avril.

LONDRES

de notre correspondant

L'ancien impôt était fondé sur la valeur locative de l'habitation et acquitté par chaque foyer fiscal. Une famille ouvrière vivant sous un seul toit, dans une maison ou un appartement modeste, avec plusieurs enfants majeurs, ne payait souvent rien du tout. A l'avenir, elle devra verser plusieurs milliers de livres, puisque le nouvel impôt pèse sur chaque citoyen adulte. Le quotidien *The Independent* a calculé que la réforme représentait, pour l'ensemble du pays, une hausse de 33 % en moyenne.

Selon la formule consacrée, la reine en son château et le pauvre dans sa mansarde seront strictement égaux devant la poll-tax. Il s'agit d'un « impôt par tête », comme la capitation de la France de l'Ancien Régime. Le nombre des assujettis va passer de 12 à 35 millions. L'impôt varie, parfois du simple au double, selon la municipalité, les travailleurs demandant généralement davantage que les conservateurs. Il sera en moyenne de 354 livres par personne et par an, soit environ 3 500 francs.

Les signes avant-coureurs de la révolte n'avaient pas manqué. Les associations conservatrices locales avaient fait connaître la « perplexité » de leurs membres les plus fidèles. Des conseillers municipaux tories avaient démissionné en cascade. M^{me} Thatcher aurait pu, il y a quelques mois encore, reculer. Elle ne l'a pas fait, essentiellement pour des raisons idéologiques. Elle estime que chaque citoyen doit participer aux dépenses de la commune. Son objectif est également politique : obligé, pour la première fois de sa vie, de payer un impôt local, le nouveau contribuable ne



PANCHO

se méfierait-il pas à l'avenir des conseillers municipaux travaillistes, trop prodigues ?

Mais les Britanniques n'ont pas suivi M^{me} Thatcher, dont la cote de popularité est tombée au plus bas niveau jamais atteint par un premier ministre conservateur depuis M. Edward Heath au début des années 70. Si des élections générales avaient lieu immédiatement, les travaillistes les gagneraient haut la main. Leur avance est de 18,5 % selon le dernier sondage Gallup.

La réforme de l'antique taxe d'habitation, qui datait du dix-huitième siècle, va-t-elle se transformer pour M^{me} Thatcher en un piège comparable à celui que fut en 1969 pour le général de Gaulle le projet de régionalisation et de transformation du Sénat ? Il est évident, en tout cas, que le pays profond ne comprend pas pourquoi le premier ministre s'est lancé dans cette aventure.

Bagarres avec la police

Les travaillistes n'ont présenté jusqu'ici aucune solution de rechange. Ils réfléchissent, en attendant de se décider peut-être à leur congrès d'automne. Mais, aux yeux de l'opinion, ils ont le mérite d'avoir toujours été résolument hostiles à la poll-tax. Le leader travailliste, M. Neil Kinnock, n'est pas porté par une grande vague de popularité mais une frange impor-

tante de l'électorat conservateur, effrayée par le montant du nouvel impôt, a changé, provisoirement peut-être, de camp. Presque toutes les communes d'Angleterre et de pays de Galles ont annoncé ces derniers jours, au cours de conseils municipaux houleux, combien elles réclamaient à leurs habitants. Certains de leurs administrés attendaient parfois le résultat dans la rue devant la mairie...

Les scènes d'émeutes qui en ont résulté dans plusieurs banlieues désertées ont sans doute paradoxalement calmé le jeu. Les simples citoyens, par ailleurs totalement indignés par la somme qu'on leur demande, n'ont guère apprécié de voir à la télévision des émeutiers attaquer des policiers, casser des vitrines et piller des magasins. La classe politique, tous partis confondus, a condamné ces violences. M. Kinnock a éprouvé le besoin de rappeler que la démocratie consiste à respecter la loi votée, même si on est en désaccord avec elle. Or le nouvel impôt, tout impopulaire qu'il soit, a bel et bien été approuvé par le Parlement.

Les bagarres avec les policiers ont été spectaculaires. Elles ont coïncidé avec un autre combat, beaucoup plus feutré, qui se joue au sein du gouvernement et à la tête du Parti conservateur pour la succession de M^{me} Thatcher. Selon des pointages effectués pendant le week-end, un parlementaire conservateur sur quatre estime que

la « Dame de fer » devrait se retirer avant les prochaines élections, qui doivent avoir lieu au plus tard au printemps 1992. Un autre leader, par exemple M. Michael Heseltine, ancien ministre de la Défense, serait selon la majorité de ces ardeurs le mieux à même d'empêcher une victoire du Labour.

Série noire pour les tories

Des déboires en série ont démoralisé les conservateurs et remis en cause l'infailibilité de « Maggie ». Ils ont subi une cuisante défaite aux élections européennes de juin 1989, menées dans la plus grande confusion, puisqu'on ne savait plus à la fin de la campagne si le premier ministre était pour ou contre l'Europe. Ils ont perdu plusieurs élections partielles, s'apprêtent probablement à en perdre une autre, le 22 mars, et les élections locales du 3 mai s'annoncent très difficiles... en raison précisément de la poll-tax.

Presque chaque soir, au Journal télévisé, des parlementaires conservateurs de base élaient leurs griefs. L'un d'entre eux, M. Rhodes Boyson, expliquait lundi soir que les tories avaient besoin, pour gagner les prochaines élections, de faire des concessions sur la poll-tax, et de réduire les taux d'intérêt.

La dernière rumeur veut que des dignitaires du parti, y compris des ministres de haut rang, se soient réunis en secret pour tenter de faire partir en douceur la Dame de fer, peut-être à l'occasion de son soixante-cinquième anniversaire, le 13 octobre. « *Balivernes* », a tranché l'intéressée, en visite en Ecosse. « *Des conneries* », a commenté, un ton au-dessus, un de ses conseillers.

M^{me} Thatcher a réuni lundi 12 mars ses principaux collaborateurs pour tenter de reprendre l'initiative. A la sortie de cette réunion au 10 Downing Street, le président du Parti conservateur, M. Kenneth Baker, a affirmé que l'hypothèse d'un « complot » était « une pure spéculation ». L'interprétation donnée de toute l'affaire par l'entourage du premier ministre est d'une grande simplicité : même si un parlementaire conservateur sur quatre veut se débarrasser de M^{me} Thatcher, cela veut au moins dire que trois sur quatre la soutiennent toujours...

DOMINIQUE DHOMBRES

JÉRÔME DUMOULIN

LE PHARE DE BALEINE

roman

nrf

GALLIMARD

MÉMORABLES DU 20^e SIÈCLE

tourne les pages des
années une par une...
Une somme historique
et littéraire.

M. Ho.
L'Express

MÉMORABLES DU 20^e SIÈCLE



480 p.
280 F

Un album indispensable et
aussi un joli cadeau pour les
chercheurs en herbe. L'album
est passionnant d'un bout à
l'autre, un remarquable aide-
mémoire!

Christine Amothy
Le Parisien

Le parti pris a été de mélanger
la toile de fond culturelle
et l'histoire événementielle;
une certaine image du siècle.

M.G.
L'Événement

Une déclaration "méorable."

Anne Robin
V.S.D.

EDITION° 1/KIAN

EUROPE

RDA : dernière semaine de campagne électorale

En Thuringe, la droite a le vent en poupe

A quelques jours des élections libres en RDA, les formations politiques est-allemandes, avec l'aide de leurs partis frères de l'ouest, multiplient les meetings en province. Ces réunions ressemblent de plus en plus à celles auxquelles on est habitué en Europe occidentale. Les gadgets ne manquent pas, et le « racolage » politique est pratiqué allégrement.

WEIMAR

de notre envoyé spécial
La place du Théâtre de Weimar est l'un des endroits les plus célèbres de toute l'Allemagne. C'est là en effet que se dressait la statue universelle connue des héros du lieu : Goethe et Schiller, fondus ensemble dans le bronze pour l'éternité. Le premier a l'allure sévère du conseiller du Prince qu'il fut ici jadis, le second le regard exalté du poète composant les paroles de « l'Hymne à la joie ». L'Allemagne profonde et sérieuse et l'Allemagne romantique et exaltée sont réunies dans ce duo immobile qui ne se soucie aujourd'hui nullement de l'agitation qui se développe à ses pieds.

Samedi 10 mars, cette place du Théâtre était ouverte aux tréteaux politiques et l'on pouvait assister aux multiples saynètes qui font la loi d'un genre dont la RDA fait depuis quelque temps la découverte : le racolage électoral dans les rues. Face à face, le SPD et la CDU ont chacun déployé des stands et distribuent les gadgets habituels : ballons pour les enfants, stylos à bille, autocollants et journaux vantant les mérites de leurs candidats.

« Cirque »
électoral

Arrivés plus tôt le matin, les chrétiens démocrates se sont installés au pied même de la statue des deux poètes. Ils sont venus de l'Ouest avec leurs automobiles rutilantes et ont ouvert un stand où l'on boit, gratuitement, du vin de Moselle à volonté. Weimar est en effet jumelée avec Trèves, qui n'est pas seulement la patrie de Karl Marx mais un endroit où l'on produit un excellent vin blanc. Les militants CDU versent leur nectar à tous les passants. Comment s'étonner alors que leur stand soit plus fréquenté que celui, installé en face, des sociaux-démocrates ? Les enfants viennent voir et toucher les automobiles de leurs rêves, les adultes redemandent des verres de ce vin qui délie les langues. Le message de la CDU est simple : votez pour nous et vous aurez l'unité sans tarder et aussi peut-être ces beaux objets que vous admirez aujourd'hui.

Les militants du SPD ont choisi en revanche un style beaucoup plus austère. Le parti-frère de l'Ouest les a pourvus naturellement en grilles électoraux obligatoires, mais eux sont arrivés dans de petites voitures Trabant - pour montrer qu'ils sont

bien d'« ici » - et essaient au moyen de haut-parleurs de présenter à la foule les principaux points du programme de leur parti. Ils ne bénéficient que d'une attention polie des badauds. A Weimar, l'homme de la rue ne veut voir aujourd'hui de l'exercice de la démocratie que son côté le plus spectaculaire : le « cirque » électoral qu'il ne connaissait jusqu'à présent qu'à travers la télévision ouest-allemande.

Partie plus tard que le SPD dans la campagne électorale, est-allemande, la droite remonte en force dans cette Thuringe traditionaliste où, mis à part quelques centres industriels comme Erfurt ou Eisenach, la gauche n'a jamais vraiment pu prendre pied. Dans les villes et les villages, l'affichage au bord des routes et sur les murs est nettement plus important en faveur des trois partis de droite réunis au sein de l'Alliance pour l'Allemagne, fondée sous la houlette du chancelier Kohl : la CDU-Est, ancienne formation satellite du Parti communiste, le DSU (Union sociale allemande), patronnée par la CSU bavaroise, et le Renouveau démocratique, récemment ébranlé par les accusations portées contre l'un de ses leaders, M. Wolfgang Schür, qui aurait collaboré avec la Stasi. (Le Monde daté 11-12 mars).

Mais ce qui compte pour le public rassemblé sur cette place, c'est que

cette alliance ait la bénédiction du chancelier Kohl. Pour croire le message venu de Bonn, les passants sont prêts, semble-t-il, à oublier tout. La CDU paraît dans cette constellation bénéficier d'un avantage certain : celui de son siège qui est le même que celui du parti frère de l'Ouest. Les gens de Thuringe, proches des Bavarois dans leur antagonisme avec la Prusse, voteront aussi nombreux pour la DSU - même si son chef, le pasteur Wolfgang Eberling, de Leipzig, n'était pas le plus tolérant des ecclésiastiques en RDA. Des dissidents de l'époque Honecker se souviennent, en effet, avoir été refoulés de son église Saint-Thomas.

1939,

c'était le bon temps...

Dans les magasins de Weimar, les devantures révèlent la tendance politique de leurs propriétaires, qui voient enfin arriver le bout du tunnel collectiviste et qui peuvent rêver demain de reprendre le fil des affaires rompu voilà quarante ans. La vitrine du marchand de meubles Bernhard Helmreich, qui est installé tout juste derrière la place du Théâtre, est pleine d'affiches de l'Alliance pour l'Allemagne. Elles égaient de leurs couleurs vives les meubles tristes et vieillots offerts à la clientèle. On peut également lire une

couverture de journal, écrite en gothique, datée de janvier 1939 et qui relate le 25^e anniversaire de la fondation de cette honorable maison. Une photo montre le propriétaire d'alors, père du gérant actuel, tout fier devant une Opel modèle 1938 rouillée. C'était le bon temps, semble-t-on nous dire, même si, à quelques kilomètres de là, se trouvait le camp de Buchenwald que la plupart des habitants de Weimar avaient soigneusement évité de voir pendant les douze ans de son existence.

La Thuringe, il faut le rappeler, fut gouvernée par les nazis un an avant la prise du pouvoir par Hitler à Berlin. Aujourd'hui, elle ne s'encombre pas de nuances pour se donner dans sa majorité à ceux qui lui promettent « la liberté au lieu du socialisme » et qui lui demandent de faire barrage aussi bien au SPD qu'au PDS (communiste) de M. Gregor Gysi.

Sur cette place de Weimar, on est loin des subtilités dialectiques dont les Berlinois font leurs délices. On veut du solide, du bon sens tel que Helmut Kohl peut l'incarner dans le marché qu'il offre à longueur de discours dans son marathon électoral est-allemand : votez pour moi et vous aurez l'unité plus vite qu'avec tout autre. Avec le deuschentanz en prime.

LUC ROSENZWEIG

La « table ronde » demande que la nouvelle Constitution soit soumise à référendum

La « table ronde », qui réunissait chaque semaine depuis décembre dernier les représentants des anciens et des nouveaux partis politiques est-allemands, a tenu sa seizième et ultime session, lundi 12 mars, à Berlin-Est. Ainsi s'achève la phase de « transition démocratique » qui s'était ouverte avec la chute de M. Erich Honecker, le 18 octobre 1989, et qui a conduit aux élections libres de dimanche.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

La première réunion de la « table ronde » avait eu lieu le 7 décembre 1989, quelques jours seulement après l'élimination du dernier secrétaire général du Parti communiste (SED), M. Egon Krenz, et le sabordage de ses instances dirigeantes, bureau politique et Comité central. Elle réunissait, aux côtés de M. Gregor Gysi et Wolfgang Berger, qui symbolisaient le mouvement de réforme au sein du PC, les représentants des quatre autres partis de l'ancien

Bloc national et ceux des nouvelles formations politiques qui émergent alors des événements d'octobre. Au cours de cette première réunion, avaient été décidées l'organisation d'élections libres et la création d'une commission chargée d'élaborer un projet de nouvelle Constitution.

D'emblée, les nouvelles formations avaient surtout exigé que la « table ronde » soit un organe de contrôle du gouvernement encore dominé par les communistes. Elle est devenue, au fur et à mesure, un organe essentiel du pouvoir, se substituant en grande partie à un Parlement dont le rôle n'était plus que formel en raison de sa totale absence de représentativité.

Frustrations

Le premier ministre, M. Hans Modrow, qui l'avait de plus en plus associée à ses décisions, a fini par trouver là son meilleur soutien dans ses relations difficiles avec le gouvernement ouest-allemand du chancelier Kohl sur toutes les questions touchant à l'unification.

S'opposant au souhait du gouvernement ouest-allemand de

voir la RDA adopter, purement et simplement, la loi fondamentale de la RFA, la « table ronde » a symboliquement adopté, lundi, lors de sa dernière session, un projet de nouvelle Constitution est-allemande. Ce projet, qui est un peu son testament, reflète la préoccupation de l'ex-Parti communiste et de la majorité des petites formations qui y sont représentées. Celles-ci se sentent frustrées par une révolution qu'elles ont initiée mais qui leur échappe de plus en plus. La « table ronde » veut que soit prise en compte à l'avenir, dans les négociations avec la RFA, une certaine spécificité est-allemande, notamment dans le domaine de la protection sociale. Elle se prononce également pour la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse avec la Pologne. Une résolution adoptée à la majorité, comme l'ont été toutes les décisions de la « table ronde ». Elle demande enfin que la nouvelle Constitution soit soumise à référendum, le 17 juin prochain. La décision reviendra au Parlement issu des élections de dimanche.

H. DE B.

L'unification allemande

Le chancelier Kohl se veut rassurant mais ne répond pas à M. Mitterrand

Après avoir fait monter la tension à propos de la question de la frontière germano-polonaise, le chancelier Helmut Kohl s'est lancé depuis quelques jours dans une campagne visant à rassurer les partenaires et voisins de l'Allemagne. C'est ce qu'il a fait notamment lundi 12 mars en recevant le secrétaire au Foreign office, M. Douglas Hurd, à qui il a laissé le soin de se prononcer lui-même en faveur du recours à l'article 23 de la Loi fondamentale, c'est à dire de la procédure rapide pour l'unification. Cette méthode « au clair-avant » de la simplicité, a déclaré M. Hurd, dont le chef de gouvernement estimait pourtant, il n'y a pas si longtemps encore, que la réalisation de l'unité allemande prendrait 20 ans.

Le chancelier a décidé semble-t-il de ne plus jouer les hommes pressés et de laisser à ses partenaires le soin de comprendre par

eux-mêmes le bien fondé de certains de ses arguments. Ainsi on est conscient à la Commission européenne de Bruxelles également des vertus de l'article 23 : l'autre procédure possible, supposant l'élaboration par les deux gouvernements allemands d'une nouvelle constitution, plus lente, implique de surcroît la redéfinition de tous les engagements internationaux du futur Etat allemand, c'est à dire une renégociation du traité d'adhésion à la CEE, pour ne rien dire de celui de l'adhésion à l'OTAN.

Le chancelier rassure et fait valoir, notamment par ses porte-paroles, qu'il aurait préféré s'en tenir à son plan en dix points proposant un processus très progressif d'unification, qu'il espérait par ce plan « gagner six mois », mais que la pression populaire en RDA en a décidé autrement. Il fait savoir aussi qu'il n'est pas favorable à ce que les élections de décembre soient des élections dans toute l'Allemagne unie et que ces dernières n'auront sans doute pas lieu avant 1991.

En fait ce sont les Allemands de l'ouest qui décideront du rythme de l'opération et, même si personne ne se risque à faire des pronostics publiquement, on semble considérer de plus en plus qu'ils le souhaiteront rapide. A cette inconnue est liée aussi d'une certaine manière la

question de la procédure par laquelle on fournira à la Pologne les garanties qu'elle réclame. Les deux gouvernements allemands auront-ils le temps d'élaborer le traité que demande Varsovie ?

L'absence totale de réaction de la Chancellerie aux déclarations faites à ce sujet vendredi dernier par M. Mitterrand, lors de la visite à Paris des dirigeants polonais, est frappante. L'entretien téléphonique que le président de la République avait annoncé pour le week-end ou lundi n'a toujours pas eu lieu. Dans les milieux diplomatiques ouest-allemands, on minimise la portée de la démarche du président français, en faisant valoir qu'elle n'est pas gênante pour Bonn car il n'y a pas de divergence sur le fond et qu'elle obéissait en partie à des considérations de politique intérieure. M. Mitterrand étant jugé en France trop silencieux. On renvoie, là encore à l'après 18 mars.

Quant à M. Douglas Hurd, à qui l'on demandait lundi à Bonn s'il estimait qu'un traité de paix entre la Pologne et l'Allemagne devait intervenir avant ou après l'unification, il a répondu, prudent, qu'il n'était pas certain de la bonne réponse. « L'important », a-t-il dit, c'est qu'il y ait un traité avec la participation des Polonais et que celui-ci soit mis en place aussitôt que possible ».

C. T.

EN BREF

□ **ROUMANIE** : procès communs pour la famille Ceausescu. - Les trois enfants de Nicolae Ceausescu, Valentin, Zoia et Nicu, et leurs conjoints seront jugés ensemble pour avoir « sapé l'économie nationale », a affirmé, lundi 12 mars, une source proche de l'instruction militaire chargée du dossier.

□ **URSS** : réunion d'une organisation nationaliste estonienne. - Le « Congrès d'Estonie », une instance mise en place par les nationalistes radicaux de cette république baltique, s'est réuni dimanche 11 mars à Tallin et a demandé l'ouverture de négociations avec l'URSS en vue de l'indépendance de l'Estonie, a indiqué lundi Interfax, une publication de Radio-Moscou. La principale organisation nationaliste estonienne, le Front populaire, ne participait pas à ce congrès. - (AFP)

□ **Des précisions sur le budget du PC.** - La Pravda a indiqué lundi 12 mars que les recettes du budget du parti communiste s'élèvent à un peu plus de 2,56 milliards de roubles (environ 4 milliards de dollars au taux officiel). La principale ressource de fonds, selon le quotidien du parti, provient des cotisations de ses membres (1,48 milliard de roubles en 1989), le reste notamment des maisons d'édition du parti (1,06 milliard). Les dépenses s'élèvent à 2,38 milliards de roubles, avec notamment un fond salarial de 807 millions de roubles en 1989. - (AFP)

صلى الله عليه وسلم

à le vent en poupe

QUAND ON ENGAGE
SON ÉPARGNE POUR 10 ANS
ON A INTÉRÊT À AVOIR FAIT
LE TOUR DU PROBLÈME
PLUTÔT DEUX FOIS QU'UNE.

Aujourd'hui, tout le monde vous presse de signer pour un PEP. Mais il n'y a pas que le PEP. Aux AGF, l'épargne à long terme, il y a longtemps que c'est notre métier et nous avons déjà fait pas mal de route et mis au point bien des plans d'épargne à long terme. Que vous souhaitiez disposer d'un bon complément de retraite sous forme de capital ou sous forme de rente, ou faire fructifier votre épargne pour en disposer à votre convenance en exploitant au mieux les possibilités d'exonérations fiscales, toutes les formules existent aux AGF. Et, bien entendu, nous pouvons vous proposer le PEP.

Aussi, si vous venez nous voir pour un PEP, nous étudierons soigneusement vos besoins. Peut-être repartirez-vous avec un PEP. Peut-être avec autre chose.

En tout cas, avec ce qui vous convient le mieux.



assurances

L'AVENIR, MIEUX VAUT EN PARLER AVEC CEUX QUI PENSENT À LONG TERME.

EUROPE

BULGARIE

Les élections auront probablement lieu en juin

Aux termes d'un accord conclu lundi 12 mars à Sofia lors de la réunion de la « table ronde » entre le gouvernement et l'opposition, des élections libres en Bulgarie doivent se dérouler « avant la fin du premier semestre 1990 », probablement au mois de juin.

Les avis divergent toutefois sur la nature de ce scrutin. Pour M. Jelio Jeliev, président de l'Union des forces démocratiques (UFD), qui regroupe quinze partis et mouvements d'opposition, les premières élections libres doivent d'abord déboucher sur la formation d'une Assemblée Constituante chargée d'élaborer une nouvelle constitution et une nouvelle loi électorale. Ce n'est que dans un second temps que des élections législatives ordinaires seraient organisées.

En revanche, pour M. Alexandre Lilov, président du Conseil

suprême du Parti communiste bulgare (PCB), il est urgent d'élire un Parlement qui désigne un gouvernement « fort » et adopte des lois « importantes ».

Selon un sondage effectué début mars, le PCB est crédité de 39 % des intentions de vote. L'UFD recueillerait 16 % des voix et le Parti agrarien 11 %. L'accord intervenu entre le gouvernement et l'opposition prévoit que les partis n'auront pas le droit de recevoir d'assistance financière de formations politiques ou d'États étrangers. La table ronde a également décidé d'interdire la création de partis attisant la haine religieuse, ethnique ou raciale.

M. Jeliev a exprimé sa profonde satisfaction après la session de la table ronde, en estimant que les demandes de l'opposition avaient été satisfaites à 90 %. (AFP.)

GRECE : les élections du 8 avril

M. Mitsotakis et M. Papandréou en quête d'une majorité parlementaire

ATHÈNES

de notre correspondant

Les chefs des deux principaux partis politiques grecs, M. Constantin Mitsotakis, président de la Nouvelle Démocratie (conservateur), et M. Andreas Papandréou, leader du PASOK (socialiste), ont donné le week-end dernier le coup d'envoi de leur campagne en vue des élections législatives du 8 avril, les troisième en moins d'un an.

M. Mitsotakis, qui dispose de 148 sièges sur 300 au Parlement (46,19 % des voix aux dernières élections de novembre), s'est rendu dans les îles de Samos et de Mytilène, en mer Égée, où il a demandé une majorité afin de former « un gouvernement fort », seul capable de résoudre la crise que traverse le pays. Il a affirmé que la Grèce était « en faillite » et en a rejeté l'entière responsabilité sur M. Papandréou.

Le leader conservateur a affirmé que son parti n'accordera pas l'immunité aux responsables socialistes (dont le chef du PASOK) impliqués dans des scandales politico-financiers. Ces dirigeants doivent comparaître dans les mois à venir devant des cours spéciales. M. Mitsotakis a par ailleurs exposé les thèmes qui seront au centre de sa

campagne : la lutte contre la drogue et le terrorisme, ainsi que la nécessité de rétablir la confiance du citoyen envers l'État.

De son côté, M. Papandréou a ouvert la campagne électorale du PASOK (128 députés, 40,67 % des voix en novembre dernier) en Crète où il a tenté de présenter un nouveau visage de son parti : « Force tranquille », « nouveau contrat social », « réformes partielles ». A Héraklion (capitale de l'île), il a affirmé que le PASOK serait le « premier parti grec » à l'issue du scrutin et qu'il formerait « un gouvernement de renouveau, moderne, démocratique et progressiste ».

Pour leur part, les dirigeants communistes de la Coalition de gauche et du progrès (21 sièges, 10,97 % des suffrages aux dernières élections) ont rejeté les majorités conservatrice ou socialiste en se prononçant pour un « gouvernement progressiste de coopération ». La Coalition devait se réunir mardi pour discuter d'une éventuelle collaboration avec les socialistes pour présenter des candidats communs dans certaines circonscriptions. Un tel accord, « contre nature », selon M. Mitsotakis, constituerait un lourd handicap pour les conservateurs dans leur course à la majorité parlementaire.

DIDIER KUNZ

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Le général Aoun sort très affaibli d'une année de rébellion

Où va le général Michel Aoun ? Stoppé dans son offensive contre la milice chrétienne des Forces libanaises (FL), notamment par l'incapacité de son armée à venir à bout de la milice, le général fait, semble-t-il, marche arrière, renonçant à sa volonté d'intégrer les FL dans son armée et d'obtenir de leur chef, M. Samir Geagea, une dénonciation des accords de Taëf. De même s'affirme-t-il aujourd'hui prêt à discuter de cet accord, lui qui le rejetait jusqu'à présent en bloc, le considérant comme un « acte de reddition face à la Syrie ».

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

Parvenu au bout d'une logique militaire qui non seulement ne l'a pas fait progresser vers les objectifs qu'il défendait, mais a, au contraire, renforcé dans une certaine mesure ses ennemis – les FL d'une part, qui ont fait la démonstration qu'elles étaient une force politique et militaire incontournable, et la Syrie de l'autre, qui a vu, grâce à l'accord de Taëf, légaliser, au moins temporairement, sa présence et son rôle au Liban, – le général Aoun a-t-il enfin pris la mesure des contours politiques d'une situation qui ne peut se résoudre par les seuls moyens militaires ?

« Nous avons décidé que dans

les relations avec Washington et Téhéran... Le fils de l'imam Khomeiny, Ahmed, a déclaré lundi 12 mars que l'annonce faite par le président Bush aurait récemment parlé au téléphone avec une personne se prétendant être M. Rafsanjani, constituant une « opération de relations publiques » destinée à créer l'impression que le président américain s'entretenait volontiers avec son collègue iranien, si ce dernier l'appelait. M. Ahmed Khomeiny a attaqué à ce propos ceux qui en Iran souhaitent normaliser les relations avec Washington, contrairement aux enseignements de son père qui, a-t-il dit, a toujours combattu l'« impérialisme américain ». Il a ajouté : « Il n'y aura jamais de compromis entre la République islamique et Washington. » (UPI.)

La guerre qui l'a déclenchée a, en outre, provoqué d'énormes destructions dans l'infrastructure du pays (eau, électricité et téléphone), désorganisé complètement l'économie, paralysé les écoles qui n'ont fonctionné que trois mois dans l'année, réduit à la misère des familles entières et contraint à l'exode plus d'un million de personnes au plus fort des bombardements. Nombre de chrétiens qui n'avaient pas mis les pieds à Beyrouth-Ouest (le secteur musulman de la capitale) depuis quinze ans, ont découvert, à cette occasion, qu'ils pouvaient y trouver refuge.

Un « pays chrétien » divisé

Le soutien populaire dont bénéficie le général Aoun dans le « pays chrétien » doit aussi être mesuré à l'aune d'un départ massif de la population la plus qualifiée qui cherche de plus en plus son salut hors du Liban et vers des destinations lointaines – le Canada est très prisé – impliquant peu d'espoir de retour. A cet égard, les foules qui manifestaient leur soutien au général devant le palais présidentiel dévasté de Baabda n'ont sans doute jamais atteint l'importance de celles qui, pendant le même temps, fuyaient leur pays, désespérant de le voir renaître un jour, même sous la férule d'un général qui leur promettrait, contre toute attente immédiate, la libération et l'unité.

La « libération », on sait ce qu'il en est, car non seulement pas un mètre carré de territoire n'a été libéré, mais c'est le « pays chrétien » qui est aujourd'hui menacé, et l'armée syrienne a consolidé sa présence.

L'unité, si elle n'a jamais pu être réalisée avec l'Ouest à majorité musulmane, a volé en éclats dans le « réduit chrétien », soumis à son

tour à de dangereuses lignes de démarcation qui séparent armée et milice, sans compter un patriarcat maronite humilié et maltraité ainsi que le divorce avec les députés du camp chrétien, interdits de séjour dans leur propre zone d'influence pour avoir signé l'accord de Taëf – à propos duquel le général Aoun se dit maintenant prêt à ouvrir un dialogue « sans conditions préalables, que ce soit une annulation ou une acceptation ».

Que peuvent penser ces mêmes foules de Baabda, auxquelles le général promettrait de « casser la tête d'Hafez et Assad » (le président syrien) quand elles l'entendent dire aujourd'hui : « Je suis prêt à parler à nos frères syriens sur la base de la souveraineté du Liban car nous ne sommes pas des fauteurs de troubles » ? Le général n'a pas – et c'est nouveau – interrompu les journalistes qui lui parlaient du « président » Hraoui, dont il ne reconnaît pas la légitimité, tout en acceptant de dialoguer avec lui. Que peuvent ressentir les proches des huit cents morts des combats entre chrétiens, déclenchés par l'armée, quand le général affirme : « Nous savions que tout affrontement interne conduirait à l'autodestruction » ?

Que signifie exactement cette volte-face et que cherche réellement le général Aoun qui, à toutes les occasions, se dit prêt à négocier, à négocier sans doute de chercher à négocier leur sort avec le gouvernement légal du président Hraoui plutôt qu'avec un homme dont la situation apparaît quand même très précaire et qui, en tout état de cause, préférerait, lui aussi, pactiser avec le diable que de voir triompher M. Geagea.

Dans la situation très mouvante qui prévaut au Liban, où la tension reste vive dans le « pays chrétien », rien n'est réglé, et tous les rebondissements demeurent possibles. Mais, de cette année noire qu'il aura profondément marquée, le général Aoun sort très affaibli, son seul « succès » ayant sans doute été d'avoir brisé quelque peu le monopole syrien sur le Liban, Damas restant, toutefois, le partenaire principal et reconnu par la communauté internationale d'une solution que l'on ne voit pas se dessiner très prochainement.

FRANÇOISE CHIPAUX

IRAK

« Tu tueras ta parente adultère »

L'Irak a aboli tout châtiment pour les hommes qui tueraient des femmes adultères membres de leur famille, révèle lundi 12 mars l'hebdomadaire Al-Ithad.

Le Conseil du commandement révolutionnaire irakien a publié le 28 février un décret en ce sens afin d'améliorer le sens moral de la population, explique le journal.

La mesure s'applique à tout homme qui tue sa mère, ses filles, ses sœurs, ses tantes, ses nièces ou ses cousines, coupables d'adultère. Le décret reste cependant muet sur le droit des femmes de tuer les mâles de leur famille coupables d'adultère. (Reuters.)

ASIE

CAMBODGE

A Phnom-Penh le retour des « nouveaux riches »

Les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies se sont réunis lundi 12 mars à Paris pour tenter de relancer le dialogue en vue d'une solution du drame cambodgien. Un représentant du secrétaire général de l'ONU a participé à ces conversations, qui devaient se poursuivre mardi. Les discussions portent principalement sur l'application d'un plan d'origine australienne visant à permettre à l'ONU de superviser l'organisation d'élections libres au Cambodge.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

En pleine saison sèche, Phnom-Penh se gonfle de ruraux qui attendent les premières pluies pour reprendre le chemin des rizières. Le centre grouille de monde, pauvres et nouveaux riches confondus. Au grand marché, le troc de l'or ne respecte même pas l'heure de la sieste. Une bonne partie de la ville vit encore dans la pénombre et les coupures de courant sont fréquentes, mais les générateurs privés de secours envahissent les trottoirs. Restaurants et cafés fleurissent. Dans le centre, de nombreux immeubles demeurent tépreux car ils ont été squattés

sés, et les autorités se sont réengagées à transférer aux locataires les titres de propriété. Dans les quartiers résidentiels, de belles demeures sont restaurées et de nouvelles constructions émergent.

En l'espace de quelques mois, les limousines flambant neuves, pour la plupart de fabrication japonaise, se sont multipliées. D'énormes camions équipés de remorques remontent du port de Kampong-Som des milliers de motocyclettes de seconde main qui sont soit remises à neuf et vendues sur place, soit expédiées vers le Vietnam et le sud de la Chine. Le Cambodge est devenu une plaque tournante d'un commerce régional souvent illicite entre l'Asie non communiste et le Vietnam. Mais un pouvoir d'achat local commence à se manifester. Dans certains garages, les voitures se vendent comme des petits pains. En outre, non seulement le Cambodge parvient tant bien que mal à se nourrir – il n'a pas importé de riz cette année –, mais certains de ses produits commencent à être appréciés dans la région.

Le développement plutôt anarchique de l'économie pose cependant un gros problème. L'inflation a fait un bond depuis le début de l'année. Mal payés – 200 riel par mois, soit l'équivalent de 6 F –, les militaires, policiers et miliciens chargés de la sécurité des routes organisent de

véritables barrages payants. Plus que jamais, les fonctionnaires sont obligés d'exercer un second métier pour joindre les deux bouts.

Mercedes et cognac

Tout se paie, de l'accès à l'école à celui aux hôpitaux. Le riel, la monnaie locale, a perdu la moitié de sa valeur en deux mois en dépit du fait qu'en février les autorités ont parvenues à juguler une dégringolade qui s'annonçait catastrophique. « Les prix sont stables et celui du riz a même baissé, mais c'est provisoire et il peut y avoir de nouvelles hausses », explique M. Han Sen, premier ministre, qui ne cache pas que le contrôle de l'économie est un de ses principaux soucis.

Le Cambodge, dont l'élite a été en bonne partie exterminée par les Khmers rouges, demeure un pays sous-administré. Sur tout ces deux dernières années, la libéralisation de l'économie a provoqué un petit boom et facilité des pratiques que l'État n'a pas les moyens de contrôler. « Alors que nous sommes encore en phase de structuration, nous avons lâché la bride à pas mal d'appétits », explique un haut fonctionnaire en ajoutant que le Cambodge souffre aujourd'hui de deux maux, « les Khmers rouges et l'économie ». Ainsi, ceux qui

ont réussi dans les affaires n'hésitent plus à afficher leur succès, roulant Mercedes et portant les bijoux les plus précieux. Si le Cambodge commence à exporter sa sauce de soja – très appréciée –, des nattes, du caoutchouc et même des pneus de bicyclettes, beaucoup s'enrichissent de la spéculation sur l'or et le dollar. Faute d'instruments de gestion, les autorités sont réduites à exercer des pressions directes sur les gros commerçants, souvent d'origine chinoise, pour qu'ils mettent un frein à leurs appétits.

« Il n'y a pas encore de dérapage mais la sonnette d'alarme est tirée », explique un économiste. Il reste que tout cela ne contribue guère à relever le moral d'une troupe contrainte à se battre dans de difficiles conditions – salaires de misère, absence de soins – alors qu'une minorité vit dans la grande aisance à Phnom-Penh. La corruption ambiante contribue à créer une atmosphère de démobilisation. Ce serait l'une des raisons pour lesquelles le couvre-feu nocturne a été restauré dans la capitale. Les dancings ont été contraints de fermer leurs portes, à une ou deux exceptions près. Le fait que les fonctionnaires n'aient pas été payés depuis deux mois n'empêche cependant pas le cognac de couler à flots dans les meilleurs restaurants de la capitale.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CHINE

Le plénum du PC n'a pas permis de sortir de l'impasse politique

PÉKIN

de notre correspondant

Le sixième plénum du comité central du PC chinois, réuni du 9 au 12 mars, a confirmé la paralysie quasi-totale du régime. Le communiqué rendu public lundi soir est une indigence caractéristique d'une impasse politique dans laquelle aucune tendance n'est en mesure de prendre le dessus. La Chine doit continuer d'« avancer sur la route du socialisme aux caractéristiques chinoises » en dépit « d'une situation mondiale changeante et de difficultés intérieures temporaires », qui seront surmontées si « nous faisons un bon travail dans l'économie nationale », indique en particulier ce texte d'une rare brièveté.

Les orientations d'ouverture et de réforme datant de 1978 sont certes réaffirmées dans un coup de chapeau implicite à M. Deng Xiaoping. Celui-ci passe pour avoir insisté pour qu'on ne change « pas un mot », selon l'expression qui lui est prêtée, au discours-programme d'inspiration très libérale prononcé, en 1987, devant le XIII^e congrès du parti par M. Zhao Ziyang, le secrétaire général limogé en juin 1989.

Mais, faute d'accord sur les modalités pratiques, le comité central s'est rabattu sur un « programme minimum » : retour à « la ligne de masse » – poncif des années 1950 qui a perdu la valeur subversive qu'un Mao Zedong lui conféra – et exhortation aux quarante-huit millions de membres du parti à se frayer de manière plus décidée aux réalités quotidiennes en se rendant « à la base ». C'est la

seule recette proposée pour résoudre les phénomènes tels que le « bureaucratisme ». Tout il est admis qu'il hante le régime chinois.

Le plus intéressant est encore ce qui ne figure pas dans le texte : en particulier le « libéralisme bourgeois », d'où serait venu tout le mal de la crise de 1989 à en croire le déluge de propagande des derniers mois. En le passant totalement sous silence, le comité central a marqué son refus d'enterrer une analyse de la situation qui revient à couper la Chine de l'évolution des pays socialistes. Le désaccord est patent quand les « importants discours » prononcés par le secrétaire général, M. Jiang Zemin, et le premier ministre, M. Li Peng, sont maintenus pour le moment secrets.

Comme lors de ses deux précédents pléniums, le comité central s'est réuni dans une quasi-clandestinité, n'apparaissant sur les écrans de la télévision que pour un vote à main levée. Le communiqué n'a pas été adopté à l'unanimité, sans quoi cela aurait été signalé.

Enfin, aucune des nominations envisagées au bureau politique n'a été sur le moment confirmée. Ce qui, sauf coup de théâtre, laisse augurer d'un blocage identique au sein des autres institutions du régime, même si des personnalités sont promues en renfort à des postes technocratiques pour préparer l'avenir. Neuf mois après avoir manqué son rendez-vous avec l'histoire, le régime communiste chinois fait du sur-place.

FRANCIS DERON

صكنا من الالهل

Il sort très affaibli
de rébellion

مكتبة الأمل

AMÉRIQUES

BRÉSIL
Le lourd héritage de M. Sarney
et les belles promesses de M. Collor

Avant la passation de pouvoir, le 15 mars, le président sortant tente de faire oublier ses échecs, et le futur chef de l'Etat d'accréditer ses engagements

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Avec l'arrivée au pouvoir de M. Fernando Collor, c'est une longue période de médiocrité qui se termine. Celle de la présidence de M. José Sarney : réformes annoncées et jamais réalisées, discours mirobolants sur la fin de la crise économique, népotisme, affaires. Au lieu d'assurer les échos, le président sortant en a souvent rejeté la responsabilité sur autrui. A la veille de céder la place, alors que l'économie brésilienne n'a jamais été aussi chaotique, il a réuni son gouvernement pour se livrer une fois de plus, devant les caméras, à un panegyrique de lui-même.

L'un des premiers soins de M. Fernando Collor, avant d'entrer au Planalto, a été de préciser qu'il assumerait la paternité de ce que feraient ses ministres. Depuis son élection, en décembre, il a donné à ses complices le sentiment qu'ils allaient enfin être gouvernés. Du coup, ces derniers ont oublié dans quelles conditions il a gagné, avec 53 % des voix, la première élection au suffrage universel depuis vingt-neuf ans, en recevant l'appui financier d'une oligarchie qu'il dénonçait en public et en employant contre son adversaire de gauche, Lula, de douteuses méthodes.

M. Collor a aussi des oublis : M. Sarney n'est plus l'homme qu'il traitait pendant sa campagne de voleur et de corrompu, mais un prédecesseur avec qui il a fini par s'entendre. La défense de l'Amazonie et de l'environnement n'est plus un cheval de bataille démagogique des pays industriels, auquel il promettait d'opposer un nationalisme bien senti, mais un problème assez

important pour qu'il lui destine un secrétariat d'Etat, confié à un écologiste.

Pour le reste, il a précisé, dans un style percutant efficace, ses principales options électorales. Au cours d'un voyage autour du monde, au début de l'année, il a tenu, devant les dirigeants des principaux pays industrialisés, le langage le plus susceptible de leur plaire et de faire mouche auprès des Brésiliens en quête de modernité. Il a dit vouloir en finir avec le protectionnisme étroit qui a permis au pays de se doter d'un vaste parc industriel, mais qui est aujourd'hui dépassé. Finie, donc, la réserve de marché dans l'informatique, objet depuis plusieurs années d'une guerre commerciale avec les Etats-Unis. Finis le monopole de fait dans l'automobile, en raison d'obstacles administratifs favorisant les multinationales.

Le bon élève

A Washington, à Bonn et à Tokyo, M. Collor s'est montré un bon élève occidental, soucieux d'assainir les finances publiques, de déléster la machine de l'Etat, pour attirer le capital étranger. A Paris, il a flatté les oreilles socialistes en attaquant les « élites » de son pays, corrompues, à ses yeux, d'être égoïstes et retardataires.

Le nouveau président arrive au pouvoir avec une équipe économique de tendance social-démocrate, dont il a confié la direction à une jeune universitaire de São Paulo, M^{me} Zelia Cardoso de Melo, sans grande expérience administrative, ce qui est un pari. Cette dernière fait de l'actuelle crise financière un diagnostic mille fois formulé : l'Etat brésilien est le premier responsable de l'inflation, en raison des taux d'intérêt élevés qu'il pratique pour financer ses déficits.

La solution consiste donc à équilibrer les dépenses et les recettes, en réduisant l'administration, en privatisant les entreprises publiques déficitaires, en limitant le rôle de l'Etat aux domaines où il est nécessaire, mais toujours défaillant (santé, éducation), moins par insuffisance de ressources, d'ailleurs, que par mauvaise gestion.

Cette analyse, le gouvernement sortant l'avait faite, mais sans en tirer les conséquences, car le déficit public s'est accru au point d'atteindre 7 % du PNB. M. Collor et M^{me} Cardoso de Melo ont l'intention de promouvoir les réformes structurelles sans lesquelles toute mesure visant la conjoncture serait vouée à l'échec. Ils veulent réformer le patronat public, la fiscalité, l'administration, mais le travail prendra du

temps, car il doit passer par le crible du Congrès.

Un premier train de mesures devait être annoncé le 16 mars. On le promet spectaculaire : il sera destiné à frapper les esprits, pour jouer sur les ressorts psychologiques de l'inflation. Aux syndicats réunis sous la bannière de la Centrale unifiée des travailleurs (CUT), opposants déclarés au nouveau président, promesse a été faite que la politique des salaires ne serait pas modifiée sans un accord préalable avec les travailleurs. Autre promesse, lancée par le nouveau ministre du travail, M. Antonio Rogério Magri, issu des rangs du syndicalisme modéré : l'établissement d'un panier de la ménagère, aux prix réglementés.

Certains adversaires de M. Collor continuent de le traiter de bulle de savon et le guettent sur les deux fronts où il a promis de se battre et où il risque de trébucher : celui de la modernisation administrative, destinée à dynamiser les forces du marché, et celui des réformes sociales, indispensables dans un pays où les deux tiers des gens vivent au-dessous ou aux limites du minimum vital.

L'un des tests, une fois de plus, sera l'absence ou l'existence d'une réforme agraire, étant donné le nombre des paysans sans terre (sept millions de familles) réduits à l'état de « sous-citoyens ». Le nouveau ministre de l'Agriculture, M. Joaquim Roriz, a eu, à cet égard, des propos typiquement brésiliens, en disant qu'il fallait faire la réforme « en évitant les conflits ».

C'est aussi le discours qu'avait tenu le gouvernement Sarney. Après avoir promis de donner un lopin de terre à un million et demi de paysans durant son mandat, il a fait marche arrière lorsque les grands propriétaires ont pris les armes contre les prétendants au partage. La devise du quinquennat - « Tout pour le social » - a révélé ce jour-là son caractère dérisoire. Elle s'est traduite essentiellement par des distributions de lait dans certains quartiers périphériques.

La faillite a été la même ailleurs. En cinq ans, la monnaie a changé trois fois, un jour aussi les prix ont été bloqués, ce qui n'a pas empêché l'inflation de battre chaque année de nouveaux records. La valse des ministres a été aussi vertigineuse que celle des étiquettes. Quatre ministères des finances, quatre de la justice, un ou deux ministères de présidents de la Banque centrale et de ministres du plan - l'un est parti sous les hutes pour cause de concussion. Une succession de scandales, qui n'ont même pas épargné l'Itamaraty, le ministère des relations extérieures, considéré pourtant comme le plus sérieux et de professionnalisme.

Au moment où la Constituante discutait de la future Charte de la nation et où l'état des finances aurait dû monopoliser l'attention du chef de l'Etat, ce dernier consacrait ses efforts à se faire accorder, par les députés, un mandat de cinq ans au lieu des quatre prévus initialement. Pour y parvenir, il multiplia les prébendes, et agita la menace militaire.

Sous tutelle militaire

L'armée a été son principal appui : il s'est montré à son égard d'une docilité constante. Répétant à l'envi qu'il avait « consolidé la démocratie », il a placé celle-ci, en fait, sous tutelle militaire. Les généraux ont continué de camper dans les allées du pouvoir et d'accaparer les crédits.

Il n'y a pas en que des ombres au tableau. En cinq ans, le PNB a augmenté de 25 %, l'emploi s'est amélioré, et les excédents commerciaux ont atteint des niveaux records. M. Sarney laisse à son successeur un stock satisfaisant de devises, et un stock non moins grand de dettes impayées, puisque, depuis sept mois, les engagements à l'égard des banques étrangères ne sont plus honorés.

Son gouvernement s'était distingué, il y a trois ans, en décrétant un moratoire unilatéral sur la dette extérieure commerciale, ce qui donna lieu, sur l'instant, à quelques coups de clairon nationalistes. Depuis, le profil s'est fait bas. Il le restera sans doute avec M. Collor, qui a précisé qu'il chercherait le dialogue, et non l'affrontement, avec les créanciers étrangers. Il souhaite néanmoins réduire de moitié les intérêts payés chaque année, qui représentent actuellement 4 % du PNB.

En prenant ses fonctions, M. Sarney avait promis d'« être plus grand que lui-même ». Il n'y a pas réussi. Sa présidence n'a été qu'un inter-régne, un brouillon confus, mélange de gaspillage et de projets avortés, de vices anciens et de cynisme rajouté. Si elle a conforté les possédants dans leurs privilèges, elle a vu aussi l'éclosion de puissantes forces sociales, dont MM. Leonel Brizola et Lula - l'ancien et le nouveau leaders populaires - sont l'expression politique, soudées par l'ambition d'une gauche unie.

CHARLES VANHECKE

HAÏTI : après le départ du général Avril

M^{me} Trouillot devient présidente à titre provisoire

Un nouveau pas a été franchi, lundi 12 mars, vers le dénouement de la crise haïtienne, avec le départ pour la Floride du général Prosper Avril et le choix d'un président civil provisoire en la personne de M^{me} Ertha Trouillot. L'« assemblée de concertation » - le regroupement de douze partis qui ont mené la bataille contre le général Avril - a appelé la population à manifester son allégresse, mardi, lors de la prestation de serment du nouveau président et a levé le mot d'ordre de grève générale.

l'ancien régime. Le commandant en chef de l'armée, le général Hérard Abraham, qui a accepté l'interdiction du pouvoir pendant soixante-douze heures, paraît disposé à jouer loyalement le jeu de la transition vers la démocratie. Lors d'une brève mais émouvante cérémonie au quartier général de l'armée, en compagnie de cinq représentants de « l'assemblée de concertation », il a exalté « l'unité retrouvée du peuple et de l'armée ».

Prudence de la population

Présent à ses côtés, M. René Théodore, le secrétaire général du Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH), affirmait peu après que « l'armée allait désormais respecter et protéger le peuple ». Echaudée par les massacres et les assassinats nocturnes de ces dernières années, la population réagit jusqu'à présent avec prudence. Très peu de véhicules circulaient lundi dans les rues de Port-au-Prince, où les commerces, les écoles, les bureaux et les usines sont restés fermés.

A l'aéroport, une foule enthousiaste attendait pourtant le retour du Dr Louis Roy. Le « père de la Constitution », après avoir été roué de coups, avait été exilé, fin janvier, par le général Avril. Il avait promis de ne revenir que lorsque celui-ci aurait quitté Haïti. C'est chose faite depuis lundi : un avion des Forces aériennes américaines s'est envolé avec à son bord l'ex-président Avril, sa femme et deux de leurs enfants. A destination de la Floride, en attendant qu'un pays - qui pourrait être la Belgique - accepte de le recevoir.

JEAN-MICHEL CAROIT

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyé spécial

La mission du gouvernement que présente M^{me} Ertha Trouillot est double : créer les conditions favorables à l'organisation d'élections libres dans le plus bref délai et expédier les affaires courantes. Le Conseil d'Etat de dix-neuf membres chargé d'« encadrer l'exécutif » était pratiquement constitué lundi soir.

Saluée comme « un événement historique » par M^{re} Gérard Gourgue, un ancien candidat à la présidence, « l'union des partis politiques qui a permis de faire partir le gouvernement militaire » est sans nul doute l'un des faits majeurs de ces dernières semaines. Cette union a favorisé la mobilisation populaire et incité les ambassades occidentales à donner le coup de pouce qui a hâté le départ du général Avril. Mais ce « consensus » risque de voler en éclats dans le feu de la compétition électorale. A plus court terme, le principal problème demeure celui de la sécurité et des menaces que font peser les bandes armées des nostalgiques de

Première en tout

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyé spécial

Inconnue du grand public il y a encore deux jours, M^{me} Ertha Trouillot a accepté de conduire les destinées du pays dans une période difficile et de devenir la première femme à accéder à la magistrature suprême en Haïti.

Née en 1943 à Pétionville, la banlieue résidentielle de Port-au-Prince, M^{me} Trouillot avait déjà été, en 1971, la première femme membre du barreau de Port-au-Prince. Ses condisciples se souviennent d'elle comme d'une étudiante brillante, sérieuse et décidée. Des qualités qui la feront remarquer dans la communauté juridique et lui permettront d'entrer à la Cour de cassation - encore une première - à la fin de la dictature des Duvalier, en 1986. Elle a été l'épouse d'Ernst Trouillot,

son aîné de plus de vingt ans, juriste et historien qualifié par certains « d'idéologue du duvalisme ». Mort il y a deux ans, il avait, dans l'un de ses ouvrages, tenté de justifier la passation du pouvoir de François Duvalier à son fils Jean-Claude. La nouvelle présidente a, de son côté, publié dans les années 70 un livre sur le statut juridique de la femme dans la législation haïtienne.

« C'est une femme très vive, disponible et disposée à travailler », souligne M. Arnold Antonin qui représente le PANPRA (parti membre de l'Internationale socialiste) à l'Assemblée de concertation. A. Depuis la mort de son mari, M^{me} Trouillot habite, avec sa fille Yantha, à Christ-Roi, un quartier modeste de la capitale.

J.-M. C.

CHILI : au stade national de Santiago

M. Aylwin a évoqué les droits de l'homme sur l'un des hauts lieux de la dictature

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

S'il est un endroit qui évoque la brutalité du coup d'état militaire de 1973, c'est bien le stade national de Santiago : des milliers de militants de gauche furent emprisonnés et souvent torturés dans son enceinte ; plusieurs centaines y furent sommairement exécutés.

C'est là que le nouveau président de la république, M. Patricio Aylwin, a voulu prononcer, lundi 12 mars, son premier discours à la nation. Avant qu'il ne prenne la parole, sur l'écran géant où s'affichait d'habitude le score des parties de football, a défilé la longue liste des noms des victimes et disparus. « Jamais plus de crimes contre les droits de l'homme au Chili ! » a promis M. Aylwin en appelant une fois de plus à l'unité nationale. Il devait susciter quelques sifflets en formulant le souhait de voir civils et militaires se réconcilier.

Les premières mesures adoptées par le nouveau gouvernement sont essentiellement symboliques. Quelques dizaines de prisonniers « de conscience » ont été amnistiés. Le sort de ceux qui sont jugés pour leur participation à la lutte armée contre le régime militaire se déci-

déra plus tard. Le père Dubois, prêtre français expulsé du Chili en 1986 pour son attitude solidaire envers les habitants de la población La Victoria, bastion de l'extrême gauche où il exerçait son ministère, a été autorisé à rentrer. Ce qu'il a fait dès lundi, à la joie de ses anciens paroissiens qui lui ont réservé un accueil triomphal.

Rétablissement des relations

D'autre part, les relations diplomatiques avec le Mexique, l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est, rompues au lendemain du coup d'état, ont été rétablies. « L'isolement international du Chili a pris fin », se réjouit M. Aylwin, autour duquel se sont réunis, pour quarante huit heures, presque tous les présidents latino-américains ainsi que le vice-président des Etats-Unis, M. Dan Quayle. Celui-ci s'est notamment entretenu avec le président du Nicaragua, M. Daniel Ortega, qui l'a assuré que la passation des pouvoirs dans son pays, prévue pour le 25 avril, serait « encore plus pacifique qu'au Chili ».

GILLES BAUDIN

AFRIQUE

Le vice-président de l'ANC accueilli en chef d'Etat à Stockholm

Les retrouvailles de M. Nelson Mandela et de M. Oliver Tambo

STOCKHOLM
de notre correspondant

C'est dans une neige fraîche que le soleil du matin n'avait pas encore réussi à faire fondre que M. Nelson Mandela, accompagné de son épouse Winnie, est arrivé, lundi 12 mars, en Suède pour son premier voyage hors d'Afrique depuis sa libération. Le vice-président du Congrès national africain (ANC) restera jusqu'à samedi à Stockholm.

Premier pays au monde

L'accueil des autorités suédoises a été digne d'un chef d'Etat. Dans les jours qui viennent, M. Mandela prononcera un discours devant le Parlement et aura des entretiens avec le premier ministre, M. Ingvar Carlsson.

La Suède se flatte d'être le premier pays au monde à s'être doté, dans les années 70, d'une législation interdisant les investissements en Afrique du Sud, législation qui, même durcie par la suite, devait cependant laisser une certaine marge pour des dépenses dont quantité de sociétés suédoises ont su profiter.

Mais la visite de M. Mandela à Stockholm s'explique surtout par la présence, dans un hôpital de la capitale, de M. Oliver Tambo, le président en exercice de l'ANC, soigné depuis trois mois pour une hémorragie cérébrale. Les deux vieux compagnons de lutte ne s'étaient pas vus depuis vingt-huit ans. Dès lundi après-midi, c'était chose faite, et M. Tambo, dont l'état de santé s'améliore lentement, s'est rendu au château de Haga pour y retrouver M. Mandela. Rien n'a filé de cette rencontre. Les deux hommes se reverront encore plusieurs fois car ils ont quantité de problèmes à évoquer, notamment la succession de M. Tambo à la tête de l'ANC.

FRANÇOISE NIETO

ALGERIE : mystérieuse explosion dans la région d'Oran. - Un communiqué du ministère de la défense publié le lundi 12 mars présente comme un « bang » supersonique, au cours d'un exercice aérien, un grand bruit entendu samedi dans toute la région d'Oran

BÉNIN

Quinze civils forment le nouveau gouvernement

Le chef de l'Etat béninois, le général Mathieu Kérékou, a désigné, lundi 12 mars, un nouveau gouvernement de quinze membres, tous civils, dirigé par un premier ministre, poste nouvellement créé et confié à M. Nicéphore Soglo, inspecteur des finances et ancien directeur exécutif de la Banque mondiale de 1979 à 1986. Aucun des seize membres de l'ancienne équipe, démissionnaire depuis le 1^{er} mars, n'a été reconduit dans ses fonctions.

Le chef de l'Etat conserve l'essentiel de ses prérogatives mais a abandonné le portefeuille de la défense, charge qui sera assumée par le premier ministre. Le général Kérékou reste chef des forces armées.

sur un rayon de cent cinquante kilomètres. Un tel effet du franchissement du mur du son ne pouvant se produire sur une étendue aussi vaste, on se demande de différentes sources s'il ne s'agissait pas d'une explosion dans une installation militaire, peut-être souterraine. - (AFP)

La nouvelle équipe est essentiellement composée de « techniciens » civils, novices en politique. Le portefeuille des finances a été confié à un banquier, M. Idelfonse Lemon, et celui des affaires étrangères à un diplomate, M. Théophile Natta. Le nouveau premier ministre a annoncé qu'il comptait « combattre la corruption et les violations des droits de l'homme ». « Ceux qui ont participé au pillage de l'économie seront jugés sans faille ni faiblesse », a-t-il ajouté. - (AFP).

(Publicité)

JACQUES BERQUE A BÂTONS ROMPUS

« Le Coran est porteur de rationalité... La France a besoin d'ultra-mus... L'intégrisme est fasciste... La reconstruction d'un Grand Reich va rapprocher Paris et les Arabes... » Ainsi parle l'illustre orientaliste dans une interview exclusive à Arabes à la veille de la parution de sa traduction du Coran. Dans le numéro de Mars d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy 75017 Paris (Tél. : 46.22.54.14)

INTERDIT
FORBIDDEN
VERBOTEN
PROHIBIDO
VIETATO
ΑΠΑΓΟΡΕΥΕΤΑΙ
VERBODEN
INTERDITO
FORBUDT

L'HARMONISATION EUROPÉENNE EST EN MARCHÉ!

Demain en Europe, certains produits vont, peut-être, perdre la liberté de communiquer.

Demain en Europe, les consommateurs vont, peut-être, perdre la liberté de choisir.

Demain en Europe, les citoyens vont, peut-être, perdre la liberté d'être informés.

Car demain à Strasbourg, les parlementaires européens vont, peut-être, voter l'interdiction de toute forme de communication sur le tabac. Et après-demain ?

Interdire de publicité un produit en vente libre, c'est porter atteinte à la liberté d'expression.

Si comme moi vous n'acceptez pas cette entrave, faites le savoir. Chaque interdit est une blessure faite à la liberté.

JACQUES SÉGUÉLA
Publicitaire

محظوظ من الامم

POLITIQUE

La préparation du congrès de Rennes du Parti socialiste

« Aucune synthèse ne pourra se faire sans ou contre Laurent Fabius »

avertissent les amis du président de l'Assemblée nationale

Après un entretien avec M. Pierre Mauroy, lundi 12 mars, M. Laurent Fabius a déclaré qu'il attend « des propositions » du premier secrétaire du PS. « Pierre Mauroy a demandé à me voir, a indiqué M. Fabius. J'espère qu'il sera en mesure de me faire des propositions et je les attendrai. Une fois qu'il aura fait des propositions ou qu'il ne les fera pas, on verra ce qu'on en pense. » La voie est, toutefois, clairement tracée selon M. Fabius : il faut rassembler les mitterrandistes pour rassembler tout le parti. Le plus important, c'est le rassemblement pour le renouveau du parti. Les disputes ici

ou là n'ont pas d'intérêt. En effet, deux ministres signataires de la motion Fabius, MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, et Paul Quilès, ministre des postes et télécommunications, ont prévenu que rien ne pourra se faire sans Laurent Fabius et encore moins contre lui. Pour M. Bérégovoy, interrogé lundi 12 mars sur TF 1, « le succès de la motion Fabius exprime une volonté des militants dont il faudra tenir compte au congrès de Rennes. »

Le ministre de l'économie et des finances souhaite que « chacun fasse un effort » et que « personne ne se trouve éliminé ». Dans un entre-

tien accordé mardi 13 juin, au quotidien *la Montagne*, M. Bérégovoy estime que le président de l'Assemblée nationale incarne la volonté de modernisation qui doit animer le PS (...). Il faut en effet que le PS soit en état de marche pour gagner les élections législatives de 1993, car un échec en 1993 compromettrait nos chances de succès à la prochaine élection présidentielle. Ceci, indique le ministre de l'économie, doit être clair pour tout le monde.

M. Quilès s'est déclaré convaincu que la synthèse « ne pourra se faire sans Laurent

Fabius ». Le ministre des P et T, qui s'exprimait lundi 12 mars sur RTL, a indiqué que les amis du président de l'Assemblée nationale « avaient pas changé d'avis : union de tous les mitterrandistes et ensuite rassemblement de tous les socialistes ». Si pour M. Quilès, il est « évident » que les rocardiens doivent être représentés dans la synthèse générale, « avant cela », a-t-il précisé, nous pensons qu'il y a plus de convergences entre un certain nombre de socialistes, et c'est cette convergence que nous voulons organiser.

Sans le rassemblement des mit-

terrandistes, « il n'y aura pas de stabilité dans le parti », a déclaré, lundi, M. Claude Bartolone, l'un des lieutenants de M. Fabius, en insistant sur le risque de « majorités à géométrie variable » dans les fédérations « faute d'une majorité ». Un avertissement précédé d'une accusation à l'égard de M. Lionel Jospin, qui selon M. Bartolone, « cherche à camoufler un accord avec Michel Rocard ». « Tout ce lango avec Chevènement et Poperen n'a pas d'autre but que d'atténuer l'effet, chez les mitterrandistes, d'un accord avec Rocard et sans Fabius », a indiqué M. Bar-

tolone, en précisant que sur ce point « rien n'était fait » et que les fabusiens poursuivent, eux aussi, leurs conversations avec MM. Poperen et Chevènement.

L'animateur du courant fabusien a ajouté que d'après ses décomptes, la motion du président de l'Assemblée nationale arrive en tête avec 21 mandats nationaux d'avance sur celle de MM. Mauroy-Jospin-Mermaz : 2093 (soit 29,10 %) contre 2072 (28,81 %). En voix exprimées, la motion Fabius revendique 41.041 voix contre 34.900 à MM. Mauroy-Jospin-Mermaz, soit une avance de 6.141 voix.

Héros stendhalien

Suite de la première page

M. François Mitterrand a bien joué en donnant à la France un premier ministre exceptionnellement jeune, peu connu, qui n'est pas chargé, aux yeux de l'opinion, des griefs que s'est attirés le pouvoir. Il y a plus : le saut de génération voulu par le chef de l'Etat provoque une onde de choc dans l'ensemble de la classe politique, comme en témoigne, durant l'été, l'agitation des jeunes de l'opposition, M. Alain Juppé demandant, alors, un « remaniement gouvernemental » au RPR. A gauche aussi, une génération se sent pousser des ailes, tandis que M. Michel Rocard lui-même paraît prendre un coup de vieux. Une époque semble s'achever.

« Moderniser, rassembler », la devise que M. Fabius place au fronton de son gouvernement, c'est l'ouverture à la lettre. La référence de son action n'est plus le programme qui fut celui de la gauche au début de la République, mais en son sein et que M. Mauroy a mis en œuvre. D'ailleurs, les communistes ont décidé de laisser les socialistes se débrouiller seuls.

Gauche de « la fatalité de l'échec »

La politique de la nouvelle équipe se propose de résoudre les problèmes de l'heure, tels que les imposent la situation économique, l'état de la société et, aussi, les rapports de forces politiques. M. Fabius bénéficie d'une sorte de table rase. Comme il le dira plus tard, la gauche a déjà fait « le sale boulot » de l'assainissement financier et des restructurations industrielles. Il commet l'erreur de vouloir tourner la page un peu vite lorsque, le 25 juillet, au conseil des ministres, il déclare, parlant des trois années écoulées : « Cela, c'est le passé. Tournons-nous vers l'avenir ». La réplique de M. Mitterrand est connue : « Quand je regarde l'avenir, je vois encore Pierre Mauroy ». Prémonitoire.

M. Fabius s'emploie à corriger les défauts de la période précédente : la communication brouillonne, les désaccords entre ministres étalés au grand jour, les discours qui paraissent loin des faits et chargés de références anciennes. Il est l'homme qui

reconnaît que des erreurs ont été commises. Au fond, comme M. Rocard quelques années plus tôt, il veut guérir la gauche de « la fatalité de l'échec ». Il incarne tout ce que la gauche a voulu dépasser l'âge des vieux idéaux imposés, mais perdus, des combats symboliques et des nobles défaites, des revanches à prendre et des « expériences » à faire. Sans renier le passé, c'est la « culture de gouvernement », acquise au long de trois années de pouvoir, que M. Fabius cherche à faire fructifier.

La démarche est payante. Le premier ministre et son gouvernement - et, à travers eux, M. Mitterrand - redonnent le « moral » à leur camp. En gommant les esprits de l'union et du discours, ils parviennent à surprendre, puis à séduire une opinion qui reste majoritairement favorable à la droite, mais qui paraît disposée à redonner ses chances à la gauche. Celle-ci prend le visage de ses ministres, dont la cote monte dans les sondages : MM. Jack Lang, Pierre Joxe, Michel Delebarre, Pierre Bérégovoy, M. Georgina Dufour, Pélissier, sous l'impulsion du chef de l'Etat, par un petit groupe qui réunit, autour de M. Fabius, MM. Lang, Joxe, M. Dufour, M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, l'action gouvernementale marque des points.

Comment traduire politiquement cette mutation ? M. Fabius songe, alors, à un « front », qui, comme le Front républicain de 1956, réunirait le Parti socialiste et, autour de celui-ci, des groupes, clubs ou personnalités prêts à s'associer pour faire barrage au retour de la droite au pouvoir. Il réunit les ministres, au printemps 1985, au pavillon de la Lanterne, afin de leur soumettre son projet. Certains l'acceptent. D'autres y voient une tentative du premier ministre pour organiser autour de lui la campagne des élections législatives et se poser en chef de la gauche.

M. Henri Emmanuelli, alors ministre délégué au budget, exprime aussitôt son désaccord avec un d'émancipation, selon lui, relève le PS à un rôle subalterne. La gauche, parce qu'elle était en échec, a dû s'adapter au terrain.

De retour d'une mission aux îles Salomon

Le FLNKS annonce son adhésion au groupe Fer de lance de Mélanésie

Une mission du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) conduite par le président de l'Union calédonienne, M. François Burck, est revenue, dimanche 11 mars, en Nouvelle-Calédonie après avoir participé à une réunion, organisée à Honiara (îles Salomon), qui réunissait des délégués des trois pays indépendants du Pacifique Sud membres du groupe mélanésien Fer de lance, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Vanuatu et les Salomon. Elle a aussitôt annoncé que son adhésion à ce mouvement avait été acceptée : « Pour nous cette réunion restera un sommet historique », a souligné M. Burck. C'est un événement politique important.

M. Burck a noté lui-même que l'entrée du FLNKS au groupe Fer de lance n'était pas accueillie « avec ferveur » par l'Australie, qui s'était, par le passé, opposée à l'oc-

troi au FLNKS d'un statut d'observateur au Forum du Pacifique. Il a estimé que cette initiative ne constituait pas « une entrave aux accords de Matignon » sur l'avenir du territoire.

Tel n'est pas l'avis du président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, député RPR. Dans une interview à RFO, il a estimé que la démarche du FLNKS constituait « le premier faux pas concernant les accords de Matignon », en contestant l'analyse de M. Burck : « Il faut faire attention à ce que l'on dit. Cela n'a rien d'historique : ce sont de petites histoires. Le Vanuatu est en totale faillite, la Papouasie est en guerre civile, ce n'est pas de Fer de lance qu'il faudrait parler, mais de boomerang, le boomerang qui va revenir sur la figure de ceux qui organisent ces réunions. »

Elle le fait bien, et c'est tant mieux, mais le profil qu'elle a, ainsi, adopté n'est pas destiné à être pérennité : il ne constitue pas un bouleversement du dispositif politique organisé, au fil de quinze années, dans le PS.

L'OPA d'une équipe de technocrates

Les socialistes ont dans l'oreille le « lui, c'est lui, moi, c'est moi » par lequel M. Fabius, parlant de M. Mitterrand, avait inauguré, à la télévision, son rôle de chef de gouvernement. Ils observent la mise en place, à travers Espaces 89, d'un réseau de clubs et d'associations qui n'est, certes, d'autre ambition que de soutenir la gauche, mais qui se distingue, voire se démarque du PS et à la tête desquelles l'épouse du premier ministre, M. Françoise Castro, joue un rôle actif.

Une partie d'entre eux se demandent s'ils ne sont pas en train d'assister à une « OPA » de M. Fabius et d'une équipe de jeunes technocrates et intellectuels pressés d'accéder aux commandes en chassant prématurément la génération précédente. A leurs yeux, sous prétexte de renouvellement et de modernisation, tentent de s'imposer un projet politique et un courant de pensée qui n'ont pas grand-chose à voir avec ce que le PS s'est efforcé de construire et de représenter sous la direction de M. Mitterrand.

Le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, exprime bientôt cette résistance encore sourde et feutrée. Le conflit éclate lorsque, en juin 1985, M. Fabius paraît vouloir hâter les cours des choses et s'imposer comme le chef de ce qui n'est encore qu'un précompte électoral. M. Mitterrand confie qu'il n'a « rien vu venir » de l'affrontement entre le chef du parti et celui du gouvernement, tous deux mis en place par lui-même. En refusant de trancher en faveur de l'un ou de l'autre, le président donne, en fait, à M. Fabius, qui jure de sa bonne foi et affirme ne pas comprendre les reproches qui lui sont faits par M. Jospin.

Le mythe fondateur

A partir de ce moment, les bases d'un antagonisme durable entre MM. Fabius et Jospin sont réunies. Après l'épreuve de l'affaire Greenpeace pendant l'été, après l'échec de son face-à-face télévisé avec M. Jacques Chirac, en octobre, l'expression de son « trouble » à l'annonce de l'audience accordée par M. Mitterrand au général Jaruzelski donne à M. Fabius l'occasion de mesurer son isolement au sein du groupe parlementaire socialiste et du PS. La campagne des élections législatives, au début de 1986, est mise à profit par le premier ministre pour entamer un travail d'implantation dans le parti.

Il cherche des appuis, notamment, auprès des anciens conventionnels, compagnons de combat de M. Mitterrand depuis les années 60. Il noue des contacts avec des élus et des responsables fédéraux. Si la campagne est officiellement conduite en coordination avec le premier secrétaire du PS, les relations entre les deux hommes sont aléatoires.

C'est dans cette période que se forge le « mythe fondateur » du fabusisme et, corollairement, celui du jospinisme. De ce côté-ci, on l'a dit, la résistance de la « vraie gauche » à une tentative de détournement en vol par une équipe de néo-radicaux aux convictions pâles, plus familières des bureaux et des couloirs ministériels - ou des salons parisiens - que des combats militants. A cette vision répond, de

l'autre côté, la conviction d'un faux procès fait à M. Fabius par ceux qui sentaient menacées leurs positions acquises, leur confort de gens en place, appuyés sur des idées et des méthodes d'un autre âge.

De cette époque-là, les premiers fabusiens gardent le souvenir d'une injustice : l'homme qui a tant contribué à désempourner la gauche et à lui permettre de se tirer d'affaire, en mars 1986, avec les honneurs, a eu droit, pour toute récompense, à de lancinantes accusations d'illégitimité, d'opportunisme, de « giscardisme » camouflé, de tentative de dérive vers un parti démocrate à l'américaine, etc.

La préparation du congrès de Lille, en avril 1987, donne une autre tournure au conflit. M. Fabius, en décidant de revenir dans la direction du parti sans même en discuter auparavant, selon les jospinistes, avec le premier secrétaire, empêche celui-ci de réorganiser l'équipe dirigeante comme il l'entendait. C'est alors que M. Jospin engage avec M. Mauroy des discussions qui aboutissent à la fusion du courant de l'ancien premier ministre et de celui du président de la République.

Pour M. Fabius, il s'agit d'une manœuvre destinée à contrer les appuis qu'il est en train d'acquiescer parmi les mitterrandistes. Se sentant menacé dans le courant sur lequel il s'appuie à la tête du parti, le premier secrétaire n'aurait trouvé d'autre solution pour se renforcer que de commencer à constituer - déjà ! - un « front mitterrandiste ». Le député de la Seine-Maritime n'y voit d'autre explication que l'ambition présidentielle que serait subrepticement venue à M. Jospin.

Les deux hommes poursuivraient donc le même objectif, avec cette différence que cela serait reproché à l'un, mais pas à l'autre. M. Jospin se défend de nourrir de

telles intentions. Ou plutôt - et c'est là l'une des clés de son difficile avec M. Fabius - il reproche à son adversaire de se déterminer en vue d'une candidature à l'Elysée, alors qu'il raisonne, lui, autrement. Parlant de lui-même, M. Jospin dit qu'une candidature ne pourrait être que le produit d'un concours de circonstances. En fait, c'est une pensée générale qu'il exprime ainsi : il ne conçoit pas que l'on puisse se définir d'emblée comme « présidentielle ». Que M. Fabius, selon lui, le fasse révéler un vice de raisonnement et de comportement politique.

Faux procès, là encore, pour M. Fabius, qui revendique le droit de mener son action, de défendre ses idées et ses conceptions sans voir opposer le soupçon d'une intention qu'il n'est, après tout, pas répréhensible d'envisager. Le reproche, en tout cas, porte. M. Fabius a pu le mesurer lorsque, après l'annonce par M. Jospin de son retrait du poste de premier secrétaire au printemps 1988, il a décidé d'être candidat à la direction du parti. Est-ce parce qu'il considère que les ponts sont coupés depuis longtemps déjà ?

Le socialisme hôtelier

Le député de la Seine-Maritime se borne à informer le premier secrétaire sortant de sa décision, au cours d'une brève conversation en voiture. Confiant dans l'appui du chef de l'Etat, M. Fabius estime normal que le poste lui revienne, compte tenu de ses états de service mitterrandistes. Deux ans d'opiniâtres labours dans le parti semblent lui assurer une majorité au sein du courant dirigeant.

Le revers qu'il subit, le 13 mai 1988, lors du vote des membres du comité directeur appartenant au courant « A-B » (mitterrandiste et mauroyiste) le prend de court. Les « pointages » de M. Paul Quilès

assuraient M. Fabius de la victoire. Il se rend compte que la route sera plus longue et plus difficile que prévu. Il craint même, deux mois plus tard, lors de l'élection du président de l'Assemblée nationale, que des voix ne lui fassent défaut au sein du groupe parlementaire. Il se voit face à une cabale puissante, dont seul le prochain congrès pourra lui permettre de venir à bout. Et il s'étonne lorsque, à l'approche de ce congrès, précisément, on prétend le dissuader de présenter sa propre motion et de compter ses partisans au sein du PS : s'il fait partie à part entière de la « famille », pourquoi l'avoir empêché d'accéder au poste de premier secrétaire ?

M. Fabius a mis à profit sa fonction de président de l'Assemblée nationale pour renforcer ses propres réseaux. Le « socialisme hôtelier » dénoncé par ses adversaires aura indiscutablement contribué à lui rallier la majorité des députés mitterrandistes et à lui apporter l'appui de puissantes fédérations, comme celle du Pas-de-Calais. Au bout du compte, cette fois, ce sont les anti-fabusiens qui se seront trompés dans leurs pointages. Loins de creuser l'écart avec le président de l'Assemblée nationale, ils ont eu la mauvaise surprise de le voir faire jeu égal avec eux et même, selon lui, les devancer dans le vote des militants.

Le soutien de M. Mitterrand y a été pour beaucoup. Pourquoi le président de la République favorise-t-il ainsi celui qui avait paru, dès son entrée en fonctions comme premier ministre, il y a un peu plus de cinq ans, vouloir prendre ses distances avec lui ? Il paraît que la réponse est dans Stendhal : l'ambition nue, l'intelligence, l'absence d'illusion sur les hommes, voilà ce qui rapprocherait le « père » et son fils d'élection.

PATRICK JARREAU

SPECIAL INGENIEURS

ENTREE GRATUITE

16 et 17 mars - Espace Champereuil - 75017 Paris

Vendredi 16 mars : 9h30 - 19h - Samedi 17 mars : 9h30 - 18h

90 stands : { Entreprises, Prestataires de services, Etablissements de formation, Conférences, Espace Conseil "Carrière", Festival de films

INGENIEURS, votre métier évolue ! Perspectives de carrière... ouverture européenne... Rémunération... Mobilité... Emploi... Secteurs porteurs... Accroissement des responsabilités...

Venez faire le point sur votre fonction : A TOP INGENIEURS, vous rencontrerez des ingénieurs de tous horizons et des responsables de PME, PMI et grandes entreprises actives.

A travers les conférences et les dialogues sur les stands, vous saurez comment vous situer et bouger dans l'environnement technologique et économique actuel.

Pour toute information

TEL : 43 87 13 19 MINITEL : 36 15 code CTL TOP

5° SALON DE LA FONCTION INGENIEUR

Accès facile bus, métro, périphérique : PORTE DE CHAMPERREUIL grand parking.

POLITIQUE

L'affaire du Carrefour du développement devant la commission d'instruction de la Haute Cour

Le procureur général se prononce pour un non-lieu partiel assorti d'une amnistie en faveur de M. Christian Nucci

Ancien ministre socialiste de la coopération, M. Christian Nucci devra attendre encore trois semaines avant d'être fixé sur son sort judiciaire : un non-lieu partiel assorti d'une amnistie ou le renvoi devant la Haute Cour de justice.

En présentant ses réquisitions, lundi 12 mars, à Versailles, devant la commission d'instruction de la Haute Cour, M. Pierre

Bezio, procureur général, a défendu la première solution. Mais rien n'est encore joué : sans contester la solidité de l'argumentation du procureur général près la Cour de cassation, certains des cinq magistrats de la commission présidée par M. Paul Berthieu sont tentés de laisser les positions défaire eux-mêmes ce qu'ils ont fait, plutôt que d'endosser directement la responsabilité

d'un apparent « enterrement » de l'affaire du Carrefour du développement. Dans ce cas, la commission inviterait la Haute Cour, composée de députés et de sénateurs, à apprécier elle-même l'application éventuelle de la loi d'amnistie au cas Nucci.

Mauvaise humeur passagère ou ultime sursaut ? Réponse le 4 ou le 5 avril.

N'est-ce la loi d'amnistie des infractions concernant le financement des partis politiques et des campagnes électorales, adoptée le 19 décembre 1989 par l'Assemblée nationale, M. Nucci n'aurait guère d'espoir d'échapper à la Haute Cour de justice. C'est du moins ce qui ressort des deux cent trente-sept pages du réquisitoire de M. Bezio, synthétisant près de deux ans de travail de la commission d'instruction (le Monde du 14 février).

S'il a grandement revu la baisse des charges invoquées à l'origine contre M. Nucci, il ne les a pas toutes effacées, loin de là. Un total de 829 592 F de dépenses irrégulières, provenant de fonds publics, est directement imputé à l'ancien ministre par M. Bezio. Si on ajoute 500 000 F qu'un des inculpés de l'affaire affirme avoir remis en espèces à M. Nucci — ce que ce dernier nie vigoureusement, — on arrive à un total de 1 329 592 F (1).

On est cependant loin des réquisitions du parquet de Paris, signées par M. Bernard Delafaye et datées du 30 avril 1987, qui attribuaient à M. Nucci un détournement de 7 048 490 F. Mieux encore, M. Delafaye assurait que l'information judiciaire avait permis d'identifier à hauteur de 5 000 744 F les dépenses de M. Nucci. « M. Nucci a profité de l'organisation du sommet [franco-africain] de Bujumbura, lisait-on dans ces réquisitions qui provoquèrent sa mise en accusation devant la Haute Cour, pour mettre en place un système lui permettant de détourner à son profit des fonds publics. Son intervention consistait de mars 1984 à mars 1986 apparaît indissociable des

fonctions de ministre qu'il exerçait alors (...). M. Nucci a profité de toutes ces redistributions pour régler des dépenses propres. »

L'écriture d'Yves Chaliat

Avec le recul et grâce au travail de la commission d'instruction, le contenu de ce document semble pour le moins excessif. Ainsi que l'avait souligné la police judiciaire dès le 10 décembre 1987, dans son rapport final d'enquête, l'essentiel des détournements de fonds sont, en fait, directement imputables à M. Yves Chaliat, chef de cabinet de M. Nucci au ministère de la coopération. Sur un détournement de fonds publics d'un montant de 26 720 000 francs, les sommes désormais imputées à M. Nucci ne dépassent pas 5 % du total.

Les policiers avaient déjà prouvé que M. Chaliat avait, le plus souvent, imité la signature de son ministre à l'insu de celui-ci. Pour ne citer que certains, la commission d'instruction a désigné trois experts en écriture qui ont formellement : dans tous les documents signés Nucci ayant permis les détournements de fonds, ils identifient l'écriture de M. Chaliat.

L'accusation de « faux en écritures publiques et usage » et de « faux en écritures publiques, privées et usage » portée contre M. Nucci est donc sans fondement. Reste celle de « soustraction de fonds publics », et de « recel de deniers publics », et de complicité de ces mêmes faits. Elle concerne les dépenses personnelles de M. Nucci sur des sommes provenant de l'association Carrefour du développement et du compte joint détenu par le ministre et son chef

de cabinet. Selon M. Bezio, elles ne sont pas contestables. A quoi ont-elles servi ? Essentiellement à des activités liées au mandat électif de M. Nucci à Beaufort (Isère) : banquet d'un millier de convives pour fêter sa nomination au ministère de la coopération, voyage d'une soixantaine d'électeurs à Paris, salaires de huit attachés parlementaires, etc.

Mauvaise humeur des magistrats

Dépenses personnelles ou dépenses politiques ? C'est, aujourd'hui, tout le problème. Selon la réponse apportée, M. Nucci peut ou non échapper à la Haute Cour grâce à la très extensive loi d'amnistie de décembre dernier (2), qui ne tolère que deux exceptions : la corruption et l'enrichissement personnel. Or les investigations de la commission d'instruction ont prouvé que M. Nucci et son épouse, qui est enseignante, s'étaient enrichis de 388 500 francs en trois ans durant son passage au ministère. Un enrichissement d'une moyenne de 10 000 francs par mois qui ne paraît pas anormal au vu des revenus du couple. En tout cas, cet enrichissement s'appuie sur des économies réelles et ne fut en aucun cas alimenté directement par les fonds détournés.

Ce point ayant été clarifié, M. Bezio conclut dans son réquisitoire à l'application de l'amnistie au cas Nucci. En bonne logique juridique, la commission d'instruction devrait adopter le même point de vue. Mais le contexte politique de toute l'affaire peut lui donner à réfléchir. Votée par l'Assemblée nationale et le Sénat sous la coha-

bitation, la procédure de mise en accusation en Haute Cour fut l'aboutissement d'une manœuvre parisienne.

Deux ans après, certains des députés et sénateurs qui l'avaient votée des deux mains n'ont pas hésité à se contredire en votant pour ou en s'abstenant sur la loi d'amnistie. On comprend donc qu'après deux ans de travail certains des magistrats de la commission d'instruction fassent preuve d'un peu de mauvaise humeur.

Sans ignorer la loi d'amnistie, ils peuvent tout à fait décider qu'il revient à la juridiction de jugement d'apprécier si les dépenses de M. Nucci relèvent bien de son champ d'application. Ce serait, en tout cas, une manière de renvoyer la classe politique à ses responsabilités dans la manipulation des « affaires » entre la gauche et la droite, et inversement.

Pour trois semaines, le jeu est donc encore ouvert. D'autant plus que le parquet de Paris vient de faire savoir que M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur à l'époque et responsable de l'épisode du « vrai-faux » passeport ayant permis à M. Chaliat de fuir à temps la justice française, est à son tour passible de la Haute Cour de justice...

EDWY PLENEL

(1) Et non « quelque 10 millions de francs, comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 14 février.

(2) La loi d'amnistie couvre les « infractions » (crimes et délits) en relation avec la gestion des partis politiques et des campagnes électorales.

Par 140 voix contre 61

L'Assemblée européenne lève à nouveau l'immunité de M. Le Pen

Le Parlement européen, lundi 12 mars, a une nouvelle fois voté, par 140 voix contre 61, la levée de l'immunité de M. Jean-Marie Le Pen pour avoir mis en cause le rôle de la « maçonnerie » et de « l'internationalisme juif » dans la « création » de « l'esprit anti-national ».

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

La Fontaine avait prévenu : « Il ne faut jamais vendre la peau de l'ours qu'on ne l'ait mis par terre. » M. Jean-Marie Le Pen aurait dû écouter le fabuliste. Depuis plusieurs jours, il se répandait, appuyé par la chorale de ses amis, en assurant que le gouvernement français allait subir une cuisante défaite devant le Parlement européen. Le président du Front national était persuadé qu'après avoir accepté de lever son immunité parlementaire, le 11 décembre, pour son douloureux « jeu de mots » sur « Monsieur Durafour... criminel » (le Monde du 13 décembre), l'Assemblée européenne refuserait de recommencer alors que la justice française envisage de l'inculper pour ses déclarations sur la « maçonnerie » et « l'internationalisme juif » faites au cours d'un entretien publié par le quotidien intégriste *Présent* (le Monde du 12 août 1989).

Les prémices de cette nouvelle offensive parlementaire semblaient effectivement donner quelque espoir au chantre de l'extrême droite. La commission compétente avait décidé de refuser la demande de M. Pierre Arpaillange et il ne s'était trouvé aucune voix pour le défendre. Contrairement à ce qui s'était passé en décembre, le rapporteur de cette commission, un libéral belge, M. Jean Defraigne, était convaincu qu'il y avait, de la part du gouvernement français, « volonté de nuire à l'activité politique du député » ; de plus, il ne voyait pas en quoi l'opinion exprimée par M. Le Pen était de nature « à porter atteinte à l'honneur ou à la considération des groupements mentionnés ».

Cette prise de position avait semé le doute chez les socialistes. Le président de leur groupe,

M. Jean-Pierre Cot, avait toujours expliqué que pour ne pas être accusé de livrer des procès politiques, il voulait s'en tenir à l'avis de M. Defraigne. De surcroît, l'ancien ministre de la coopération redoutait un revers en séance publique qui aurait donné au Front national l'occasion de crier victoire. Lors d'un premier vote du groupe, la semaine dernière, à Bruxelles, il avait ainsi décidé par 22 voix contre 19 de ne pas voter cette demande de lever l'immunité.

Les vaurientes de M. Le Pen ont révéillé les socialistes. Les Français décidèrent d'obtenir un changement d'attitude de leur groupe.

En fait, l'attitude des élus, devant une telle décision, varie plus en fonction des traditions qu'avec les clivages partisans. Les pays méditerranéens se montrent généralement très attachés à la protection des élus, alors qu'en Grande-Bretagne, l'usage ne peut pas éviter des poursuites que pour les propos tenus dans l'enceinte du Parlement. Quant aux nouveaux venus dans la classe, les Verts et les régionalistes de l'ARC, ils ne comprennent pas que le pamphlet parlementaire permette aux députés d'être au-dessus des lois.

Les partis de droite étaient donc, eux aussi, divisés. Les radicaux français, et M^{me} Simone Veil, par exemple, considéraient que la mise en cause de « l'internationalisme juif » est plus facilement condamnable par les tribunaux français que le calembour sur « Durafour criminel ». La séance publique allait le montrer. Si M. James Jansen van Ruy, un démocrate chrétien néerlandais, affirma : « Dans le débat politique, il faut avoir la liberté d'exprimer ses opinions avec lesquelles la majorité n'est pas d'accord », M^{me} Claire Joanny, une Verte française, expliqua : « Il faut que les parlementaires soient responsables de leurs actes (...). Nous n'avons pas à nous substituer à la justice (...) Nous devons la laisser s'exprimer. » Et elle ajouta : « Le radicaux n'est pas une opinion mais un délit ».

Cette idée fut reprise par M. Jean-Thomas Nordmann, un radical de l'UDF, qui rappela que les propos de M. Le Pen « reprenaient un thème classique de l'antisémitisme tel qu'il sévissait dans les années d'avant-guerre. Cela n'est pas assimilable à la liberté d'expression (...) ». Le Pen cherche simplement à se dérober à une clarification judiciaire.

L'affaire était entendue. Le scrutin ne fut qu'une formalité. Sur les 518 députés européens, 207 participèrent au vote, 140 se prononcèrent pour la levée de l'immunité parlementaire, 61 contre.

Absences opportunes

Les libéraux français se divisèrent : M^{me} Charles Baur, Jean-Louis Lecaze, Alain Lamassoure, Yves Vervaeke, refusèrent la levée qu'approuvèrent les trois radicaux, M^{me} Yves Galland, Aymeri de Montesquiou et Nordmann ainsi que M^{me} Simone Veil. M. Valéry Giscard d'Estaing, qui par principe refuse de voter toute levée d'immunité parlementaire, avait opportunément quitté l'hémicycle au moment du scrutin. Deux députés chrétiens français, M^{me} Nicole Fontaine et M. Jean-Louis Bourlanges, eurent la même attitude, alors que M. Marc Rayman, comme la grande majorité de son groupe, vota contre la levée. Furent aussi de même les RPR présents, M^{me} Louis Lang, François Musso, Jean-Claude Pasty et Alain Pompidou. Le clan des « contre » reprit aussi le soutien des communistes italiens et de M. Maurice Duverger (1).

Les conservateurs anglais et les Verts se divisèrent avec une préférence pour le vote favorable à la levée. C'est ce que firent M^{me} Marie-Christine Aulas, Claire Joanny, Solange Fernex, M^{me} Didier Anger et Gérard Monier-Besombes. Les communistes français, M^{me} Sylvie Mayer, M^{me} Roland Piquet et Francis Wurtz, eurent le même vote. Et comme les socialistes furent unanimement à l'exception de trois abstentions chez les Espagnols et d'une chez les Belges, ce fut suffisant pour renvoyer M. Le Pen devant la justice de son pays. Le président du Front national sait dorénavant qu'il ne peut plus compter, au Parlement européen, sur le moindre complaisance.

THIERRY BREHIER

(1) M. Duverger nous a fait savoir que c'est par erreur qu'il avait été compté parmi les votants « contre ». Rectifiant son vote, il s'est abstenu.

EUROPE 93

Le partage des pouvoirs communautaires

Le Parlement de Strasbourg lance une offensive contre la Commission

Depuis les élections européennes de juin 1989, on perçoit une tension latente entre le Parlement de Strasbourg et la Commission Delors. Elle pourrait dégénérer en conflit ouvert lors de la session plénière mensuelle, cette semaine.

BRUXELLES

(Communautés européennes) de notre correspondant

Le Parlement qui, jadis, réservait ses flèches au conseil des ministres, accusé de le négliger, s'en prend désormais davantage à la Commission européenne, laquelle, il est vrai, a acquis du poids politique depuis la mise en œuvre de l'acte unique.

En septembre, il déclenchait l'offensive en invitant la Commission à proposer avec davantage de détermination une réglementation sociale

communautaire. Le Parlement considère que la charte des droits sociaux fondamentaux (adoptée par le conseil européen de décembre 1989) ne trouve une véritable signification que si sa mise en œuvre est garantie par une législation contraignante, s'appliquant à l'échelle de la CEE. La Commission est, au contraire, convaincue qu'il s'agit là d'un domaine où, compte tenu de la diversité des niveaux de vie et des législations nationales, il faut agir avec doigté, en faisant particulièrement attention à respecter le principe de subsidiarité (c'est-à-dire ne pas se substituer aux Etats pour les domaines relevant de leur compétence).

Ce désaccord de fond — auquel s'ajoutent l'activisme de l'Assemblée en matière d'environnement, que la Commission, malgré sa bonne volonté, n'arrive pas à satisfaire, et surtout la volonté du Parlement de faire feu de tout bois pour accroître ses pouvoirs — a entraîné une dégradation sourde, mais continue, des relations entre les deux institutions.

La proximité de la conférence intergouvernementale, qui, à partir de décembre prochain, planchera sur une nouvelle révision des traités, ne pouvait que l'accroître, même si la Commission a finalement estimé, avec le Parlement, que le mandat de ladite conférence ne devrait pas être limité à l'union économique et monétaire, mais porter également sur la définition des institutions d'une union politique.

Des revendications « irréalistes »

Aux yeux du Parlement, la phase de réformes sur le point de s'ouvrir peut constituer une chance unique, à condition qu'il soit associé à la préparation, puis au déroulement, de la conférence. Le moment est venu,

estime-t-il, de faire entendre sa voix et, pourquoi pas ? penser certains de ses dirigeants, en s'adressant haut et fort à la Commission. Lors de la session plénière de janvier, M. Delors, en présentant le programme de travail de la Commission pour 1990, aborda l'évolution politique sur le continent, la question allemande, le sort de la Communauté face à ces bouleversements, tout en avançant son appui à des Allemands de l'Est dans la Communauté quand ils le voudraient et comme ils le voudraient. A la surprise des observateurs, c'est avec la plus grande froideur que l'Assemblée — l'esprit à ces montages institutionnels plutôt qu'aux bouleversements entre Elbe et Oder — accueillit ce discours pourtant d'une grande tenue.

La plupart des intervenants reprochèrent alors à la Commission des pratiques institutionnelles peu attentives au respect des prérogatives de l'Assemblée. On remarqua tout particulièrement la sévérité de ton de M. Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste, le plus important dans l'hémicycle. Une impression largement partagée fut que, ce jour-là, le Parlement européen n'avait pas été à la hauteur de l'événement.

En février, après un débat approfondi au sein de la Commission, M. Delors proposa un *modus vivendi* à l'Assemblée. Il lui expliqua les raisons de ses requêtes : la Commission pourrait accepter et lesquelles il lui fallait, au contraire, pour des raisons politiques ou juridiques, refuser. Or le Parlement, ignorant cet effort de conciliation, a maintenu depuis la totalité de ses exigences.

Dans son dernier projet de Programme législatif pour 1990, qui devrait, en principe, être adopté conjointement par son bureau élargi et par la Commission, il demande

ainsi que cette dernière transmette, avant la fin 1990 — c'est-à-dire plus tôt qu'annoncé, — l'ensemble des propositions prévues dans son programme d'action sociale (l'objectif de celui-ci est d'assurer la mise en œuvre de la charte sociale) ; et, surtout, que ces propositions soient établies « aussi largement que possible sur les articles 100 A et 118 A du traité », lesquels permettent d'adopter les directives à la majorité qualifiée au lieu de l'unanimité et de contourner l'obstacle du Royaume-Uni, hostile à toute législation sociale communautaire.

La Commission trouve l'accélération ainsi demandée irréaliste et, surtout, fait valoir qu'à moins de prendre le risque de se faire condamner par la Cour européenne de justice, il existe des limites à une interprétation trop extensive du traité. Au-delà de la politique sociale, le Parlement, qui, apparemment, ne doute de rien, voudrait que la Commission le consulte au préalable sur le fond et la base juridique des propositions législatives. Enfin, il considère comme légitime que la Commission se range systématiquement à son avis : en deuxième lecture, il lui faudrait reprendre systématiquement tout amendement voté par l'Assemblée à la majorité absolue ; elle devrait s'engager de surcroît, à retirer toute proposition formellement rejetée par le Parlement.

Ce dernier projet du Parlement a été ressenti comme une provocation au siège de la Commission, où l'on dénonce tout à la fois « le coup monté pour la faire plier », « le poids excessif de l'appareil des groupes politiques », « la faiblesse du président Enrique Baron », « l'alliance contre nature entre M. Jean-Pierre Cot et M. Christopher Proux » (le président du groupe où siègent les conservateurs britanniques), ainsi

encore que « des menaces de censure », adressées à l'exécutif bruxellois.

Le procès fait à la Commission (faire le jeu du conseil des ministres, négliger l'action à mener en matière sociale), est jugé injuste et, surtout, mal venu de la part d'une Assemblée qui « fait la grave des avis », autrement dit qui retarde, par obstruction ou par incompétence, la mise en place du marché unique.

Une assemblée sous influence

Il y a, nous dit-on, soixante-quatre propositions de la Commission présentées au titre du Livre blanc qui sont en panne devant l'Assemblée. La manière dont le Parlement se situe, pour l'instant, par rapport à la conférence intergouvernementale est appréciée, elle aussi, avec sévérité : « Le rapport que présentera, durant cette session, M. David Martin, au nom de la commission institutionnelle, ne contient guère de substance. Il s'intéresse surtout à la procédure, à la place qu'occupera l'Assemblée dans la négociation, à l'extension du champ de la conférence, bref, à l'accroissement des pouvoirs du Parlement : celui-ci ne donne pas l'impression de se préparer à un débat d'idées », résume notre interlocuteur.

La Commission, ces commentaires en témoignent, semble soulagée que l'abcès éclate : « Le Parlement joue un jeu dangereux, qui irrite les gouvernements », souligne-t-on. Soudain-elle alerte les députés, nombreux selon elle, qui, tout en souhaitant un débat de fond sur les réformes institutionnelles, n'apportent qu'à moitié les manœuvres tactiques auxquelles se livre une Assemblée sous influence ?

PHILIPPE LEMAITRE

"L'Aube se lève à l'Est"

Václav Havel

Interrogatoire à distance

— autoportrait d'un président peu ordinaire —

184 pages - 89 FF

éditions de l'aube

Off. D.S. France - Horsaire (mod.)

صكنا من الالاحل

Découvrez gratuitement la **NOUVELLE** ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

en 30 VOLUMES



GRATUIT

L'Encyclopædia Universalis n'étant pas vendue en librairie, nous aimerions vous envoyer gratuitement, par la poste, cette brochure de 36 pages en couleurs.

Elle vous dit tout sur la Nouvelle Encyclopædia Universalis en 30 volumes, sur les 4.000 savants qui l'ont conçue... sur sa structure en trois parties, qui permet tous les modes de consultation... sur son service exclusif d'actualisation annuelle... et sur ses autres caractéristiques uniques en France.

Demandez ce dossier gratuit, sans le moindre engagement, en renvoyant ce Bon dès aujourd'hui.

CFL-Encyclopædia
Universalis,
Libre-Réponse 19 75,
75342 PARIS
CEDEX 07.

* 30 grands volumes 21 x 30 cm
* 31.655 pages
* 22.400 articles
* 29.800 illustrations

Pré-souscription : 1.000 F D'ECONOMIE !

- * Prix spécial de pré-souscription représentant une économie de 1.000 F sur le prix de la collection, pour une durée strictement limitée.
- * Un Grand Atlas Universalis en cadeau.
- * Des plans de crédit avantageux, du 3 mois de crédit gratuit jusqu'au paiement en 36 mois.

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE

à renvoyer dès aujourd'hui sous enveloppe non affranchie à :
CFL-Encyclopædia Universalis,
Libre-Réponse 19 75, 75342 PARIS CEDEX 07.

Veillez m'envoyer gratuitement, par la poste, votre documentation complète sur la Nouvelle Encyclopædia Universalis en 30 volumes. Indiquez-moi également les conditions spéciales de pré-souscription qui me sont actuellement réservées pour une durée limitée. Il est entendu que cela ne crée pour moi aucune forme d'engagement.

☐ M.
☐ Mme
☐ Mlle
Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal | | | | | Localité _____

Offre susceptible d'être modifiée à partir du 15 avril 1990.

POLITIQUE

La préparation d'un projet de loi global pour l'île

M. Pierre Joxe à la recherche d'un consensus sur le devenir de la Corse

Au terme d'une journée-marathon de consultations quasi-ininterrompues, M. Pierre Joxe a annoncé, lundi 12 mars à Ajaccio, que le gouvernement va élaborer un avant-projet de loi global sur la Corse, avant de le soumettre aux principaux intéressés, notamment les élus de l'assemblée régionale, dans l'idée d'aboutir à un texte définitif qui pourrait, après une large concertation, être soumis au Parlement à la session d'automne. Ce texte pourrait inclure des évolutions du statut particulier de 1982. La ministre de l'intérieur a également estimé que sur l'île, en dépit des progrès enregistrés, la situation en matière de paix civile reste « pas satisfaisante, inquiétante et grave à certains égards ».

AJACCIO

de notre envoyé spécial.

M. Pierre Joxe accompagne Mgr Casanova, son dernier visiteur de la journée, sous les arcades du palais Lantivy. Visiblement, le ministre de l'intérieur - à qui l'évêque d'Ajaccio lance avec chaleur : « Penser à nous » - a la tête comme un ballon. M. Joxe a commencé sa journée aux aurores, par une réunion avec les responsables policiers et des gendarmes de l'île, qui auraient montré bon moral. Puis le ministre a quitté sa casquette de « premier flic de France », s'est enfilé dans les bureaux de la préfecture pour deux heures pratiquement non-stop de consultations politiques tous azimuts, du Front national aux nationalistes, en passant par le PCF et les écologistes.

Comme d'habitude, le ministre et ses collaborateurs ont été frappés de la finesse politique de M. Jean-Paul de Rocca-Serra, le « Renard argentin », président RPR de l'assemblée de Corse. M. Joxe, qui n'avait encore jamais reçu les écologistes corses, a reconnu la sincérité de ceux, notamment de l'association

U Levante, qui lui ont remis un dossier de doléances sur l'environnement et l'urbanisme dans l'île (Lire l'article de Corine Lesné). A la sortie, la délégation est de très bonne humeur : « On lui a dit sur tous les tons que la loi n'est pas respectée en Corse », M. Joxe aurait répondu sèchement : « Je sais ».

Moins d'une demi-heure pour le président du groupe socialiste à l'Assemblée, près d'une heure pour les nationalistes : même si l'amour-propre de ses amis politiques doit en souffrir, M. Joxe n'a fait que prendre en compte la réalité des rapports de forces politiques dans l'île. Micros et caméras ne s'y sont pas plus trompés que le ministre. Ils étaient bien plus nombreux à écouter M. Léo Battesti, l'un des élus de A. Cucciolu nazzionalista, que pour recueillir les impressions de M. Alfonsi, qui (isolé parmi les socialistes de l'île) juge les évolutions institutionnelles envisagées pour la Corse, au choix, « ou inutiles ou dangereuses ».

« Nous sommes réservés », a expliqué de son côté M. Battesti, nous attendons de juger sur pièces (...) Nous serons satisfaits dès le moment

où il y aura une solution qui aille dans le bon sens. Nous ne sommes pas partisans du tout ou rien, mais malheureusement, nous avons l'impression qu'il y a des contradictions (...) une difficulté à gérer le dossier corse », M. Battesti a encore réaffirmé que les nationalistes ne sont pas « preneurs » d'une nouvelle majorité politique corse « alliant le centre droit aux autonomistes ».

Une seule consigne : de la rigueur

Reçu un peu plus tard, les autonomistes de l'Union du peuple corse (UPC) resteront discrets sur cette fameuse « troisième voie » dont l'ébauche a été à l'origine de leur rupture avec les nationalistes à Bastia (le Monde du 13 mars). M. François Alfonsi, leur nouveau secrétaire général, accompagné de M. Max Siméoni, préfère expliquer qu'ils ont « tiré la sonnette d'alarme sur le plan des délais », « il faut que le gouvernement agisse vite », a ajouté M. Alfonsi, qui pense que le pouvoir joue à sa « crédibilité ».

M. Joxe avait-il besoin d'entendre tout cela pour se faire une idée ? On

bien cette consultation était-elle un peu « symbolique », comme on a tendance à le juger ici ? En tout cas, le ministre a affirmé qu'en terme de cette série d'entretiens il peut apporter une réponse « positive » au comité interministériel sur la Corse, qui l'avait explicitement chargé, en janvier, de mener des consultations pour voir s'il était souhaitable de lancer la machine gouvernementale dans la rédaction d'un projet de loi global pour la Corse.

M. Joxe va donc élaborer des propositions, qui ne seront pas « à prendre ou à laisser », mais seront soumises à concertation. L'assemblée régionale jouera dans l'élaboration de ce texte « la rôle qu'elle voudra jouer », M. Joxe veut « aboutir à un maximum de consensus », mais, instruit par le passé, il s'attendra pas des propositions de l'Assemblée pour démarrer le travail. Ensuite, « si c'est possible », le texte sera soumis au Parlement à la session d'automne.

Le gouvernement, avec ce texte, veut-il maintenant s'orienter vers l'autonomie interne pour la Corse ? M. Joxe est resté muet sur ce point. Il s'est contenté d'observer que,

parmi ses interlocuteurs, très peu souhaitent, en matière institutionnelle, un « statu quo total, alors que certains ont parlé d'« autonomie » et même d'« indépendance ».

Le ministre a également dressé un état des lieux en Corse. Globalement, il y a du progrès sur tous les fronts. Mais, en matière de paix civile, « la situation reste tout à fait anormale (...), pas satisfaisante, inquiétante et grave à certains égards ». M. Joxe a ajouté : « Je ne me satisfais pas, moi, de constater qu'on a vu pire (...) On doit voir mieux ».

Quant au respect de la loi, une « exigence très impérativement satisfait en Corse depuis très longtemps », la situation évolue « pour assez vite » mais « positivement ». Le gouvernement a besoin du soutien de la population pour camper sur une attitude de fermeté et refuser les « passe-droits ». Le ministre n'est pas entré dans le détail, mais tout le monde sait que, notamment en matière d'urbanisme, M. Alain Bidon, le nouveau préfet de région, est arrivé dans l'île avec une seule consigne : « rigueur ».

JEAN-LOUIS ANDRÉAUX

Environnement : faut-il appliquer la loi à coups de bulldozer ?

AJACCIO

de notre envoyé spécial.

Les mimosa sont en fleur sur la route des Sanguinaires. Passé le bunker que FR 3 et la municipalité d'Ajaccio se renvoient la responsabilité de détruire, passé le lotissement qui profite de la montagne et des imprécisions de la loi pour élever d'un étage au-delà de ce que prévoit le permis de construire, passé la villa où le préfet de police, mieux au fait du code pénal que de celui de l'urbanisme, a tenté l'an dernier de faire quelques travaux, un sentier grimpe vers capo di Feno. Un cap sauvage, une plage déserte bordée de galets : la nature telle que la rêvent les écologistes, les promoteurs des dimanches ajacciens, tous les Corses en général et même, le vulgus pecus continental.

Le sentier domine la mer, l'air est lumineux, l'île de toute beauté, comme d'habitude. Soudain, après un accident de terrain, c'est le drame. Des cabanons défigurent l'horizon. De vilaines petites barques, rondins sur caravanes, trop bien installées pour jamais plus avoir envie de bouger. Des enclos, des portails, et sur le dernier rocher, au plus près de la mer : des toilettes, tout autour la production va se déverser dans le golfe clair. Un accident, sans aucun doute. Une parenthèse dans ce littoral préservé et surtout inconstructible, selon la loi. Ces bâtisseurs de bidonvilles sont des gens « modestes », excuse la mairie, qui possède les terrains. Ils ont hérité la concession d'un père pêcheur. Ils vont le dimanche « au cabanon » comme d'autres vont « au village ». C'est le droit coutumier. Soyons indulgents.

Le chemin continue vers le cap. Un couteuvre plonge dans le maquis. La Corse, pour ceux qui ne connaissent que la Côte d'Azur, reste un continent intact. On peut encore s'y baigner sans avoir à chercher un peu de vert dans le paysage des deux-pièces cuisine avec loggia. On partage encore le sentier de quelques plages avec les chèvres et les moutons. Certes les carcasses de voiture reposent parfois à deux pas de la mer, et un conseiller municipal communiste a pu recenser 136 épaves pour la seule ville d'Ajaccio. Mais il suffisait de signaler cet épiphénomène à la municipalité : le premier adjoint, M. Marc Marzagli, a promis un ramassage. Certes, un rapport officiel a recensé cent trois « décharges municipales non autorisées » et 133 « dépôts sauvages » d'ordures en Corse-du-Sud. Certes, les fosses septiques débordent l'été, les stations d'épuration sont insuffisantes et la moitié d'entre elles, selon le même rapport, fonctionnent mal. Mais globalement, l'environnement est assez largement épargné, et notamment de la pollution touristique continentale : les nationalistes y ont toujours veillé, ce qui n'a, esthétiquement, choqué personne.

Quelques kilomètres plus loin, nouveau désastre. Un lotissement, cette fois. Des pavillons de banlieue avec rocaille et salon de jardin. Un attentat contre l'architecture traditionnelle des villages et les pierres ancestrales doublé d'une infraction flagrante aux lois sur l'urbanisme. Sur ces terrains, classés en zone non constructible, on a édifié une vingtaine de maisons. Pis, on construit encore, et à moins

de 100 mètres du rivage, ce qui, depuis la loi sur le littoral de 1986, est parfaitement interdit. Les habitants de ce lotissement pirate ont eux aussi commencé par des cabanons autour de la caravane. Des planches surmontées de toile ondulée, ils sont passés aux parpaings et aux tuiles rouges. Un ballon sur le toit tient lieu de réserve d'eau. Les écoulements sont dirigés directement vers la mer. Les terrains appartenant à la municipalité d'Ajaccio, qui en a donné la jouissance, par des baux emphytéotiques, à quelques serveurs. « Pour habiter là, il faut que vous soyez bonapartiste, et toute votre famille avec », affirme un conseiller. Pas de permis de construire, pas de taxe d'habitation, jusqu'à une date récente, en vertu d'une « remise gracieuse » de la municipalité. Beaucoup, de toute façon, ne craignent plus rien : la prescription, en matière d'urbanisme, est de trois ans.

Un studio pour un garage

Quelques dizaines d'Ajacciens se promènent le week-end sur ce sentier, mais le lotissement a grandi en toute impunité. Ce n'est pas une exception ajaccienne : les constructions sauvages parsèment une partie du littoral. Il a fallu attendre que M. Ange Pantaloni passe par

capo di Feno un dimanche de février avec son épouse. M. Pantaloni est conseiller municipal, élu à l'Assemblée de Corse et socialiste. Et, en matière d'environnement, « les socialistes sont sur la même longueur d'onde que les nationalistes ». Depuis que les nationalistes ont relancé le thème de l'environnement et la lutte contre le « tout-tourisme », l'administration a accentué la chasse aux fraudeurs. Après des années moins efficaces, elle s'est mise à contrôler à la loupe les permis de construire délivrés par les communes, en vertu de la loi de décentralisation. Tout en continuant d'apurer les listes électorales, ce qui était le sujet de préoccupation précédent (2 500 électeurs radisés cette année en Corse-du-Sud sur 92 000 au total, mais plus personne ne s'en soucie).

Moins que des grands prédateurs de l'immobilier, l'administration a ramené dans ses filets de braves habitants n'ayant pour tout permis de construire qu'un vague papier écrit de la main de leur maire. Ou ayant fait un studio là où était autorisé un garage.

M. Pantaloni a été outré par une telle « provocation ». On venait de juger le milliardaire Jacky Setton, poursuivi pour avoir construit un port privé sans la moindre permission. Nul n'ignorait plus l'existence de la loi sur le littoral, même si on

n'en est pas encore à afficher le permis de construire. « Il faut se fixer des objectifs raisonnables. Pour l'affichage, on attendra 2018 », comme dit un représentant de la loi. Le conseiller municipal a donc écrit au préfet. Celui-ci a fait savoir au maire qu'il se substituerait à lui si la municipalité ne s'élevait pas contre ces irrégularités. C'est ainsi que M. Charles Ornano, maire d'Ajaccio, a mis en demeure cinq des « pirates » d'arrêter leurs travaux et transmis le dossier à la justice.

Le dossier est venu s'ajouter à un certain nombre d'autres, qui rendent la justice philosophique. En matière d'urbanisme, la loi n'est pas des plus dissuasives. Si on voit à l'étalage peut conduire à une peine de trois ans de prison, une infraction au code de l'urbanisme est passible d'une amende comprise entre 2 000 F et 500 000 F. Elle peut être assortie d'une demande de remise des lieux en leur état antérieur, avec une astreinte de 50 F à 500 F par jour de retard. Et un jour, enfin, le maire ou le préfet peut faire exécuter d'office la décision judiciaire : faire venir, autrement dit, des bulldozers et démolir.

Toutes ces circonvolutions législatives font qu'en Corse prospèrent tranquillement des bâtiments dont le tribunal a ordonné la disparition dans les six mois. On peut se re-

dire ainsi dans un restaurant de Cargèse, toujours les pieds dans l'eau bien que condamné à être démolit. Un camping a toujours pignon sur plage : deux voisins se disputent le privilège de commencer la destruction ; un restaurant, condamné, a procédé pour l'honneur à quelques aménagements.

La direction de l'environnement a une vingtaine de plaintes à l'instruction ou en appel, dont quelques-unes concernent des constructions récentes dans le site classé de la Restonica. Bref, la justice travaille « dans l'urgence », comme dit un fonctionnaire. Et l'ex-FLNC - qui n'a visé jusqu'à présent que des investissements de plus grande envergure et d'origine étrangère à l'île - ne fait en quelque sorte, soupirer-il, que de « l'exécution d'office ».

L'association U Levante, de Corte, a dressé une liste de quelques décisions non appliquées en Haute-Corse et la remise à M. Joxe. Une usine de compactage d'ordures a été construite au Nivolo, sans permis : elle a été inaugurée officiellement en juillet dernier et perçoit des subventions « dépassant probablement les 100 % demandés ». Pour un incinérateur et une aire de stockage, la municipalité de Venaco a été mise en demeure en octobre 1989 de respecter les termes de l'autorisation d'exploitation. Le syndicat inter-

communal responsable ne s'est pas exécuté, selon l'association. Une première plainte avait été classée sans suite. « N'y aurait-il pas interaction entre les pouvoirs politique et judiciaire », se demande U Levante ?

« On n'y arrive plus »

M. Pantaloni en serait presque découragé. « Il faut dire à Pierre Joxe qu'on n'y arrive plus. Il faut prouver que l'action publique est efficace, qu'il n'est pas besoin de la violence », le conseiller régional sous-entend les problèmes de procédure. Sur les jugements de remise en état prononcés - leur nombre semble être un secret d'Etat - plusieurs sont à la phase de recouvrement des astreintes par le Trésor, dernière étape avant la convocation des bulldozers. Mais l'éventualité d'une destruction ne va pas sans émoi d'âme. Pourquoi choisir telle « cible » - officielle - plutôt qu'une autre ? Comment trouver surtout une entreprise corse pour exécuter ce travail délicat ?

Les cinq maisons pirates de capo di Feno ont donc encore de beaux jours devant elles. D'autant que la municipalité d'Ajaccio a prévu, en fait, tout un lotissement à cet endroit, avec au courant, réseau d'assainissement et route de moyenne corniche, selon l'adjectif à l'urbanisme, M. Jean Appietto. Ce vaste programme de régularisation n'achève que sur un point : le schéma d'aménagement régional. Le plan d'aménagement, sur lequel les élus n'ont jamais réussi à s'accorder - chacun voulant son pôle touristique, il n'y avait plus que des zones d'urbanisation future - est en cours d'élaboration sous la direction des services de l'Etat. Et la délégation régionale à l'architecture et à l'environnement, M. Eric Binet, a proposé de placer capo di Feno dans les espaces à protéger, ce qui risque de contraindre les projets municipaux.

« Si la loi ne parvient pas à régler rapidement le problème, je suis prêt à aller sur le terrain, en plein jour et à visage découvert, avec des pelles », proteste M. Pantaloni. Les associations, et notamment le Groupement sur un point : le schéma d'aménagement régional. Le plan d'aménagement, sur lequel les élus n'ont jamais réussi à s'accorder - chacun voulant son pôle touristique, il n'y avait plus que des zones d'urbanisation future - est en cours d'élaboration sous la direction des services de l'Etat. Et la délégation régionale à l'architecture et à l'environnement, M. Eric Binet, a proposé de placer capo di Feno dans les espaces à protéger, ce qui risque de contraindre les projets municipaux.

Sur la piste de capo di Feno, deux bulldozers travaillent encore la semaine dernière. Ils élargissent l'accès, sous la surveillance d'une voiture de police, venue relever les infractions qui ne manquent pas d'être frappées un jour d'une sanction « esthétique ». Les tenants de la loi se demandent avec quelle pelle ou quel engin faire respecter les décisions de justice. Ou comment détruire, officiellement, sans avoir l'air de copier.

CORINE LESNÉ

« Grâce à la justice ou au FLN... »

PORTO-VECCHIO

de notre envoyé spécial.

Roland Tafari fut maître dans l'armée française en Indochine et au Maroc. Un jour de panne à Marseille, tout le contingent eut une permission spéciale de trois semaines. Tous sauf les Corses, dont l'état-major craignait qu'ils ne reviennent par. M. Tafari prit le maquis pour retourner dans son village. Il est aujourd'hui le président de la coordination des associations de défense de l'environnement de la région de Porto-Vecchio et de Bonifacio. « Il faut reconnaître que le FLN nous a donné un bon coup de main. Mais si ce développement anarchique continue, il va manquer d'exploits ».

Vincent Lastrejo à vu, enfant, les rapatriés envahir les bancs de l'église, le dimanche. Dès 1973, il passait des nuits à déboucher sur les listes électorales les électeurs décédés depuis 1945. Il a quitté la « structure » nationaliste l'an dernier pour prêcher sur d'autres terrains. Il est aujourd'hui président de l'association Nature Viva. Il élève des chevaux et trouve que Pierre Joxe est « un peu timide » et qu'il faut « cesser de l'ouïr ».

Les nationalistes, une fois de plus, ont donné le ton. Une vingtaine d'associations écologistes existent aujourd'hui dans l'île. Ici on réclame une station d'épuration. A L'Isola, près d'Ajaccio,

on proteste contre le passage d'un émissaire de rejet en mer. Les élus, peu habitués, leur reprochent de « se mêler de ce qui ne les regarde pas » et refusent de leur donner des informations ; mais ils sont obligés de commencer à en tenir compte, à l'image de Jean-Paul de Rocca Serra, le maire de Porto-Vecchio, qui a créé une « commission extra-municipale » chargée de l'environnement. A suivre MM. Tafari et Lastrejo dans une tournée de l'extrême sud, il semble en tout cas y avoir matière à l'ouvrage.

La municipalité de Porto-Vecchio projette d'agrandir le port de commerce. Financement communautaire. « C'est l'argent de l'Europe, on peut le jeter. Les études d'impact n'ont pas été correctement réalisées. Sous l'extension du port, on trouve en fait quelque chose qui a intérêt à vendre un terrain », protestent les deux écologistes. Flagrant délit de pollution : l'émissaire de rejet en mer de la station d'épuration, « toujours en panne », a crevé. Le sable est noir, contaminé. Plus de cent mille touristes viennent l'été dans cette région, la station d'épuration est prévue pour quinze mille personnes. Le tout à l'égoût est seulement en voie d'installation. Sur la marina Bella vista, la fosse septique collective se trouve sous un palmier directement sur la plage et on voit le tuyau qui part vers la mer « D'après le vétérinaire, même

les chiens attrapent des champignons ». Dans la montagne, près de l'étang de Balistra, des milliers de sacs poubelles se promènent en liberté. C'est la décharge municipale de Bonifacio.

Golf et tourisme de grand luxe à Bonifacio

A Porto-Vecchio, les hameaux succèdent aux lotissements néo-provençaux. « Regardez-moi ce geyser ». Mais tout est ici légal, édifié régulièrement en zone constructible. Si la schizophrénie de villa ou les locataires sont nombreux ou étrangers, les maîtres d'ouvrage sont corses. Au bord d'une crique, sept superbes villas sont en cours d'achèvement, tellement près de la mer qu'on les croirait dans la bande des cent mètres. Un adjoint RPR surveille les travaux.

A en croire les deux guides, les promoteurs - le banquier Lefebvre possède des terrains, ainsi que La Paternelle - ont « pointé le bout de leur nez » l'an dernier mais après l'attentat de San Cipriano, près de Porto-Vecchio, les projets ont été remis. Le seul programme d'envergure véritablement engagé est celui d'un golf avec complexe hôtelier et thalassothérapie à Sperone, à la pointe de Bonifacio. Du tourisme de grand luxe mais les nationalistes préfèrent cela au mitage. Le financier Jacques Dewez a acheté le terrain au début des années 80 et il a eu

l'autorisation préfectorale de construire. Une « muraille de Chine » a déjà été édifée autour du complexe et le seizième trou du parcours de golf verra les balles passer au-dessus de l'eau.

Les écolo-nationalistes n'ont rien contre le projet mais ils se sont pris d'amitié pour l'étang de Plantarella, un « cloaque », comme dit le maire de Bonifacio, inclus dans le projet, et pour le site romain voisin dont ne subsistent que quelques pierres mais datant des premiers et troisièmes siècles et appartenant non pas à M. Dewez mais « au peuple corse ». Les services de l'Etat ont fait de leur mieux. Ils ont considéré que la thalassothérapie n'avait pas de lien direct avec la mer et que la loi littorale ne souffrirait pas la dégradation prévue dans les textes. Jack Lang a inscrit le site romain au nombre des monuments historiques il y a quelques jours. Les écologistes demandent maintenant que la promoteur remette en l'état l'étang qu'il a en partie comblé pour ses travaux. Ils comptent s'adresser au procureur et espèrent aboutir : « Grâce à la justice ou au FLN ».

C. L.

صلى الله عليه وسلم

15 Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech
17 à 19 Sciences - Médecine

21 Fernand Léger : un vrai classique moderne
22 Dessins satiriques en région Rhône-Alpes

Un projet du ministre de la justice

L'incarcération des mineurs délinquants pourrait être supprimée en matière correctionnelle

Au cours d'une réunion avec la presse, le 12 mars, M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, s'est déclaré « navré et même peiné » par les critiques des syndicats de magistrats après la journée du 22 février au cours de laquelle M. Michel Rocard, premier ministre, a annoncé qu'il entendait faire de la justice une priorité en 1991 (*le Monde* du 24 février). Le ministre « pense que certains cherchent à ne pas aider le premier ministre et moi-même » et « qu'ils sont en train de scier la branche sur laquelle ils sont assis ».

Selon M. Arpaillange, cela fait « deux siècles » que l'on attend qu'un gouvernement accorde autant d'importance à la justice. Le premier ministre a annoncé,

estime le garde des sceaux, « des mesures encourageantes et il faut considérer l'avenir du budget et de la justice elle-même sans pessimisme exagéré ». D'autre part, le garde des sceaux a annoncé que son ministère ouvrirait le feu à la session parlementaire de printemps en présentant trois textes : la réforme des voies d'exécution en matière civile, un texte sur la médiation et un troisième sur la responsabilité du fait du transport d'énergie nucléaire. Le Parlement poursuivra, en outre, l'examen du code pénal. Quant à la réforme — contestée — des professions juridiques et judiciaires, elle devrait être examinée par le conseil des ministres après la remise, prévue à la mi-avril, du rapport sur l'aide légale dont

est chargée la commission présidée au Conseil d'Etat par M. Paul Bouchet.

Mais l'un des projets importants du ministère de la justice est la réforme de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante. En attendant la mise au point de ce texte, le ministère examine le rapport qui vient de lui être remis par l'inspection de l'administration pénitentiaire et de la protection judiciaire de la jeunesse (nouvelle appellation de l'éducation surveillée) sur les conditions d'incarcération des mineurs. Le ministre envisage d'ores et déjà la suppression de l'incarcération des mineurs de moins de seize ans en matière correctionnelle et la limitation à dix ans de la peine criminelle la plus forte encourue par un mineur.

Un rapport sur les jeunes en prison

Les risques de la solitude et du déracinement

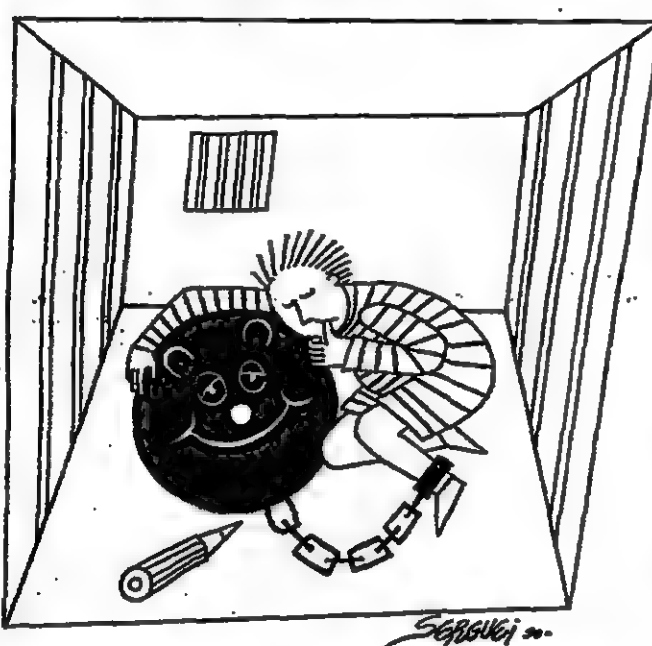
Avec stupeur, le ministre de la justice a découvert qu'il existait quelque part, dans une prison française, un mineur condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. Avec une colère à peine feutrée, la mission d'inspection (1) qu'il a ordonnée au mois de novembre dernier après le viol, à Bois-d'Arcy, par ses condamnés de Damien, un adolescent de dix-sept ans et demi (*le Monde* du 22 novembre 1989) a découvert qu'un juge pouvait séparer un mineur de sa famille pendant près de deux ans. Ce fut le cas à Metz où, d'avril 1987 à février 1989, un jeune homme incarcéré dans une procédure criminelle n'a pu communiquer ni avec son père, ni avec sa mère, ni avec son frère... Etrange découverte.

Sous le choc du viol de Damien, les inspecteurs dépêchés par leur administration ont visité les prisons françaises. Le rapport qu'ils ont remis, le 9 mars, au ministre de la justice, comporte de nombreuses surprises et dérange les idées reçues.

Premier constat : le nombre de mineurs incarcérés a baissé de manière spectaculaire en un an. Les magistrats, avant même l'entrée en vigueur de textes limitant l'incarcération des mineurs, les ont pris en considération et ont envoyé moins de jeunes en prison. Le nombre des mineurs de moins de seize ans a ainsi baissé de 70 % en un an (171 en 1989 contre 603 en 1988) ; le nombre de ceux âgés de plus de seize ans a baissé de près de 22 % (2 352 contre 3 002).

Une révision de l'échelle des peines

Deuxième surprise : la sacro-sainte règle de l'ordonnance de 1945 qui prévoit que les mineurs soient détenus dans un quartier spécial mais si possible, isolés la nuit n'est pas toujours appliquée et n'est pas forcément



adaptée. En fait, 32 % des établissements n'utilisent pour tout quartier spécial que des cellules réservées aux mineurs, et 28 % ne leur affectent aucun local particulier ; 10 % regroupent leurs jeunes détenus dans des dortoirs. La mission préconise une nouvelle carte pénitentiaire pour les jeunes détenus avec « une politique de regroupement des mineurs incarcérés dans des établissements dotés de structures adaptées », comme c'est déjà le cas à Lyon, et ne soutient pas que se développe l'isolement des jeunes détenus. Les établissements pénitentiaires sont trop peu visités par les autorités judiciaires : sur 107 établissements qui accueillent en France des mineurs, 30 % seulement reçoivent la visite de juges des enfants, 18 % celle d'un magistrat du parquet des mineurs, 16 % celle d'un juge d'instruction « spécialisé mineurs ».

dans les maisons d'arrêt des petites et moyennes villes, qui n'offrent « souvent aucune ressource éducative et thérapeutique et fort peu d'activités scolaires ou sportives ». La télévision branchée jour et nuit y « joue alors le rôle de caméléon médiatique ». Quant à l'isolement de nuit, « il doit toujours être remis en cause s'il apparaît que la solitude présente des risques pour la personnalité » du jeune détenu. Dans cette hypothèse, « un placement avec un autre mineur s'impose ».

La mission s'est aussi interrogée sur l'échelle des peines appliquées aux mineurs. Ainsi, « rien ne semble justifier que la peine d'emprisonnement puisse toujours être appliquée aux mineurs de moins de seize ans » pour des infractions correctionnelles. De même, « il apparaît inadmissible qu'un mineur fasse l'objet de réincarcérations successives dues à la mise à exécution échelonnée dans le temps de peines de prison prononcées à son encontre ». L'échelle des peines des mineurs de seize à dix-huit ans devra être revue.

Nourrie de ce qu'elle a observé, la mission recommande ainsi que soit reconnu le droit à l'éducation, que les services éducatifs et le milieu pénitentiaire travaillent dans une plus étroite coopération et que le traitement judiciaire soit mieux adapté (interdiction de la rétention de nuit de mineurs délinquants à la justice, spécialisation — ce n'est pas toujours le cas — des juges d'instruction). Un magistrat du tribunal pour enfants devrait systématiquement être désigné comme « correspondant » de la prison.

Six mineurs purgent actuellement des peines supérieures à cinq ans, et quinze des peines supérieures à trois ans. Ce sont donc des exceptions. En moyenne, les mineurs passent à chaque séjour moins de trois mois en prison. Pendant ce temps, il conviendrait que la prison n'aggrave pas encore un peu plus le déracinement des jeunes en difficulté. C'est le sens de l'action du ministère de la justice, qui, en ce domaine, semble décidé à aller au fond des choses.

AGATHE LOGEART

(1) Les auteurs du rapport sur les conditions d'incarcération des mineurs sont MM. Jean-François Bérard, Patrick Katz et Jean-Claude Mowat. Ils ont mené leur enquête du 24 novembre 1989 au 12 février 1990.

Le générique contesté d'Antenne 2

Un procès subliminal

L'incrustation d'images fugitives, dont le portrait du président-candidat François Mitterrand, dans le générique du journal d'Antenne 2 en 1987 et en 1988 constituait-elle une manipulation électorale ? La question était posée le 12 mars devant le tribunal de Paris.

M. Claude Contamine n'a visiblement pas l'habitude des chambres correctionnelles. L'ancien PDG d'Antenne 2 a pourtant passé, stoïque, une bonne partie de l'après-midi du 12 mars devant la 17^e chambre du tribunal de Paris, écoutant sans broncher la litanie des affaires de coups et blessures, de vols dans les supermarchés qui forment le quotidien de la justice. Son tour venu, il est allé s'asseoir au banc des prévenus.

En face de lui, un électeur déçu, M. Robert Casanovas, partie civile. Avec son léger accent des Pyrénées et un goût certain de la plaidoirie, ce juriste entendait démontrer — sans avocat — que son vote lors de la dernière élection présidentielle a été affecté par la diffusion d'images subliminales du président-candidat dans le générique du journal d'Antenne 2. Il a renoncé, pour cause d'immunité, à attaquer le président réélu, mais « déplore » que M. Mitterrand ne comparaisse pas comme témoin à sa demande. A défaut, il attaque pour complicité le PDG d'Antenne 2 et M. David Niles, le réalisateur américain de ce générique diffusé deux mille neuf cent quarante-neuf fois exactement entre septembre 1987 et mai 1988, avant que la Commission nationale de la communication et des libertés, alertée, n'ordonne sa modification (*le Monde* des 14, 16 et 18 mai 1988).

Mais qu'est-ce qu'une image subliminale ? Est-ce une image « sublimée », comme l'affirme le journaliste Jean Montaldo — cité comme témoin par la partie civile — qui révèle le premier l'affaire dans les colonnes du *Quotidien de Paris*, quelques jours après la réélection de M. Mitterrand en mai 1988 ? Ou est-ce une image « en dessous du seuil de perception », comme le pense M. Jacques Bitoun, défenseur de M. Niles ? Les images du président Mitterrand, dont personne ne conteste l'existence, sont-elles seules présentes dans le générique incriminé ou, au contraire, noyées au milieu de cinquante autres images

d'actualité, du pape à la navette spatiale ?

Chacun a sa version, chacun aussi a sa cassette. Cassettes que le tribunal, faute de matériel adéquat et peut-être de volonté, renonce à visionner dans l'immédiat. Ce procès des images s'en passera donc. En revanche, il ne fera pas l'économie d'un historique des effets supposés des images subliminales à travers le monde. Le tribunal, présidé par M. Alain Lacabarra, ne pourra plus ignorer les conséquences de cette technique sur les ventes de Coca-Cola et de pop-corn dans les cinémas américains du New-Jersey, ou l'utilisation de ces mêmes images sur les prisonniers de la guerre de Corée.

Sagesse de l'antimétrie

Un mystérieux document, faisant allusion à la CIA, provoquera même quelques incidents entre la partie civile et les avocats de la défense. Tout cela n'est pas assez pour détourner le procureur, M^{me} Edith Dubreuil, de son raisonnement juridique. « Je ne doute pas qu'un délit d'images subliminales vienne un jour trouver sa place dans une future loi, mais le cadre juridique existant est strict et rappelle-t-elle, non sans s'interroger sur la matérialité des faits, dont la preuve incombe à la partie civile. De toute façon, le plaignant fondant son action sur l'article L.116 du code électoral, qui concerne les opérations de vote, et non la propagande électorale, la délit éventuel est couvert par l'amnistie, estime M^{me} Dubreuil, qui conclut : « Les lois d'amnistie sont sages, qui comme la mémoire, oublient ce qui n'est pas essentiel. »

Pour M^{me} Bitoun, la volonté de nuire du plaignant est évidente. Et il ne se privera pas, au cours d'une plaidoirie plus véhémente que cohérente, de le traiter de « débile mental ». A son tour, le bâtonnier M. Bernard du Granrut, défenseur de M. Contamine, dénonce l'« amalgame systématique » et la « volonté de médiatisation » de M. Casanovas, avant d'énumérer méthodiquement les points de droit qui rendraient sa plainte irrecevable : « M. Casanovas abuse de la justice et veut se substituer au parquet », conclut-il. Tout le monde ayant reconnu qu'il n'était pas le responsable direct du générique suspecté, M. Contamine semblait les de cette avalanche de pop-corn et d'arguties juridiques.

Jugement le 23 avril.

MICHEL COLONNA D'ESTRIA

A Lyon

Lourdes peines requises contre les responsables de quatre réseaux de trafic de drogue

LYON
de notre correspondant régional

Au cours d'un réquisitoire de trois heures, M. Jean-Paul Bazeille, procureur, a réclamé, lundi 12 mars, de lourdes peines contre les responsables des quatre réseaux de trafiquants de stupéfiants, jugés devant le tribunal correctionnel de Lyon (*le Monde* daté 11-12 mars).

Dix-huit ans de prison, dont les deux-tiers assortis d'une période de sûreté, ont été requis contre Lucien Carrel, Jacky Bozzi et André Trihan, accusés de trafic d'héroïne et de cocaïne, ainsi que contre Robert Landry, en fuite. Quinze ans, dont les deux-tiers en sûreté contre Yves Lecomte, Ivan Thibaut et Maryse Abadie ; l'état de santé de cette dernière, atteinte d'une sclérose en plaques, pouvant justifier ultérieurement « une mesure de la chancellerie ».

Des peines, s'échelonnant de six à neuf ans d'emprisonnement, ont

en outre été demandées contre des grossistes, des passeurs ou de simples dealers, comme Nicole Guigou-Almeida, Claude Jardif, Olivier Muller, Jean-René Gillies, Shu Luangpraseuth (prévenu comparait libre) ou Klaus Roder, en fuite.

Pour ce qui concerne les consommateurs « parisiens », parmi lesquels Françoise Sagan et François Debré, le magistrat a demandé des condamnations de six mois à deux ans, éventuellement assorties d'un sursis partiel, sauf pour l'éditeur Harry Jancovici : deux ans de prison ferme. Enfin, M. Bazeille, qui a réclaté contre les principaux accusés des amendes de 500 000 francs à 2 millions de francs, s'en est « rapporté » au tribunal pour fixer la peine d'Albert le Gall, soixante-quatorze ans, en tenant compte de l'évolution de sa grave maladie. Le reste de la semaine sera consacré aux plaidoiries.

R. B.

FAITS DIVERS

A Marseille

Deux morts, un blessé grave dans l'attaque d'un transport de fonds

Deux convoyeurs de fonds sont morts et un autre a été gravement blessé, mardi 13 mars, lors de l'attaque d'un fourgon blindé de la société Secour-Poste dans un quartier de la périphérie nord de Marseille. Les malfaiteurs, qui étaient une douzaine, auraient réussi à emporter dans leur fuite plusieurs millions de francs, qui étaient destinés à l'approvisionnement des agences postales locales.

Le fourgon a été attaqué peu après 6 heures du matin. Une R 25 lui a d'abord coupé la route. Le chauffeur du fourgon a projeté son véhicule sur un talus. Les malfaiteurs, avec un parfait sang-froid,

ont alors placé des cales sous les roues de celui-ci, avant de faire feu avec des pistolets-enrailleurs. Selon les policiers, le blindage de la carrosserie du fourgon qui a totalement brûlé aurait été ébréché au lance-roquettes ou à l'aide d'une mine. Les malfaiteurs, vêtus de treillis, ont aussi tiré en l'air pour intimider les témoins, attirés par le bruit de l'explosion.

Seul un convoyeur sur les quatre n'a pas été atteint. Les deux employés tués sont Alain Messon, quarante ans, et un jeune homme de vingt-huit ans qui avait été embauché par Secour-Poste il y a dix jours.

A TRAVERS L'ORAGE
Way Down East : un film de D.W. Griffith
accompagné par l'Orchestre Symphonique d'Europe
musique restituée et dirigée par Gillian Anderson

23 et 24 mars à 20 h 30
25 mars à 15 h

LOCATION 47.21.18.81

NANTERRE AMANDIERS

Avec le soutien de la Fondation GAN pour le cinéma et l'audio du CNC.

1. Nom Prénom
2. Adresse
3. 1^{re} date 2^e date
4. places à 120 F = F places à 80 F = F

Joindre au chaque billet à l'ordre de Nanterre-Amandiers accompagné d'une enveloppe timbrée à vos noms et adresses et envoyer au Théâtre des Amandiers, 7, rue Pablo Picasso - 92402 Nanterre Cedex.
- 25 ans, carte verte : joindre photocopie de la carte d'identité.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Six mille manifestants à Roanne

La mort de Magid, enfant du pays

Les agressions et crimes à caractère raciste survenus pendant le dernier week-end à Saint-Florentin (Yonne) et à Roanne (Loire) continuent à provoquer de multiples réactions. A Roanne, tandis que Yves Buthaud, conducteur du véhicule qui a écrasé Magid Labdaoui, dix-huit ans, lycéen, était inculpé d'homicide volontaire et écroué, six mille personnes, dont le maire PS de la ville, M. Jean Auroux, ont participé à une manifestation de protestation et de deuil.

M. Michel Rocard, faisant référence à ces agressions racistes, et se déclarant « bouleversé et indigné », a fait connaître la détermination du gouvernement à faire « que les lois de la République soient appliquées sans défaillance ».

ROANNE
de notre envoyé spécial

Après la mort de Magid Labdaoui, dix-huit ans, ce lycéen de Roanne (Loire) écrasé, samedi soir 10 mars par une voiture (le Monde du 13 mars), le conducteur du véhicule, M. Yves Buthaud, trente-quatre ans, a été inculpé d'homicide volontaire et écroué, lundi 12 mars. Son frère Didier a été remis en liberté. Le dossier a été confié à Mme Noëlle Cousinier, juge d'instruction à Roanne.

La nouvelle a mis du temps à parvenir en ville. Tout le dimanche, elle n'avait pas dépassé les limites des immeubles de la Goutte-Marcellin, là où habite la famille Labdaoui. Le drame a été connu seulement lundi matin dans les classes du lycée Albert-Thomas. « Les élèves voulaient tous en parler, certains étaient très choqués », raconte un professeur. Magid était donc mort, victime de ce qu'un lycéen s'appellerait un accident de la circulation.

Appel
au calme

Dans l'après-midi, derrière la banderole « Roanne unie et solidaire pour la mémoire de Magid », une grande manifestation a eu lieu. Il y avait le maire, M. Jean Auroux, qui, quelques heures auparavant, n'avait pas caché ses larmes. A côté de lui, le père, la mère, les frères et les sœurs de Magid, Djida Tazdait, la députée européenne (Verts), venue de Lyon, et puis six mille anonymes, copains de la cour de récréation, amis, parents, passants. Sur la

place de l'hôtel de ville, ils ont écouté l'appel au calme lancé par un jeune de la Goutte-Marcellin, son « non à la violence, à l'intolérance », sa « foi en la justice ». Après l'hommage rendu par le maire à « cet enfant de Roanne qui avait choisi l'intégration par les études », ils ont respecté une minute de silence, sont restés encore sur la place.

C'EST TERRIBLE
LE MÉLANGE
ALCOOL - FRONT NATIONAL



Les vieux Marocains ont fait le cercle, près du père de Magid. Lui, comme les autres, est arrivé dans les années 50 pour travailler à Roanne. Ses sept enfants sont nés ici. Aziz, le frère aîné, suit des études de médecine à Saint-Etienne. Magid était le cinquième. « Un bon garçon, qui cherchait la paix, dit sa sœur Halima. Il voulait vivre heureux. La vie, c'est important pour le peu qu'on vit. Comment il a pu mourir de cette

mort ? C'est un crime raciste, sans pitié ».

Les jeunes réunis sur la place ne savent rien des deux hommes qui, samedi soir, ont fait rouler leur voiture sur le corps d'un lycéen de dix-huit ans. Ils n'admettent pas la thèse de l'accident provoqué par l'alcool que la rumeur colporte. Ils ne comprennent pas ce qui est arrivé dans leur ville, leur petite ville.

Toujours
les mêmes questions

Roanne, quarante-six mille habitants, treize cents immigrés, ne connaît pas jusqu'à la mort de Magid, un crime à caractère raciste. Bien sûr, le samedi soir, les portes des discothèques sont interdites aux copains de Magid. Parfois, ils ne l'acceptent pas. Bien sûr, au pied des immeubles de la Goutte-Marcellin, il est arrivé que certains gamins trompent leur ennui par quelques dérapages. Mais le quartier aux façades rénovées n'a rien d'une zone à l'abandon.

Selon le procureur de la République, les deux hommes auraient expliqué pendant leur garde à vue que « c'est alors qu'ils cherchaient à fuir les lieux où ils auraient été pris à partie par des jeunes que l'accident est arrivé ».

Après la manifestation, les amis de Magid sont remontés dans leur quartier. Ils ont repris leur place devant les allées et ont retrouvé dans tous les sens les mêmes questions. Pourquoi a-t-il fallu attendre trente minutes avant que le SAMU intervienne ? Pourquoi Magid n'est-il plus là ?

BRUNO CAUSSE

Multiples réactions après les agressions racistes

M. Michel Rocard : « Les lois de la République seront appliquées sans défaillance »

Le premier ministre s'est adressé aux familles des victimes d'agression raciste de Saint-Florentin (Yonne) et de Roanne (Loire) dans deux lettres rendues publiques lundi 12 mars par l'hôtel Matignon.

A M. et Mme Larbi Labdaoui dont le fils Magid, dix-huit ans, est mort dimanche à Roanne écrasé par un automobiliste qui a foncé sur un groupe de jeunes immigrés, M. Michel Rocard écrit que « le drame irréparable que vous vivez ne peut être indifférent à la communauté nationale ». Le premier ministre ajoute que la mort de l'adolescent français d'origine marocaine « démontre une fois de plus, hélas, l'urgence de lutter contre la violence raciste ». « Les lois de la République seront appliquées sans défaillance ».

Faisant part de la même détermination dans une lettre adressée à M. et Mme Ahmed Mahabani dont les deux fils ont été grièvement blessés lors d'une fusillade vendredi 9 mars à Saint-Florentin, le premier ministre écrit que « face à un acte aussi odieux, qui démontre à quel excès de violence conduisent l'intolérance et le racisme », il tient à apporter son « témoignage de solidarité et celui du gouvernement ».

« La lutte contre ce type de violence et les situations qui la

favorisent dans nos villes restera une priorité de mon action », affirme encore le chef du gouvernement.

Le Parti communiste français, le Parti socialiste et le Rassemblement pour la République ont exprimé, lundi, dans des communiqués, leur émotion et leur réprobation. M. Claude Billard, membre du bureau politique du PCF, souligne en outre que, au moment même de cette indignation quasi générale « Le Pen bénéficie d'une complaisance étonnante et distillait sur les ondes son poison raciste, sa haine et sa violence ».

M. Le Pen :
« dénoncé »

Allusion aux déclarations du président du Front national qui affirmait, lundi, à propos des affaires de Roanne et de Saint-Florentin que « la thèse du Front national est largement renforcée par ces incidents dangereux ». « La multiplication de ces incidents démontre la difficulté de cohabitation entre populations de cultures différentes », a ajouté M. Le Pen, qui s'est pris une nouvelle fois à la « xénomanie » de certains médias qui « défendent la préférence étrangère » et a dénoncé « le flou et l'ambiguïté du code de la nationalité qui fait des citoyens français de gens qui ne se considèrent pas comme tels ».

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR), dirigée par M. Alain Krivine, a de son côté,

appelé lundi 12 mars, à « une mise en place d'un front uni de tous les antiracistes et démocrates, de tout le mouvement ouvrier pour empêcher la poursuite de tels crimes ».

Le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'unité entre les peuples), le CAIF (Conseil des associations d'immigrés en France), l'Association SOS-Racisme, l'Association des travailleurs marocains en France, entre autres, dénoncent aussi avec indignation les événements de Roanne et de Saint-Florentin et leurs causes. M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, qui a été reçu, lundi, par un collaborateur du premier ministre, a déclaré qu'il attendait que « la justice sanctionne ces crimes et ne les banalise pas ». M. Désir souhaite que le gouvernement « manifeste sa colère et son indignation face à cette violence raciste, ne se contente pas de déclarations mais adopte des mesures ».

M. Pasqua propose une réunion gouvernement-opposition. M. Charles Pasqua, ancien ministre de l'Intérieur, qui commentait mardi 13 mars sur Europe 1 les affaires de Saint-Florentin et de Roanne, a déclaré : « Face à la montée du racisme, le devoir de tous les hommes politiques est de s'en saisir. Sur un tel sujet, pour quel ne pas avoir, assez vite, une rencontre gouvernement-opposition et essayer de déboucher sur un certain nombre de mesures communes ? ».

Après la mort de Saad Saoudi

Le sous-brigadier de police Marin a été remis en liberté

Sous-brigadier de police au commissariat de La Ciotat, M. Jean-Claude Marin, responsable de la mort de Saad Saoudi, ce fils de baridi, tué de plusieurs balles lors d'un transfert judiciaire le 6 mars (le Monde du 7 mars) a été remis en liberté sous contrôle judiciaire, lundi 12 mars.

Cette remise en liberté décidée par le magistrat instructeur, M. Nicole Di Tomasso, contre l'avis du parquet de Marseille, est intervenue deux heures seulement après la reconstitution organisée lundi sur les lieux du drame, l'autoroute A 10, près de Roquefort-la-Bédoule. Le policier, qui a reconnu, lors de cette reconstitution, avoir tiré sur la victime, atteinte dans le dos et le cou de plusieurs balles, avait été inculpé jeudi 8 mars de coups mortels et écroué.

Le juge d'instruction a estimé que le maintien en détention du sous-brigadier « n'était pas nécessaire à la manifestation de la vérité ». Les parents de Saad Saoudi qui ont assisté à la reconstitution avec leur avocat, M. Jean-Claude Simoul et qui ont déposé plainte pour homicide volontaire au lendemain de la fusillade, ont réaffirmé que leur fils avait été « exécuté ».

ÉDUCATION

Reprise des cours à l'université Bordeaux-I. — Les cours ont repris lundi 12 mars à l'UFR de mathématiques de l'université Bordeaux-I, où enseignants et étudiants étaient en grève depuis le 12 février, pour réclamer « en urgence la création de postes d'enseignants chercheurs ».

Les grévistes, qui ont manifesté à Paris le 7 mars, ont multiplié les assemblées générales pendant deux jours avant de décider de « continuer le mouvement sous d'autres formes ».

Les enseignants effectueront bénévolement des cours pour les cinq enseignements pour lesquels aucun poste n'a été créé. Mais ils avertissent : « A la rentrée 1990 nous n'assurerons aucun enseignement que nous ne pourrions mener à bien. » (Corresp.)

501 من الامال

SPORTS

TENNIS : tournoi de Boca Raton

Le bal de la débutante Capriati

Deux semaines avant de fêter son quatorzième anniversaire, l'Américaine Jennifer Capriati, qui avait déjà gagné plus de deux millions de dollars en commandes, a disputé — et perdu (6-4, 7-6) — la finale du tournoi de Boca Raton, sa première compétition professionnelle, contre l'Argentine Gabriela Sabatini. Naissance d'une star ?

Chris Evert a pris sa retraite en novembre dernier, Martina Navratilova s'en approche rétroactivement. Et les États-Unis, qui s'enorgueillissent naguère d'être la patrie du tennis féminin professionnel, grâce à Billie Jean King, première joueuse ayant gagné 100.000 dollars sur les courts, se demandent comment ils avaient pu laisser échapper la première place mondiale à une Allemande de l'Ouest, Steffi Graf, et si, après avoir moissonné une pléiade de championnes en herbe comme Andrea Jaeger et Tracy Austin, une Américaine récolterait à nouveau le titre de championne du monde.

Les craintes des fans américains du tennis ont sans doute été dissipées par la performance de Jennifer Capriati lors du tournoi de Boca Raton (Floride) qui était disputé du 7 au 11 mars. Une dérogation aux règlements de l'Association du tennis féminin lui ayant permis de signer un contrat professionnel trois semaines avant son quatorzième anniversaire, elle y a atteint la finale après avoir éliminé notamment, la Française Nathalie Tauziat, seizième mondiale, en huitième de finale (6-4, 6-2), la Tchèque Helena Suková, dixième mondiale, en quarts de finale (6-1, 6-4), et la Péruvienne Laura Gildemeister en demi-finale (7-6, 7-6).

Une puissance
émergente

« Jennifer devrait être classée dans les dix premières à la fin de cette saison et dans les cinq premières dans deux ans », avait annoncé avant le tournoi Chris Evert, l'ancienne championne du monde, qui avait aussi pronostiqué le succès de sa jeune compatriote à Boca Raton. Il est vrai qu'elle a suivi les progrès de cette nouvelle enfant prodige depuis ses tout débuts, lorsque la famille Capriati, d'origine italienne, quitta New York pour s'installer en Floride ; Jennifer avait alors quatre ans, et son papa la confia à Jimmy Evert, père et premier coach de la record-woman des titres.

Celui-ci s'occupa de Jennifer jusqu'à son dixième anniversaire. Elle fut alors prise en charge par Rick Macci. Après avoir gagné l'an dernier les titres juniors (moins de 18 ans) à Roland-Garros et à Flushing Meadows et disputé la finale

de Wimbledon dans cette même catégorie d'âge, la nouvelle petite prodige a emménagé avec sa famille à Saddlebrook où est implantée l'école de tennis Harry Hopmann. Tommy Thompson, superviseur désormais un entraîneur qu'elle pratique essentiellement avec des garçons en raison de la puissance étonnante pour son âge qu'elle possède. « Les coups de fond de court qu'elle affectionne ont la précision de ceux de Chris Evert mais ils crépissent comme ceux de Ivan Lendl », a estimé son nouvel entraîneur.

Bref, Jennifer Capriati était une petite vedette avant même d'avoir disputé son premier tournoi professionnel. Une victoire retentissante (6-0, 6-0) sur Clara Wood, une Britannique de vingt et un ans classée dans les cent premières mondiales, lors de la Coupe Wightman en septembre dernier, avait convaincu les commanditaires qu'elle était bien la nouvelle Chris Evert que le tennis féminin américain attendait ; la firme italienne de vêtements Diadora et le fabricant américain de raquettes Prince lui offrirent des contrats pour un total supérieur à deux millions de dollars.

Pour bien mesurer l'engouement que Jennifer Capriati a déclenché avant d'avoir gagné un seul match professionnel, il faut savoir que Martina Navratilova avait cherché en vain pendant deux ans un commanditaire pour ses vêtements avant de se décider à lancer sa propre ligne de produits. Il faut aussi savoir que le total des contrats de Steffi Graf, qui domine le tennis féminin mondial depuis 1987 après avoir disputé son premier match professionnel à treize ans et quatre mois, est « seulement » de l'ordre de six millions de dollars.

Jennifer Capriati comblera-t-elle les espoirs qu'elle a suscités auprès de sa famille et de ses commanditaires ? Au cours des prochains mois elle devrait disputer onze autres tournois professionnels dans l'espoir d'atteindre les dix premières places du classement WTA (association des joueuses professionnelles). Beaucoup de jeunes n'ont pas supporté ce rythme (champion de Roland-Garros 1989 à dix-sept ans, Michael Chang a été victime d'une fièvre du bassin en début de cette saison), mais Jennifer paraît plus robuste que la moyenne : « Elle est déjà plus grande que moi », a noté Chris Evert, qui mesure 1,67 mètre. Reste à savoir si elle sera suffisamment forte pour réaliser un jour le rêve de filleule : devenir la numéro un.

ALAIN GRAUO

FOOTBALL

COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS
A Alger :
Algérie b. Sénégal 2-1
A Annaba (Algérie) :
Nigeria b. Zambie 2-0

MÉDECINE

L'expérimentation sur l'homme autorisée pour un vaccin antiaïdés. — La Food and Drug Administration (administration américaine responsable des médicaments) a autorisé lundi 12 mars l'extension des tests du vaccin antiaïdés conçu par le docteur Jonas Salk. Alors que le vaccin avait été essayé jusqu'ici uniquement sur des malades du sida, il pourra cette fois être administré à quatre-vingt-dix individus séropositifs, pendant trente-six semaines, à différentes doses.

Il s'agit du troisième vaccin antiaïdés ainsi autorisé pour des tests humains. Mais, alors que les deux premiers sont considérés comme sans danger, ce dernier comporte quelques risques car il utilise des virus « neutralisés », sur le même principe que le vaccin anti-polio que le docteur Salk avait mis au point dans les années 50. Le docteur Salk, qui est âgé de soixante-quinze ans, a l'intention d'être le premier cobaye en s'injectant son propre vaccin. — (AFP.)

Mise en vente d'un médicament contre les effets secondaires des traitements anticancéreux. — Le groupe pharmaceutique Glaxo Holdings a annoncé lundi 12 mars à Londres que les autorités britanniques et françaises venaient d'autoriser la vente d'un de ses nouveaux médicaments, le Zofran, qui prévient certains effets secondaires (nausées, vomissements) des traitements anticancéreux. (le Monde du 31 janvier.)

Le Zofran (Zophen sur le marché français) sera prochainement mis à la disposition des hôpitaux. Les actions de Glaxo ont progressé de 10 pence à 722 pence après l'annonce de la décision des autorités britanniques et françaises. Les

analystes estiment à environ 200 millions de livres le chiffre d'affaires annuel potentiel du médicament. Le Zofran a été testé sur plus de 4.000 patients cancéreux. La Grande-Bretagne et la France sont les deux premiers pays à l'autoriser. — (AFP.)

La Suisse indemnise ses hémophiles contaminés par le sida. — Le Conseil fédéral du gouvernement suisse envisage d'indemniser, à concurrence de 50.000 francs suisses (environ 188.000 F) les hémophiles et receveurs de transfusions sanguines contaminés par le virus du sida. La Suisse compte une centaine d'hémophiles et de cent quarante à cent soixante-dix receveurs de sang, infectés par le virus entre 1978 et fin 1985. Le projet gouvernemental, qui doit être approuvé par les deux chambres du Parlement, coûtera au total 13,5 millions de francs suisses (environ 5 millions de francs).

Le gouvernement français menace de boycotter la sixième conférence sur le sida de San Francisco. — Après l'Organisation mondiale de la santé et la Ligue des sociétés de Croix-Rouge, le gouvernement français menace à son tour de ne pas participer à la sixième conférence internationale sur le sida qui doit avoir lieu du 20 au 24 juin à San Francisco. Dans un communiqué publié le 9 mars, le gouvernement français rappelle « sa préoccupation face aux mesures dont sont l'objet les personnes séropositives et les malades du sida à leur entrée aux États-Unis d'Amérique » et réaffirme « son attachement au principe de non-discrimination à l'égard des personnes touchées par le sida ».

A Saint-Etienne

Un détenu s'évade puis est repris

Dominique Gutknecht, trente et un ans, qui s'était évadé, lundi 12 mars, de la maison d'arrêt de Saint-Etienne a été arrêté deux heures plus tard. Au cours d'une séance de gymnastique, il avait escaladé à mains nues les 6 mètres de grillage de la cour, puis un mur également haut de 6 mètres, garni de barbelés. Un coup de feu avait été tiré par un surveillant, mais le fugitif n'avait pas été atteint. Dominique Gutknecht, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité le 25 juin 1987 pour assassinats et homicide, s'était évadé de la maison d'arrêt de Besançon le 29 août 1987 et avait été repris deux mois plus tard. — (Corresp.)

RELIGIONS

A Washington

Mort du pasteur Stein-Schneider

La mort subite du pasteur Stein-Schneider, terrassé par une crise cardiaque, vendredi 9 mars, prive la colonie française aux États-Unis d'un de ses éléments les plus dynamiques.

Depuis quarante ans, Herbert Stein-Schneider, docteur en théologie de Princeton, était à la tête de la paroisse protestante française de Washington qui se réunissait à l'église des présidents — épiscopale Saint-John, en face de la Maison Blanche.

Il guidait de nombreuses sociétés franco-américaines, dont notamment la Jefferson Lafayette Society, dont il était le vice-président. Ses intérêts étaient mul-

tiples : journaliste (il fut le correspondant de *Reform*, puis de *France-Amérique* à Washington), photographe, il dirigeait un orchestre local de musique de chambre ; il encourageait les groupes de théâtre amateurs français. Homme de culture, érudit, il publia de nombreux articles dans des revues spécialisées sur les Caraïbes.

Herbert Stein-Schneider était d'une grande qualité humaine : ses nombreux amis français et américains qu'il réunissait au cours d'un déjeuner hebdomadaire à Saint-John gardent de lui le souvenir d'un homme chaleureux et d'un très grand enthousiasme.

H. P.

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Europe de l'Est : la nature en ruine

Suite de la première page

Jusqu'à l'automne dernier, cette calamité n'affectait guère les autorités. Elles s'en glorifiaient même. Le billet de 50 marks à l'effigie d'Engels, en RDA, arbore à son verso une forêt d'usines fumantes. Et le billet de 100 couronnes, en Tchécoslovaquie, faisait de même jusqu'à son remplacement l'an dernier par l'effigie de... Gottwald, figure sujétionnée du coup de Prague de 1948. Au Palais Hôtel d'Ostrava, haut lieu de la sidérurgie tchécoslovaque, les œuvres d'art parlent d'elles-mêmes : une croûte peinte au fond de la mine orne la réception et une autre, aux dimensions impressionnantes, étale son panorama de cheminées fumantes dans la grande salle de réunion.

« Le plus mauvais charbon »

Cette culture, pour ne pas dire ce culte de la cheminée d'usine surgit en toute occasion. Même dans les cités résidentielles, les architectes trouvent le moyen de planter d'immenses cheminées au beau milieu des immeubles d'habitation. Il faut bien évacuer les fumées des chaufferies collectives ! A la centrale nucléaire de Jaslovská-Banica, en Slovaquie, on a préféré édifier huit tours de refroidissement là où, en Occident, on se serait contenté de quatre. Car ce qui représente ailleurs une « vermine » industrielle dans le paysage passe pour un « monument de progrès » en terre de « socialisme scientifique ». A Cottbus (RDA), on se vante d'avoir des cheminées de 300 mètres, « hautes comme la tour Eiffel ». Et tant pis si la Pologne voisine en fait les frais. Une seule centrale de Cottbus produit plus de dioxyde de soufre (SO₂) que toutes les centrales thermiques du Norvège et du Danemark réunies !

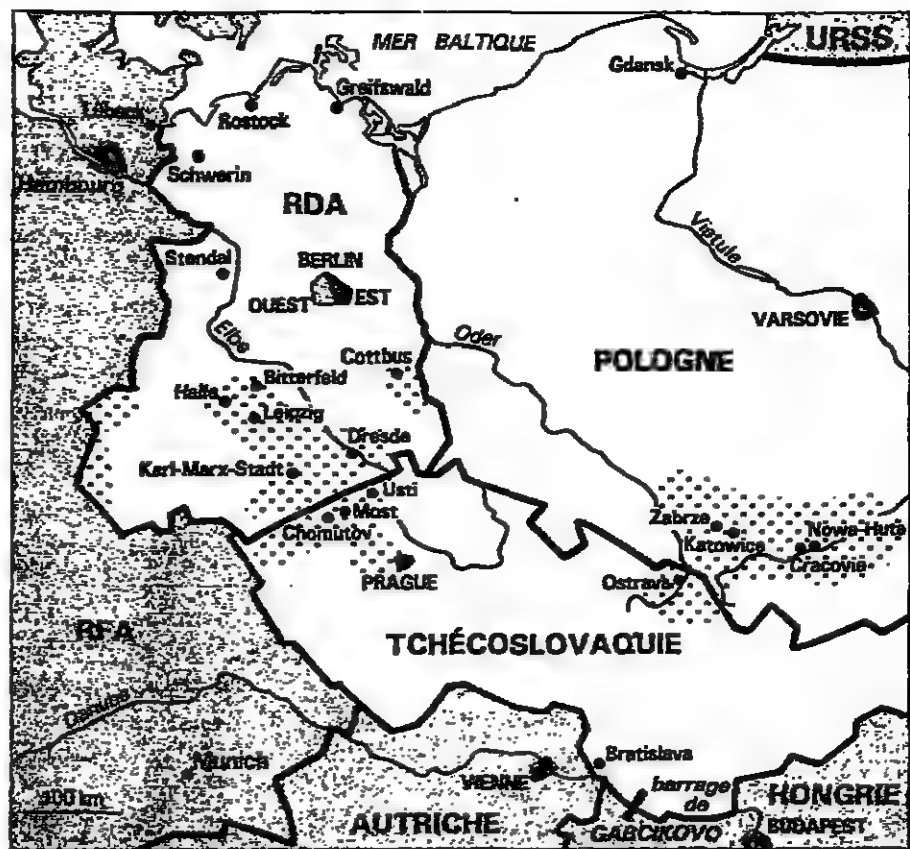
« Oui, la RDA est le plus gros pollueur de l'air en Europe », avoue Dietrich Müller, responsable de la

stratégie de l'environnement au ministère de l'Industrie lourde, à Berlin-Est. Mais il met cet état de fait sur le compte de la nature : « Nous avons le plus mauvais charbon [lignite], qui peut contenir jusqu'à plus de 50 % d'eau, 25 % de matière incombustible et 2,5 % de soufre. » Résultat : la RDA envoie chaque année vers le ciel plus de 5 millions de tonnes de SO₂ et la Tchécoslovaquie au moins 3 millions de tonnes. Et ce n'est pas près de changer : ces deux pays dépendent à 80 % du charbon — presque toujours « brun », c'est-à-dire en fait du lignite — pour leurs besoins énergétiques. Alors on se contente pour l'instant de mettre en garde la population. Après la météo, la télévision tchécoslovaque diffuse les prévisions de... SO₂ (dioxyde de soufre) et de NO_x (oxyde d'azote) qui encombre l'air ambiant.

A Zabrze, au cœur de la Haute-Silésie, cette Ruhr polonaise qui donne au pays 98 % de son charbon et 60 % de son acier, les normes d'émission de gaz et de poussière, en plein centre-ville, sont pulvérisées deux cents jours par an. Chaque année, les montagnes de déchets de l'extraction minière s'élèvent davantage à l'assaut du ciel plombé. On a calculé qu'à ce rythme, en 2010, 12 % de la superficie de la voïvodie (préfecture) serait « affectée de façon visible » par les conséquences de l'activité souterraine.

Deux paquets de cigarettes

Dans toute cette région, où sont concentrées la plupart des industries lourdes polonaises, le taux des maladies respiratoires chez les enfants de moins de quatre ans est trois à quatre fois plus élevé que dans le reste du territoire. Près de la moitié des enfants de quatre ans présentent des maladies chroniques ou des problèmes de développement. Chez les adultes demeurent autour de la grande aciérie Lénine



Les points indiquent les zones de forte pollution de l'air.

de Nowa-Huta, on compte deux fois plus de cas d'insuffisance cardiaque par manque d'oxygène que dans l'ensemble de la population. Chaque jour, les habitants de Cracovie toute proche ne respirent-ils pas autant de benzopyrène que s'ils fumaient deux paquets de cigarettes ?

Le taux de mortalité infantile dépasse de plusieurs points celui des régions voisines et a atteint 4,4 % dans certaines des zones les plus exposées au plomb, au cadmium et au zinc. Une baisse du quotient intellectuel a été remarquée chez le quart des enfants exposés à ces doses excessives de plomb. Sur 10 000 enfants, 178 sont atteints de malformations congénitales (la moyenne polonaise est de 110). Pour ne pas parler des

fausses couches et des naissances prématurées.

Dans toute l'agglomération de Katowice, on ne peut dormir que fenêtres fermées. Tout autour des hauts fourneaux, chaque matin, on guette le vent. S'il souffle dans la mauvaise direction, on sait que toute la journée le ciel sera jaune, et que l'on se sentira la tête lourde, les jambes en coton. Plus qu'ailleurs, l'arrivée du printemps annonce les asthmes. Il a fallu les grandes grèves des aciéries pour que les habitants de Cracovie se rendent compte que l'air n'avait pas forcément toujours cet air parfum de charbon.

Non seulement on respire, mais on mange du poison — plomb, soufre, chrome. Les aciéries ayant parfois été construites sur les terres les

plus fertiles, les paysans, imperturbables, continuent de cultiver au pied des hauts fourneaux les choux et les carottes qui seront ensuite vendus sur les marchés, sans indication de provenance, évidemment. De toute façon, en Pologne ou en Tchécoslovaquie, les associations de consommateurs n'ont pas le droit d'attaquer un producteur en justice : « Chez nous, les problèmes écologiques sont pires, car nous avons les pollueurs mais pas les défenseurs des consommateurs », déplore Jaroslav Basta, un archéologue de Prague, responsable de l'Union des protecteurs de monuments.

Est-ce ainsi que les hommes vivent ? Et sans se révolter ? Oui, ou presque. Les longues décennies de glaciation, bien sûr, n'ont pas été exemptes d'explosions pon-

nelles, de manifestations isolées d'autant que la revendication écologiste servit souvent de catalyseur — ou de prétexte — à tous les mécontentements accumulés contre le régime.

En Bulgarie, c'est autour du mouvement Ecoglasnost que s'est structurée toute l'opposition. En Hongrie, des manifestations massives autour du thème « Le Danube est à nous, pas à eux » ont contraint le régime à renoncer au barrage de Nagymaros, un projet pharaonique de domestication du fleuve entrepris avec la Tchécoslovaquie. Dès 1987, les écoles pragoises ont pétitionné — avec succès — contre divers projets finalement abandonnés (une station de pompage, une autoroute urbaine, un complexe hospitalier dans un parc, un hôtel d'altitude, etc.). En Pologne, protestation minuscule, de petits cercueils étaient régulièrement peints sur les portes des cokeries les plus polluantes de Silésie. Seule la RDA, patrie du socialisme à la prussienne, ne bougeait pas.

Produits à tout prix

Le plus souvent, les impératifs de la production musaient les mécontentements. Comment les mineurs de Haute-Silésie, choyés par le régime de Gierek — lui-même silésien, — mieux rétribués, mieux approvisionnés que les autres ouvriers du pays, auraient-ils osé protester contre les possesseurs des hauts fourneaux ? Produire, il fallait produire à tout prix, arracher de la terre les tonnes de charbon exigées par une industrie deux fois plus éconergivore qu'en Occident, quels qu'en soient les coûts humains et écologiques.

ROGER CANS
et DANIEL SCHNEIDERMAN

Prochain article :

LA MALÉDICTION DU LIGNITE

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

Eau non potable

C'est le geste le plus simple qui soit : ouvrir un robinet et se servir un verre d'eau. Sur la plus grande partie du territoire polonaise, ce geste, depuis des décennies, ne viendrait pourtant à l'esprit de personne. Sur la totalité de l'eau qui devrait être traitée en Pologne, seule la moitié l'est effectivement. Partout, en permanence, fument les cheminées, pour faire bouillir les microbes. Certes, cette eau est parfois formellement potable : les additifs massives de chlore y ont tué net toutes les bactéries. Mais restent les métaux lourds, et... le goût du chlore lui-même, qui incite à se précipiter sur la première canette de bière venue.

La Vistule, qui arrose notamment Varsovie et Cracovie, est si polluée qu'elle n'entre dans aucune des trois catégories prévues par les normes polonaises : son eau est même impropre à plusieurs utilisations industrielles ! Quand on raconte aux enfants des écoles comment les troupes soviétiques, au cours de la dernière guerre, passèrent sur la Vistule gelée, ils rient : il en faudrait beaucoup, aujourd'hui, pour faire geler la

Vistule, gorgée du sel des mines de Silésie.

En Thuringe (RDA), ce sont chaque année cinquante wagons de sel que les mines locales déversent dans la Werra, une rivière qui se jette aussitôt dans la Weser... en RFA. Du côté tchécoslovaque, les eaux de l'Elbe sont si acides, dit-on, que si l'on y trempe un film photo il en sort développé !

L'Elbe, qui traverse la Tchécoslovaquie, la RDA puis la RFA, fait office d'égoût à ciel ouvert. C'est le « cimetière de l'Europe », disent-ils en utilisant le mot français. Un seul exemple : l'usine de court-circuit synthétique de Halle (RDA), rejette chaque jour dans la Saale, un affluent de l'Elbe, dix fois plus de mercure que le groupe chimique ouest-allemand BASF en un an ! Un Allemand de l'Est sur deux, aujourd'hui, ne peut pratiquement plus boire l'eau du robinet. En Tchécoslovaquie, plus de la moitié des cours d'eau sont classés dans la catégorie la plus polluée.

R. C. et D. S.

EN BREF

□ Action judiciaire contre la décharge de Montchanin. — A l'issue d'une réunion de travail à la sous-préfecture de Chalou-sur-Saône (Saône-et-Loire), le préfet a annoncé, lundi 12 mars, qu'une information contre X a été ouverte pour enlèvement illégal de déchets hors des limites de la décharge industrielle de Montchanin. Réunis devant la sous-préfecture, plusieurs centaines de manifestants ont pris à partie le directeur régional de l'industrie et de la recherche, accusé d'avoir fermé les yeux sur les déchargements illégaux.

□ La CEE ne financera pas le barrage de La Borie. — A la suite d'une question écrite des élus verts du Parlement européen et d'une plainte du Collectif de protection des vallées ovinées, présidé par le maire de Saint-Jean-de-Gard, M. Lucien Affordit, la Commission européenne a décidé de suspendre son concours financier au barrage de La Borie (Gard), qui doit noyer plusieurs kilomètres de la vallée des Camisards. Ce retrait de l'Europe privera les promoteurs de 15 % du financement de l'ouvrage, estimé à 250 millions de francs.

La vie avec les mots

logique du « Castor » intervient non loin de remarques nullement révélatrices, presque séduites, de l'ex-jeune fille rangée sur l'« allure somptueuse » des vainqueurs allemands (p. 315). Et quel soulagement d'apprendre, pour un lecteur incertain de ses capacités intellectuelles, qu'une agrégée de philosophie « ne comprend rien à Hegel » (p. 340) !

« N'écoutez jamais ! » conseillent les habiles. Il y a de la beauté à suivre le précepte inverse, au risque de tomber sous les balles ou sous les ruses futures. Quand Nizan revient d'URSS en regrettant que les bolcheviques n'aient pas conjuré la... peur de la mort, il donne la mesure de sa foi ingénue dans la toute-puissance du paradis visé. Dans le *Meurtre du petit père* (Arléa, 1990), voir l'article de Nicole Zand dans « Le Monde des livres » du 3 mars). Etienne cède à la même envie naïve que Nizan de « trouver tout bien », lorsqu'il retient de son propre périple en Russie que, là-bas, on épargne l'effort humain, puisque les dentistes, contrairement aux nôtres, y travaillent... assis.

SES carnets de route de normalien ébloui datent de 1934. Etienne déchantait déjà. Lui qui a toujours mis un point d'honneur à ne pas donner dans les engouements de son temps, il trouve que 1934 était déjà tard. Avant les grands procès de Moscou et avec deux ans d'avance sur Gide qui dit mieux ? Nous connaissons des pèlerins qui ont attendu vingt ans, trente ans de plus, et qui n'en sont que plus hardis à faire la leçon.

« A partir de quand ? » les contemporains des grands événements en ont-ils eu vent, et en ont tiré les conséquences ? Appliquée aux camps nazis, puis stalinien, et aux divers crimes d'Etat, l'a-partir-de-quand aura été la grande question du siècle, jusqu'à ce que l'information devienne mondiale et instantanée. Elle aura occupé bien des dimanches pluvieux en famille, avec l'irrésistible débat moral qui, en France, s'y rattache : que faut-il préférer, la fidélité rigide à l'erreur, ou les souplesses du reniement ? La datation de l'accès public aux informations et l'histoire des mentalités ne sont possibles que parce que les écrivains, à l'inverse des hommes d'Etat, signent bravement leurs aveuglements.

J'aime aussi que les romanciers s'avouent vampires. Entre Beauvoir et Sartre, c'est à qui planera des faits divers ou des conduites étranges, pour les replacer dans leurs romans respectifs. La chronique romanesque que Julia Kristeva nous donne des mêmes milieux, une génération plus tard, dénote un même cannibalisme érotique (*Les Samourais*, Fayard, voir les articles de Michel Braudou et Josyane Savigneau dans « Le Monde des livres » du 9 mars). Les travers de la gent littéraire se perpétuent en s'inversant : Castor et Poulou se voulaient moraux, cohérents et près du peuple ; leurs descendants se revendiquent cyniques, individualistes et changeants. L'intelligence, l'indépendance et le talent se mesurent désormais à l'ampleur des palinodes : passer de Mao et Barthes à Léon Daudet et Lucien Rebatet, ce serait le grand choc ! De quelque façon qu'on dise les choses, il est clair que, par provocation narquoise ou malice stratégique — deux valeurs en hausse —, le dandyisme de droite s'est désengagé à repris le pouvoir intellectuel, selon un mouvement de balancier qui veut que la mode, dans le domaine des idées, contrebatta l'alternance politique.

MAIS l'Oïga des *Samourais* porte à l'œuvre un amour conciliant qui n'est pas sans rappeler celui de Beauvoir pour son cher « petit être ». Tous les quatre, avec leur entourage, éprouvent la même jubilation terrible d'être nés, pensent-ils, pour affubler de mots toutes choses, pour tendre au-dessus de la confusion ambiante le « corde raide de leur intelligence », et y danser.

Devant cette malédiction enchantée qui distingue les hommes de mots de tous les autres, qui les rend aussi séduisants qu'infréquentables, il est permis d'être plus qu'indulgent : partial, patriote, chauvin. On s'attendrait bien sur la sonorité forcée des voix d'acteurs, sur diverses déformations professionnelles ; pourquoi pas devant la folie de tout rendre dicible, de s'offrir, seuls au monde à le faire parce que l'écriture seule s'y prête, à la liberté inépuisable du lecteur, à des interprétations sans fin ?

« Je ne sais pas si le monde peut être exprimé avec des mots », dit Borges (*Entretiens sur la poésie et la littérature*, Gallimard, 1990, p. 29-30), mais peut-être l'écrivain en dresse-t-il la carte.

Vous connaissez les employés mystérieux que l'on croise sur les trottoirs ou en plein champ, affairés à viser des repères avec des sextants et autres alidades. L'écrivain est ce mesureur délicieusement convaincu et incertain de son rôle : quadriller le cadastre de son temps avec des phrases, à tout hasard.

AGENDA

CARNET DU MONDE

Naiissances

Alexandre, Lorraine
et Arthur MILLERAND,
ont la joie de vous annoncer la venue de
Victoire,
le 6 mars 1990.

Décès

M^{me} Marica Tubiana,
M^{me} Denise Jodelot,
M^{me} Gérard Allée,
Jean-Michel et Michèle Tubiana,
leurs fils Julien et Frédéric,
Georges Sender,
ses filles Isabelle et Elena,
Laurence Tubiana,
Christophe Naigson,
leur fille Anna,
Cécile et Patrick de Buisson,
leurs filles Pamela et Maya,
Eric Allée,
ses enfants Amélie et Renaud,
Florent Jodelot
et Pascal Dupourdis,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marica ALLÉE,

leur mère, grande-mère et arrière-grand-mère,
survenue le 12 mars 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Le service religieux sera célébré le mercredi 14 mars, à 14 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, 9, rue du Docteur-Rota, Paris-15.
L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, à 14 h 45.

85, boulevard Pasteur,
75015 Paris.

— Charlotte Avril,
sa fille,
M^{me} Laurence Avril,
M^{me} Jean Avril,
Dominique et Jean-Luc Aubert
et leurs enfants,
Claude et Bertrand Avril
et leurs enfants,
Elisabeth et Denis Deschamps,
M^{me} et M^{me} Jacques Pliot,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Yolande Jasse,
ont la tristesse de faire part du décès de

Alain AVRIL,
décédé,

survenue le 9 mars 1990, dans sa cinquante-troisième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 15 mars, à 15 h 30, en l'église de Bagneux (Seine).

Une messe sera célébrée le samedi 24 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Nicolas-de-Champs (Paris-5).

Cet avis tient lieu de faire-part.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 13 mars 1990 :

DES ARRÊTÉS
— Du 6 mars 1990, modifiant l'arrêté du 29 août 1988 relatif aux conditions d'admission à l'Ecole normale supérieure.
— Du 7 mars 1990, fixant le nombre de postes d'élèves mis aux concours d'entrée aux écoles normales supérieures pour la session de 1990.
— Du 9 février 1990, fixant la liste des candidats autorisés à participer aux épreuves d'accès au cycle préparatoire au second concours d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature.

Des cartes postales pour les droits de l'homme. — La Ligue des droits de l'homme et le Comité des sinologues pour la démocratie en Chine ont lancé une opération « cartes postales pour la Chine ». Cette campagne a pour but d'envoyer dans les provinces les plus reculées de Chine des reproductions d'une photographie des massacres de Pékin le 4 juin dernier, afin de sensibiliser une population matraquée par la propagande officielle.

► (Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, tél. 47-07-56-38).

SOLDES

Tous les jours
du lundi 12 mars
au vendredi 16 mars
inclus.
9h à 12h/14h à 18h.

HERMÈS
PARIS

24, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, PARIS 1^{er}

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE,
CARRÉS, CRAVATES, GANTS,
CHAUSURES, TISSUS, ÉPONGE.

— M^{me} Yvonne Hubert-Blavignac,
Le docteur et M^{me} François Blavignac,
M^{me} et M^{me} Alain Hubert,
M^{me} et M^{me} Antoine Thibaut,
M^{me} et M^{me} Antoine Blavignac,
ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Les familles Hubert, Gervet, Blavignac, Nodon, Grenier de Cardenal,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Estienne BLAVIGNAC,

née Germaine Hubert,
le 11 mars 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 14 mars, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, Paris-16.

Elle se rejoint dans la paix du Seigneur.

Estienne BLAVIGNAC,
ingénieur général
de l'armement (CR).

décédé le 24 mars 1989.

5, rue Eugène-Mannuel,
75116 Paris.

— M^{me} Pierre Coubelle
et ses filles,
Caroline, Stéphanie, Julie et Aurélie,
M^{me} et M^{me} Claude Coubelle
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre COUBELLE,

survenue le 5 mars 1990, à l'âge de quarante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu le 7 mars.

Avenue des Romains,
84140 Montfavet,
4, boulevard Jules-Grévy,
13012 Marseille.

— M^{me} Marius Derdevet,
son épouse,
M^{me} et M^{me} Michel Derdevet,
ses enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marius DERDEVET,

survenue le 3 mars, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 7 mars, en l'église du Carré d'Arts de Béziers (Hérault).

— M^{me} Nicole Keller,
son épouse,
M^{me} et M^{me} Christopher Spencer,
Jade et Dylan,
M^{me} Catherine Keller,
ses enfants et petits-enfants,
Toute la famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude KELLER,

survenue à Paris, le 8 mars 1990, dans sa soixante-troisième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise (entrée par la place Gambetta, Paris-20^e), le mercredi 14 mars, à 8 h 30.

Champs-Élysées,
58700 Noisy.

[Claude Keller a collaboré pendant quarante ans, et jusqu'à son départ en préretraite en 1984, au Journal le Monde en tant que chef de l'imprimerie ; il avait en charge le transport des abonnements auprès des postes des gares et des aéroports. Ses collègues gardent de lui le souvenir de sa gentillesse. Le Monde présente à sa femme et à ses filles le témoignage de leur profonde sympathie.]

— Les parents et amis de

Lace PARIS HILSUM,

artiste peintre,
ont la douleur de faire part de son décès survenue à Paris, le 3 mars 1990.

La levée de corps aura lieu le mercredi 14 mars, à 9 heures, à la chambre funéraire de Vitry-sur-Seine, 49-51, quai Jules-César, où l'on se réunira.

Le docteur Jean PELLET

a été rappelé à Dieu le lundi 12 mars 1990.

M^{me} Jean Pellet,
Ses enfants, petits-enfants,
Parents et amis,

font part des obsèques qui auront lieu le mercredi 14, à 13 heures, en l'église de Garches (Gard).

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons seront collectés au profit de la recherche médicale.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Odile Poigny,
son épouse,
Ses enfants
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Luc POIGNY,
croix de guerre 1939-1945,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre
du Mérite maritime,
chevalier de l'Ordre
du Mérite commercial et industriel,
survenue le 12 mars 1990.

Une messe sera célébrée le jeudi 15 mars, à 16 heures, en la paroisse Saint-Lubin à Noisy-le-Roi. A l'issue de la cérémonie, l'inhumation aura lieu au cimetière de Noisy-le-Roi, dans la plus stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

31, la Galliererie,
78590 Noisy-le-Roi.

— Laurent Rapin,
Sophie et Anne Rapin,
Le commandant et M^{me} Anibal Sanchez-Negrette,
son père et sa belle-mère,
M^{me} et M^{me} Adrián Zúñiga,
Ricardo, Juan Manuel, María Montserrat,
Rodrigo, María Lorena, María Augusta,
ses sœurs et ses neveux,
ont la douleur de faire part du décès de

Carlos SANCHEZ-NEGRETTE,

survenue à New-York, le 9 mars 1990, dans sa quarante-deuxième année.

Les obsèques sont célébrées en l'église Saint-Vincent-de-Paul de New-York, le mardi 13 mars, à 13 heures (123 W-23 Street NY).

L'inhumation aura lieu à Saint-Pierre-en-Faucigny (Haute-Savoie).

Ambassade de France
au Nicaragua, Managua,
26, rue des Ecoles,
75005 Paris.
966 Entre Rios, Bella Vista,
Buenos-Aires 1661.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Jacques Sandoz
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Daniel SANDOZ,

survenue le 6 mars 1990, dans sa quarante-neuvième année.

Les obsèques ont été célébrées le jeudi 8 mars, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, place Jean-Bureau,
77100 Meaux.

— Les membres du Centre de biologie cellulaire du CNRS, Ivry-sur-Seine, ont la tristesse de faire part du décès de leur directeur,

Daniel SANDOZ,
professeur à l'université
Pierre-et-Marie-Curie, Paris,
rédacteur en chef de la revue *Biology of the Cell - Biologie cellulaire*,
ancien lauréat
de la Fondation de la vocation,

survenue à Paris, le 6 mars 1990.

CBC, 67, rue Maurice-Günzburg,
94200 Ivry-sur-Seine.

— On nous prie d'annoncer la mort de

Jean SAVARD,
ancien maître de recherche au CNRS,
professeur honoraire des Universités,
ancien expert auprès de la FAO,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenue dans sa quatre-vingt-troisième année.

De la part des familles Savard,
Van-Rogge, Andreucci.

— M^{me} Yvonne Valérius,
Sa fille Madeleine Valérius,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert VALÉRIUS,

le vendredi 9 mars 1990, à Basse-Terre, Guadeloupe.

Les obsèques ont eu lieu à Basse-Terre, le 11 mars, à 17 heures.

Anniversaires

— Remonement (Voies) - Entre-Deux-Eaux.

Une pensée est destinée à leurs amis pour les trizième et cinquante anniversaires des décès de

M^{me} René CHARLES,
et de son fils,

Pierre-Jean CHARLES,
ingénieur agronome INA Paris.

Communications diverses

— Cercle Bernard Lazare : rendez-vous avec des intellectuels israéliens engagés ; débat avec le peintre Yossi Danielli et le poète Ali Alon. Jeudi 15 mars 1990, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris.

Soutenances de thèses

— Ecole des hautes études en sciences sociales, le samedi 17 mars, à 9 h 15, Maison des sciences de l'homme, 54, boulevard Raspail, salle 214. M^{me} Hélène Bouchilloux : « Apogée et déclin de la pensée de Pascal ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 17 mars, à 9 heures, Grand Palais, salle 4, Pierre Alexandre-III, cours la Reine, M^{me} Nicole Fernandez Bravo : « Les écrivains interrogés en allemand contemporain ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le lundi 19 mars, à 10 heures, salle 308, entrée : 1, rue Victor-Cousin, galerie Jean-Baptiste Dumas, escalier L (Sorbonne), M^{me} Savatzi Lazari : « Economie et sociétés des îles de la mer Egée pendant l'occupation ottomane. Le cas de Mykonos ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le vendredi 23 mars, à 14 heures, salle 308, entrée : 1, rue Victor-Cousin, galerie Jean-Baptiste Dumas, escalier L (Sorbonne), M^{me} Christine Thère : « Étude sociale des auteurs économiques - 1566-1789 ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le mardi 27 mars, à 14 h 30, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Michèle Kadota : « Paul Claudel dans l'univers des idéogrammes chinois ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Geneviève Harache, née Bouzine : « La formation de Voltaire épistémologue - 1711-1733 ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 7 avril, à 9 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 31 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claude-Eveline : « Le Vie de Jésus, de François Mauriac, genèse et fortune (s) ».

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 13 mars à 0 heure et le jeudi 15 mars à 24 heures.

Mercredi, un front faiblement actif finira de traverser notre pays. Il touchera encore les régions de l'Est. A l'Ouest, de fortes conditions anticycloniques se rétabliront.

SCIENCES • MEDECINE

Globules porteurs d'espoir

Pour la première fois des chercheurs français traitent des malades cancéreux en incorporant un médicament à l'intérieur de leurs globules rouges. Les perspectives thérapeutiques de cette technique, apparaissent aujourd'hui considérables.

TOURS
de notre envoyé spécial

EST-IL possible de piéger la nature, pour tenter de corriger les grosses erreurs qu'elle peut malheureusement, de temps à autre, commettre ?

C'est parce qu'ils ont su trouver une solution on ne peut plus élégante à ce difficile casse-tête biologique que des chercheurs français de la transfusion sanguine parviennent, depuis peu, à développer une technique dont tout indique qu'elle ouvre des perspectives considérables.

L'« astuce », ici, a consisté à utiliser une propriété particulière du globule rouge sanguin, cette molécule en forme de disque qui donne sa couleur au sang et dont la fonction essentielle à la vie est de capter l'oxygène de l'air, de le transporter, via le système artériel, et de le répartir dans l'ensemble des tissus de l'organisme. Support cellulaire de la respiration du corps, le globule rouge assure aussi l'extraction du gaz carbonique, puis son transport, via le réseau veineux, jusqu'aux poumons.

Issu des cellules souches de la moelle osseuse, vivant en moyenne cent vingt jours, le globule rouge est aussi une cellule « plastique », capable de se « ouvrir » et de se « fermer » après avoir « absorbé » certaines substances, propriétés trop remarquables pour ne pas avoir, depuis longtemps déjà, retenu l'attention des chercheurs en hématologie.

C'est ainsi que les premiers travaux de recherche fondamentale sur les caractéristiques de la membrane du globule rouge remontent à 1932. Une vingtaine d'années plus tard, en 1973, un chercheur américain, G. Heller, eut l'idée d'introduire, à des fins thérapeutiques, une enzyme à l'intérieur de ces cellules, sans toutefois pouvoir aller jusqu'à l'expérimentation sur l'homme.

C'est en poursuivant les travaux dans ce domaine qu'un groupe de chercheurs spécialisés en hématologie (MM. Maurice Chassagne, Claude Nicolas et Claude Ropars) est, pour la première fois, parvenu à mettre au point une technique permettant d'envisager concrètement l'utilisation du globule rouge comme transporteur de médicaments ou, plus généralement, de substances thérapeutiques.

Cette technique fiable et repro-

ductible, utilisable chez l'homme, est connue dans les milieux spécialisés sous la dénomination de « lyse-rescelllement en flux continu » et fait l'objet d'un brevet (brevet CNRS, Centre régional de transfusion sanguine de Tours, Institut Max-Planck de Mülheim, RFA), dont la Fondation nationale de transfusion sanguine détient la licence exclusive.

« Greffes » intra-cellulaire des molécules

Afin d'exploiter et de développer au plus vite les nombreuses applications technologiques de ce procédé, la Fondation nationale de transfusion sanguine a créé, il y a peu, à Tours, avec l'aide des instances locales et régionales, une société spécialisée, baptisée Novacell, et qui vient seulement d'être officiellement inaugurée par le docteur Michel Garreau, directeur général du Centre national de transfusion sanguine.

L'originalité de notre démarche tient au fait que nous avons raisonné en termes de transfusion sanguine, explique le docteur Ropars, directeur scientifique de Novacell. Nous avons ainsi pu développer une technologie répondant aux normes transfusionnelles, à laquelle nous avons associé une autre technique, celle de l'hémodialyse. Il nous est aujourd'hui possible, en deux ou trois heures, d'ouvrir les globules rouges du sang humain, puis de les refermer après les avoir chargés de la substance voulue, médicaments ou enzymes, le tout sans presque modifier leurs caractéristiques.

Plus précisément, les globules rouges (on en compte environ cinq millions par millimètre cube de sang humain) sont tout d'abord séparés du reste du sang du malade par centrifugation.

Après plusieurs lavages, ils sont introduits dans un appareil capable de traiter 200 millilitres de suspensions cellulaires en quelques minutes. Plongés dans une solution moins concentrée que son contenu, le globule rouge va, par osmose, gonfler. Sa membrane distendue peut alors laisser pénétrer à l'intérieur de la cellule la molécule souhaitée, l'opération se déroulant à 4°C en quinze minutes.

Les globules rouges, plongés ensuite dans une solution correspondant aux conditions initiales de milieu, retrouvent leur forme préalable. 75 % des cellules sanguines

se sont alors rescellées, enfermant derrière leurs membranes la molécule « étrangère » ; les autres globules sont éliminés par d'ultimes lavages.

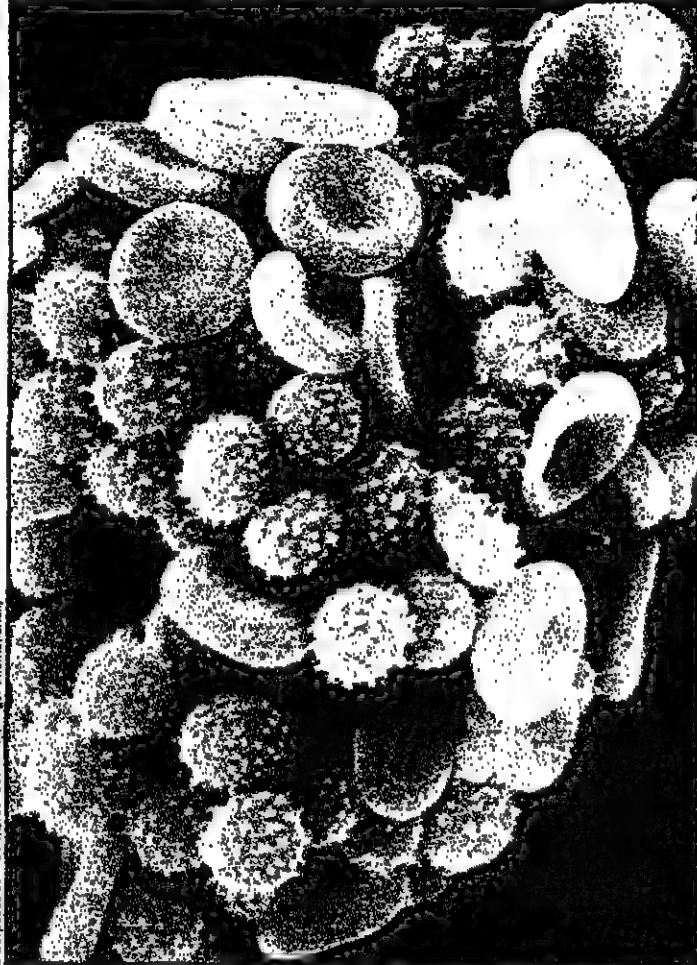
L'un des axes des travaux développés par les chercheurs de Novacell porte aujourd'hui sur l'auto-

La substance incorporée dans le globule rouge peut, schématiquement, agir de trois façons différentes dans l'organisme humain, explique-t-on à Novacell. Soit en influant sur le fonctionnement du globule rouge, soit en ayant un effet sur la circulation sanguine et sur le

dizaine de malades ayant déjà été traités. Il s'agit d'un modèle anticancéreux consistant à incorporer dans les globules rouges des personnes souffrant de certaines formes de leucémie (leucémie lymphoblastique aiguë, lymphomes non hodgkiniens) une molécule

connue depuis longtemps pour son action anticancéreuse (l'asparaginase), mais dont l'utilisation par voie générale se heurte habituellement à de nombreuses difficultés immunologiques, entraînant des réactions d'intolérance.

JEAN-YVES NAU
Lire la suite page 19



Bouquet de globules rouges formé de discocytes (disques biconcaves) et de sphéro-échinocytes (sphères hérissées de piquants).

matisation du système, qui permettra de réaliser en continu cette « greffe » de molécule dans les globules rouges d'un malade, avant de les lui réinjecter. L'autre partie des travaux ne concerne pas les technologies d'incorporation, mais les expérimentations indispensables à l'autorisation de mise sur le marché d'une telle thérapeutique.

plasma, soit, enfin, en jouant sur les cellules du système phagocytaire des globules rouges. En liaison avec les spécialistes du service d'oncologie du CHU de Tours et du Centre anticancéreux de Lyon, l'un des projets de Novacell est, avec l'aval des comités d'éthique compétents, déjà passé au stade de l'expérimentation humaine, une

Les lendemains du RU 486

Selon une étude publiée dans le *New England Journal of Medicine* (daté 8 mars) et réalisée sur plus de deux mille cent dix femmes qui souhaitaient interrompre leur grossesse, le taux d'efficacité de la pilule abortive RU 486 associée à des prostaglandines est de 96 %. Conduite sous la direction du professeur Etienne-Emile Baulieu et du docteur André Ullmann (Roussel-Uclaf), cette étude montre que la prise de 600 milligrammes de mifepristone (RU 486) suivie, trente-six à quarante-huit heures plus tard, de l'administration d'analogues des prostaglandines permet d'interrompre une grossesse précoce (moins de quarante-neuf jours d'aménorrhée) dans 96 % des cas, c'est-à-dire autant qu'avec la technique d'avortement chirurgical par aspiration.

Dans 1 % des cas, la grossesse n'est pas interrompue et dans 2 % des cas il se produit une expulsion incomplète. La durée moyenne des saignements d'origine utérine est de neuf jours (chez une femme il a fallu avoir recours à des transfusions). Dans la plupart des cas sont survenues des douleurs abdominales transitoires à la suite de l'administration des prostaglandines, mais aucun effet secondaire important n'a été observé.

Cette étude, la plus importante jamais réalisée avec le RU 486 (soixante-trois centres d'interruption volontaire répartis dans toute la France y ont participé), montre donc une

nouvelle fois l'efficacité et l'innocuité du RU 486. Elle confirme également qu'une surveillance médicale est néanmoins indispensable pour prévenir tout risque de complication grave. Les auteurs de l'étude, qui avouent ne pas connaître exactement le devenir des fœtus qui auraient survécu à la prise du RU 486, indiquent qu'à cause des effets tératogènes des prostaglandines les risques de malformations graves utérines sont importants.

Dans un éditorial accompagnant la publication de cette étude, le professeur Sheldon Segal (Rockefeller Foundation) revient longuement sur les raisons pour lesquelles les Américains n'ont pour l'instant pas autorisé le RU 486. Au-delà de l'explication politique, il se demande si en définitive cette attitude ne va pas conduire les médecins américains à passer, aussi, à côté des autres applications potentielles du RU 486 que sont, par exemple, son utilisation en temps qu'agent contraceptif, son effet sur l'induction du travail et surtout, peut-être à cause de ses effets antigluco-corticoïdes, son efficacité dans le traitement du syndrome de Cushing et dans certaines formes de cancer du sein. Avec le RU 486, conclut le professeur Segal, s'ouvre « un nouveau et important chapitre de la thérapeutique endocrinienne ». Les Américains pourront-ils longtemps s'en désintéresser ?

FRANCK NOUCHI

Le Japon se propulse dans l'espace

La NASDA met au point un moteur de fusée qui devrait lui permettre de rivaliser sur le marché mondial des lanceurs de satellites

DANS la dure bataille que devient bientôt à livrer les pays fournisseurs de services de lancement de satellites, le Japon vient de franchir une étape importante en réussissant, mardi 6 mars, dans l'île de Tanegashima, la mise à feu du moteur fusée LE-7. Si ce rêve de technicien n'a guère de signification pour le profane, il est en revanche un avertissement sérieux pour tous ceux qui font le commerce des lanceurs de satellites. A commencer par les Européens dont le lanceur Ariane a pris une place prépondérante sur ce créneau de marché mais a échoué récemment dans sa tentative de mise en orbite de deux satellites de télécommunications et de télévision japonais.

Demain, en effet, ce moteur LE-7 d'un peu moins de cent tonnes de poussée devrait propulser le premier étage du lanceur lourd H-2 que le Japon espère voir voler pour la première fois en 1993. Un lanceur moderne, capable demain de mettre sur orbite géostationnaire (36 000 km d'altitude) des satellites d'environ deux tonnes correspondant à ceux que le modèle le plus puissant d'Ariane (Ariane 44-L) emporte aujourd'hui sous sa coiffe. Certes, présenté tel quel, le constat est à l'avantage du lanceur japonais. Mais les Européens devraient se garder de tout triomphalisme dans ce domaine car les performances du nouveau moteur du lanceur H-2 sont celles-là mêmes que présentera

le moteur Vulcain qui doit équiper le premier étage de la future Ariane-5.

Nul doute que toute l'Europe, et avec elle l'Amérique qui tente de reprendre en force sa place sur le marché avec ses fusées Titan, Delta et Atlas, ne suive de près les essais de ce moteur japonais. Beaucoup d'experts diront, et ils ont raison, que le LE-7 n'a finalement fonctionné la semaine dernière que pendant quatre secondes. Ce qui est fort peu comparé aux centaines de secondes – 600 secondes pour le Vulcain d'Ariane-5 – pendant lesquelles il devra tourner comme une horloge lors d'un lancement opérationnel.

Un incendie en septembre

Mais ce petit « pas de temps » semble démontrer que les Japonais ont maîtrisé pour cet essai au banc le problème toujours difficile de l'allumage de ces moteurs très particuliers. Que ce soit le LE-7 des japonais, le HM-7 du troisième étage de la fusée Ariane ou le futur Vulcain d'Ariane-5. Car tous font appel pour leur fonctionnement à des ergols cryogéniques (oxygène et hydrogène liquides), seuls capables de donner de très bonnes performances aux lanceurs. Et rien n'est plus délicat que de mettre à feu le mélange de ces deux éléments chimiques conservés à des températures extrêmement basses : -183 degrés Celsius pour le

premier et -259 degrés pour le second !

Ce ne sont certainement pas les Européens qui le contestent, eux qui en mai 1986 connurent avec Ariane un échec retentissant dû à un allumage mal conçu. Conséquence : le lanceur européen fut cloué au sol pendant quinze mois. De même, les Chinois et les Soviétiques connaissent quelques difficultés dans la mise au point des moteurs cryogéniques qui équipent respectivement le lanceur Longue Marche et la fusée géante Energie. Quant aux techniciens de l'Agence spatiale japonaise (NASDA), ils eurent, en septembre dernier, à lutter contre un incendie qui s'était déclaré sur leur moteur LE-7 lors d'un essai analogue à celui qui vient d'avoir lieu (1).

Il est vrai que la technologie des moteurs cryogéniques est chose difficile. Et que dans ce domaine les Japonais n'ont pas choisi la solution la plus simple en développant non pas un moteur à flux dérivé comme ceux des lanceurs Ariane, mais un moteur à flux intégré analogue à ceux dont les Américains ont doté leur navette spatiale. Ce qui signifie leur fonctionnement à des pressions moins élevées (100 bars) que le LE-7 (145 bars).

Si les Européens ont opté pour une certaine rusticité, les Japonais se sont donc lancés dans la voie de la sophistication – de fortes pressions de fonctionnement nécessitant bien évidemment des matériaux très

performants – sans atteindre pour autant à l'extrême technicité des moteurs qui équipent la navette américaine (2). Le choix japonais s'explique cependant par la volonté de Tokyo d'atteindre à une autonomie totale pour assurer le lancement de ses satellites et, demain : bien sûr, celui de clients étrangers moyennant espèces sonnantes et trébuchantes.

Pour parvenir à cette indépendance, le Japon ne lésine pas sur les moyens si l'on en juge par les 280 millions de dollars engagés en 1989 dans le développement du lanceur H-2. Un lanceur que le Japon espère tirer à la cadence de quatre unités par an à partir de 1993.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU
Lire la suite page 19

(1) Le LE-7 a connu bien d'autres problèmes de développement tenant notamment à la mise au point des turbopompes qui alimentent le moteur en ergols cryogéniques et à la découverte de crises dans des aubes de turbine.

(2) Le premier moteur cryogénique au monde, le RL-10, fut développé par les Américains à partir de 1958. Il fournissait une poussée d'environ sept tonnes. Il devint opérationnel en 1963. Mais, en 1960, les Etats-Unis lancèrent le développement d'un moteur de cent tonnes de poussée, le J-2, qui, dès 1966, équipa les lanceurs Saturne utilisés pour la conquête de la Lune. Un moteur conçu voici trente ans, mais qui offrait déjà les performances auxquelles prétendent le moteur japonais et le moteur européen.

La Fnac affiche

Cycle Intelligence artificielle
mars 1990

Plus MONTMARNASSE
Lundi 19 mars à 17 h 30
Conférence d'introduction, par Jean-Paul Hertz (CNRS)

Plus CEST LA DÉFINITION
Mardi 20 mars à 13 h 30
débats : les symboles d'écrit à la création artistique. Avec M. Gavriloff (KADOL), M. Godeaux (EDF), M. Truong-Ngoc.

Plus 22 mars à 13 h 30
débats : les symboles d'écrit à la communication. Avec M. Gavriloff (KADOL), M. Lefebvre (St Topaz), M. Langlois (Hedou-Bell), M. Cathelin (C.A.), M. Lacan (d'Armoie), M. Croquet (Télémarque), M. Hertz (CNRS), M. Hertz (France Info).

Mardi 27 mars à 13 h 30
débats : les symboles d'écrit à la vie quotidienne. Avec M. Jourdain (Philips), M. David (Renault), M. Hertz (Le Monde), M. Hertz (Télécom), M. Langlois (CETE-Méditerranée).

Plus 29 mars à 13 h 30
débats : les symboles d'écrit à la vie financière et sociale. Avec M. Lefebvre (Hertz), M. Broche (Dunod), M. Hertz (CNRS), M. Hertz (L'Espresso), M. Hertz (L'Espresso), M. Hertz (L'Espresso).

Plus MONTMARNASSE
Mardi 20 mars à 17 h 30
débats : les symboles d'écrit à la vie civile. Avec M. Hertz (CNRS), M. Hertz (L'Espresso), M. Hertz (L'Espresso), M. Hertz (L'Espresso).

Plus 22 mars à 17 h 30
débats : les symboles d'écrit à la vie culturelle.

Avec G. Langlois (École des Mines de Paris) et F. Lesca (Mondial Informatique)

Lundi 26 mars à 17 h 30
débats : les symboles d'écrit à la vie professionnelle. Avec G. Vogel (Cet Ingénieur) et M. Hertz.

Mardi 27 mars à 17 h 30
débats : les symboles d'écrit à la vie personnelle. Avec M. Hertz (L'Espresso), M. Hertz (L'Espresso), M. Hertz (L'Espresso).

Vendredi 30 mars à 17 h 30
table ronde des symboles d'écrit à la vie personnelle. Avec M. Hertz (L'Espresso), M. Hertz (L'Espresso), M. Hertz (L'Espresso).

Plus 31 mars à 17 h 30
débats : les symboles d'écrit à la vie personnelle. Avec M. Hertz (L'Espresso), M. Hertz (L'Espresso), M. Hertz (L'Espresso).

Plus 31 mars à 17 h 30
débats : les symboles d'écrit à la vie personnelle. Avec M. Hertz (L'Espresso), M. Hertz (L'Espresso), M. Hertz (L'Espresso).

Plus 31 mars à 17 h 30
débats : les symboles d'écrit à la vie personnelle. Avec M. Hertz (L'Espresso), M. Hertz (L'Espresso), M. Hertz (L'Espresso).

Plus 31 mars à 17 h 30
débats : les symboles d'écrit à la vie personnelle. Avec M. Hertz (L'Espresso), M. Hertz (L'Espresso), M. Hertz (L'Espresso).

Plus 31 mars à 17 h 30
débats : les symboles d'écrit à la vie personnelle. Avec M. Hertz (L'Espresso), M. Hertz (L'Espresso), M. Hertz (L'Espresso).

SCIENCES • MÉDECINE

Taiwan : les cerveaux rentrent au pays

Les autorités veulent accompagner l'essor économique par un développement scientifique, qui déjà porte ses fruits

TAIPEI

de notre envoyé spécial

L'UNIVERSITÉ californienne de Berkeley a élu le mois dernier son nouveau chancelier. Premier Asiatique à diriger un campus américain, M. Tien Chang-lin, cinquante-quatre ans, est arrivé aux États-Unis en 1955, le « bachelors degree » de l'université nationale de Taiwan en poche. Son élection n'est pas vraiment étonnante. Si la communauté asiatique ne représente que 2 % de la population totale des États-Unis, elle se taille la part du lion dans les universités les plus renommées : 27 % à Berkeley, 21 % au California Institute of Technology (Caltech), 14 % à Harvard et 20 % au célèbre Massachusetts Institute of Technology (MIT), rebaptisé par certains, non sans un peu de xénophobie, « Made in Taiwan ».

Pourtant, les choses évoluent. De plus en plus nombreux, ces jeunes étudiants et chercheurs souvent particulièrement brillants préfèrent tourner le dos à la voie de l'intégration choisie par M. Tien Chang-lin pour rentrer chez eux après leurs études, complètes souvent par quelques années de précieuse expérience professionnelle acquise dans les firmes de haute technologie de la Silicon Valley. Selon des statistiques récentes, 40 % des Taiwanais ayant obtenu un doctorat aux États-Unis font désormais ce choix. Cette fuite des cerveaux inverse – les Américains disent « reverse brain drain » – s'accroît au rythme fulgurant – du décollage de l'économie de l'Asie du Sud-Est, et commence à inquiéter outre-Atlantique. Les Asiatiques y sont en effet très nombreux dans certaines spécialités commercialement stratégiques comme l'informatique, les mathématiques ou les sciences des matériaux. Un cas parmi d'autres : M. Miao Kuen-wu, l'un des « pères » de la supraconductivité haute température aux États-Unis (avec M. Paul Chu, un autre Asiatique), est rentré l'an dernier et dirige une équipe de chercheurs à l'université de Taipei.

M. Tai-Sen Soong est l'un de ces transfuges. Revenu au pays en mars 1986, après huit ans passés dans les laboratoires du groupe chimique américain Monsanto, il a rejoint l'équipe

du Centre de développement des biotechnologies, dont il est devenu directeur du département « agriculture ». Une quarantaine de titulaires d'un doctorat obtenu aux États-Unis – sur 280 chercheurs et techniciens – travaillent, comme lui, dans cet organisme fondé en 1975, « mais devenu vraiment opérationnel il y a seulement trois ans », précise-t-il. Moyenne d'âge : trente et un ans. A leur tête, M. Weichen Tien, venu s'installer à Taipei il y a neuf ans, après dix-huit ans de recherches aux États-Unis pour la firme pharmaceutique Pfizer. Un des pionniers de ce mouvement de retour au pays dans lequel il a entraîné pas mal de ses collègues.

Recherches sur la banane

Financé à 75 % par le gouvernement taiwanais, le Centre de développement des biotechnologies dispose d'un budget de près de 75 millions de francs par an et d'installations flamboyantes. « C'est assez confortable par rapport aux standards américains », dit M. Soong. Mieux, même, que sur la plupart des campus universitaires où les laboratoires sont souvent trop dispersés. Les principaux axes de recherches du Centre portent sur la fabrication par génie génétique de vaccins contre l'hépatite B, qui frappe près de 20 % de la population, l'obtention de pesticides et de fongicides à partir de souches bactériennes locales et la manipulation de plantes pour les rendre résistantes aux insectes et aux virus. Les équipes de M. Soong ont entrepris, en particulier, des recherches dans ce domaine sur la banane en collaboration avec l'Institut national (français) de recherche agronomique (INRA).

La famille de l'épouse (taiwanaise) de M. Tai-Sen Soong vit toujours aux États-Unis et le couple qui y a gardé de nombreux amis s'y rend plusieurs fois par an. Mais, affirme M. Soong, « l'important, c'est ce que vous réalisez, les possibilités qui vous sont offertes, et non l'endroit où vous vivez ». « Peu-être prendrai-je ma retraite aux États-Unis. En attendant, ma vie est ici. Je suis trop jeune pour avoir envie de rester aux États-Unis, où je n'étais qu'un chercheur parmi d'autres. A Taipei, on m'écoute, je



Agriculture de pointe à Taiwan : la culture hydroponique (sans sol).

peux m'exprimer, j'ai aussi beaucoup plus de liberté : j'enseigne, j'ai mes étudiants.

Ces opportunités de mener plus rapidement une carrière sans doute plus brillante qu'à l'étranger ont probablement joué aussi dans la décision des physiciens, attirés par le projet d'accélérateur d'électrons synchrotron, autre symbole de l'essor nouveau de la science taiwanaise : une machine de 1,3 GeV et 83 millions de dollars, qui constituera le plus gros équipement scientifique du pays. « Six scientifiques se sont déjà installés ici, venant des États-Unis, pour préparer avec moi la mise en place de cet équipement qu'ils comptent utiliser ensuite pour leurs recherches », affirme M. Edward Yen, vice-président du Centre de recherches de radiation synchrotron. Un organisme pour l'instant encore en gestation : la construction de l'accélérateur qui en constituera le cœur n'a, en effet, été approuvée par le gouvernement qu'en 1983 et ne devrait pas être terminée avant 1992 (la firme suédoise Scantronics fournira l'injecteur, la partie la plus délicate, les Taiwanais comptant fabriquer le reste eux-mêmes). « Avec cet équipement, nous entendons donner une nouvelle dimension à nos relations scientifiques internationales, explique M. Yen. Passer de la collaboration entre chercheurs à la coopération entre laboratoires ».

Le problème, reconnaît-il, est de trouver des scientifiques de haut niveau, susceptibles de proposer des programmes de recherche intéressants à mener sur les vingt et un faisceaux de radiation synchrotron qui pourront fonctionner simultanément quand l'accélérateur tournera à plein régime. « Il n'est pas possible de former un leader en science, estime M. Yen. Vous ne pouvez que créer l'atmosphère qui permettra aux jeunes de se révéler et donnera envie de venir aux chercheurs confirmés ». En attendant, il envoie une dizaine d'étudiants se former aux États-Unis chaque année et espère pouvoir attirer trois à quatre chercheurs par an.

Les candidatures ne manquent pas, selon lui. Ce que confirme M. Tai-Sen Soong : « Il y a quelques années, il nous fallait recruter assez activement, passer des annonces dans la presse chinoise aux États-Unis. Mais, aujourd'hui, nous sommes connus et les demandes affluent ». Pas seulement pour l'amour de la science ou par

nationalisme : Taiwan, qui mise sur les hautes technologies pour rejoindre le club des pays développés, offre des incitations impressionnantes aux inventeurs ou aux scientifiques désireux de monter leur entreprise. Le parc industriel géré par le Conseil national pour la science à Hsinchu, dans le sud de l'île, a accueilli cent trois entreprises (dont soixante-deux purement taiwanaises) depuis son ouverture en 1980 avec, souligne un diplomate étranger, « un taux d'échec remarquablement bas ». Et une quinzaine d'autres sont sur la liste d'attente, affirme M. James Ho, directeur adjoint du parc.

Les biotechnologies, évidemment, mais aussi la radiation synchrotron sont susceptibles d'applications industrielles. Et, affirme M. Soong, « celui d'entre nous qui voudrait exploiter une de ses découvertes n'aurait vraiment aucun problème pour trouver de l'argent ». Avec pour modèle – comme tout Taiwanais ambitieux – M. Stan Shih, quarante-trois ans, PDG fondateur de la firme Acer. Une société créée avec quelques amis et vingt-cinq mille dollars il y a douze ans et qui, aujourd'hui, assure la fabrication de 25 % des ordinateurs personnels vendus dans le monde (sous sa marque ou pour d'autres comme Bull ou Thomson), pour un chiffre d'affaires d'un milliard de dollars.

Le pari de la haute technologie

La fulgurante ascension de M. Shih ressemble d'ailleurs, à bien des égards, à celle du pays. Après avoir misé sur la sous-traitance avec une réussite impressionnante, Acer exporte ses chaînes de fabrication bas de gamme vers la Malaisie ou les Philippines pour ne produire que les produits les plus élaborés à Taiwan, où la main-d'œuvre est devenue pratiquement aussi chère qu'en France. M. Shih vient de racheter une entreprise informatique hollandaise afin de se servir comme base d'implantation en Europe. Le but avoué de ce gestionnaire averti est d'utiliser désormais son argent et son savoir-faire acquis sur le tas pour transformer sa société en un vrai empire industriel, ce qui passe notamment, selon lui, par l'acquisition d'une « vraie culture d'entre-

prise » à l'image du géant multinational IBM. De la même manière, Taiwan entend se débarrasser de sa réputation de sous-traitant à bon marché (qui n'est d'ailleurs déjà plus justifiée) et mise sur la haute technologie. Le pactole accumulé par un dur labeur – deuxième réserve de devises mondiales derrière le Japon, record du monde du taux d'épargne – sera désormais utilisé en priorité pour « améliorer l'équipement et le bien-être social de la population », explique un responsable du ministère de l'économie.

Cela passe par une amélioration de l'équipement, la lutte contre la pollution (préoccupante), mais aussi, comme le souligne M. Daniel Yuan, président de l'université nationale Chiao Tung, par une remise à l'honneur de la sociologie et des « humanités » dans un enseignement supérieur trop tourné vers les sciences de l'ingénieur. Et par une politique scientifique plus ambitieuse. Le budget civil de la recherche, équivalent à environ un milliard de francs, augmente de 23,3 % en moyenne depuis plusieurs années et les projets ne manquent pas. Dont un programme spatial actuellement en cours de discussion mais qui semble rencontrer l'opposition de certains scientifiques, qui y voient une opération de prestige trop coûteuse pour les retombées que le pays pourrait en attendre.

On comprend que les jeunes « cerveaux » les plus brillants puissent être attirés par une telle évolution. Pour le pays, il s'agit d'une question de survie, sinon la course folle en avant pourrait bien se transformer en un crash retentissant. Mais le virage est difficile à négocier, les dérives toujours possibles. Certains experts en ont déjà décelé un dans l'emballage de la Bourde de Taipei. Et, déplore le président de l'université Chiao Tung, la « fuite inverse des cerveaux asiatiques » des bureaux de Wall Street vers cet établissement tenant plus du casino que du temple de la finance est, hélas ! supérieure au flot qui commence à frapper les laboratoires taiwanais.

JEAN-PAUL DUFOUR

Souvenirs d'Adélie

Le 15 mars, l'Association amicale des anciens élèves de l'École navale et la Société de géographie rendent un hommage solennel à l'explorateur, marin et homme de science, Dumont d'Urville

L'ANNÉE 1990 est un double anniversaire « polaire ». Le 23 mars 1790, Jules Dumont d'Urville naît à Condé-sur-Noireau (Calvados). Les 19, 20 et 21 janvier 1840, le même Dumont d'Urville, commandant une grande mission d'exploration de deux navires, l'*Astrolabe* et la *Zélée*, découvrait la terre Adélie, portion de côte du continent antarctique.

Dès son enfance, Dumont d'Urville montre un rare acharnement au travail qu'il conservera toute sa vie. Il est très bon en mathématiques, en physique, en français, en latin, en grec, en botanique. Tout jeune, il entreprend un herbier qu'il enrichit jusqu'à sa mort. Il fit tout ce qui lui tombe sous la main et acquiert une solide culture classique. Mais, en 1807, il n'est qu'admissible à l'École polytechnique. Il en est sûrement ulcéré car, convaincu de sa supériorité (il est d'ailleurs peu apprécié de ses camarades), il se refuse à représenter le concours. Il s'engage donc dans la

marine comme novice. Bien que basé à Brest, il ne navigue pratiquement pas : la flotte française après Trafalgar (1805) est réduite à peu de chose et la flotte anglaise monte la garde devant les côtes françaises pour assurer le blocus continental.

En 1810, Dumont d'Urville est muté à Toulon. Aspirant de 1^{re} classe, il ne navigue pas plus. Pour tromper son ennui, il étudie les instruments de navigation, les langues (anglais, allemand, italien) et herbierise beaucoup dans l'arrière-pensée.

Enfin, Dumont d'Urville navigue en 1814 : il va chercher à Palerme, pour la ramener en France, la famille du comte d'Artois (le futur Charles X). Et il tombe amoureux. Il s'éprend d'Adélie Pépin, fille d'un horloger de Toulon et l'épouse le 1^{er} mai 1815, malgré l'opposition de sa mère. M^{me} Dumont d'Urville mère refuse toujours de faire la connaissance de sa bru, pourtant épouse aimante et dévouée, acceptant les très longues absences de son mari.

Car Dumont d'Urville commence enfin à réellement naviguer. En 1819, il embarque pour neuf mois sur la *Chevette*, chargée de déterminer la position des îles grecques. Outre ses occupations d'officier, il est chargé des études de sciences naturelles et d'archéologie. En 1820, il repart, toujours pour la mer Egée, sur l'*Eugénie*, qui arrive à Milo trois semaines après la découverte fortuite d'une statue grecque en deux morceaux. Dumont d'Urville est le premier à remarquer la beauté de ce qui deviendra la *Vénus de Milo* et son enthousiasme est tel qu'il convainc l'ambassadeur de France à Constantinople, le marquis de Rivière, d'acheter la statue pour en faire don à la France.

Une soixantaine d'îles

Nommé au Dépôt des cartes de la marine, Dumont d'Urville vient à Paris avec sa famille. Il a l'époque un fils, Jules, né en 1816. Sa soif de grandes voyages est enfin satisfaite : il part de Toulon le 11 août 1822 sur la *Coquille* et ne revient à Marseille que le 26 mars 1825, pour apprécier que son fils est mort depuis deux ans.

De ces trente et un mois de voyage, Dumont d'Urville, commandant en

second et chargé tout spécialement des observations de botanique et d'entomologie, a rapporté au Muséum national d'histoire naturelle.

Toujours à la recherche d'une grande mission à la mesure de ses talents, Dumont d'Urville accepte depuis novembre 1825 de repartir pour le Pacifique comme le souhaite l'Académie des sciences, mais il est déçu que le programme ne comprenne pas l'Antarctique. Il part le 25 avril 1826 sur la *Coquille* rebaptisée *Astrolabe* (comme l'un des deux navires de La Pérouse) alors qu'un second fils, prénommé Jules, lui aussi, est né le 19 mars.

Une deuxième fois, Dumont d'Urville va vers la Nouvelle-Calédonie, les Tonga et les Fidji, entre autres. Il recherche l'expédition de La Pérouse disparue corps et biens en 1788. Un aventurier, Peter Dillon, semblait en effet, avoir trouvé des indices du naufrage de l'expédition de La Pérouse à Vanikoro (une des îles de Santa-Cruz, archipel mélanésien). Dillon arrive le premier à Vanikoro, se fait donner par les insulaires des objets subsistant de l'expédition de La Pérouse et les envoie à Paris. Charles X le récompense par une indemnité de 10 000 francs (or) et une rente viagère de 4 000 francs par an. Arrivé à Vanikoro le 21 février 1828, l'équipage de l'*Astrolabe* remonte une ancre de 900 kilos et divers objets encore détenus par les habitants et élève un modeste monument à la mémoire de La Pérouse et de ses compagnons. Le retour par Guam, Amboine, Batavia (l'actuelle Djakarta), Macao, s'achève le 26 mars 1829 à Toulon. Au cours de l'expédition, douze hommes sont morts, trois ont déserté, et quatorze malades ont été laissés dans différents ports. Mais elle rapporte les levées hydrographiques de centaines de kilomètres de côtes, d'innombrables échantillons et des rapports scientifiques. Elle a découvert une soixantaine d'îles de toutes tailles. Dumont d'Urville est fort complimenté par l'Académie des sciences, mais celle-ci ne lui accorde que cinq voix lorsqu'il se présente à l'élection du 25 janvier 1830. Mortifié et de plus en plus amer, méprisant le genre humain

dans son ensemble, Dumont d'Urville a tout de même une joie : un fils. Adolphe, né en avril 1830.

Simple spectateur des Trois Glorieuses (27-29 juillet 1830), qui provoquent l'abdication de Charles X et l'avènement de Louis-Philippe, Dumont d'Urville, qui est libéral depuis toujours, reçoit la mission de transporter hors de France le roi déchu et sa famille, ce qu'il fait avec la plus extrême courtoisie. Le 17 août, Charles X est débarqué à Portsmouth. Dumont d'Urville continue à remonter ses mémoires tout en rédigeant et publiant le récit de son dernier voyage (vingt-quatre volumes dont dix de textes) et apprend... le chinois. Mais survient une épidémie de choléra : Adolphe, alors âgé de presque deux ans, meurt le 23 janvier 1832. Jules se rétablit. Une fille, Sophie, vient au monde le 5 juillet 1833. En 1835 toute la famille part pour Toulon pour y retrouver le choléra : Sophie meurt le 31 juillet 1835, « remplacée » l'année suivante par un petit Emilie. Rêvant toujours de voyage d'exploration, Dumont d'Urville propose en janvier 1837 de retourner dans le Pacifique. Non seulement la marine accepte de donner un navire et des crédits, mais Louis-Philippe impose une extension du voyage jusqu'à l'Antarctique.

Enfin l'Antarctique

Certes, Cook avait soupçonné en janvier 1774 l'existence du sixième continent. Certes, des baleiniers et phoqueurs américains et britanniques avaient découvert depuis le début du dix-neuvième siècle quelques îles proches de la péninsule Antarctique, et rien de plus. Le 7 septembre 1837, l'*Astrolabe* et la *Zélée* partent de Toulon sous le commandement de Dumont d'Urville, dont la santé n'est pas bonne depuis longtemps. De nouveau, la Terre de feu, puis le 15 janvier 1838 cap au sud. Dès le 21, c'est le pack (la mer gelée). Pour ces deux « coques de noix » à voiles, la navigation est très difficile et dangereuse. Mais l'exploration continue. On en trouve les traces dans des noms figurant toujours sur les cartes actuelles : le Joinville, le d'Urville, le de l'Astrolabe. Finalement, les deux bateaux

sont obligés de repartir vers le nord, vers la mer libre. Ils n'ont pas dépassé le 64^e de latitude sud, mais leur voyage à demi raté a permis de lever quelques côtes. Pendant la traversée vers le Chili, le scorbout se déclare sur les deux navires. Les malades, dont un meurt, sont soignés à l'escadre de Talcahuano (près de Concepcion). Puis c'est l'arrivée à Valparaiso le 25 mai 1838 : Dumont d'Urville y apprend la mort, en novembre 1837, de son petit Emilie.

Du 29 mai 1838 au 12 décembre 1839, l'*Astrolabe* et la *Zélée* sillonnent le Pacifique tout en travaillant beaucoup. A l'arrivée à Hobart, en Tasmanie, une bonne partie des équipages est fort malade : seize hommes, sur quarante malades, doivent rester à Hobart jusqu'à la fin de l'expédition. Le 1^{er} janvier 1840, les 19, 20 et 21 janvier, ils longent une côte où émergent quelques rochers. Le dernier jour, quelques hommes accostent sur le rocher du Débarquement, et Dumont d'Urville décide d'appeler cette nouvelle côte « Terre Adélie » en hommage à son épouse. Il était en hommage à son épouse. Les temps : une expédition américaine conduite par le lieutenant Charles Wilkes croise les deux navires français le 29 janvier.

Enfin Dumont d'Urville avait réalisé un de ses rêves. Pendant le retour, l'*Astrolabe* et la *Zélée* manquent de se perdre sur des hauts fonds du détroit de Torres (entre l'Australie et la Nouvelle-Guinée). Mais les deux navires reviennent à Toulon, le 6 novembre 1840. Des équipages, vingt-cinq hommes étaient morts, treize avaient déserté et quatorze avaient été débarqués pour raison de santé ou autres.

Le 30 décembre Dumont d'Urville est promu contre-amiral. Ses collections sont exposées avec grand succès au Muséum et il s'attelle à la publication du récit de son voyage. Le 8 mai 1842, Dumont d'Urville – qui avait survécu à tant de voyages périlleux, – sa femme et son fils Jules meurent carbonisés avec cinquante-six autres personnes dans l'accident de chemin de fer de la ligne Versailles-Montparnasse.

YVONNE REBEYROL

► Tous les renseignements nécessaires à cet article ont été tirés du livre *Dumont d'Urville*, Editions France-Empire.

MALOINE

PH. DOROSZ

GUIDE PRATIQUE DES MÉDICAMENTS

1990

6500 médicaments

16000 entrées / 1600 pages

250,00 FF

En vente chez votre libraire habituel

27, RUE DE L'ÉCOLE MÉDICALE

75006 PARIS - TEL : 43.25.60.45

Conférences / débats

Dans le cadre du

MOIS DE LA MER

"Performances de la plongée humaine"

par le Dr Xavier Fructus

directeur scientifique du centre d'études hyperbares de la Cornée

samedi 17 mars à 15h (accès libre)

... et n'oubliez pas à 15h :

le 15 mars "Plongée avec bouteille ou en apnée"

le 22 mars "Piloteur un sous-marin à moins 6000m"

(accès payant)

Maison des Sciences et de l'Environnement

13 avenue Cornélie - 75013 Paris - Métro Pont de la Vierge

Réservez au 01 42 12 12 12

صلى الله عليه وسلم

SCIENCES • MEDECINE

Globules porteurs d'espoir

Suite de la page 17

« Le fait d'introduire l'asparaginase dans les globules rouges permet de modifier totalement la pharmacocinétique de cette molécule, en lui conférant une action beaucoup plus longue, grâce à des doses beaucoup plus faibles et sans induire de réactions d'intolérance », explique M. Ropars.

Suroxygénation des globules

L'autre essai humain concerne une molécule utilisée habituellement dans le traitement des thalassémies (affections héréditaires de la structure de l'hémoglobine), qui diminue les concentrations sanguines anormalement élevées en fer, accident auquel sont fréquem-

ment exposés les jeunes malades. Mais du moins, en l'état actuel des données rendues publiques, l'essentiel des recherches cliniques menées par la société Novacell concerne la « suroxygénation » des globules rouges humains, grâce à la molécule IHP (inositol-hexaphosphate) qui, en modifiant l'équilibre oxygène-hémoglobine, permet une oxygénation notablement plus élevée que la normale des tissus humains. « L'utilisation de globules rouges chargés en IHP devrait pouvoir ainsi corriger les déficits en oxygène, en particulier dans les maladies directement liées à une mauvaise oxygénation des organes, qu'il s'agisse du cœur (insuffisance cardiaque, infarctus du myocarde), du cerveau (accident vasculaire cérébral) ou des mem-

bres (arthropathie des membres inférieurs, insuffisance veineuse), explique-t-on à Novacell. Par ailleurs, les globules rouges IHP pourront aussi être très utiles lors des interventions chirurgicales réalisées dans des conditions qui entraînent une diminution de l'apport de l'oxygène aux tissus : hypothermie, hémolyse, circulation extra-corporelle. »

En d'autres termes, les globules rouges « suroxygénés » fournissent une alternative particulièrement séduisante à toutes les tentatives actuelles de création de « sang artificiel ». Plusieurs autres modèles thérapeutiques importants sont aujourd'hui à l'étude, mais l'état actuel des négociations avec différents partenaires de l'industrie pharmaceutique interdit de les dévoiler. De la même manière, la position dominante occupée par Novacell dans ce domaine spécifique de la recherche médicale permet à cette société de négocier avec les rares équipes universitaires (américaines et italiennes notamment) travaillant dans la même voie.

Une clé fondamentale

Au-delà de l'avenir de tel ou tel projet, les autorités nationales de la transfusion sanguine sont persuadées d'en tirer une clé fondamentale dans le développement de nouvelles thérapies, qui pourraient rapidement apparaître comme véritablement révolutionnaires, dans la mesure où elles fournissent une nouvelle voie, physiologique celle-là, d'administration de médicaments. Ceux-ci ne seraient plus introduits dans le tube digestif ou dans le flux sanguin mais directement incorporés, véritablement « greffés » dans des cellules sanguines qui, parce qu'elles contiennent l'hémoglobine et parce qu'elles assurent la respiration du corps, ont souvent symbolisé la vie. Des cellules qui, en corrigeant les phénomènes pathologiques qui menacent cette même vie, pourraient enfin, grâce à l'action de l'homme, être doublement porteuses d'espoir.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(3) Le lanceur H-1 a été tiré avec succès le 13 août 1986.

JEAN-YVES NAU

Le Japon se propulse dans l'espace

Suite de la page 17

Si une telle ambition est légitime, nombre d'experts pensent cependant que de tels objectifs ne pourront être tenus. A commencer par les Européens qui soulignent qu'en dépit des moyens mis en œuvre (environ 5 milliards de francs), cinq ans s'écouleront entre le premier essai au sol du moteur Vulcain prévu pour le début de l'été et le premier vol du lanceur Ariane-5 qui l'utilisera.

Qu'importe, les Japonais ont les moyens de leur passion et sont prêts à engager sur les dix prochaines années les 400 milliards de francs nécessaires à l'établissement de leur indépendance. On les comprend d'autant mieux que dans le milieu des années 70, ils étaient entièrement entre les mains des Etats-Unis qui leur avaient consenti - contre redevances la possibilité de développer à partir des technologies américaines des engins de faible capacité : les lan-

ceurs N-1 et N-2 qui furent tirés avec succès à quinze reprises. Limités dans leur ambition par les faibles capacités d'emport des N-1 et des N-2 (350 kilos maximum en orbite poststationnaire), les Japonais ont donc lancé le développement du lanceur H-1 dont le premier étage est identique au premier étage du lanceur N-2 - et donc, entièrement réalisé sous licence américaine - mais dont le second est équipé du premier moteur cryogénique japonais, le LE-5 construit par Mitsubishi (3). Celui-ci même qui propulsera le deuxième étage du lanceur H-2, fer de lance de la stratégie japonaise dans sa conquête à venir du marché des services de lancement.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(3) Le lanceur H-1 a été tiré avec succès le 13 août 1986.

BIBLIOGRAPHIE

Eboueur en blouse blanche

« Nous entrons dans la civilisation du déchet. » Telle est la conclusion que Roger Cans, responsable des questions d'environnement au Monde, a tirée de sept ans de reportages à travers le globe. Dans un ouvrage dont le titre, *Le Monde poubelle*, résume clairement le propos, il ouvre ses carnets de voyage (1). Avec une gouaille bon enfant, il nous entraîne courageusement dans les arrière-cuisines de la société de consommation. Peu ragoutantes, surprenantes, souvent sordides, parfois même inquiétantes.

Au-delà des anecdotes et des portraits, on réalise que la production massive de déchets est, avec la surexploitation des ressources naturelles dont elle est la conséquence, l'une des raisons majeures de la crise écologique. Pollution des sols, des eaux et de l'atmosphère, dépérissement des forêts, accroissement de la couche d'ozone, réchauffement du climat, enlaidissement des paysages, tout cela est à mettre au compte des résidus que nous répandons étourdiment. Comment s'en débarrasser ? La question empoisonne quotidiennement les édiles, et désormais le gouvernement. En ce moment même, Michel Rocard est obligé d'intervenir sur des problèmes aussi roturières que le devenir des urines de cochon et le choix d'une poubelle atomique souterraine.

Toute civilisation a les déchets qu'elle mérite et généralement s'en accommode. Cro-Magnon jetait ses eaux grasses devant sa grotte, les saboteurs dans le fumier et le dix-neuvième siècle a vécu dans la crasse industrielle. Nous y avons ajouté des déchets chimiques, des gaz de pétrole et des résidus radioactifs. Ce qui est nouveau, c'est que nous ne les supportons plus. Paradoxe : le confort rend im-

plément aux effets pervers du progrès dont pourtant il est le fils.

Il est vrai que, notre civilisation étant à la fois celle de la croissance démographique forcée et de l'hyper-consommation, elle accumule des déchets d'un volume et d'une nocivité sans précédent. Les chiffres fournis par Roger Cans sont éloquentes. Et ce n'est pas fini : la pollution des humains et la hausse universellement souhaitée de leur niveau de vie vont multiplier encore de manière exponentielle la masse des effluents.

Valoriser les matières secondaires

Le problème des générations du vingt et unième siècle sera de cohabiter avec leurs poubelles... ou d'en tirer parti. Déjà, une nouvelle profession est en train de naître, celle des déchetistes. Ne faisons pas la fine bouche. Ces professionnels ne seront pas des éliminateurs, mais des « transformateurs ». Depuis la nuit des temps, la nature, elle, recycle tout. Elle devrait leur servir de modèle. Pour ces super-chiffonniers, il ne s'agira pas de cultiver l'art d'accommoder les restes, mais de valoriser rationnellement ce qu'on appelle les « matières secondaires ».

Bien que le traitement des ordures ménagères et la récupération des résidus industriels occupent en France plus de vingt mille personnes et réalisent un chiffre d'affaires de près de 30 milliards de francs, nous sommes encore loin du compte.

Pour faire la connaissance de cette nouvelle génération d'éboueurs en blouse blanche, Roger Cans nous emmène à Amiens, où l'usine Valorga (2) essuie les plâtres d'une filière prometteuse, transformant les ordures ménagères en chaleur,

en gaz et en compost. Il nous fait pénétrer aussi dans le gigantesque complexe de la Hague, où l'on récupère les constituants des barreaux d'uranium usagés. Malheureusement, l'usine géante est ainsi conçue qu'elle isole des substances radioactives comme le plutonium et des transuraniens, encore plus redoutables que l'uranium dont ils sont issus. Bel exemple d'un sain principe - la récupération - aboutissant à des effets pervers par l'application d'une technologie immature.

Il est clair que, dans le domaine de l'élimination, de la transformation et de la valorisation des déchets de la société industrielle, les laboratoires ont un immense travail à accomplir. On se demande par exemple ce qu'attend le Commissariat à l'énergie atomique pour faire travailler les meilleures équipes de ses vingt mille chercheurs sur les résidus de la filière nucléaire : comment démonter les dépotoirs géants que vont devenir nos centrales en fin de vie, comment éliminer et réutiliser leurs composants, comment abréger la durée de nocivité des radionucléides à vie longue ? Autant de questions non résolues qui menacent d'empoisonner l'avenir. La gestion des sous-produits de la société d'abondance est un défi. Il appartient d'abord aux scientifiques de le relever. *Le Monde poubelle* devrait les aider à en prendre conscience.

MARC AMBROISE-RENDU

(1) *Le Monde poubelle*, par Roger Cans, Ed. First, 290 p., 98 F.
(2) Si la ville d'Amiens a décidé de ne plus financer le déficit de l'usine, celle-ci continue de fonctionner.



Renault 19 TR: 433 F par mois la 1^{re} année.



INVITATION A L'ESSAI
DANS LE RESEAU
RENAULT PARIS (LE DE FRANCE)

Pourquoi vivre sans elle ?

LOA SUR 60 MOIS

Pour que votre vie à deux commence bien avec la Renault 19, M. Financement vous propose une location avec option d'achat sur 60 mois moyennant un versement initial de 24.760 F (dont 15.475 F de premier loyer majoré et 9.285 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), 11 loyers de 433 F, 12 loyers de 712 F



et 36 loyers de 1.232 F. Coût total en cas d'acquisition 82.419 F. Renault 19 TR 3 portes, prix TTC clés en main au 28/02/90: 61.900 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - SA au capital de F 321.490.700. 27-33, quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221. Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au **NUMERO VERT 05.25.25.25**

M. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

DIAC
Financements Renault

L'ALGÉRIE EN ÉTAT D'ANOMIE POLITIQUE

LE MONDE
diplomatique

32 pages - 17 F

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Eglises et démocratie en Europe de l'Est
(Pages 12 & 13)

NUAGES ALLEMANDS SUR LA MAISON COMMUNE

L'Union soviétique à l'épreuve de toutes les surenchères

Passée l'euphorie engendrée par les bouleversements à l'Est, partout en Europe percent de sourdes inquiétudes face à la renaissance d'un géant allemand au cœur du continent, et aux risques de déstabilisation. La CEE s'interroge sur son avenir et ses équilibres internes. La Pologne cherche à obtenir des garanties pour ses frontières. En Union soviétique, de nombreux responsables, en particulier dans les milieux de l'armée, hantés par les souvenirs de la seconde guerre mondiale, redoutent eux aussi le réveil du nationalisme allemand. Engagé dans des négociations de désarmement, M. Gorbatchev a dû solliciter des pouvoirs spéciaux pour faire front à l'extension de tous les mécontentements.

Par ALAIN GRESH

Les masques du racisme

Par CLAUDE JULIEN

RUE sera la tâche des négociateurs chargés d'abolir les lois monstrueuses qui organisent l'apartheid, et plus difficile encore - impossible peut-être - l'élimination de l'état d'esprit qui les inspira. Le racisme ne disparaît pas sur ordre. Mais enfin, après tant de larmes, de sacrifices, de morts, un pas décisif a été franchi. L'histoire n'est jamais figée. Comme tout, elle est soumise à la force de volonté.

aboutir enfin à la table des négociations... La lucidité habite rarement ceux qui tiennent dans leurs mains à la fois le pouvoir et la police.

MARS 1990

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

AFRIQUE DU SUD : LES RÉFORMES A L'AUNE DU CAPITALISME

par Antoine Bouillon. M. Nelson Mandela est libéré, le pouvoir blanc se prépare à négocier avec l'ANC. C'est déjà une grande victoire pour la majorité noire, mais long sera le combat pour la conquête de l'égalité économique.

MYTHES ET DÉLIRE DES MÉDIAS

par Ignacio Ramonet. Dans l'affaire du faux charnier de Timisoara, une télévision nécrophile.

L'UNITÉ ALLEMANDE PAR LE MARK

par René Lasserre. Une décision qui risque de dérouter la construction de l'Europe à douze.

ÉGLISES ET DÉMOCRATIE EN EUROPE DE L'EST (dossier de quatre pages)

De la résistance religieuse à l'utopie nationale, par Patrick Michel. - URSS : Les valeurs évangéliques comme source de salut, par Kathy Rousselet. - RDA : Un rôle exemplaire à préserver (P. M.). - POLOGNE : La fin d'une vocation à dire l'universel (P. M.). - ROUMANIE : Après la compromission, séduire à nouveau, par Édith Lhomel.

DES SOCIÉTÉS BOUSCULÉES PAR L'ÉVOLUTION DE LA PENSÉE

par René Lenoir. Une science pour les hommes de ce temps.

DE LA GUERRE CONTRE LA DROGUE A LA GUERRE TOUT COURT

par Michael Klare. Les États-Unis tentés par une solution militaire pour combattre un fléau avant tout d'ordre économique et social.

CETTE PUISSANCE INDUSTRIELLE JAPONAISE QUI TANT INQUIÈTE LES ÉTATS-UNIS ET LA CEE

par Frédéric Clairmonte.

L'ALGÉRIE EN ÉTAT D'ANOMIE POLITIQUE

par Abdelkader Djeghloul. Difficile apprentissage du pluralisme.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة من الراحل

ARTS

Fernand Léger : un vrai classique moderne

« Quand je vois un tableau de Léger, disait Apollinaire, je suis bien content. » Nous aussi

Si le ciel est bas, si le temps est triste, si ça ne va pas, et si on aime la peinture, il n'y a rien de mieux à faire qu'à visiter la rétrospective Fernand Léger du Musée de Villeneuve-d'Ascq. Elle est bien faite, aussi complète qu'un musée de la taille de celui de la banlieue lilloise pouvait l'envisager. Pour pallier l'absence d'œuvres majeures restées dans les musées étrangers, on s'est arrangé pour faire sortir de collections privées des pièces rarement montrées. Avec elles, on peut fort bien vérifier l'optimisme à toute épreuve qui traverse la peinture de Léger, mesurer l'originalité et la force de son langage plastique, sa simplicité, sa clarté, son absence de chiqué : autant de qualités à ne pas assimiler à de la naïveté, qu'il faut plutôt verser au compte d'un moral d'acier, ou d'une heureuse nature douée d'une aptitude toute particulière à ne jamais douter qu'il y ait moyen de réconcilier peinture et société. Ce qu'il entreprend de faire, comme nul autre, porté par une certaine idée de l'homme, de l'art, de la modernité.

Imparable et incomparable Léger, dont la vitalité est doublée d'un discours pictural tellement efficace qu'on ne peut que se signer devant son œuvre. Celle d'un très grand, ou ne le dira jamais assez à tous ceux qui ne peuvent supporter ses femmes au crâne rasé, au visage rond comme des billes, aux épaules de débiteur, que l'artiste a placées aux joies de sa peinture. Sans plus les ménager qu'un trousseau de clefs ? A voir. Dans les reflets lunaires de leur modèle lisse de belle machine métallique, passe ou ne sait quelle religiosité, quelle sensibilité auxquelles aucun autre de ses « objets plastiques » n'a droit, bien qu'en principe dans cette affaire de contrastes de formes, de lignes, de plans, de couleurs qu'est la peinture de Léger, il n'y ait pas de place pour l'épanouissement, la sentimentalité, ni pour aucune sorte d'expressivité susceptible d'entraîner le fonctionnement autonome de la peinture, une réalité.

Cette autonomie de la peinture, chèrement conquise, Léger l'a aussi défendue contre vents et marées, contre la montée d'autres réalités, qui ne pouvaient pas pas s'arrêter l'homme de gauche, l'homme du peuple, comme lui-même se qualifiait. Mais qui n'a jamais cédé un pouce de son terrain : la beauté plastique inspirée du spectacle de la vie moderne, et jamais n'a fait de retour en arrière. Une fois domptée, la machine chante la précision des objets techniques, et trouve des synonymes colorés pour traduire le mouvement des bicyclettes et des pistons.

Le peintre aura bien d'autres motifs d'embellissement : le spectacle

de la rue, des vitrines et des enseignes lumineuses, celles de New-York en particulier, qui l'aidèrent finalement à libérer la couleur du dessin, dans ses grandes peintures sur le thème du cirque, parades et jongleurs, ou sa dernière *Partie de campagne*. Ou cette fois à l'échelle monumentale, depuis longtemps pensée.

Volumes et plans

Léger trouve le moyen encore d'associer, d'entrecroiser des propositions contrastées : la figuration, par le dessin, et l'abstraction, par la couleur. Une façon de renouer avec le sujet en peinture et de s'inscrire dans la lignée des classiques, pourquoi pas dans la foulée de David, un ancien auquel il a rendu hommage, tout en restant ce moderne qui a si bien clarifié les données de la peinture de son temps.

La rétrospective de Villeneuve-d'Ascq, organisée dans la foulée d'une exposition Léger à Milan (1),

après celle de la fondation Maeght, en 1988, et avant celle de Beaubourg, prévue pour 1992 — comme quoi on pense beaucoup, ces temps-ci, à notre champion de la modernité — est un peu faible en regard de l'œuvre peinte. Elle a des manques, notamment pour les années cruciales de l'affirmation de l'artiste par rapport au cubisme (à ce propos, on lira attentivement le texte de Giovanni Lista publié dans le catalogue sur les rapports orageux de Léger avec les futuristes). Elle donne cependant une idée très juste de la multiplicité des recherches de l'artiste, en particulier dans l'entre-deux-guerres, et sur sa façon d'associer volumes et plans, couleurs et lignes contrastées, tons purs et dégradés ; de jouer à l'intérieur de compositions riches et complexes sur des formes lourdes et légères, obliques et angulaires ; de traiter la femme allongée sur un canapé comme un grand remorqueur, et le remorqueur comme un patchwork. Avant de balancer des objets variés dans l'espace déconstruit, reconstruit,

dynamisé encore par des lignes serpentine et des angles.

Et puis les autres facettes de l'artiste sont aussi évoquées : son rapport à la scène, à l'écran, au mur, au livre. Des esquisses pour les costumes et les décors des ballets suédois sont venues de Stockholm. Le film *Le Ballet mécanique* est projeté.

Des documents rappellent les grandes réalisations monumentales, de l'exposition de 1937 à l'église du plateau d'Assy. La révolution moderniste, pour Léger, ne devait pas se cantonner à la peinture de chevalet. Le peintre, ennemi de la surface morte, devait jouer un rôle auprès des architectes et contribuer à embellir le décor de la vie.

GENEVIEVE BREERETTE

► Fernand Léger, Musée d'art moderne de Villeneuve-d'Ascq, jusqu'au 17 juin. Catalogue très conséquent publié par Mazzotta.

(1) Hélène Lassalle est le commissaire commun aux deux expositions.

L'Evangile selon Jeanclos

Mgr Lustiger et Alain Peyrefitte, député-maire de Provins, ont inauguré, samedi 10 mars, une œuvre du sculpteur Jeanclos pour l'église Saint-Ayoul

Le Christ en gloire, la dormition de la Vierge, saint Marc et saint Luc : autant de sujets que le sculpteur moderne, comme la peinture, ne figure plus depuis près d'un siècle, les ayant abandonnés aux sursitaires médiocres du sursuréalisme éternel. Qu'un sculpteur actuel ait l'audace de

les représenter néanmoins, selon son style, ce seul fait mérite considération. Que ces œuvres soient conçues afin de prendre place au tympan d'un portail sculpté au douzième siècle et partiellement miné par le temps, c'est un autre fait. Et qu'il y soit invité par un archi-

tecle des Monuments historiques relève du miracle, quand on sait quelle obsession de l'archéologie anime la plupart de ces conservateurs des églises et des châteaux français. Grâce à l'architecte Jacques Molin et au sculpteur Georges Jeanclos, la rencontre a cependant eu lieu. Depuis 1993, le portail central de l'église Saint-Ayoul, à Provins, n'était plus qu'une ruine martelée et percée. Ce qui en demeurait finit par se détacher du mur, il y a cinq ans. Que faire alors ?

Se contenter d'un appareil de pierre nu, c'était avouer la misère du monument. Tenter une reconstitution, c'était tomber nécessairement dans le pastiche et défigurer plus sûrement encore la façade sous couvert d'authenticité retrouvée. Dernière solution, la plus périlleuse : qu'un artiste d'aujourd'hui compose un nouveau tympan, moderne par son exécution, traditionnel par son iconographie. En sculptant un trumeau, un linteau composé de trois épisodes de la vie de la Vierge, deux évangélistes et un Christ en majesté dans une mandorle, Jeanclos a fait la preuve que ce parti était le meilleur. Il a également démontré que l'intégration d'œuvres contemporaines dans les monuments historiques pouvait ne pas finir en viol et scandale inutile.

Il n'a pour autant rien abdiqué de son style. Les figures de l'Annonciation et de la Visitation sont, si l'on peut dire, du pur Jeanclos, que l'on reconnaît à la souplesse des corps et des plis qui les voilent, à la grâce androgyne des visages, au sentiment de mélancolie qu'ils expriment. Le trumeau évo-

que un arbre, mais un arbre-pilastre à demi abstrait dont ne se dégagent que des profils indécis et une tête. La mandorle — ovale où apparaît le Christ en majesté — est parcourue d'arabesques concentriques admirablement accordées aux ondulations de la robe du Christ. Nulle imitation dans le modelé et la construction de ces scènes, d'abord exécutées en terre cuite, puis fondées. Nulle imitation non plus dans le choix et la couleur du matériau, un bronze à patine brune qui ne cherche pas à se confondre avec la pierre du portail, plus claire, plus granuleuse.

Or l'ensemble a sa cohérence et sa grandeur. La diversité des époques, des manières et des matières a été maîtrisée par l'artiste, de sorte que le gothique et le moderne se renforcent mutuellement au lieu de se combattre. De leur rencontre, les deux parties ont tiré bénéfice, l'église parce qu'elle a retrouvé son équilibre perdu, Jeanclos parce qu'il a épuré sa sculpture de tout maniérisme. L'exposition, à Paris, de quelques-unes des études en terre accomplies durant les trois ans d'esquisses qui ont précédé l'œuvre définitive le démontre : son art a gagné à l'épreuve de Saint-Ayoul.

PHILIPPE DAGEN

► Eglise Saint-Ayoul, Provins. Et Galerie Loh, 12, rue des Beaux-Arts, jusqu'au 24 mars.

► RECTIFICATIF. — L'annexe du Musée Guimet doit ouvrir avenue d'Iéna et non pas avenue d'Eylau comme il a été annoncé par erreur (le Monde daté 11-12 mars).

VENTES

Pluie de préemptions à Drouot

L'assistance était nombreuse, lundi 12 mars, pour la dispersion de cette bibliothèque d'un « amateur », organisée par l'étude Ader-Picard-Tajan. Avant le début des enchères, les libraires s'affairaient encore à flâner les plus belles pièces. On pouvait remarquer parmi eux, picorant les volumes, une silhouette d'oiseau frioleux : Pierre Bérès, un des plus célèbres marchands parisiens, drapé comme de coutume dans un vaste châle bordeaux.

Mais ce furent les manuscrits qui ont tenu la vedette, ou plutôt la plus de préemptions qui s'abattit sur eux. Les grandes institutions nationales maintiennent la pression exercée sur le marché depuis plusieurs mois. Douze lettres de René Char au professeur Claude Arnoux, sur le thème de la Résistance, sont retenues par la Direction du livre après avoir atteint 52 000 F. Cinq pièces d'archives diplomatiques franco-espagnoles du seizième siècle sont enlevées (1 500 F) par le ministère des affaires étrangères. Le manuscrit de *Segfried et le Lousin*, le roman de Jean Giraudoux, augmenté d'un chapitre supprimé de la version définitive et relié de velin blanc, est préempté par la Bibliothèque nationale à la hauteur de 45 000 F. Alors que seize lettres d'hommes politiques contemporains — de Jacques Chaban-Delmas à Roland Dumas — n'atteignent pas 200 F, les 2 076 feuillets de l'*Histoire de la Restauration* de Lamartine, sont emportés par la Direction du livre pour

40 000 F. Les Archives nationales mettent la main sur un lot de cinquante-huit lettres de Marie-Caroline, duchesse de Berry (29 000 F), acquièrent une missive de Jean-Baptiste Say (400 F) et pour 2 200 F, un bon millier de documents, des papiers de familles, du dix-huitième siècle à nos jours.

Textes de Sartre

En revanche, l'ensemble constitué par des articles et un manuscrit de Jean-Paul Sartre passait à travers les gouttes. Ce sont des particuliers qui se sont partagés les textes du philosophe, rédigés entre 1970 et 1972, pour la *Cause du peuple*, l'*Accuse*, l'agence de presse *Libération* ou les *comités Vérité et Justice* : quelques feuillets couverts d'une écriture régulière, tracée à l'encre bleue sur papier quadrillé, sans raters. Leurs prix ont oscillé entre 12 000 F et 15 000 F, légèrement en dessous des estimations. Et c'est une fondation privée — la fondation Hachette — qui est devenue propriétaire, pour 180 000 F des mille pages du manuscrit de travail de l'*Idiot de la famille*, rédigé à la même époque. L'ensemble est incomplet par rapport au texte publié (lui-même inachevé), mais comporterait des variantes non retenues dans l'édition définitive.

E. de R.

CINÉMA

Les affres de la vengeance

Quand on ne s'aime plus, raconte Danny de Vito dans « La Guerre des Rose », tous les coups sont permis

Par un jour de pluie, dernier jour de vacances, coup de foudre entre Michael Douglas, jeune avocat, et Kathleen Turner, gymnaste. Ils font l'amour très bien, se marient, ont deux enfants, achètent une voiture anglaise, puis une maison surdécorée par Kathleen Turner. Les deux enfants se brouillent de confitures et deviennent obèses, mais l'adolescence et les premières amours leur font perdre les kilos superflus. Pendant ce temps, leur père devient un yuppie typique, et leur mère, ayant fini de surdécorer, s'ennuie et cuisine des plats qu'elle commercialise.

Danny de Vito raconte l'histoire. Il est récitant, copain de Michael Douglas et son avocat. Il est également scénariste et réalisateur. Son film porte la marque de sa hargne, de sa misanthropie, de sa misogynie. Le trio gagnant du *Diamant vert* s'embarque donc dans une comédie très noire, qui démarre vraiment quand les Rose ne se supportent plus, quand le rire de Michael Douglas (parfaitement odieux et imbu de lui-même) donne à Kathleen Turner envie de vomir. Ce sont des choses qui arri-

vent, et si elles s'accroissent, mieux vaut divorcer. Conclusion à laquelle arrive Kathleen Turner (même horriblement saine).

L'obstacle, c'est la maison. Aucun des deux ne veut la lâcher. Chacun veut décourager l'autre. Dans cette guerre des Rose, tous les coups sont permis, des plus tordus aux plus abjects. La haine démasque la vulgarité, la médiocrité de ces modèles de bourgeois BCBG. Le rire vient de l'excès. Seulement Danny de Vito détaille toutes ces horreurs avec une telle complaisance que, à certains moments, on frise le malaise. Il raconte les péripéties et les affres de la vengeance comme si lui-même se vengeait.

En définitive, le film est plus ambigu qu'il n'y paraît d'abord. Danny de Vito parle en moraliste — et c'est parfois agaçant — du divorce, de la solitude à deux, de la respectabilité qui compense la vie des relations, mais en moraliste qui a morflé et veut tenir le coup, alors il devient émouvant.

COLETTE GODARD

Le mélo a encore frappé

« Potins de femmes », d'Herbert Ross, commence avec les rires, se termine dans les larmes

En France, *Steel Magnolias*, le nouveau film d'Herbert Ross qui a fait l'ouverture du Festival de Berlin, est devenu *Potins de femmes*. Cela ne traduit qu'un aspect de l'histoire, adaptée — par l'auteur lui-même, Robert Harling, — d'une pièce de théâtre.

A Chinquapin, petite ville de Louisiane, Truvy Jones (Dolly Parton) tient un salon de coiffure, lieu de papotage à la bonne franquette, où se retrouvent deux vieilles et riches pestes, Olympia Dukakis et Shirley MacLaine, ainsi que Sally Field, mère de famille, ange de son foyer. Arrive une grande brigue timide (Daryl Hannah), tandis que Shelby (Julia Roberts), l'ainée des trois enfants de Shirley MacLaine, se marie : cela fait un beau remue-ménage dans le coin.

Le temps passe, au rythme de ces fameux « potins ». Pendant près d'une heure, soit la moitié du film, on a l'impression d'assister à une parodie de ces feuilletons de télévision où s'entrechoient les affaires de famille. Décors de cartes postales, toilettes et coiffures incensées, couleurs criardes, caricature de mœurs : on s'amuse franchement ; les dialogues et les numéros d'actrices — l'incandes-

cente Dolly Parton, qui a maigri, est la seule à être vantagée par le maquilleur — sont faits pour cela.

Et puis le mélodrame, une des spécialités d'Herbert Ross, arrive comme une nuée d'orage. Shelby, la jeune mariée, diabétique et fragile, n'aurait jamais dû avoir d'enfant. Elle en a un. La nuée se fait de plus en plus noire. Les commères culbient peu à peu leurs griefs et se soudent pour aider Sally Field dans les épreuves qui la frappent. Le changement de ton est plutôt brutal, mais personne n'a jamais pris le réalisateur pour un nouveau John M. Stahl ou un nouveau Douglas Sirk. L'orage crève en un torrent de larmes sollicitées par les effets les plus tristes. Sauf Sally Field, bouleversée dans son déshirement maternel, ces dames cabotinent à qui mieux mieux, mais, à ce point-là, c'est presque un art. Dolly Parton a un mari, Sam Sheppard, qui a l'air de se demander pourquoi il est dans le film. A la fin, on apprend, dans une atmosphère de sourires encore un peu mouillés, que, de toute façon, la vie continue. C'est rassurant.

JACQUES SICLIER

Les ateliers du Quai de Seine

Quand l'intendance ne suit pas

A la suite de la publication dans le Monde du 9 mars de l'entretien avec M. Jacques Chirac dans laquelle le maire de Paris annonçait le versement d'un à-valoir de 30 000 F sur leurs futures indemnités aux artistes, dont les ateliers ont été détruits par l'incendie de l'immeuble du Quai de Seine (le Monde daté 25-26 février), nous avons reçu de leur association la mise au point suivante :

« Le souhait du maire de Paris d'aider les vingt-quatre artistes victimes de l'incendie du Quai de Seine est à son honneur. Cependant, il est actuellement impossible à ces artistes de constater une quelconque mesure favorisant leur rétablissement dans des ateliers ou des surfaces de travail. Quant à la

somme de 30 000 F à faire valoir sur leur future indemnité, ils tiennent à signaler que son versement a été catégoriquement refusé par le concessionnaire de la Ville de Paris. »

Pour l'heure, seuls quelques-uns des vingt-quatre plasticiens chassés par le feu ont reçu des propositions de relogement et aucun engagement n'a été pris par les autorités concernées à propos de la question qui demeure à leurs yeux essentielle : leur relogement dans l'entrepôt une fois achevée la réhabilitation de l'immeuble.

Ph. D.

[Le groupe Hoche nous fait savoir qu'il n'est pas actionnaire de la SEP, gérant de l'entrepôt du Quai de Seine contrairement à ce que nous le laissions entendre.]

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

CHATELET
Théâtre
Mardi
14 mars
12 h 45
18 mars
12 h 45
18 mars
12 h 45
18 mars
12 h 45
(p. 4. Valérie
Werner)

LES MOIS MUSICAUX
LA 14 : Hanne
SCHAEFER
Françoise
TILLARD
Piano
MAHLER
Le 16 : Peter
COLEMAN-WRIGHT
Basse
PIERS LANE
Piano
BEETHOVEN, BRAHMS
PURCELL, RESPERG
Le 19 : TRIO
TCHAIKOVSKI
TCHAIKOVSKI

Centre
Cultural
Portugal
11, rue de la
70118
PARIS
Judi
16 mars
20 h 45
(p. 4. Valérie
Werner)

FERREIRA
Contraalto
Antonio
WAGNER GONZ
Baryton
Nuno VIEIRA
DE ALMEIDA
Piano
F. de LACERDA
L. de FREITAS DRANCO
FAURE, SATE, RAVEL
LOPES-GRACA

Orchestre de
CHATELET
Foyer
du Théâtre
Judi
16 mars
18 mars
(p. 4. Valérie
Werner)

LIFSCHUTZ
Dir. : Loris
BERMAN
DURANTE, BACH
VIVALDI, DVORAK

MUSIQUES
POUR LE TEMPS
DE PAQUES
de Richard J. Bitts
ENSEMBLE VOCAL
AUDITE NOVA
JEAN SOURISSE

CHOEUR et
ORCHESTRE
COLONNE
Dir. : Philippe
ENTREMONT
Valérie
MASTERSON
David
WILSON-JOHNSON
Adagio
SCHUBERT : Salsa Regina
FAURE : Requiem
L. M. FOURNIER PRODUCTIONS
LE VADOUX
Le 1^{er}
WORLD MUSIC MASTERS
Piano : RENAUD
PASTERNAK
BEETHOVEN - BRAHMS
CHOPIN - LISZT

ALYON
Salle
MOLÈRE
Mardi 20
Mardi 20
Mardi 20
20 h 30
(p. 4. Valérie
Werner)

STARKER
Violoncelle
Aline
PLANES
Piano
DOMINIQUE
BACH, BRAHMS
PARIS : 7^{ème} le 28/3

Fontanarosa
Violon
Bruno
RIGUTTO
Piano
BACH, RAVEL
LISZT, BEETHOVEN

MARIONNETTES
DE SALZBOURG
au Ranelagh
Jusqu'au 25 mars
JEANNE ROZE Prod.
ORCHESTRE
PHILHARMONIQUE
DE BERLIN
Dir. : Daniel
BARENBOIM
Le 31 : WAGNER
BRUCKNER
Le 1^{er} : SCHUBERT
BEETHOVEN

JAZZ
ATLANTIC
PARIS
20 h 45
LUNDI 19 MARS
HELEN MERRILL
AVEC
JOACHIM KUHN,
DANIEL HUMAIR,
J.-F. JENNY CLARK
PRIX 60 F. LOC. 42.74.22.77
2 PL. DU CHATELET 4^e

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde ANTS et SPECTACLES

THÉÂTRE

LYON

de notre bureau régional

Le Centre dramatique national des Alpes (CDNA), à Grenoble, ne connaît pas une quatrième crise de succession. Après les hostilités, le temps est venu de l'hospitalité : des invités privilégiés « en résidence » choisis par Roger Caracache remplaceront les créateurs « permanents » (voir encadré *Le Centre dramatique national des Alpes*). Le Syndicat des animateurs d'établissements d'action culturelle (SYNDEAC) est perplexe, mais les Grenoblois sont satisfaits.

Le CDNA est un cas spécial, puisqu'il est hébergé par une maison de la culture. Mais, au-delà de ce handicap, l'institution grenobloise a fait apparaître un problème de fond : il est très difficile de remplacer « une équipe qui gagne », au théâtre comme ailleurs. Surtout quand « ceux qui restent » (personnel administratif, technique, responsables de l'accueil) représentent la stabilité institutionnelle, le professionnalisme fort de ses habitudes, bien réglé jusqu'à la routine. Bruno Boëlle, premier successeur de Lavandant, fut rejeté comme « saltimbanque ». Chantal Morel, d'abord cooptée dans l'enthousiasme ainsi que son partenaire Ariel Garcia Valdes, en tant qu'« enfant de la ville », allait être perçue comme une perturbatrice. Elle entendait substituer avec quelque violence sa « raison d'art » à la raison d'établissement, dénonçant la sclérose de certains services.

Dans ces conditions, pourquoi Daniel Benoit, à Saint-Etienne, a-t-il réussi magistralement sa propre installation alors qu'il succédait, après Pierre Val et Guy Lauzun avec qui il a fait équipe, à l'un des hommes de théâtre le plus mythique, Jean Dasté ? La réponse est probablement que le saltimbanque, c'était Dasté. Il est plus aisé pour un créateur-manager de reprendre l'entreprise d'un artiste que le contraire. Le personnel au place accepte plus volontiers l'arrivée d'un patron au sens fort de terme, comparable à ces orchestres qui chahutent les nouveaux chefs manquant de poigne. Le charisme

« créateur » d'un metteur en scène peut opérer sur un plateau, pas dans les bureaux.

L'art gagne-t-il à cette loi ? Il peut y trouver son compte dès lors qu'un directeur, producteur attentif à la création sous ses formes les plus aventureuses, introduit et aide des artistes qui ne souhaitaient pas eux-mêmes jouer les responsables d'institution. Si Joël Chosson n'a pu jouer ce rôle à sa mesure pendant les quelques mois où il a dirigé le centre après le départ de Boëlle, c'est sans doute que les

temps n'étaient pas mûrs. On croyait encore trouver pour Grenoble un nouveau Lavandant. Aujourd'hui, Roger Caracache peut justifier le pouvoir qui lui est confié : « Le jour où un directeur du CDNA — et ce n'était pas moi — a décidé d'échanger une troupe permanente contre un carnet de chèques lui permettant de monter des spectacles au coup par coup, le Centre est devenu une unité de production. Je ne fais que saisir l'opportunité de faire mieux dans ce registre-là... »

La notion de troupe est importante. Lavandant a réussi grâce à une équipe (décorateur et comédien) particulièrement soudée. A Saint-Etienne, Daniel Benoit a sa jouer cette carte de la troupe, continuant de travailler jusqu'à ce jour avec des anciens de chez Dasté, comme Prosper Diss qui enseigne dans son école. Pour le public, la continuité passait par là. A Villeurbanne, en revanche, il a regretté la progressive disparition des comédiens permanents de Roger Planchon, même si le maître est resté en place — symboliquement au moins. Et le nouveau directeur, Georges Lavandant, a d'autant plus de mal à s'imposer

que les membres de l'équipe grenobloise qui l'ont suivi sont des inconnus dans la ville.

Le résultat est une crise invisible et cependant réelle au TNP. Les spectateurs ne boudent pas les productions de classe internationale qu'on leur propose, mais ils se demandent depuis quelque temps où sont passés les artistes de la maison. Lavandant a beau faire une carrière prestigieuse — monter *Racine en Inde*, travailler avec Le Cécilio au Mexique et remporter au succès la Comédie-Française, — il n'est pas vraiment intégré à Villeurbanne. Quant à Planchon, on cherche son nom sur les programmes. La reprise d'*Andromaque* a été annulée et il ne sera intervenu que trois fois cette saison : pour présenter la lecture d'*Elle de Jean Genet*, et pour lire deux de ses pièces, deux autres soirs, à Chambéry et à Saint-Etienne. Ses proches savent ce que cache cette absence : à la fois la frustration d'un auteur qui s'est fait reprocher abusivement de monter ses propres œuvres et le combat d'un passionné de cinéma qui essaie de mettre en place un centre de création de films, avec l'appui du conseil régional.

Pent-être le public va-t-il chercher l'équipe charismatique qui lui manque au Théâtre du Huitième, où Alain Françon vient de succéder à Jérôme Savary. Il suffirait qu'il réussisse ses spectacles (*La Dame de chez Maxim*) qu'il y donne actuellement est une première plutôt fastidieuse) et aussi sa campagne de communication. Pour l'heure, un certain nombre de Lyonnais optent pour les petits lieux conviviaux comme le Théâtre de Lyon de Jean-Louis Martinelli, un créateur qui a compris l'intérêt d'une « famille » (auteurs, musiciens, peintres et acteurs gravitant autour du théâtre) pour qui vent imposer une image.

Dans les autres villes de Rhône-Alpes comme Annecy, Chambéry, Bourg-en-Bresse ou Thonon-les-Bains, on mise plutôt sur les opérations de « résidence » préconisées par Roger Caracache. Ou sur des modes d'implantation plus régionale comme celle de l'Atteupement II, qui remplace François de Centre d'action culturelle d'Annecy. Patrick Le Mauff, Elisabeth Macocco (1) et leurs amis auront des liens privilégiés avec cette ville, tout en « résidant » ponctuellement dans d'autres lieux des Savoies. De telles formules traditionnelles, utilisées aussi bien pour des troupes de danse que pour des équipes de théâtre, se multiplient grâce à un réseau efficace de centres culturels. Grâce à ce système, les jeunes compagnies jusque-là plutôt déshéritées (la Chrysalide ou la Compagnie Sylvie Mongin-Algan, voire le Cosmos Kojed de Zorion) réussissent à travailler sans connaître les affres d'une gestion de grande maison.

Les artistes dont le sort est le plus incertain sont finalement les anciens directeurs du CDNA. Bruno Boëlle n'a toujours pas réussi à réaliser son grand projet, monter les *Barbares* de Gorki. Et Chantal Morel, en dépit de l'amitié fidèle du directeur du Centre culturel de l'Hexagone, à Meylan, a trouvé un accueil plus chaleureux au Centre dramatique des Fédérés à Montluçon, chez Jean-Paul Wenzel, qu'auprès des grandes institutions rhodanaises.

BERNADETTE BOST

(1) Elle joue actuellement *Loretta* Strang de Copi à Aubervilliers.L'expérience
grenobloise

GRENOBLE

de notre correspondant

Dirigée depuis 1981 par des créateurs, Georges Lavandant (de 1981 à 1986), puis Jean-Claude Gallota (de 1986 à 1990), la Maison de la culture de Grenoble va retrouver, à la suite de la désignation d'un nouveau « patron », M. Roger Caracache (*Le Monde* du 6 mars), le même type de direction qu'assurent lors de la naissance, en 1968, de la principale institution culturelle grenobloise, successivement Didier Béraud, puis Catherine Tasca.

La direction des théâtres et des spectacles au ministère de la culture, M. Bernard Faivre d'Arzier, a retenu cette solution pour permettre, notamment, au chorégraphe Jean-Claude Gallota, installé à la Maison de la culture depuis 1981, de bénéficier de facilités techniques et matérielles.

Mais la réforme souhaitée par M. Faivre d'Arzier va bien au-delà. Elle confie, en effet, à M. Roger Caracache, outre la mise en œuvre d'une politique de rénovation et de modernisation dont le coût est estimé à cinquante millions de francs, la définition des options artistiques, principalement du Centre dramatique national des Alpes (CDNA), dont la gestion, pour le moins cahotique depuis le départ de Georges Lavandant en 1986, a été confiée successivement à Bruno Boëlle, Joël Chosson, au tandem Chantal Morel-Ariel Garcia Valdes, enfin à Ariel Garcia Valdes seul. Le directeur des théâtres entend renforcer les liens structurels, mais aussi juridiques de la maison et du centre. Ainsi une société à responsabilité limitée (SARL), dont le principal porteur de parts sera la maison, se substituera à l'actuelle structure coopérative. Le centre conservera son autonomie, affirme le ministère de la culture, il continuera à disposer de ses propres subventions, mais sera placé sous la tutelle de la Maison de la culture. La mission de M. Caracache sera de produire et de coproduire des spectacles, d'accueillir pendant plusieurs mois des metteurs en scène français et étrangers.

L'« expérience grenobloise » met ainsi fin à l'un des principes sur lesquels reposent les centres dramatiques nationaux. Ceux-ci étaient confiés jusqu'alors à des metteurs en scène qui acceptaient de s'installer dans une ville, avec laquelle ils devaient entretenir une relation privilégiée.

CLAUDE FRANCHILLON

Les destins des saltimbanques

La région Rhône-Alpes sert une fois de plus de test à une politique culturelle nationale.



Jean-Claude Gallota

RECITAL
FONTANAROSA
RIGUTTO
Salle Pleyel
20 h 30
20 h 30
20 h 30

théâtre
Mer d'adieux
Rimbaud / Graffiti
9, 10, 13, 15, 16, 17 mars
C.A.C. CORREIL-ESSONNES
60.89.00.72

Concerts
Radio France

17
Samedi 17 mars, 15 h
Salle Gaveau
Le Salon Romantique
Locatelli - Hartmann
J. S. Bach - Liszt - Schumann
Thomas Zehetmair, violon
Cyprien Katsaris, piano

19
Lundi 19 mars, 20 h 30
Salle Gaveau
Musique ancienne
Couperin
Christophe Rousset, clavecin
Wieland Kuijken et
Marianne Muller
violon de gambe

23
Vendredi 23 mars, 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Mendelssohn, Elías
Benjamin Luxon
Murielle Kiemmer
Norma Lerer - James Anderson
Orchestre Philharmonique
et Chœur de Radio France
Dir. Serge Baudo

31
Samedi 31 mars, 19 h
Salle Pleyel
Concert exceptionnel
Président de la Musique
Tchaïkovski La Dame de Pique
d'après Pouchkine
L. Arkhipova, N. Datsko
V. Tarachchenko
D. Khvorostovski
G. Grischok, M. Romanova,
A. Vedernikov, A. Diatchenko
V. Grichko, L. Tchermikh
O. Klenov
Orchestre Philharmonique
Chœur et Maîtrise de
Radio France
Petits Chanteurs de Paris
Dir. Vladimir Fedoseiev

Location 14 jours à l'avance
RADIO FRANCE 42 30 15 16
SALLE PLEYEL 45 63 88 73
SALLE GAVEAU 49 53 05 07

Location par téléphone
RADIO FRANCE 42 30 23 08
PASTEL 42 30 43 00

MINNA VON BARNHEIM
de G. G. LESSING
Mise en scène de Claude YERLIN
du 15 MARS AU 7 AVRIL 1990
à l'Orangerie du Château de Sceaux
Parc du Château - SCEAUX
RESERVATIONS
LES GEMEAUX (1) 46 61 36 67
ALPHA FNAC - KIOSQUE THEATRE

LUCRECE - LA NATURE DES CHOSES
Jean JOURDHEUIL - Jean-François PEYRET
Benoît REGENT - Jorge SILVA MELO - André WILMS
Françoise DEGEORGES - Lila GREENE - Philippe HERSANT
Tiziana MASELLI - Marizza GLICO - Hervé AUDIBERT - Paul BERGEL
6 MARS - 1^{er} AVRIL
LOCATION : 48 31 11 45

صحنه من الادب

CULTURE

THÉÂTRE

Carnaval Molière

« Monsieur de Pourceaugnac »
une des dernières pièces de Molière: une farce au vitriol

Molière n'a jamais subi de traversée du désert, et il est actuellement en pleine effervescence. En dehors du *Misanthrope*, dont on annonce la cinquième version de la saison, les metteurs en scène redécouvrent les farces. Ainsi à Vanves, *Monsieur de Pourceaugnac* par Ivan Morane, une pièce rarement jouée, car franchement bâclée, Molière a dû improviser et répéter en deux semaines. L'intrigue est inexistante, mais le caractère de Pourceaugnac, provincial entre Jourdain et Dandin, offre à un comédien de quoi rêver. Philippe Adrien en avait fait un spectacle très noir, qui plongeait dans l'inconscient, avec Jean-Pol Dubois en Pourceaugnac et Jean-Pierre Bisson en Sbrigani, le Scapin de l'historie.

La vision d'Ivan Morane, après un début sans éclat n'est pas moins

dure. On retrouve jusque dans les costumes, qui mélangent les époques, et le décor - forcément dépourvu, c'est une question d'économie - l'ambiance carnavalesque grinçante et oppressante qui court, par exemple, dans la deuxième partie du *Bourgeois gentilhomme* par Savary ou dans le *Malade imaginaire* à Gémier par Hans-Peter Cloos. On a l'impression que les metteurs en scène ont tendance à remplacer les codes d'une convention théâtrale solide, mais irremplaçable par le public d'aujourd'hui, par quelque chose d'aussi irréaliste et ancré dans l'esprit du temps : les codes d'une sorte de fiction onirique. Et c'est vrai que le rêve permet de s'évader, qu'il a ses limites et ses clés, connues de tous.

Donc, ce *Monsieur de Pourceaugnac* trouve ses marques et son rythme à partir du moment où le

malheureux héros (Jean-Paul Audrain) se fait amarré, où on lui joue la comédie du médecin, où des mégères viennent clamer qu'il est leur époux, le père de leur enfant. L'une et puis l'autre se jettent sur lui, le roulent par terre, l'étouffent et se battent à coups de bébés qui éclatent et retombent en morceaux - ce sont des poupées... La farce, elle aussi, tombe en morceaux, dévoile l'isolement de l'homme bafoué, qui grimpe péniblement un escalier de métal et crie pour lui seul.

Et c'est vrai que c'est noir et que le rire s'étrangle, et que ce spectacle en dents de scie finit sur un moment très fort.

COLETTE GODARD

► Vanves, Théâtre, 12, rue Sadi-Carnot, du jeudi au samedi, 20 h 30, dimanche, 16 heures, jusqu'au 31 mars. Tél. : 46-40-46-47.

LETTRES

Prix Goncourt 1989

Jean Vautrin assigné pour « contrefaçon »

Patrick Griollet, auteur de deux ouvrages sur la culture cajun, qui estime avoir été « démarqué » par Jean Vautrin dans son roman *Un grand pas vers le Bon Dieu*, prix Goncourt 1989, vient d'assigner pour contrefaçon l'écrivain et la maison d'édition Grasset.

Cette assignation déposée le mardi 6 mars devant le tribunal de grande instance de Paris précise dans ses attendus que « les emprunts aux ouvrages de Patrick Griollet sont considérables puisqu'ils composent près de la moitié du roman de Jean

Vautrin » et « qu'il convient de dire et juger que Jean Vautrin devra reverser à Patrick Griollet 50 % de ses droits d'auteur perçus et à percevoir au titre de l'exploitation de son ouvrage (...) ». Outre une provision de 1 million de francs de dommages et intérêts à valoir sur les droits d'auteur, Patrick Griollet réclame 500 000 francs au titre du préjudice moral.

Professeur à Nice, le plaignant, qui a étudié pendant plus de quinze ans la langue et la culture de Louisiane, avait dès décembre 1989 adressé une let-

tre à François Nourissier, porte-parole des Goncourts, pour demander réparation. Jean Vautrin, qui avait lui-même rendu hommage au travail de l'universitaire le jour du prix Goncourt et fait apparaître le nom du chercheur universitaire dans la deuxième édition de son roman, répondit alors que « Patrick Griollet n'est pas le créateur de cette culture (cajun) mais seulement le rapporteur » et que lui-même avait fait « œuvre de fiction où la part de création personnelle n'est réductible à rien ni à personne ».

MUSIQUE

Mort du baryton Martial Singher

Le baryton français Martial Singher est mort le vendredi 9 mars dans son domicile de Santa-Barbara, aux États-Unis. Il était âgé de quatre-vingt-cinq ans.

Né le 14 août 1904, à Oloron-Sainte-Marie, Martial Singher était un baryton à la voix ample et claire, à la diction impeccable et raffinée. Si son nom n'est plus très connu aujourd'hui en Europe, c'est qu'il avait été obligé de quitter son pays au début de la seconde guerre mondiale, après avoir participé à la création de la *Danse des morts* d'Arthur Honegger.

Ses débuts professionnels datent de 1930 : lors d'une tournée de l'Opéra de Paris aux Pays-Bas, il triomphe en Oréste dans *Iphigénie en Tauride* de Gluck. Puis ce sont les publics de l'Opéra-Comique, du Festival de Glyndebourne, du Mai musical florentin, de Belgique, de Suisse, du Théâtre Colon de Buenos-Aires qui l'accablent.

Pendant la guerre, il triomphe sur la scène du Metropolitan Opera de New-York, dans quantité de rôles dont ceux de Pelléas, et de Mephisto de *la Damnation de Faust*, de Berlioz. Marié avec la fille du chef d'orchestre Fritz Busch, il participe au célèbre Festival de Marlboro, lieu de rencontres unique au monde entre les musiciens de toutes les générations. Là, il prend goût à l'enseignement. Une activité qu'il ne cessera qu'en 1981. Martial Singher a formé des théoriciens de chanteurs aux États-Unis, pays qui voulaient à l'homme et à l'artiste un véritable culte.

ALAIN LOMPECH

► CBS serait bien inspiré de réviser son enregistrement de la *Bonne Chanson* de Gabriel Fauré, et EMI celui des *Chansons de Don Quichotte* de Dukacine de Maurice Ravel, dont le baryton fut le créateur.

La Quinte du loup à Concerts cassettes

Aller au concert et repartir avec l'enregistrement de la prestation que l'on vient juste d'écouter. C'est la vocation des Concerts cassettes Stil, fondés en 1986. Après Scott Ross ou Gustav Leonhardt, ils accueillent le 13 mars La Quinte du loup. Spécialisée dans la musique des dix-septième et dix-huitième siècles, cette jeune formation interprétera des œuvres de Marin Marais, Montéclair et Couperin.

► Concert enregistré chez Stil, mardi 13 mars, à 20 h 30, 5, rue de Châteauneuf, 75011 Paris. Tél. : 48-08-28-15, 160 F, cassette incluse. Réservation obligatoire.

► Un prix Brassens pour les jeunes chanteurs. - Dans le cadre des Journées internationales Georges-Brassens, qui auront lieu du 18 au 24 juin, les organisateurs créent cette année un prix qui permettra de révéler le meilleur auteur-compositeur-interprète d'expression française amateur. Le lauréat enregistrera un 45 tours et donnera dix concerts en France. Dépôt des candidatures et des documents sonores entre le 20 mars et le 6 avril. Minitel 36-14 MAAF.

patio
Un spectacle de Quatuor Vocal
N O M A D
mise en scène Patrick PAVA
art collaboration artistique avec
Le Théâtre du Lièvre

Relâche exceptionnel le 24 mars
Les jeudis, vendredis, samedis
et lundis, à 20 h 30
Mardi le dimanche à 18 h
Prix des places : 100 F
(collectivités : 70 F)
22, rue du Chevalier - 75013 PARIS
Location/Réservation :
45.86.55.83 et FNAC

DANSE

Sortilèges et flamenco

On fait du bon travail à Nantes, et dans les genres les plus divers. Une tournée va le montrer

Sans esbroufe, sans amener les populations à son de trompe, Jean-Paul Gravier a réalisé un travail remarquable avec le Ballet de l'Opéra de Nantes, qu'il dirige depuis quatre ans. A son arrivée, la troupe donnait six spectacles par saison : elle en donne aujourd'hui cinquante-cinq. Il a élevé son niveau technique, il l'a surtout assoupli à tous les styles en invitant des chorégraphes aux langages aussi divers que Carolyn Carlson et Francine Lancelot, Maguy Marin et Thierry Malandain, et en montrant parallèlement des classiques comme la *Sylphide* ou le *Lac des cygnes*.

Pour son dernier spectacle de créations à Nantes (il doit prendre en septembre prochain la direction du Ballet du Rhin, à Mulhouse), il a illustré cette ambition tous azimuts en commandant, pour une « soirée Ravel », deux pièces d'esthétique fort différente : *l'Enfant et les sortilèges* à Claude Brumachon, un des jeunes loups de la danse contemporaine française, et le *Boléro* à Manolo Marin, professeur réputé de danse espagnole, chorégraphe des spectacles de Christina Hoyos (laquelle est venue superviser le travail de la troupe).

Adieu chanteurs ou danseurs déguisés en fauteuil, en hélicoptère, tous ces objets qui se révoltent contre la mécanique d'un gamin et qui sont si souvent ridicules dans les mises en scène de *l'Enfant et les sortilèges* ! Claude Brumachon jette par dessus bord toute illustration à la lettre du livre de Colette, il ne retient que les atmosphères, les climats que lui

suggère la musique féérique de Ravel. Dans la première partie, nous voyons une dizaine de petits garçons et de petites filles travestiment habillés par Bogena Bienkowska) s'ébattre dans une chambre où rôdent le mystère et la peur. Ils ont des jeux cruels, comme ce mannequin qu'ils font sauter sur un drap noir, et des jouets bizarres, tels ces petits parapluies verts à roulettes, téléguidés. La seconde, l'épisode du jardin, est une sorte de bal fantasmagorique à la Jérôme Bosch, dans de nouveaux costumes très imaginatifs. Brumachon est un vrai chorégraphe, il invente des gestes, des attitudes, des parcours qui retiennent constamment l'attention.

Pas de narration non plus dans *Boléro* : un groupe de seize danseurs et danseuses, en robes costumes gris, foulards rouge, qui sortent de l'ombre et y retournent après avoir cédé à l'ivresse contrôlée du flamenco. On n'ira pas prétendre que le Ballet de Nantes déploie la fièvre d'authentiques danseurs espagnols, mais il y met du cœur, les *capataches* des *tacónes* fonctionnent, les reins se cambrent et les poignets se cassent joyeusement.

Cet agréable spectacle va partir en tournée dans plusieurs villes de France (*voir ci-dessous*), avant d'être présenté en mai à l'Opéra-Comique. On n'y perdra pas sa soirée.

SYLVIE DE NUSSAC

► Lille, le 15 mars, Les Ulis le 17, Annecy le 20, Besançon le 21, Montélimar le 23, Orléans le 27, Périgueux le 3 avril, Béziers le 6, Agde le 7.

Alice au pays des clichés

Nous l'avons tant aimé, Lindsay Kemp, cet homme au nez parfait et à l'emboîpoint trompeur ! Avec *Flowers*, un soir d'été au Festival d'Avignon, le théâtre municipal résonnait des cris furieux et provocants de son adaptation très libre de l'œuvre de Jean Genet. Ensuite le *Songe d'une nuit d'été*, vu au Théâtre de Paris en 1983, nous avait ravis par sa perfection, le ton à la fois trivial et poétique, fidèle en cela à l'esprit shakespearien.

Alice, une fantaisie pour Lewis Carroll semblait de prime abord un sujet taillé pour l'Anglais ami de la démesure et du non-sens. Il n'en est rien : on ne passe jamais de l'autre côté du miroir. Les aventures d'Alice ont la saveur d'une histoire rabâchée et pourtant il ne manque pas un bouton de guêtre

aux costumes, très réussis, du Chapelier, du Loir et autres compagnons de jeu et de terreur de la jeune enfant. Même l'amour fou de Charles Dodgson, alias Lewis Carroll, pour la trop belle Alice Lindenn n'arrive pas à nous émouvoir. On a droit à un aplatissement en règle d'un des plus beaux livres d'enfants. L'auteur s'interdit toute interprétation. Résultat : on s'ennuie ferme. Seule la chenille qui fume le narguilé en faisant le poirier nous distrait un instant.

DOMINIQUE FRETARD

► Alice, une fantaisie pour Lewis Carroll est donné à la Malson des arts de Créteil les 13 et 14 mars à 20 h 30. Tél. : 49-80-18-88.

COMMUNICATION

EN BREF

► L'association le RECOURS demande un droit de réponse à FR 3. - Le RECOURS, association culturelle pour la mémoire des Français d'outre-mer, et M. Pierre Laiffont, ancien député d'Oran, demandent un droit de réponse à FR 3 après la diffusion le 9 mars de l'émission « La valise ou le cercueil », issue de la série britannique de Peter Barry. Le RECOURS, qui estime que certains passages du commentaire sont diffamatoires envers la communauté des pieds-noirs, avait tenté, en vain, d'obtenir du tribunal de grande instance de Paris un référé interdisant la diffusion de l'émission. M. Jacques Roseau, porte-parole de l'association, a indiqué que le RECOURS pourrait porter plainte en diffamation si le droit de réponse n'était pas accepté.

► M. Daniel Legerot prend la tête du Syndicat du livre De-de-France. - M. Daniel Legerot a été élu secrétaire général de la Fédération des industries du livre, du papier et de la communication CGT de l'Île-de-France (FILPAC) à l'issue du deuxième congrès de cette organisation qui s'est tenu pendant deux jours aux Muraux (Yvelines). Ancien photographe et jusqu'alors secrétaire général du Livre CGT parisien pour le secteur (secteur non presse), M. Legerot succède à ce poste à M. Roger Lancry, parti en préretraite.

► La politique de communication d'Antenne 2 est confiée à l'agence Robert and Partners. - La politique de communication interne et externe d'Antenne 2 est confiée à l'agence Robert and Partners du groupe Eurocom, indique un com-

munique de la présidence communale des deux chaînes publiques. La semaine dernière, le super PDG, M. Philippe Guillaume, avait déjà annoncé le choix de Publicis pour la politique de communication interne et externe de FR 3, ainsi que pour la communication institutionnelle des deux chaînes (*le Monde* du 8 mars).

► Le groupe de communication britannique WCRS prend le nom d'Aegis. - Le groupe de communication britannique WCRS a indiqué, lundi 12 mars, qu'il avait l'intention de prendre le nom d'Aegis et qu'il émettait une probable cotation de ses titres à la Bourse de Paris. WCRS, qui a récemment racheté la société française d'achat d'espaces Carat, compte déjà dans son capital l'agence française Eurocom, filiale d'Hayas (12 %) et les frères Gross, anciens propriétaires de Carat (14,9 %).

► Un troisième directeur à la télévision tchécoslovaque depuis le début de l'année. - La télévision tchécoslovaque vient de se voir doter d'un nouveau directeur, M. Jiri Kanturek, qui succède à M. Jindrich Fairbairn, démissionnaire pour raisons de santé. M. Kanturek était jusqu'en novembre 1989 porte-parole du Forum civique. Présentateur très connu de la télévision pendant le « printemps de Prague », il avait perdu son emploi lors de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie en août 1968. C'est le troisième directeur depuis le début de l'année, la menace d'une suppression de quel- que deux mille emplois ayant vivement opposé son prédécesseur et le personnel de la télévision. - (*Reu-*

CENTRE CULTUREL SUISSE
DU 14 AU 24 MARS
LIRE
MAX FRISCH
Voyage à travers son œuvre
proposé par Christoph Kuhn
SPECTACLES LITTÉRAIRES
mercredi 14 mars à 20 h 30
INVITATION AU VOYAGE
avec
Radolf Kach, l'Arche, éditeur
Brigitte Samoy, Arvina
Gérard Schaefflin, Professeur
à La Sorbonne
Christoph Kuhn, correspondant
de Tages Anzeiger
Entrée libre
Réservation et programme 42 71 58 58
Centre Culturel Suisse
58, rue des Francs-Bourgeois
(au fond du passage) Paris III

AMERICAN
LANGUAGE PROGRAM
de l'American Center
se trouve maintenant
dans le 6e et le 8e.
3e trimestre :
du 2 avril au 30 juin
(Vacances de Pâques du 9 au 22 avril)
Public Speaking - English for
Business and Trade - Film Course
- Medical English - Write Right!
- American Today - Video - Popular
Writing and The American Press
- Sounds English
Sessions intensives
Préparation au bac
Préparation
au TOEFL
P.P.C.
Rue Croix
1 place de l'Odéon - 49, rue Pierre Charron
75006 Paris
Tél. : 46 33 18 52
Rue d'Assas
10, rue de la Harpe - 10, rue de la Harpe
75005 Paris
Tél. : 47 55 55 49
INSCRIPTIONS MAINTENANT

ESPACE
PAUL ELUARD
93 STAINS
48 23 08 71
Entrée : 40 & 60 F
SAMEDI 24 MARS • 21 H
OFF... JAZZ A STAINS
NPTOLQSVIRT • TRX 5
JACQUES DI DONATO
soliste
80 choristes, 5 musiciens, 2 comédiens

VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-68
MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente au Palais de Justice de Paris, le Jeudi 22 mars 1990 à 14 h 30
UN STUDIO à PARIS 2^e
1, rue Chérubini
Kilométré, salle d'eau et wc, au 3^e étage dans le BIC A
Mise à Prix : 200 000 F
S'adresser pour tous renseignements à la SCP CONSTANSOUX-MOCCAFICO,
avocats 19, rue Ampère 75017 Paris. Tél. : 47-63-53-68 et à tous avocats
postulant près le Tribunal de Grande Instance de Paris.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 29 MARS 1990 à 14 heures
APPARTEMENT à MASSY (91)
2, avenue Nationale
au 4^e étage du Bâtiment C, escalier 12 - d'une superficie de 93 m²
composant : entrée, salle de séjour, quatre chambres, cuisine, salle de bains,
salle d'eau, pendroie, trois placards, loggia - CAVE.
S'adresser à M^{me} Corinne GARDIES, avocate au Barreau des Hauts-de-Seine
37, rue Gambetta (92800) PUTEAUX, Tél. : 47-76-19-52
Sur place pour visiter le MARDI 27 MARS 1990 de 10 h à 11 h

LA VILLE DE PARIS vend LIBRES
En la Chambre des Notaires de Paris, place du Châtelet
le MARDI 27 MARS 1990, à 14 h 30
3 APPARTEMENTS 2 P. et 2 CHAMBRES
à PARIS (16^e) - entre
LE BD SUCHET et LE CHAMP DE COURSES D'ANTENIL
M^{me} BELLARGENT, notaire associé, 14, rue des Pyramides
75001 PARIS - Tél. : 42-97-56-86.

ARTS
et SPECTACLES
Le Monde

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
100 000 000

**CENTRE
GEORGES POMPIDOU**

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

MERCREDI

LES EXCLUSIVITÉS

14^a (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14^a (43-20-12-06); UGC Conception, 15^a (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18^a (45-22-46-01); Le Gambetta, 20^a (46-38-10-86).

LES FILMS NOUVEAUX

DO THE RIGHT THING (A, v.o.) : Cincin, 6" (48-33-10-82).

41-46); UGC Ermitage, 8° (45-63-16-16); Gaumont Parnasse, 14° (43-35-30-40); v.f.: Paramount Opéra, 8° (47-42-58-31).

Opéra, 2^e (47-42-60-33); Publicis
Champs-Élysées, 8^e (47-20-76-23); La
Bastille, 11^e (43-07-48-60); Les Mon-
tparnasse, 14^e (43-27-62-37).

LES FESTIVALS

Auditorium du Musée du Louvre.
12 h 30 : « Les fouilles du Carrousel »,
par P. Van Ossel.

AMARCORD (It., v.o.): Saint-Lambert

« Les obstacles à la foi. Le Mal : Dieu est-il tout puissant ? », avec R. Brunet, C. Ruby, C. Nevers et A. Houziaux. Entrée libre (parcours réformés de Port-Royal).

A PARTIR DU 14 MARS

LA MODE BOUGE, L'ESSENTIEL RESTE.

Le monde bouge, et ça continue. Le Printemps fête ses 125 ans et lance une nouvelle griffe: les Essentiels. Une ligne destinée aux femmes actives et aux hommes modernes qui vont à l'essentiel. Une collection qui aime les matières nobles comme le Lin de France, le coton ou la soie. Du tailleur au costume, du blazer au pull over, de la lingerie aux accessoires, un confort et une allure aux sources de l'élégance, sans autre histoire que le plaisir d'un vêtement qu'on aime à plein temps.

Pour fêter les Essentiels, au Printemps, cinq Lancia Y10 Appia LX (dont une sera mise en jeu pour les titulaires de la carte Printemps) sont à gagner par tirage au sort du 14 mars au 4 avril 1990.

Les titulaires de la carte Printemps peuvent retirer au service clientèle de chaque magasin des chèquiers Privilèges.

les Essentiels
PRINTEMPS

29 Faiblesse persistante du yen.
Un comité intergouvernemental franco-italien.

31 La CEE soutient le pôle européen de Longwy
32 Un système de radioguidage à Paris

44 Marchés financiers
45 Bourse de Paris

BILLET

La Chapelle tournante

La Chapelle-Darblay s'apprête à nouveau à changer de propriétaire. Pour la troisième fois en un peu plus de cinq ans. Après une certaine période de flottement, M. François Pinault a cédé en 1986 pour un franc symbolique, comme nous l'annonçons dans le Monde du 11-12 mars. A n'en pas douter, l'industriel breton réalisera, ce faisant, le plus beau coup financier de sa carrière.

La société, après deux départs de bilan, une modernisation à coups de subventions publiques (pas moins de 3 milliards de francs ont été injectés dans l'affaire entre 1984 et 1987), est redevenue prospère et peut être aujourd'hui revendue au plus offrant.

M. François Pinault, ce faisant, n'innove pas. La méthode de l'aller-retour a été éprouvée avant lui par les deux Bernard (Tapie et Arnault). Mais il connaît, lui, les impératifs de la logique industrielle.

Il cédera vraisemblablement la Chapelle aux géants papeteriers scandinaves déjà candidats à la reprise en 1984 (lors de l'attribution de la Chapelle-Darblay par M. Laurent Fabius au repreneur John Kila), puis une seconde fois en 1987. Car la plus grande incohérence des pouvoirs publics sur ce dossier est d'avoir, par deux fois opté pour des solutions temporaires en refusant d'adosses la Chapelle à un grand groupe papeterier, dans un secteur où le papier journal — très concentré.

L'argument de l'intérêt national — la Chapelle-Darblay a été et reste pour un an l'unique fournisseur de papier presse implanté dans l'Hexagone — a souvent été brandi un peu facilement. Le choix des repreneurs a souvent obéi à d'autres considérations. L'Etat a souvent accepté de mettre la main au pot pour la Chapelle contre l'engagement des propriétaires de préserver la paix sociale. Les subventions débloquées par Laurent Fabius en faveur d'usines situées dans sa circonscription électorale n'ont fait que succéder aux largesses plus discrètes des pouvoirs publics pour une firme également située dans le fief de M. Jean Lecanuet.

C. M.

INSOLITE

Assis s'abstenir

Non contents d'inventer les « pousseurs » qui aident les banquiers japonais à s'entasser dans les trains de Tokyo aux heures de pointe, les chemins de fer nippons viennent d'inaugurer des voitures sans places assises.

Depuis le 12 mars, deux trains de la ligne circulaire Yamanote comportent deux voitures sans sièges. Ou plutôt dont les strapontins se relèvent électriquement aux moments d'affluence. La montée et la descente s'en trouvent facilitées. L'augmentation de la capacité qui résulte de la transformation en salle de bal de la voiture n'est pas non plus négligeable. On estime que celle-ci peut alors accueillir 162 voyageurs au lieu de 154. Si cette expérience se révélait concluante, la direction envisagerait de mettre en service un grand nombre de ces « boîtes à voyager ».

Il paraît que certains voyageurs, pourtant habitués à se retrouver à beaucoup plus que quatre par mètre carré se sont plaints d'être traités comme des marchandise. Quelle découverte !

Dans une lettre adressée au premier ministre

M. Fauroux et M^{me} Cresson réclament un plan d'urgence pour les PME

Le manque de compétitivité des petites et moyennes entreprises françaises commence à inquiéter le ministre de l'Industrie comme celui des affaires européennes, deux ans avant l'échéance du grand marché. Dans une lettre conjointe adressée lundi 12 mars à M. Michel Rocard, M^{me} Edith Cresson et M. Roger Fauroux demandent instamment au premier ministre d'évaluer la mise en place de mesures d'urgence en faveur des PME. Les petites et moyennes entreprises françaises, qui représentent plus de 98 % du total des entreprises et plus des deux tiers de l'emploi total, sont « mal armées pour affronter

Véritable audit des difficultés éprouvées par les PME françaises par rapport à leurs homologues communautaires, le rapport Ricol, remis la semaine dernière à M^{me} Edith Cresson, devrait servir de base au futur plan d'action gouvernemental.

Ce rapport, animé par l'actuel président des réseaux d'experts, comptables France Défi, réclame des mesures spécifiques en matière de formation, de soutien à l'innovation, de fiscalité et d'accès aux finances, domaines où les handicaps des PME françaises semblent les plus importants.

De quoi souffrent les PME confrontées à une nouvelle concurrence européenne ? Essentiellement de la fragilité de leur situation financière. Le constat porté par le groupe de travail de René Ricol, ancien directeur des groupes banquiers Rétel-Entreprises, est sans surprise. Mais sa valeur tient à l'inventaire très précis des difficultés ressenties par les petites et moyennes entreprises.

« Faire une nuit du 4 août »

Le diagnostic a été élaboré à partir de trois sources. D'abord une série de sondages réalisés en décembre et janvier derniers auprès de 300 chefs d'entreprise, 300 salariés, 201 artisans et commerçants et 102 membres de professions libérales. Ensuite des enquêtes ad hoc effectuées auprès de décideurs économiques (certains ministères, organisations syndicales, fédérations professionnelles). Enfin un fonds d'études documentaires réalisées sur des points précis (modes de financement des PME, charges sociales, aides publiques).

Face à leurs concurrents européens, les chefs d'entreprise s'estiment handicapés par leur grande fragilité financière. Disposant de fonds propres moins importants (46 % des

dirigeants des PMI jugent leurs ressources propres insuffisantes) et n'ayant pas accès au marché financier, les petites et moyennes entreprises françaises recourent plus fréquemment à l'endettement bancaire que leurs homologues européens (le recours au financement bancaire ne représente que 1,4 % du total des ressources des PME britanniques contre 21,7 % en France). Leur pouvoir de négociation est faible. Elles supportent donc pour la plupart des frais financiers élevés, 77 % des responsables de PME interrogés réclament de toute urgence une remise à plat des conditions de crédit bancaire et une réduction des écarts de taux constatés au détriment des petites entreprises.

Cette vulnérabilité financière est tout à la fois aggravée et alimentée par les pratiques de règlement inter-entreprises. « Le délai de paiement des clients est en général supérieur à quatre-vingt-dix jours », notent les auteurs du rapport, ce qui conduit les PME-PMI à « recourir au financement coûteux d'un découvert structurel ». Le rapport plaide pour une réduction à trente jours des délais de règlement d'ici à 1992, « au besoin par voie législative ».

Faibles en capitaux, les PME françaises se sentent également vulnérables sur leurs ressources en hommes. La formation permanente est perçue par les salariés, les dirigeants d'entreprises, les professions libérales, les artisans et les commerçants comme une priorité. Plus de 80 % des personnes interrogées souhaitent en effet un développement des dispositifs de formation professionnelle, avec pour objectif une plus grande individualisation et une meilleure adaptation à des débouchés réels. Reste que peu nombreuses sont les entreprises qui traduisent effectivement cette priorité dans l'action. Comme le constatent les auteurs du rapport, les besoins en formation ne sont pas systématiquement recensés et les plans de formation souvent inexistant.

La conclusion majeure de la mission « PME Europe » tient en peu de mots : les PME françaises abordent avec appréhension l'échéance 1993 car elles se sentent isolées face à la nouvelle concurrence européenne. Elles réclament des actions concrètes adaptées à la taille de leur activité. La mission « PME Europe » préconise un certain nombre de mesures. La simplification d'un environnement législatif et réglementaire trop complexe pour les PME est ainsi affichée comme priorité. Sur le plan fiscal, « une nuit du 4 août », écrit René Ricol. Le rapport déplore que la majorité des entreprises individuelles soient assujetties à l'impôt sur le revenu et ne tirent pas avantage de la diminution de l'impôt sur les sociétés. Les experts suggèrent également la création d'un « droit économique moderne et aisément accessible » se substituant aux droits des contrats, de la consommation et de la concurrence qui actuellement s'ajoutent et se contredisent parfois. Autre piste d'action : la mise en place de formules d'intéressement adaptées à la PME, dont les salariés semblent frustrés et très demandeurs.

Enfin, les auteurs plaident pour une centralisation des sources d'information en matière européenne. Entre 66 % et 83 % des populations interrogées s'estiment mal informées des enjeux européens, non par manque de documentation mais précisément en raison de leur surabondance. Le rapport suggère également la création d'un lieu de concertation unique entre organismes professionnels, députés européens et représentants du gouvernement, estimant que les négociations à Bruxelles sont menées en ordre trop dispersé.

CAROLINE MONNOT

Retards de paiement aux entreprises occidentales

La situation financière de l'URSS se détériore

L'URSS n'a plus une signature impeccable. Au cours des cinq années de perestroïka, la situation économique n'a cessé de se détériorer. Depuis quelques semaines, l'URSS accumule les retards de paiement auprès des entreprises occidentales.

Selon le Wall Street Journal du 12 mars, les arriérés de l'Union soviétique auprès d'entreprises de l'Ouest atteindraient 500 millions de dollars (3 milliards de francs environ) et plusieurs de ces derniers auraient cessé d'effectuer leurs livraisons. Résultat : les partenaires de l'Union soviétique sont de plus en plus prudents et la cote de crédit du pays s'en trouve sensiblement diminuée sur les marchés financiers internationaux. Depuis longtemps réservées pour financer la perestroïka, les banques pourraient y devenir hostiles si ces incidents de paiement se multipliaient.

En France, c'est l'entreprise Lurgi qui, la première, a fait état de retards de paiement (le Monde du 2 mars). Il semblerait que le contentieux se soit réglé au cours des derniers jours bien que les Soviétiques demandent encore un crédit de 500 millions de francs. Dans ce cas comme dans la plupart des autres, la responsabilité immédiate de ces ajournements était attribuable à la décentralisation du commerce extérieur soviétique. La Banque du commerce extérieur, la Vnechekonbank, n'apporte plus sa garantie à tous les projets et ne centralise plus toutes les transactions en devises comme elle le faisait dans le passé.

En conséquence, de nombreuses entreprises et centrales de commerce extérieur décident d'assumer seules leurs risques et leurs obligations financières, et se trouvent parfois incapables d'honorer leurs échéances. Côté occidental, les gouvernements sont pressés d'élargir leurs garanties à des organismes et collectivités locaux jusqu'à non reconnus.

La raison plus profonde de la perte de confiance en la qualité du crédit de l'URSS réside dans la détérioration de la situation financière du pays tout entier. Selon des statistiques récentes de l'OCDE, la dette extérieure de l'URSS exprimée en devises convertibles a augmenté de plus de 15 % en un an, passant de 40,8 milliards de dollars en 1988 (340 milliards de francs environ) à 48 milliards l'an der-

nier, alors qu'elle était restée pratiquement inchangée entre 1982 et 1987. Pour la première fois, en 1989, le ratio de la dette sur les exportations a dépassé 100, ce qui signifie, selon l'OCDE, que l'URSS est passée du statut de pays faiblement à celui de moyennement endetté.

En conséquence, les conditions des emprunts lancés par l'Union soviétique sur les marchés internationaux de capitaux n'ont cessé de se détériorer. En septembre, l'URSS n'avait dû verser que 25 points de base au-dessus du taux de référence pour un emprunt à cinq ans ; en novembre, ce spread atteignait 88 points pour un emprunt à huit ans. Sur le marché interbancaire, l'activité autour des titres de l'Union soviétique a été presque réduite à néant depuis quelques semaines en raison des arriérés de paiement aux entreprises. « Les banques font savoir qu'elles ne sont pas intéressées par de nouvelles transactions », explique un opérateur sur le marché londonien.

Rétention de devises

Il est de plus en plus difficile de mesurer, selon les critères classiques, la cote de crédit de l'Union soviétique, qui n'appartient à aucun des grands organismes internationaux. Les deux principales agences de notation, Standard and Poor's et Moody's, n'évaluent pas le crédit de l'URSS. En outre, le montant réel des avoirs en devises et en or du pays est presque totalement inconnu. « Nous nous demandons s'il n'y a pas rétention de devises de la part de certains organismes », s'interroge un banquier parisien.

Au cours des dernières décennies, l'Union soviétique a — presque — effacé le souvenir des emprunts russes de 1917, en assurant toujours le paiement de sa dette extérieure, puisant, lorsqu'il le fallait, dans ses réserves de pétrole et de matières premières pour rembourser ses créanciers occidentaux. Aujourd'hui, la pénurie de devises paraît s'amplifier. La participation de l'URSS aux organismes financiers internationaux comme le FMI et la Banque mondiale pourrait permettre, sinon d'améliorer rapidement sa situation financière, du moins de pouvoir l'apprécier plus précisément.

FRANÇOISE LAZARE

Au conseil des ministres des finances des Douze

L'aide de la CEE à l'Est atteindra 16,5 milliards de francs d'ici à 1993

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les crédits affectés dans le budget européen pour favoriser le redressement économique des pays de l'Est atteindront 500 millions d'écus (3,5 milliards de francs) en 1990, 850 millions d'écus (5,95 milliards de francs) en 1991 et 1 milliard d'écus (7 milliards de francs) en 1992. Les ministres des finances des Douze, qui étaient réunis lundi 12 mars à Bruxelles, ont, en effet, décidé d'approuver les propositions qui leur étaient faites dans ce sens par la Commission européenne. Cependant, la décision, avant d'être formellement prise, devra obtenir l'aval du Parlement européen. Celui-ci jugera peut-être les crédits affectés aux pays de l'Est insuffisants mais, surtout, il regrettera que les ministres des finances n'aient pas augmenté autant que le proposait la Commission les ressources budgétaires pour l'aide aux pays du tiers-monde ainsi que pour les politiques d'accompagnement du marché unique (environnement, audiovisuel, transports, énergie, formation professionnelle).

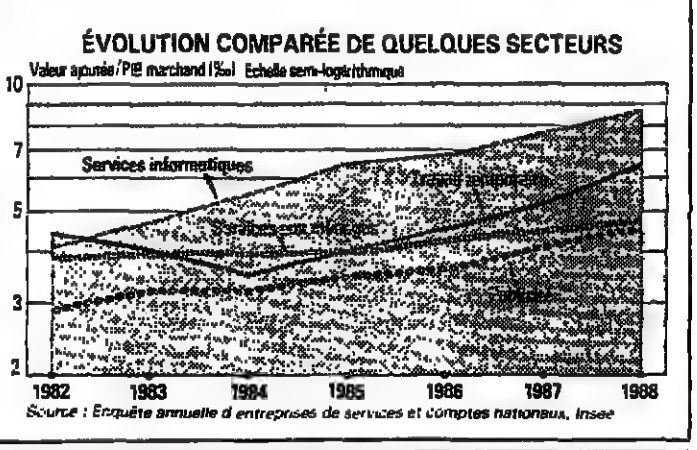
Quoi qu'il en soit, les crédits disponibles pour favoriser les réformes économiques à l'Est atteindront au moins les montants maintenus fixés par le conseil. Ils ne comprennent pas, bien sûr, les prêts susceptibles d'être accordés par la Banque européenne d'investissement (1 milliard d'écus, soit 7 milliards de francs) disponibles, ni ceux que pourra consentir la BERD (Banque pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est). En l'état actuel, le budget de la CEE pour 1990 prévoit 200 millions d'écus (1,4 milliards de francs) pour

Les services champions de la précarité

Dans la croissance des services, et notamment des services aux entreprises, le travail temporaire s'est maintenu en tête en 1988, indique l'INSEE, précisant dans l'INSEE première de mars 1990 certains éléments des comptes des services (le Monde du 19 décembre 1989). Ce secteur très concentré (cinq entreprises, Adia, Bis, Ecco, Manpower, RMO, emploient 43 % des intérimaires) atteignait 211 000 salariés en 1988, soit 25 % de plus qu'en 1987. Les cabinets d'études informatiques et d'organisation ont aussi fortement progressé : de 16 % pour les effectifs, de 26 % pour le chiffre d'affaires.

De même que l'immobilier, avec une croissance de 12 % des effectifs et de 60 % de la valeur ajoutée : le nombre de petites

entreprises a augmenté de 25 % en un an et elles assurent 54 % de la valeur ajoutée du secteur. Dans l'ingénierie, la baisse des contrats à l'étranger (12,4 milliards de francs en 1988, contre 15,2 en 1982) et la fin des grands contrats



Renault, des métiers, des hommes

D'un côté, des étudiants de grandes écoles dans le rôle de journalistes, de l'autre, des cadres de Renault. Questions d'actualité, questions de fond, un éclairage original sur la réalité des métiers de Renault aujourd'hui.

Dans ce numéro, p. 35 « Les métiers de la Fonction Commerciale ».

Le 20/03/1990 : « Les métiers de l'Informatique ».
Le 27/03/1990 : « Les métiers des Etudes et Recherche ».
Le 03/04/1990 : « Les métiers de la Production et des Méthodes ».



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LYONNAISE DES EAUX :
RÉSULTATS PROVISOIRES DE 1989

Au cours de l'année 1989, la Lyonnaise des Eaux a poursuivi sa croissance tout en améliorant sa rentabilité. Le fort développement des activités liées à l'environnement ainsi que la poursuite du mouvement vers la gestion des services urbains par des entreprises privées, ont créé des conditions favorables d'expansion pour tous les métiers du Groupe, tant en France qu'à l'étranger.

Les chiffres connus aujourd'hui et en cours de contrôle par les Commissaires aux Comptes, ne sont que provisoires et doivent être soumis à un prochain Conseil d'Administration. Sous cette réserve, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé en 1989 à 21,5 milliards de francs, contre 18,8 milliards en 1988, soit une progression de +14,6 %. La part réalisée à l'étranger représente près de 30 % de ce total, contre 25 % l'année dernière. La principale raison de cet accroissement est liée au développement des activités du Groupe en Europe et en particulier en Grande-Bretagne et en Espagne.

Le résultat net consolidé part du Groupe serait d'environ 725 millions de francs, en progression de 31 % par rapport à 1988.

L'exercice 1989 enregistre un montant record d'investissements, près de 6 milliards de francs, contre 4,6 milliards en 1988.

 Lyonnaise des Eaux

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
IMMOBANQUE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 7 mars 1990 sous la Présidence de M. Gérard BILLAUD afin d'arrêter les comptes de l'exercice 1989 clos le 31 décembre 1989.

Les chiffres caractéristiques de l'exercice 1989 sont les suivants :

	1988	1989	%
Engagements nouveaux	469.000	807.000	+ 72 %
- Crédit-bail	406.000	807.000	+ 100 %
- Location simple	63.000	-	-
Engagements bruts totaux	3.648.000	4.327.000	+ 18 %
- Crédit-bail	2.800.000	3.500.000	+ 25 %
- Location simple	848.000	827.000	- 2,4 %
Recettes locatives	419.000	462.000	+ 10,5 %
- Crédit-bail	331.000	367.000	+ 11 %
- Location simple	88.000	95.000	+ 8 %
Résultat net	104.000	120.500	+ 16 %

Le résultat net de l'exercice enregistre une progression de plus de 16 % qui résulte, d'une part d'une augmentation du résultat financier courant de 10 %, d'autre part d'éléments exceptionnels provenant de plus-values dégagées à hauteur de F. 23,8 Millions dans le cadre de la politique d'arbitrage du patrimoine propre mise en œuvre en 1989.

Ce résultat a été obtenu après un excédent d'amortissement comptable par rapport aux amortissements financiers de F. 36,6 Millions, permettant de porter le montant cumulé de la réserve latente à F. 246 Millions, soit F. 142 par action.

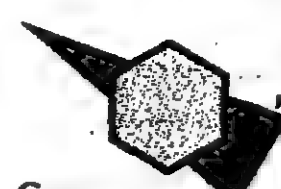
Le Président a souligné que la dernière estimation du patrimoine de location simple, situé quasi exclusivement dans PARIS intra muros, fait ressortir des plus-values potentielles supérieures à F. 1 Milliard, soit F. 578 par action.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se réunira le 16 mai 1990 la distribution d'un dividende de F. 54 par action, en progression de 4,3 % sur celui de l'exercice 1988 qui s'élevait à F. 51,75.

Une Assemblée Générale Extraordinaire sera convoquée à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire afin notamment de préciser certaines dispositions statutaires et d'élire l'administrateur de la Société à l'étranger.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330



Groupe
Docks de France

Le conseil d'administration des Docks de France se réunira le 21 mars 1990 pour arrêter les comptes de l'exercice 1989 qui seront soumis à l'Assemblée Générale du 22 mai prochain.

Les principaux chiffres consolidés comparables qu'examinera le conseil d'administration sont les suivants :

	1988	1989	Variation (%)
Chiffre d'affaires hors taxes (MF)	23 082	24 174	+ 4,7
Résultat courant avant impôt (MF)	316,3	404,7	+ 27,9
Résultat courant après impôt (MF)	192,3	250,2	+ 30,1
% du chiffre d'affaires hors taxes	0,83	1,03	+ 23,9
dont part du Groupe (MF)	187,4	241,5	+ 28,9
Résultat de l'exercice (MF)	188,1	246,7	+ 31,2
Résultat par titre (F)			
• courant après impôt	168	214	+ 27,3
• de l'exercice	165	211	+ 27,3

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITÉ DE FRANCE — OBLIGATIONS 11,20 % FÉVRIER 1975

Les intérêts courus du 14 avril 1989 au 13 avril 1990 seront payables à partir du 14 avril 1990, à 100,50 F par titre de 1 000 F après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11,20 F (montant brut : 112,00 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 5,59 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 2,24 F, faisant ressortir un net de 92,97 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ELECTRICITÉ DE FRANCE — OBLIGATIONS 10,20 % MAI 1976

Les intérêts courus du 30 avril 1989 au 28 avril 1990 seront payables à partir du 30 avril 1990, à 91,30 F par titre de 1 000 F après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 10,20 F (montant brut : 102,00 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 5,09 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 2,04 F, faisant ressortir un net de 84,67 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Tous ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1987 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983) : le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITÉ DE FRANCE — OBLIGATIONS 15 % AVRIL 1983

Les intérêts courus du 25 avril 1989 au 24 avril 1990 seront payables à partir du 25 avril 1990, à 675,00 F par titre de 5 000 F après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 75,00 F (montant brut : 750,00 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 37,46 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,00 F, faisant ressortir un net de 622,54 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ELECTRICITÉ DE FRANCE — OBLIGATIONS 14,90 % AVRIL 1983

Les intérêts courus du 25 avril 1989 au 24 avril 1990 seront payables à partir du 25 avril 1990, à 670,50 F par titre de 5 000 F après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 74,50 F (montant brut : 745,00 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 37,21 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14,90 F, faisant ressortir un net de 618,39 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SAPAR — OBLIGATIONS A TAUX VARIABLE MARS 1987

Les intérêts courus du 23 mars 1989 au 22 mars 1990 seront payables à partir du 23 mars 1990 à 995,19 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 149,27 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 19,90 F, faisant ressortir un net de 826,02 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ELECTRICITÉ DE FRANCE — OBLIGATIONS A TAUX VARIABLE MARS 1987 (3^e TRANCHE)

Les intérêts courus du 30 mars 1989 au 29 mars 1990 seront payables à partir du 30 mars 1990 à 492,60 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 73,69 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,94 F, faisant ressortir un net de 408,57 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

SAPAR — OBLIGATIONS A TAUX VARIABLE MARS 1988

Les intérêts courus du 1^{er} avril 1989 au 31 mars 1990 seront payables à partir du 1^{er} avril 1990, à 447,84 F par titre de 5 000 F après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 49,76 F (montant brut : 497,60 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 24,83 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,94 F, faisant ressortir un net de 413,05 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

SAPAR — OBLIGATIONS A TAUX VARIABLE MARS 1984

Les intérêts courus du 2 avril 1989 au 1^{er} avril 1990 seront payables à partir du 2 avril 1990, à 409,05 F par titre de 5 000 F après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 45,45 F (montant brut : 454,50 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 22,70 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,08 F, faisant ressortir un net de 377,27 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1987), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

Tout ouvrage en français
Toutes les données linguistiques
et les règles d'écriture pour les professionnels des médias
et des échanges internationaux

GUIDE DE L'ANGLAIS
MODERNE ÉCRIT

Christiane TRICOIT

correctrice-éditeur au Monde
membre de l'Association des Écrivains de France (A.E.F.)

280 F

320 F

chez l'éditeur

par correspondance

et franc de port

à l'ordre des Éditions François-Robert

COFORMA et Éditions François-Robert

18, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS

Téléphone : 40-60-05-01

Téléfax : 46-57-23-41

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES
supplément N°9EN KIOSQUE
L'ÉTAT DE
L'ÉCONOMIE 89-90

Environnement, pays de l'Est,
chômage, relations sociales,
inflation, Europe, Dollar.

UN BILAN COMPLET — 48 p. — 30 F

SYNTHÈSES · ANALYSES · CHIFFRES

Alternatives Économiques — Tél : 80 30 97 76
12 rue du Chagnat - 21000 Dijon

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LE MONDE

(Publicité)
Vous cherchez à vendre ou à acheter
une boutique, un local commercial, une alimentation,
un café, une librairie ou tout autre commerce

C'est dans le JOURNAL SPÉCIALISÉ "LES ANNONCES"

EN FONDS DE COMMERCE que vous trouverez sous les lettres les toutes dernières affaires

En vente parcou 6,20 F et 30, rue de Metz, 75011 PARIS Tél. : (1) 43.95.30.30

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 05
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 46-23-08-81

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 45-03-91-82 ou 45-03-91-71
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprise,
M^{me} Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

11, rue Jean-Mamet, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyez CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE :

Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

سكرا من الاله

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Tandis que la Bourse de Tokyo rechute

Le yen connaît une faiblesse persistante

Le yen a de nouveau perdu du terrain face à la monnaie américaine, mardi 13 mars, à Tokyo, où il s'échangeait à 152,67 pour 1 dollar, soit une baisse de 0,67 yen par rapport à la clôture de lundi. La Bourse de Tokyo, elle aussi orientée à la baisse, a chuté de 2,2 % mardi, le Nikkei terminant à 32 620,57. (Lire page 44.)

TOKYO

Correspondance

La journée du mardi 13 mars n'aura été qu'un épisode de plus au feuillet du yen faible qui se joue à Tokyo depuis plusieurs semaines. Le scénario est désormais connu. Tant que Tokyo ne réduira pas le différentiel entre son taux de change (4,25 %) et ceux des pays plus élevés pratiqués aux États-Unis et en Europe, la monnaie japonaise continuera de piquer du nez. Les professionnels commencent à perdre patience dans l'attente du

dénouement : le relèvement des taux d'escompte japonais.

Comme toute institution centrale, la Banque du Japon est pour un relèvement rapide de ses taux directeurs, afin de soulager sa monnaie. Et elle le fait savoir. D'où la multiplication des signaux qui contredisent ceux envoyés par le ministère des finances, ce qui donne l'impression de division, de cacophonie dans les sphères dirigeantes de Tokyo.

Aux yeux de la Banque du Japon, la situation, sans être critique, prend mauvaise allure. La hausse des prix de détail dépasse les trois points sur douze mois. Profitant d'un marché du travail extrêmement étroit, les syndicats paraissent décidés à profiter des quelque deux millions de postes laissés vacants par manque de candidats pour obtenir des augmentations salariales. Née de ces facteurs intérieurs, cette tendance inflationniste est aggravée par la faiblesse de la monnaie japonaise, qui rend plus chères les importations, alors que le prix des matières premières

— pétrole mais également or, cuivre ou nickel — retrouve la pente ascendante. Bref, la Banque du Japon voudrait étendre ce début d'incendie et éponger du même coup l'excès de liquidités en resserrant le crédit.

Situation plus fâcheuse pour l'immobilier

Mais la seule chose que lui permet de faire le ministre des finances est d'intervenir, ce qu'elle fait très lourdement, sur les marchés pour racheter du yen. Car le point de vue du ministère est différent. Minotant les risques de reprise inflationniste, il estime que les gains de productivité dans l'industrie permettraient d'absorber les hausses salariales sans répercussion sur les prix. Aidés par les investissements des trois dernières années, les gains des régions frontalières de 14,8 % en 1988, de 10 % en 1989 et seront probablement supérieurs à 7 % cette année.

D'autre part, les 3 % de hausse des prix de détail sont redevables

pour moitié à l'introduction de la taxe à la consommation de 3 % en avril dernier. Dans quelques semaines, cet impact négatif sur les prix aura disparu, par le simple jeu des statistiques, calculées sur douze mois.

Mais d'autres arguments apparaissent derrière les réticences chez les autorités politiques japonaises à voir le crédit se resserrer. Les trois dernières années de crédit bon marché, conjugué à une forte croissance, ont assaini les finances de l'industrie japonaise, qui peut donc supporter sans mal des taux d'intérêt élevés. Ce qui n'est pas le cas dans d'autres secteurs. D'abord les banques, qui se financent à court terme pour prêter à long terme. La situation est encore plus fâcheuse pour les organismes de crédit immobilier ou à la consommation. Le Nihon Keizai, citant des officiels du ministère des finances, s'inquiétait, mardi 13 mars, du risque de voir « une version japonaise de la crise des caisses d'épargne américaines » dans les banques régionales.

Enfin, il y a la demande intérieure à soutenir, car les partenaires du Japon surveillent toujours de près son excédent commercial. Une remontée des taux d'intérêt risquerait de freiner la consommation des ménages et les investissements des entreprises et de relancer les exportations. Or, dans un premier temps, un yen faible contribue à réduire l'excédent commercial en alourdissant le poids des importations dans la balance commerciale. Un phénomène qui, jusqu'à présent, obère les gains de compétitivité des firmes japonaises sur le marché international, et permet au gouvernement de Toshiba Kaifu, trop faible pour imposer les dérogations japonaises à l'avantage d'importations, de gagner du temps.

BRUNO BIRLOTTI

GÉRARD BUÉTAS

SOCIAL

Les régions Rhône-Alpes, Val d'Aoste, Piémont et l'Europe sociale

Des syndicats « réformistes » ont créé un comité intersyndical franco-italien

LYON

de notre bureau régional

Des organisations « réformistes », membres de la Confédération européenne des syndicats (CES), ont créé, vendredi 9 mars, à Aoste (Italie), un comité syndical international qui comprendra des délégations rhodanaises de la CFDT et de Force ouvrière, côté français, ainsi que des représentants valdôtains et piémontais de la CGIL, de la CISL et de l'UIL, côté italien. Le bureau de cette nouvelle structure, forte d'une soixantaine de membres, est présidé par M. Gian Carlo Panero (CISL, Piémont). La trésorerie devait être confiée à M. Gérard Clément, délégué régional de Force ouvrière pour Rhône-Alpes.

De tels comités ont déjà vu le jour entre le Nord, l'Est, la région

Midi-Pyrénées et les régions étrangères voisines. La prochaine initiative des syndicats membres de la CES devrait concerner Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Ligurie, a indiqué M. Robert Mouvier-Vérier, secrétaire de l'union régionale CFDT de Rhône-Alpes.

Le premier comité franco-italien souhaite évoquer le problème des transferts d'emplois et de l'harmonisation des statuts professionnels entre régions frontalières, du fait de la suppression prévue des barrières douanières. Ainsi, un centre de tri ferroviaire doit fermer à Modane (Savoie), alors que des activités de même nature doivent être entreprises à Orbassano, près de Turin. Les syndicalistes français veulent obtenir des compensations sociales pour la vallée de la Maurienne, par exemple avec la création d'un grand laboratoire public

de métrologie. Le comité émettra aussi des avis sur les infrastructures dont la construction est envisagée entre les régions frontalières, comme la troisième percée routière alpine, en plus des tunnels du Mont-Blanc et du Fréjus.

Entre Rhône-Alpes et ses voisines italiennes, la coopération des syndicats « réformistes » a été engagée depuis 1983, avec la création, à Chambéry, de l'association INAS-ACSI (Istituto nazionale di assistenza sociale - Action sociale italienne), animée par la CFDT de Rhône-Alpes et la CISL du Piémont, afin de gérer les dossiers de sécurité sociale et de retraite des salariés italiens travaillant en France. Cette association, qui a traité trente-six mille dossiers en 1988, vient d'ouvrir des bureaux à Nice et à Toulon.

La CFTC jugera la réforme des PTT « sur du concret »

La CFTC-PTT a demandé, lundi 12 mars, que les pouvoirs publics précisent leurs positions sur plusieurs points de la réforme des PTT avant de se prononcer sur le fond du projet : « Une réforme ne peut pas se fonder sur des principes, mais sur le concret », a notamment déclaré M. Jean-François Vanneste, secrétaire général adjoint, lors d'une conférence de presse. « La seule chose que nous savons, c'est que deux exploitants autonomes de droit public vont être créés. Mais pour quel faire et avec quoi, nous ne le savons pas. »

Les points qui n'ont pas encore fait l'objet d'arbitrages interministériels touchent à la dette des deux établissements, leur patrimoine, leur imposition. Mais la CFTC déplore aussi de ne pas connaître l'enveloppe qui sera ouverte pour la réforme des classifications et qualifications ni le cadre réglementaire dans lequel les nouveaux établissements évolueront.

□ Banque de France : confirmation de la fermeture de vingt-deux succursales. — Le Journal officiel du samedi 10 mars a publié un décret signé par le premier ministre confirmant la fermeture de vingt-deux succursales de la Banque de France sur un total de deux cent trente-trois dans le cadre d'un plan de réorganisation du réseau. Ces fermetures concernent les succursales de Mazamet, Saint-Dizier et Sedan ainsi que les bureaux de L'Aigle, Château-Thierry, Châtelleraut, Dole, Douarnenez, Fécamp, Fourmies, Grasse, Hazebrouck, Louviers, Orlon-Sainte-Marie, Redon, Riom, Saverne, Tarare, Toult, Vierzon, Villefranche-de-Rouergue et Ville-neuve-sur-Lot. « Un projet de calendrier sera officiellement présenté », précise la Banque de France. Cette réorganisation devrait entraîner la suppression de près de quatre cent quarante emplois dont cent soixante salariés non statutaires, qui devront être reclassés.

AGRICULTURE

Protestant contre les quotas de matières grasses

Les producteurs de lait manifestent à Brest

BREST

de notre correspondant

Les producteurs de lait étaient dans la rue lundi soir 12 mars, à Brest, à l'appel de la FDSEA et du CDJA, pour protester contre l'application de quotas sur les matières grasses. Un millier de personnes se sont rendues à la sous-préfecture afin de déposer une motion dans laquelle elles demandent au gouvernement de supprimer cette mesure.

A l'origine de cette colère, l'ONILAIT, qui a précisé, le 16 février, aux laitières, que la circulaire de septembre, demandant de prendre en compte le taux de matières grasses dans le calcul des quotas, devait s'appliquer pour la présente campagne. Or celle-ci s'achève à la fin du mois de mars.

Dans le Finistère, la FDSEA et le CDJA protestent contre le fait que les éleveurs n'ont été informés qu'en fin de campagne et n'ont pu réajuster leur production. Certaines laitières ont autorisé des éleveurs à dépasser leurs références

par suite de mauvaises conditions climatiques. Les exploitants, pour compenser la diminution de leur production, ont évolué, à la demande des transformateurs, vers une amélioration du lait en matières grasses. Quatrième facteur : la sécheresse, qui a obligé à modifier les rations alimentaires avec une nourriture plus riche.

GABRIEL SIMON

□ 1989 : année record pour le marché du cognac. — L'équivalent de 177 millions de bouteilles de cognac, soit 595 530 hectolitres d'alcool pur, sont sortis des chais de cognac au cours de l'année 1989, ce qui représente, selon le Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC), un record absolu. Ce résultat, en progression de 5,6 % par rapport à l'année précédente, conforte ceux des années 1988 (171,34 millions) et 1987 (163 millions de bouteilles), déjà considérés comme tout fait exceptionnels, souligne le BNIC.

REPÈRES

COMMERCE EXTÉRIEUR

Nouvelle réduction de l'excédent au Japon

L'excédent commercial du Japon s'est établi à 5 milliards de dollars (28,5 milliards de francs) en février, en baisse de 30,8 % par rapport à la même période de 1989, a annoncé le ministère des finances le mardi 13 mars. Les importations ont progressé de 11,9 %, pour atteindre 16,95 milliards de dollars, tandis que les exportations reculaient de 1,9 % à 21,96 milliards.

BALANCE DES PAIEMENTS

Excédent en RFA en janvier

La balance des paiements de la RFA a enregistré en janvier un excédent de 1,05 milliard de deutschemarks, alors qu'elle était déficitaire de 824 millions en décembre, et de 19 milliards sur l'ensemble de 1989. En janvier, la balance des capitaux de la RFA a accusé un déficit de 6,44 milliard de deutschemarks (21,9 milliards de francs), après 13,13 milliards de deutschemarks en décembre, a annoncé la Bundesbank le lundi 12 mars.

TRANSPORTS

L'accident de l'avion d'Indian Airlines

La presse indienne met en cause le moteur de l'Airbus A-320

La réponse du berger à la berge : il y a quelques jours, la presse française avait fait paraître des informations selon lesquelles l'accident de l'Airbus A-320 d'Indian Airlines, qui s'est écrasé le 14 février près de Bangalore, provoquant la mort de 90 des 146 personnes qui étaient à bord, était dû à une « erreur de pilotage » (Le Monde du 9 mars). Les journaux indiens de ce mardi 13 mars publient en première page une autre version de l'accident, mettant en cause le moteur de l'avion.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Selon des « sources informées », le rapport du Digital Flight Data Recorder (DFDR) de l'appareil, qui a été décodé au Canada, ainsi que le Cockpit Voice Recorder (CVR) — deux instruments permettant l'enregistrement (notamment vocal) des étapes successives, et particulièrement les derniers instants du vol — montreraient que le moteur V-2500 de l'avion n'a répondu ni aux sollicitations du système ordinateur ni à celles du pilote, pour remettre les gaz et reprendre de l'altitude.

Alors que la conséquence pratique de l'accident a été la suspension de vol des quatorze A-320 de la flotte indienne, voire des menaces portant sur la livraison des douze options commandées par New-Delhi, les informateurs expliquent que leur décision de divulguer ces renseignements encore confidentiels résulte des informations distillées dans la presse française par Airbus-Industrie.

Selon ces mêmes sources, à une altitude de 150 pieds (45,7 mètres) et environ sept secondes avant l'impact, l'ordinateur a donné les ordres nécessaires pour que l'avion grimpe. « Presque simultanément », rapporte la presse indienne, le pilote a tenté la même manœuvre. L'enregistrement des cinq dernières secondes est le suivant : le co-pilote dit « Boss, il tombe ! », puis tout de suite après, « Boss, il continue de tomber ». Cela,

selon les journaux, montre bien que la cause de cet accident n'est pas due à une erreur humaine, mais bien à une panne du moteur de l'avion.

Un climat de suspicion générale

Certains journaux soulignent que l'accident d'un A-320 d'Air France, en juin 1988, près de Mulhouse, était dû à une panne semblable. Les autorités indiennes, qui avaient refusé d'associer une délégation d'Airbus-Industrie à l'enquête, auraient pris cette décision, ajoutent ces « sources », parce que, lors de l'accident de Mulhouse, les rapports d'enquête avaient été « altérés », et que l'Inde ne voulait pas être confrontée à une pareille situation en associant Airbus-Industrie à l'enquête.

L'aspect préoccupant de ces informations est qu'elles interviennent dans un climat de suspicion générale à l'encontre des gros contrats industriels signés par l'administration précédente de M. Rajiv Gandhi, notamment avec des groupes français. L'Indian Express, journal connu pour son hostilité marquée à l'égard du Parti du Congrès et de M. Gandhi, a récemment fait état des conditions suspectes qui auraient présidé à la signature du contrat Airbus. Il vient, d'autre part, de mettre en cause le très important contrat Dulhasti (construction d'un barrage et d'une centrale hydroélectrique), obtenu l'année dernière par CGEE-Alsthom.

LAURENT ZECCHINI

[Le réacteur d'un avion civil n'a pas les mêmes possibilités que celui d'un avion de chasse : sa manœuvre et sa puissance n'est donc pas instantanée, et on estime que, sur les moteurs CFM-56 (qui équipaient l'Airbus tombé à Hababem) comme sur les moteurs V2-500 (qui équipaient l'Airbus tombé à Bangalore), il faut compter sept à huit secondes pour que le régime maximal soit atteint. A 45,7 mètres du sol, avec une vitesse proche du décrochage et un angle de descente trop fort, l'équipage de l'Airbus d'Indian Airlines ne pouvait espérer éviter de se poser prématurément. — AL F.]

SPECIAL FLORIDE

VOL PARIS ORLANDO

à 2.990F*

Vois affrétés par Jet'America auprès d'Air Charter, avec repas, rafraîchissements, écouteurs et projection de film gratuits.

SEJOUR A ORLANDO

à 3.700F*

Séjour 9 jours/7 nuits avec transport aérien, 7 nuits à l'hôtel Quality Inn Plaza et location de voiture.

Jet'America

Renseignements : (1) 47.05.01.95

Jusqu'au 15 mars



Aucune hausse sur toutes les PEUGEOT en livraison immédiate*

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER PEUGEOT

* sur présentation de cette annonce pour toute commande prise sur stock entre le 1^{er} et le 15 mars

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

OBJECTIVEMENT, IL Y A 10 BONNES RAISONS D'ACHETER APPLE CHEZ IC LE RESTE C'EST DU BLA BLA.

Deux Apple Centers.

bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

10 ans d'Apple, ça compte

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

prix difficilement égalables sur tout Apple.

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

Spécialiste liaisons hétérogènes

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

disponibilité immédiate

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

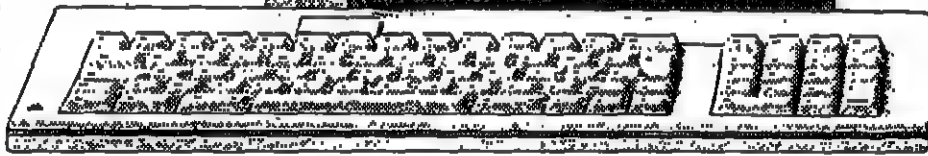
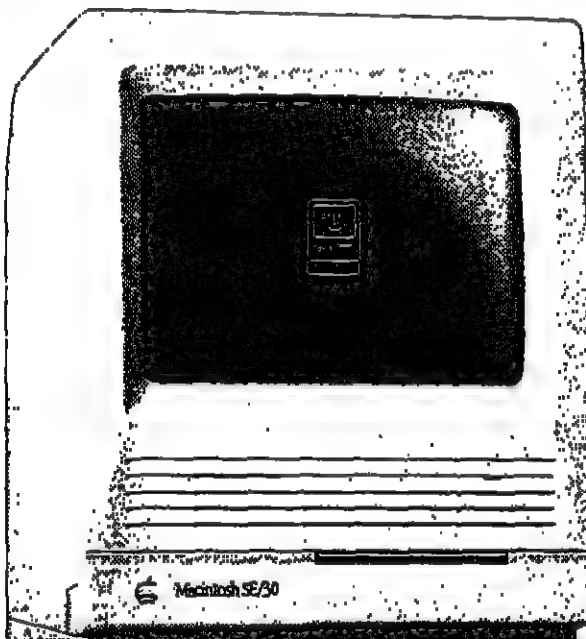
Maintenance totale à moindre

coût a bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

Hot line 6 jours sur 7

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla



bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla
bla bla bla bla bla bla bla
bla bla à bientôt. bla bla

bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla

bla bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla

la bla bla bla bla bla bla



(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS
APPLE CENTER IC VENDOME 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS

+ IC MARSEILLE SA 64 ET 94 AVENUE DU PRADO 13006 MARSEILLE TEL 91 37 25 03

صكنا من الادل

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Cinq ans après la création de la zone des trois frontières La CEE soutiendra le pôle européen de Longwy

METZ

de notre correspondant

La Communauté économique européenne apportera son soutien jusqu'en 1993 au pôle européen de développement (PED) des trois frontières, a affirmé, jeudi 8 mars à Longwy (Meurthe-et-Moselle), M. Bruce Millan, commissaire européen chargé des politiques régionales, à l'occasion de la rencontre des ministres français, belge et luxembourgeois de l'aménagement du territoire, réunis pour dresser le bilan des cinq premières années de cette expérience de reconversion industrielle transfrontalière unique au sein de la CEE.

Porté sur les fonts baptismaux le 19 juillet 1985 à Luxembourg, le PED, qui constitue, selon l'expression de M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, « une préfiguration vivante du grand espace économique européen », a déjà contribué à la création de 2 800 emplois, dont 1 583 sur la partie française. L'objectif est de créer 8 000 postes de travail en dix ans, dont 5 500 en France.

« Le but n'est pas encore atteint. Il nous reste de nombreux efforts à faire. » Tout en estimant très positif le bilan du travail accompli depuis cinq ans dans ce bassin, très durement touché par la crise de la sidérurgie, le plus de 30 000 emplois de sidérurgistes ont été supprimés en quinze ans,

M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, ne sous-estime pas les obstacles restant à franchir. La modification de l'image du pays haut-lorrain en fait partie. Elle est en effet de nature à inciter de nouveaux investisseurs à s'y installer.

Au moment où le Parc international d'activités est pleinement opérationnel, les travaux d'aménagement d'une ancienne friche industrielle de 450 hectares étant presque achevés, l'implantation d'une unité de plusieurs centaines d'emplois engagerait d'autant le PED sur la voie du succès, affirme M. Chérèque.

Convention tripartite

Pour poursuivre l'œuvre engagée, les pouvoirs publics français, belges et luxembourgeois sollicitent de la CEE la reconduction du régime des aides aux investissements productifs autorisant l'accroissement de subventions pouvant atteindre 30 % des engagements financiers. L'autorisation de programme allouée à la France au titre du FEDER (Fonds européen de développement régional) pour le PED est de 345 millions de francs de 1985 à 1990.

Sans s'engager sur le montant de l'enveloppe financière de la Commission pour les cinq prochaines

années, M. Millan a assuré les responsables du pôle européen de développement que la Communauté continuerait à les soutenir, se déclarant « très impressionné par la volonté des partenaires de prolonger l'expérience ».

Cette volonté de coopération s'est d'ailleurs traduite par la signature d'une convention tripartite franco-belgo-luxembourgeoise instituant un collège européen de technologie. Ce programme, lui aussi unique en Europe, prévoit la mise en œuvre progressive d'une synergie entre les établissements disposant des formations post-baccalauréat. « Il faut trouver à terme, note M. Francis Cuillier, directeur de la mission interministérielle française du PED, un espace éducatif ouvert où les jeunes puissent intégrer indifféremment des écoles françaises, belges ou luxembourgeoises ».

Enfin deux banques régionales lorraines, la Société naacienne Varin-Bernier et la Banque populaire de Lorraine, ont signé un accord avec la mission du pôle européen pour favoriser l'implantation d'activités nouvelles par la mise en place d'une ingénierie financière et de prêts bonifiés.

JEAN-LOUIS THIS

Avec un bénéfice net en augmentation de 120 % en 1989

Le groupe chimique néerlandais DSM cherche des partenaires en France

AMSTERDAM

de notre correspondant

Les dirigeants du groupe chimique néerlandais DSM ont profité de la présentation des résultats 1989 de l'entreprise pour exposer leur vision de l'avenir de l'industrie chimique européenne. Regroupements et spécialisation sont les deux mots-clés des années qui viennent. DSM entend participer à ce mouvement et « avoir des ambitions en France ».

1989 restera dans les annales de DSM à un double titre. Propriétaire à 100 % du groupe, l'Etat néerlandais a tout d'abord mis sur le marché boursier 70 % de ses actions. L'entreprise a ensuite dégagé un bénéfice net record, en augmentation de 120 % : 1 380 millions de florins (4,14 milliards de francs) contre 622 millions de florins (1,86 milliard de francs) en 1988. Qualifiant cette

progression de « royale », Aad Timmermans, membre du directoire, l'a immédiatement relativisée. En vendant plus de la moitié de ses actions DAF et en se retirant de la société LVM (productions de PVC), DSM a dégagé des gains exceptionnels, pour un montant supérieur au milliard de francs. Abstraction faite de cette somme, le résultat de l'exploitation normale de l'entreprise s'établit tout de même à 3,1 milliards de francs (en hausse de 31 %), pour un chiffre d'affaires de 32 milliards de francs en progression moyenne (6 %).

M. Hans Van Liemt, le président du directoire de DSM, aborde dans un esprit offensif les années 90 : « Nous avons les moyens financiers de procéder à des acquisitions majeures », aux Etats-Unis et au Japon. Celles-ci sont un élément essentiel de la stratégie de DSM, poids moyen de la chimie européenne, qui se doit d'atteindre la

compétitive intensité sur un certain nombre de produits pour lesquels le marché se mondialise. Ainsi, l'achat, il y a un an, de la société américaine Copolymer a permis au groupe néerlandais d'acquiescer une position de leader mondial sur le marché de l'élastomère EPDM. Cette activité est également développée au Japon, où est en cours de construction une usine en société mixte avec Idemitsu. Pour l'avenir, DSM devrait concentrer son attention sur les produits à haute valeur ajoutée.

La France semble devoir faire l'objet d'un intérêt particulier : DSM pense pouvoir y trouver « des partenaires pour l'aider à grossir d'échelle ». Trois secteurs sont visés : « Les produits chimiques spéciaux, les résines et les plastiques industriels », affirme Lock Lighthart, membre du directoire.

CHRISTIAN CHARTIER

La Mixte annonce 4,7 milliards de francs de bénéfices

La Compagnie de navigation mixte, ciblée de l'OPA lancée à l'automne par Paribas, a enregistré un bénéfice net de 4,7 milliards de francs en 1989 contre 634 millions de francs en 1988, une progression spectaculaire liée à des profits exceptionnels, notamment à l'occasion de la cession au groupe Allianz de 50 % des parts dans les filiales assurances (Via et Rhin-et-Moselle).

Les produits exceptionnels sur les opérations en capital totalisent en 1989 4,9 milliards de francs contre 272 millions l'année précédente. Les fonds propres, qui étaient déjà de presque 5 milliards en 1988, passent brusquement à

11,9 milliards de francs. Le communiqué de la Mixte révèle aussi que les avances en trésorerie consenties à sa filiale Compagnie de navigation mixte-financier pour l'achat d'actions de Paribas s'élevaient à 3,7 milliards de francs. En janvier et février 1990, les plus-values enregistrées ont atteint 700 millions de francs.

Par ailleurs, le conseil d'administration de la Mixte a donné « tout pouvoir » à M. Marc Fournier, son président, pour « arrêter les modalités du rapprochement des compagnies Allianz France avec le groupe d'assurances Via-Rhin-et-Moselle ».

❑ Poids lourds : l'Office des cartes de RFA hostile à la reprise de l'espagnol ENASA par Daimler et MAN. - L'Office ouest-allemand des cartes a informé les constructeurs de poids lourds MAN et Daimler-Benz qu'il formulait des réserves devant leur projet de reprise commune de leur concurrent espagnol ENASA (Empresa Nacional de Autocamiones S. A.). Les sociétés ont désormais la possibilité de modifier leur offre pour la rendre plus conforme aux souhaits de l'Office. L'Office considère que l'absorption d'ENASA supprimerait un concurrent potentiel pour les deux sociétés ouest-allemandes, et renforcerait d'autant la position dominante de Daimler-Benz, numéro un mondial des poids lourds. En outre, les trois sociétés ont prévu de produire en commun des pièces détachées, ce qui ne peut que réduire la concurrence entre elles. - (AFP.)

Le Monde

VOTRE PROCHAIN RENDEZ-VOUS AVEC L'EMPLOI

MERCREDI 14 MARS
(numéro date 15 mars)

4 PAGES D'ANNONCES CLASSÉES

- Carrières européennes en entreprises
- L'international
- Le Monde des cadres

LE MONDE point de rencontre des grandes ambitions

Schneider rachète le numéro un canadien de la distribution électrique

Schneider a annoncé, lundi 12 mars, qu'il allait racheter la participation de 53,3 % détenue par le groupe canadien Enfield Corp. dans la société Federal Pioneer Corp., leader de la distribution électrique et des transformateurs au Canada. Schneider s'est également engagé à lancer, dans les trois semaines, une offre publique d'achat de 15 dollars canadiens par action sur le reste du capital. L'offre française valorise la totalité de la société canadienne à 294 millions de dollars canadiens (1,43 milliard de francs). Cette opération est soumise à l'approbation des autorités canadiennes qui ont 45 jours pour se prononcer. Federal Pioneer détient un tiers du marché canadien de la distribution électrique et des transformateurs avec plus de 400 points de vente.

En 1989, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 287 millions de dollars canadiens (1,4 milliard de francs) et dégagé un résultat net courant de 22,8 millions de dollars canadiens (111,4 millions de francs).

❑ Accord entre Delmas-Vieljeux et Nedlloyd. - La société maritime Delmas-Vieljeux et le groupe néerlandais Nedlloyd viennent de conclure un accord pour mettre en commun leurs capacités de transport entre l'Europe et les pays de la côte occidentale d'Afrique. L'Afrique de l'Ouest est un des secteurs où Delmas est très bien implanté. Dans un premier temps, six navires porte-conteneurs seront mis en service.

BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

OFFRE D'ADJUDICATION

POUR LE TRANSPORT PAR VOIE MARITIME DE LA VIANDE CONGEELEE, DU SACRIFICE HADY ET ADHANY, A DESTINATION DE CERTAINS PAYS D'AFRIQUE ET D'ASIE DURANT LA SAISON DU PELERINAGE DE 1410 H (JUILLET 1990)

Au nom de la Commission d'utilisation de la viande Hady et Adhany, la Banque Islamique de Développement a le plaisir d'inviter les compagnies de transport spécialisées de soumettre des offres par lesquelles elles s'engagent à transporter par voie maritime de la viande congelée durant la saison du pèlerinage de 1410 H (Juillet 1990) et ce dans le cadre du projet du Royaume d'Arabie Saoudite d'utilisation de la viande Hady et Adhany. Le transport se fera au moyen de navires frigorifiques à partir du port islamique de Jeddah. La viande transportée est destinée à être distribuée aux musulmans dans les pays ci-dessous. La quantité de viande qui sera transportée est estimée à 205.000 - 210.000 lots de moutons environ et se répartit comme suit :

Pays	Port	Quantité approximative	Remarques
Bangladesh	Mandira-Chingong	65.000	
Egypte	Suez	30.000	
Soudan	Port Soudan	15.000	
Djibouti	Djibouti	10.000	
Somalie	Barbera	3.000	
Kenya	Mombasa	3.000	
Tanzanie	Dar Es-Salaam	3.000	
Les Comores	Moroni	3.000	
Madagascar	Nosy Be	10.000	
Malawi	Dakar	5.000	Ensuite par avion Jumbo vers Bamako au Mali.
Burkina Faso	Dakar	5.000	Ensuite par avion Jumbo vers Ouagadougou au Burkina Faso.
Niger	Dakar	5.000	Ensuite par avion Jumbo vers Niamey au Niger.
Gambie	Banjul	5.000	
Guinée-Bissau	Bissau	5.000	
Guinée-Conakry	Conakry	5.000	
Saoudie-Arabie	Jeddah	5.000	
Mozambique	N'Kala	1.000 - 1.500	(Possibilité d'ajouter la)
Sierra Leone	Sierra Leone	1.500 - 2.000	

Les Compagnies de transport désireuses de prendre en charge cette opération doivent soumettre leurs offres à la Banque Islamique de Développement (adresse ci-dessous). Elles doivent indiquer en détail le nombre de navires qu'elles comptent utiliser, leurs caractéristiques, leur âge, leur capacité de congélation ainsi que les méthodes utilisées pour le chargement et le déchargement. L'offre doit aussi comporter un croquis de chaque navire utilisé indiquant toutes les caractéristiques susmentionnées.

La détermination des coûts requis pour l'opération doit se faire sur la base de l'échelonnement des ports de destination sur les voies de navigation vers l'Afrique de l'Ouest, le Mer Rouge, l'Afrique de l'Est et la ligne de Bangladesh. Le coût requis pour le transport de la viande vers le Mozambique doit être mentionné séparément.

Les offres doivent être soumises au plus tard le mardi 15 Ramadan 1410 H, correspondant au 10 avril 1990 dans enveloppe scellée et accompagnée d'une lettre de garantie bancaire inconditionnelle pour un taux de 1 % de la valeur de l'appel d'offres qui sera porté à 10 % lors de l'adjudication.

Les Compagnies intéressées pourront se procurer les documents de l'adjudication au Bureau du Sacrifice au siège de la

BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT
aux Jardins de Kasr Khazam, B.P. 5925, JEDDAH 21413
ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

La dépouillement des offres se déroulera au siège de la Banque Islamique de Développement à Jeddah, le mercredi 16 Ramadan 1410 H (11 avril 1990) à dix heures du matin.

Le transport de la viande débutera durant la troisième semaine du mois de juillet 1990 conformément à un calendrier qui sera établi en commun accord par les deux parties. Le transport vers le Bangladesh interviendra vers la fin du mois de septembre ou au début du mois d'octobre 1990.

Il sera possible à la Commission de demander aux Compagnies de proposer des offres s'étalant sur trois années : 1410 H, 1411 H et 1412 H.

La commission se réserve le droit d'attribuer l'adjudication totalement ou partiellement, comme elle l'envisage.

En Touraine, ça fait un moment qu'on donne leur chance aux grands architectes.

Conçu par Léonard de Vinci, Chambord, perle de nos châteaux, est un des nombreux exemples de la longue passion de la Touraine pour le bel ouvrage. Poursuivant la tradition, Tours a confié à Jean Nouvel, l'un des plus brillants architectes français, la conception de son Centre International de Congrès et d'Affaires. A 55 minutes de Paris par le TGV qui rentre pratiquement dans le hall, il pourra accueillir des manifestations nationales et internationales dès la fin de l'année 1992. Par ce nouveau défi, Tours justifie son ambition de ville dynamique présente au plan mondial. A Tours, douceur et ardeur de vivre vont de pair. Contact : Centre de Congrès - Société d'Équipement de Touraine - 16.47.48.27.00 - Mairie de Tours - 16.47.22.60.00.

A Tours, la matière grise prend des couleurs.

TECHNOLOGIES

Avec l'haploïdie et la carte génétique

Les biotechnologies réduisent de moitié le temps de sélection des nouvelles semences

Sélectionner des graines plus résistantes aux herbicides, insectes et autres parasites, est un enjeu crucial pour les fabricants de semences. Une course de fond lorsque l'on sait que la mise au point d'une nouvelle espèce prend couramment huit à dix ans. Mais deux nouvelles techniques, l'haploïdie et la carte génétique, pourraient réduire ce délai de moitié.

Comme M. Jourdain la prose, les cultivateurs ont pratiqué la sélection génétique pendant des lustres sans le savoir. Sans connaître les principes de la transmission héréditaire des caractères, l'homme améliorait ainsi les populations de plantes par élimination successive des individus dotés de caractères les plus défavorables. L'apport des lois de la génétique au siècle dernier a permis d'utiliser la reproduction sexuée d'une manière consciente. Des croisements ont alors été réalisés entre individus choisis pour leurs propriétés agronomiques favorables et une sélection effectuée sur la descendance cumulant les aptitudes intéressantes de deux parents. Depuis, la biologie florale a permis d'établir des schémas de sélection adaptés à chaque espèce. Mais le travail de fournir du sélectionneur a demeuré. Il se déroule couramment de huit à dix ans, voire plus dans le cas de semences forestières, avant d'obtenir des combinaisons génétiques favorables.

Pour limiter cette combinatoire génétique, de nombreux laboratoires ont cherché à recréer artificiellement un phénomène qui survient de temps à autre dans la nature chez certaines espèces : l'haploïdie spontanée. Ces plantes, comme les autres possèdent un lot chromosomique deux fois moins important que ceux de leurs congénères. Au lieu d'être présent par paire, chaque chromosome s'y retrouve en exemplaire unique. Un matériel de rêve pour les analystes génétiques en mal de simplification.

En France, pas moins d'une dizaine d'équipes de l'INRA (1) travaillent sur l'haploïdie. Deux voies sont explorées pour induire en laboratoire ce curieux phénomène : l'irradiation du pollen et la culture *in vitro* des cellules sexuelles. Les chercheurs se sont intéressés aux cellules reproductrices pour une raison simple : chez les êtres vivants, elles sont les seules de l'organisme à posséder naturellement un lot de chromosomes non dédoublé.

Seule la culture *in vitro* est actuellement pratiquée sur les espèces d'intérêt agronomique. La technique consiste à isoler une cellule sexuelle (mâle ou femelle) à donner seule, par division cellulaire successive, un embryon : autant dire que par cette méthode, Cupidon passe à la trappe. Les



S. PIERRE

bébés plentules se retrouvent génétiquement orphelins. Ils n'ont plus qu'une mère ou qu'un père. Les œufs sont conçus sans fécondation, c'est-à-dire sans fusion entre deux cellules parentales. Pour y parvenir, le biologiste joue sur des conditions de température et de milieu nutritif modulées suivant les espèces. Un embryon d'aubergine aura ainsi besoin d'une forte concentration de saccharose tandis que l'asperge et le blé préféreront de l'auxine, une hormone de croissance, comme berceau.

La plante haploïde une fois obtenue peut être conservée tel quel comme matériel de choix pour l'analyse génétique. En revanche, destinée à la production agricole, il lui faudra un nombre normal de chromosomes pour devenir fertile. On y parvient par traitement chimique permettant le doublement des chromosomes. La plante récupère ainsi un lot de chromosomes tous identiques par paire. Le but ultime est ainsi atteint. En une seule opération, le sélectionneur accède à une lignée pure dont tous les caractères sont fixés.

Identifier les parents les plus prometteurs

Comme l'haploïdisation, la carte génétique vise à simplifier le travail de sélection. Mais l'approche est différente. La technique consiste ici à diminuer le nombre de croisements à effectuer en choisissant *a priori* les lignées parentales capables de réunir dans leur descendance le patrimoine génétique le plus favorable. Jusqu'à maintenant, pour évaluer la qualité

d'un croisement, le sélectionneur était contraint d'endosser le rôle d'un monsieur Berillon. Pour repérer parmi la descendance des plantes susceptibles de faire de bons parents, il n'avait d'autres moyens que de juger sur pièce des qualités morphologiques et physiologiques du végétal devenu adulte. Un examen exhaustif particulièrement laborieux. Avec la carte génétique, le sélectionneur relève au musée les poussiéreuses fiches anthropométriques. L'établissement de cartes d'identité chromosomiques lui permet désormais d'identifier sans les croiser les parents les plus prometteurs.

Pour réaliser ces cartes, le sélectionneur se sert des tailles différentes de chaque chromosome pour les désigner. Les chromosomes sont déposés sur un gel approprié puis soumis à l'action d'un champ électrique. Suivant leur polarité et leur longueur, spécifiques à chacun d'entre eux, les chromosomes migreront plus ou moins sur le support. Les migrations effectuées, propres à chaque lot génétique, constituent alors pour le sélectionneur une véritable empreinte « digitale » dont il tirera profit pour réaliser ses prochains croisements.

L'haploïdisation et la carte génétique se servent des mêmes techniques opérationnelles dans le secteur des semences. Xavier Moreno, directeur de la branche agro-vétérinaire de Sanofi, estime l'impact économique des biotechnologies actuellement appliquées à près de 950 millions de francs. D'ici deux ans, ces nouveaux procédés devraient être banalisés pour

plusieurs espèces. Déjà, pour le colza, Sanofi déclare ramener par haploïdisation le cycle d'obtention d'une nouvelle variété de huit à quatre ans. Avec le même procédé, Rhône-Poulenc fait économiser du développement de huit à dix générations dans la création d'orge, d'aubergine, de colza et de riz. Soit un gain de temps compris entre quatre et six ans. De son côté, le chimiste anglais ICI prétend s'être affranchi, grâce aux cartes génétiques, d'au moins 30 % de croisements inutiles.

Absent sur le marché des semences il y a encore cinq ans et aujourd'hui présent parmi les leaders mondiaux, le groupe britannique a dépensé dans l'intervalle la bagatelle de 200 millions de livres dans le rachat de sociétés semencières. Sa division Semences a conservé, l'an dernier, 95 millions de francs en recherche purement biotechnologique. Sanofi débourse, de son côté, 50 millions de francs pour améliorer ses graines par voie biologique. De somptueux budgets comparés à l'influence réelle des biotechnologies dans l'économie des semences. Elles représentent, en effet, à peine 2 % des 96 milliards de francs du chiffre d'affaires mondial du secteur. La disproportion laisse deviner que les principaux opérateurs de la branche visent à terme de plus confortable revenus.

FRANÇOISE MOURET

(1) Les dossiers de l'INRA. « Les biotechnologies au service de la production végétale », vendus au service des Editions INRA, 110 F.

EN BRIEF

Des frigos écolos. — Selon la lettre spécialisée sur l'équipement ménager *Cuisinews*, dès cet été, Bosch-Siemens devrait lancer des réfrigérateurs et des congélateurs n'utilisant pas de CFC, ce gaz qui serait responsable de la destruction de la couche d'ozone. Un nouvel isolant, une mousse de polyuréthane, serait utilisée en remplacement. Non polluant, il serait aussi moins consommateur d'énergie, car plus isolant. Mais il y a un revers à la médaille. Les appareils utilisant cette substance seront plus chers à l'achat, car le prix de ce nouveau matériau est soixante-quinze fois supérieur à celui du CFC.

Des ordinateurs tatoués. — De plus en plus légers, les ordinateurs sont aussi de plus en plus faciles à voler. Des milliers de micro-ordinateurs disparaîtront ainsi chaque année au sein des entreprises. Pour y remédier, la société Oxygen propose donc de tatouer les ordinateurs. Un numéro est gravé sur la machine. Une banque de données recense et gère l'ensemble des matériels, tatoués, déclarés volés ou perdus.

Des œufs très crémeux. — Il a le goût de la crème. L'onctuosité de la crème, mais ça n'en est pas et ce serait donc excellent pour la ligne. Ce produit de remplacement, baptisé Simplexse vient de recevoir

l'autorisation de la Food and Drug Administration pour être incorporé dans une crème glacée. Il est fabriqué à partir de blancs d'œuf et de lait.

Une patinette à moteur. — Qui n'a pas rêvé de partir en train, ou en avion avec son véhicule à moteur sous le bras pour l'utiliser des l'arrivée. La patinette à moteur, proposée par Intech permet d'assouvir ce type de fantasme. Pliable, elle ne pèserait que 15 kg. Plus le poids du bidon de mélange deux temps (Mieux vaut partir avec, il devient de plus en plus difficile d'en trouver à la pompe). Cet engin permettrait de se déplacer à 30 kilomètres-heure de moyenne, « en toute sécurité », précise le communiqué. Désolé, on n'a pas vérifié!

Le train de la production. — Pour sensibiliser les PMI aux avantages de la production, le ministère de l'Industrie va équiper en avril un train spécial. Il sillonnera la France. Expositions et conférences seront organisées à chaque étape. Il partira de Paris le 10 avril, et atteindra Rennes le 27, après être passé par Douai le 11, Font-de-Mousson le 12, Strasbourg le 17, Besançon le 18, Saint-Etienne le 19, Grenoble le 20, Marseille le 23, Toulouse le 24, Bordeaux le 25 et Nantes le 26.

Grâce à un nouveau système de radioguidage

La fin des embarras de Paris

Pour réduire les embouteillages parisiens, un système évitant que chacun aille s'agglutiner derrière le pare-chocs de son prochain pourrait bientôt faire son apparition dans les rues de la capitale. Baptisé Inf-flux, son étude, réalisée à la demande de la Ville par Urba 2000, est maintenant terminée. La décision d'en commencer la réalisation devrait être prise dans les toutes prochaines semaines.

Inf-flux a pour objectif d'indiquer à un automobiliste le meilleur itinéraire possible pour se rendre d'un point à un autre compte tenu de l'état de la circulation. Le conducteur pourra interroger le système, c'est-à-dire donner son point de départ et son point d'arrivée, et recevoir les informations à l'aide d'un petit écran et d'un clavier placé dans la voiture, à côté du tableau de bord. Urba 2000 s'est adjoint la collaboration de trois sociétés pour mettre au point ce réseau d'informations : Siemens, la Compagnie générale d'automatismes et la Compagnie générale des canaux. Deux systèmes différents seront en fait proposés aux automobilistes. Le premier, le plus sophistiqué, conçu par Siemens (qui en a confié la licence pour la France à la CGA), est actuellement testé à Berlin. Appelé Ali-Scout outre-Rhin, mais baptisé Ulisse pour le marché français, ce système semble idéal, non seulement pour éviter les embouteillages, mais aussi pour guider un conducteur dans les méandres de la ville.

Des balises à infrarouges

Finis les arrêts brutaux au moindre carrefour pour regarder un plan pendant que retentissent les klaxons des pros de laavigation qui s'agglutinent derrière vous. Ulisse indique la route à suivre, mais aussi pour guider un conducteur dans les méandres de la ville. Des balises à infrarouges situées aux carrefours envoient les informations aux véhicules. Et réciproquement, les voitures transmettent aux balises leur vitesse actuelle, leur position au petit terminal embarqué dans la voiture et qui comprend un capteur pour mesurer le nombre de tours de roue et un compas magnétique. Les balises sont toutes connectées à un miniordinateur, le PC Ulisse, lui-même connecté à un autre ordinateur, le PC Traffic, qui gère les feux tricolores. Ce système, dont le technicien a fait ses preuves à Berlin avec 240 balises et 650 véhicules équipés, présente néanmoins deux inconvénients. Son prix : 5 000 F à 8 000 F par voiture plus les coûts d'infrastructure. Et, paradoxalement, sa trop grande richesse : « Ce système est très reposant quand on ne connaît pas son chemin », explique M. Dominique Bouton, directeur d'Urba 2000, mais il est difficile à supporter quand on connaît bien la ville et que l'on veut prendre en compte d'autres critères que la fluidité du trafic pour choisir son itinéraire.

Inf-flux propose donc un deuxième système qui pallie ces inconvénients : il nécessite aussi de disposer d'un petit écran à cristaux liquides et d'un clavier à l'intérieur du véhicule. Mais les informations transmises ne concernent que l'état du trafic à un instant donné pour un tronçon de voie bien défini. Il ne donne donc pas d'indication sur la route à suivre. Ce système plus simple est aussi moins cher : 1 500 F environ pour l'équipement d'une voiture plus les coûts d'infrastructure. Il utilise la technique RDS (Radio Data Systems). Le RDS, conçu en 1984, est une technique créée pour éviter que les utilisateurs d'autoradio n'aient à changer de fréquence en cours de route pour écouter leur programme favori. Il « recalcule » automatiquement le poste sur la bonne fréquence, grâce à un canal numérique ajouté au canal audio. Mais cette application n'utilise que 5 à 10 % de la capacité de transmission d'information du canal numérique. D'où l'idée d'utiliser ce canal pour transmettre d'autres signaux. Et en particulier des signaux sur l'état du trafic, stockés sur un micro-ordinateur, le serveur RDS, et transmis à la voiture par des émetteurs FM. Le serveur RDS est lui-même alimenté en informations par les voitures (comme pour Ulisse), et par le PC Ulisse et le PC Traffic.

Télédiffusion de France (TDF) fut en fait le premier à s'intéresser au canal numérique du RDS à d'autres fins que le calage d'autoradio : c'est en effet cette technique qui est utilisée pour les pagers, qui permettent d'avertir un abonné au

téléphone qu'il est appelé et par qui. Cette technique fut ensuite développée au sein d'un projet Eureka. Le Projet Carminat, qui regroupe Renault, Philips, Sagem et TDF pour l'étude de systèmes d'informations embarqués dans les véhicules.

Actuellement, trois automobiles équipées de RDS circulent à Berlin, pour tester le système ; elles utilisent l'infrastructure mise en place par Siemens et... l'émetteur de Franco-Inter !

Après ces premiers tests, les concepteurs du projet attendent la décision de la Ville pour commencer l'expérimentation. Celle-ci durerait trois ans : un peu plus de deux ans pour concevoir les produits et les mettre en place et neuf mois d'expérimentation réelle. Elle se situerait dans le centre de Paris, c'est-à-dire dans un périmètre délimité par les gares, avec une extension vers la porte Maillot et la porte Champerret, plus (et pour le RDS seulement) les boulevards périphériques et les boulevards des maréchaux. 1 000 véhicules seraient équipés de RDS et 500 d'Ulisse. Le coût de cette expérience serait de 85 millions de francs environ. Mais, comme l'indique Dominique Bouton, « ce système ne sera pleinement intéressant que s'il est étendu à d'autres villes que Paris : des négociations devront donc aussi être menées avec l'Etat, pour les autoroutes en particulier, avec les régions et les autres pays. Il faudra donc parallèlement mener des travaux de normalisation ».

Pour l'instant, aucun problème d'incompatibilité ne semble à craindre. Et pour cause ! Toutes les expérimentations seraient conduites avec le même système : qu'il s'agisse de Berlin, de Londres où un réseau proposé par GEC utilise aussi le même principe ; ou de la communauté urbaine de Lyon qui mènerait actuellement des études de faisabilité pour le système Ulisse. Et, selon Dominique Bouton, le projet Carminat devrait coexister facilement avec les deux autres, puisqu'il utilise le même type de technique.

ANNIE KAHN

Le Christopher-Columbus va tenter d'obtenir le « Ruban bleu »

Des « TGV » sur la mer

Le Christopher-Columbus, premier ferry catamaran commandé par la société britannique Hoverspeed pour concurrencer le tunnel sous la Manche, va tenter de battre le record de traversée de l'Atlantique, le « Ruban bleu », étant détenu depuis 1952 par le SS United-States (trois jours, six heures, quarante minutes), et n'en a appris auprès de la société, le 8 mars.

Le ferry catamaran, construit par les chantiers navals International Catamaran en Tasmanie, va quitter l'Australie début avril pour traverser le Pacifique, via la Nouvelle-Zélande et la Corée, à destination de New-York, d'où il tentera de battre le record de traversée de l'Atlantique.

Le Christopher-Columbus (200 tonnes de jauge brute, 75 mètres de long), capable de transporter quatre cent cinquante passagers et quatre-vingt-dix voitures à une vitesse de 40 nœuds (75 km/h), doit entrer en service en juin entre Portsmouth (sud de l'Angleterre) et Cherbourg (nord-ouest de la France).

Trois autres ferries catamarans, d'une valeur de 10 millions de livres (100 millions de francs) l'unité, ont été commandés par Hoverspeed pour traverser la Manche entre Douvres et Calais ou Boulogne-sur-Mer. Ces ferries devraient effectuer la traversée en moins de quarante-cinq minutes (contre trente-cinq minutes pour les trains du tunnel sous la Manche) par tous les temps, contrairement aux vingt-neuf aéroglosses actuels d'Hoverspeed souvent bloqués quand la mer est agitée. Les ferries catamarans peuvent faire face à des crues de 18 mètres, selon le constructeur. — (AFP)

AU SOMMAIRE DE MARS

Le Monde des PHILATELISTES

Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Cartes postales : le général de Gaulle.
- La collection des carnets de Grand-Bretagne.
- L'Agence spatiale européenne et le projet Columbus.

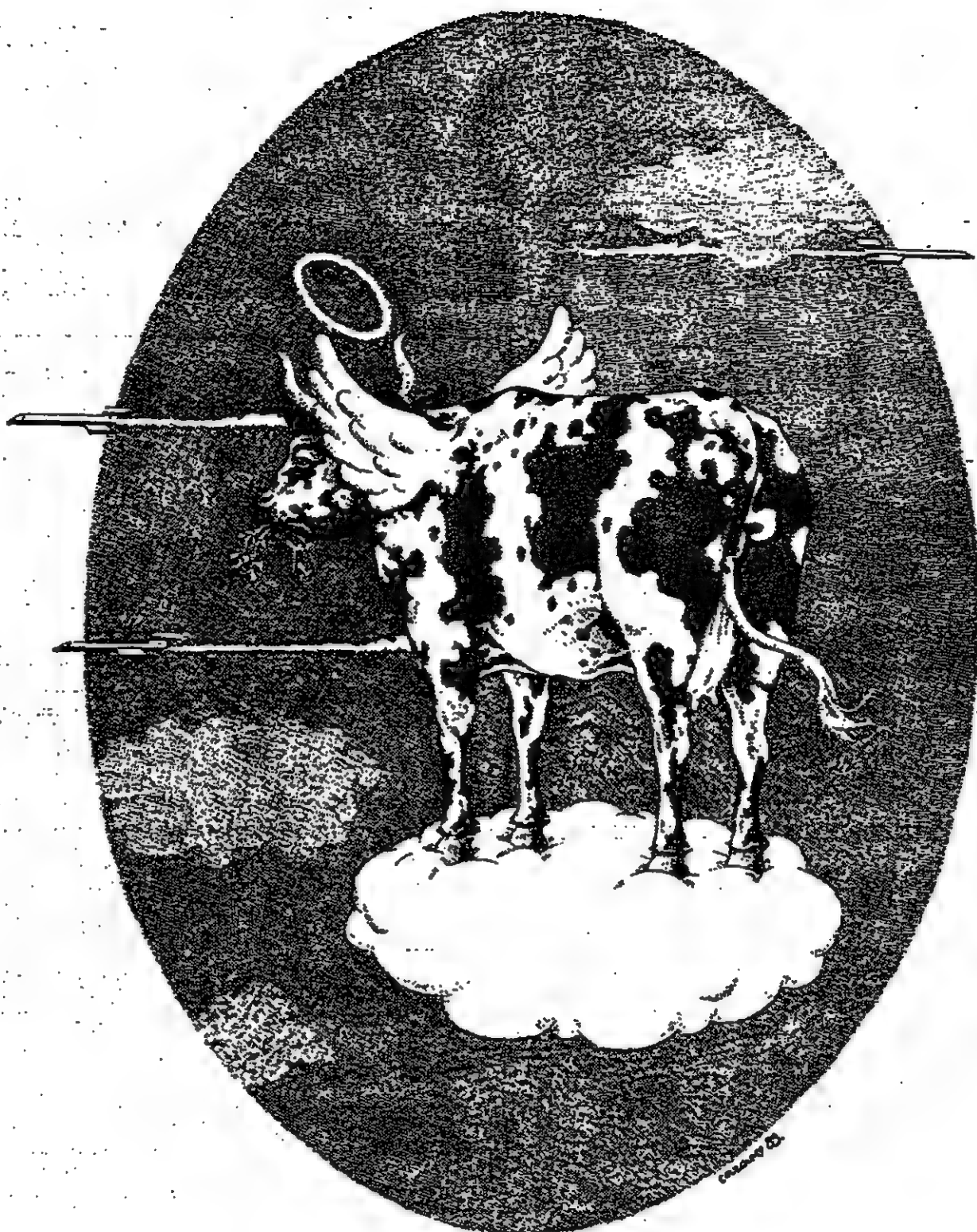
LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

صكنا من الامل

NOS AVIONS SILLONNENT 4000 FOIS PAR JOUR
LE CIEL DES ETATS-UNIS,
CE QUI FAIT VRAIMENT PLAISIR A TOUT LE MONDE.



se vérifie également dans notre service à bord exemplaire qui fait que Delta est élue numéro un parmi les principales compagnies aériennes américaines depuis 16 années successives. Alors vous comprendrez qu'avec tout ça, nous ne pouvons faire que des heureux, même s'ils ne font pas toujours partie de nos clients. Pour vos réservations, voyez votre agent de voyage ou appelez Delta à Paris au (1) 47.68.92.92., à Lyon au (16) 78.38.17.59., à Marseille au (16) 91.56.61.08., à Nice au (16) 93.82.24.03., à Toulouse au (16) 61.21.13.26.



DELTA AIR LINES
Notre amour du métier nous donne des ailes

JEUNE INGENIEUR,

ARJOMARI

DEBUTEZ VOTRE CARRIERE DANS LE MARKETING

Le Groupe ARJOMARI, 1er Groupe papeter français (plus de 10 milliards de CA, dont la moitié à l'étranger, 17 usines, 7000 personnes) est le leader européen de papier haut de gamme et l'un des plus importants distributeurs de papier en Europe. Afin d'évaluer nos marchés potentiels et concourir au développement de nouveaux produits, la Direction Etudes et Développement souhaite intégrer un(e) jeune

CHARGE(E) D'ETUDES DE MARCHES

Après avoir découvert notre environnement et assimilé nos produits et notre méthodologie, vous prendrez en charge un ensemble d'études (de la définition de celles-ci jusqu'aux recommandations) que vous mènerez à bien en toute autonomie.

Ingenieur de formation, débutant ou muni d'une courte expérience, vous parlez l'anglais et idéalement l'allemand. A la fois réaliste et imaginatif, rigoureux et méthodique et animé d'une large curiosité intellectuelle, vous saurez faire preuve d'initiatives dans ce poste évolutif basé à PARIS.

Pour un premier contact, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, CV et prétentions) à notre conseil Marion de Sanderval - COREX - 11 avenue Myron T. HERRICK - 75008 PARIS - sous la référence CEILM

Nous sommes l'une des toutes premières sociétés françaises de **DIFFUSION DE LOGICIELS DE GESTION DE PROJETS** en organisation de l'entreprise. Notre activité d'audit et de conseil aux grandes sociétés est en pleine croissance. Pour accompagner ce développement nous recherchons un

consultant junior

gestion de projets

Paris

VOTRE MISSION: « assurer le suivi et le développement d'un portefeuille de grands comptes » détecter les besoins réels des entreprises et leur apporter conseil et efficacité » convaincre, mobiliser et former les hommes afin d'optimiser les résultats de l'entreprise

VOTRE PROFIL: « 25 ans environ » une formation supérieure d'INGENIEUR » débutant ou première expérience dans un domaine similaire » vos qualités d'écoute et d'analyse vous permettront de comprendre rapidement les besoins de vos clients » vous savez faire preuve de souplesse, d'autonomie et d'adaptabilité.

NOUS VOUS OFFRONS: « un métier passionnant, formateur » riche d'expériences et de contacts » un poste où vous aurez une action concrète sur les enjeux et objectifs de vos clients » une équipe jeune et très engagée à l'écoute de votre savoir-faire » le dynamisme d'une petite structure.

Pour une présentation individuelle du poste le 28/03/90

adressez ou télécopez CV, lettre et photo à notre conseil EUROMAN 96, rue Saint-Charles 75015 PARIS. Fax: 45.79.49.94 en indiquant la réf. 6068 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

UNE FEMME DU MONDE

"Jean-Louis DAVID" est devenu le leader mondial de la Coiffure et ses réseaux s'étendent aux quatre coins du Monde. Mais, Paris reste le point de départ de son rayonnement international. Nous recherchons aujourd'hui un manager de charme pour le salon "Jean-Louis DAVID International", 1er de sa classe dans la capitale.

Votre savoir-faire relationnel vous permettra de séduire une clientèle "haut de gamme" exigeante. Vous suivrez l'itinéraire de vos "hôtes de marque" pour que leur parcours se réalise sans fausse note. Afin que le service rendu atteigne la qualité totale, vous répartirez les rôles des techniciens et coiffeurs et, veillerez à ce que chaque entrée en scène se fasse au moment opportun. Comme vous souhaitez que "votre demeure" soit parfaitement tenue, vous gèrerez également l'entretien (planning des Coiffeurs, contrôle de la facturation...).

Vous possédez un look "Rive Droite", vous avez acquis votre culture générale "Rive Gauche" (Licence de Lettres, Histoire de l'Art...) et vous souhaitez à 35-40 ans prendre en main une "grande maison". Plus qu'une expérience professionnelle, c'est une aptitude à recevoir et à organiser que nous vous demandons. Si vous vous sentez capable de créer une ambiance chaleureuse dans un cadre exceptionnel, merci de bien vouloir adresser votre carte de visite à notre conseil: Josiane Agard Développement - 67, Avenue Georges Mandel 75116 Paris.

Josiane Agard Développement

Pros du Service aux entreprises passionnés d'executive search

- Grâce à des techniques de marketing direct,
- fort d'un partenariat de plus de 1 000 Experts-Comptables associés au capital,
- bénéficiant de la puissance d'un groupe de sociétés de services connu pour son dynamisme et sa réussite,

vous commercialiserez auprès des Experts-Comptables et des dirigeants de PME/PMI des missions de recrutement et de recherche de partenaires suivant des méthodes dont l'efficacité est prouvée. Vous assurerez la production de ces contrats afin de pérenniser les relations établies. Nos objectifs sont ambitieux et nous nous donnons les moyens de les atteindre en intégrant:

Deux Consultants Seniors
Paris (réf. CSP) — Lyon (réf. CSL)

Deux Consultants Juniors
Paris (réf. CJP) — Lyon (réf. CJL)

Vous êtes un Manager à vocation commerciale, diplômé d'une ESC et vous avez acquis en entreprise une expérience de la vente de services aux PME/PMI. Nous vous offrons de réelles possibilités d'évolution dans le cadre d'un développement national et international, et une rémunération attractive (fixe + prime). Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et rémunération actuelle, en indiquant la référence choisie, au siège de C.E.E. - 123/125, avenue - B. Buyer 69322 LYON cedex 05

C.E.E.

SNPE

CA 3,5 Milliards F
6 000 personnes

Société Nationale de droit privé nous sommes les 1^{ers} en EUROPE dans le domaine des Explosifs et de la Propulsion destinés aux Systèmes spatiaux et de défense.

Pour notre DIVISION DEFENSE-ESPACE - 50% du CA - nous créons, au Siège à PARIS 4^e, le poste de:

RESPONSABLE MARKETING ET PLAN

- Rattaché au Directeur « Stratégie et Marketing » de la Division, il aura la responsabilité du Système d'information stratégique et marketing de la Division, et ses fonctions essentielles d'études marketing et de planification stratégique seront complétées par une participation active à la mise en œuvre opérationnelle et au suivi des Plans Marketing des six Départements de la Division, en étroite liaison avec leurs Directeurs et Responsables Commerciaux.

- Nous souhaitons un diplômé de Grande Ecole Commerciale - ou un universitaire - de spécialisation Marketing, doté de plusieurs années d'expérience en Marketing industriel, acquise dans une grande entreprise de produits de forte technicité. Une formation complémentaire aux spécificités des marchés de l'armement (DESS de DEFENSE) ou une expérience dans une Entreprise proche de ce secteur seront considérées avec le plus grand intérêt.

- L'ouverture internationale du poste implique des déplacements à l'étranger et une maîtrise opérationnelle de l'anglais.

- Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV avec rémunération actuelle et souhaitée + enveloppe à votre adresse), sous réf. SNPE/MKG/MO1, à notre Conseil

micel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Importante société filiale multinationale

recherche un

jeune cadre

motivé par la gestion des ressources humaines

Intégré à la Direction des Relations Humaines, il aura, dans un premier temps, pour mission:

- La gestion prévisionnelle de l'emploi.
- Les recrutements de certaines catégories de personnel.
- L'optimisation d'outils informatiques sophistiqués de gestion du personnel.
- L'analyse chiffrée de données sociales.
- L'analyse des fonctions.
- Différentes missions ou études ponctuelles.

pour, à terme, exercer la responsabilité de Chef du Personnel.

Ce poste s'adresse à un jeune cadre de formation supérieure (Sc. Po DESS de Droit, Gestion ou Psycho, ESC...) débutant ou possédant déjà une première expérience. Ouvert, il sera animé d'un esprit d'équipe développé et motivé par une gestion des ressources humaines en phase avec les réalités économiques de l'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. et photo en précisant bien sur votre enveloppe la réf. 58779 M à: BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX

ORGANISATEUR SENIOR

Réf. 2247 R/M

Véritable professionnel de l'organisation informatique bancaire, vous intégrerez notre récente direction de l'organisation afin de mener à bien d'importantes et nombreuses missions.

RESPONSABLE INFOCENTRE

Réf. 2248 R/M

Votre expérience de la mise en place et du développement d'un service infocentre vous destine naturellement à prendre en charge aujourd'hui l'animation globale d'une équipe infocentre.

Notre environnement IBM 3033, MVS, DB2, NOMAD, méthodologie SDMS-MERISE est de nature à intéresser les plus exigeants.

Merci de nous adresser votre dossier en précisant la référence du poste choisi ou transmettez-le à CYCADRE en composant le 3615 code JCM sur votre minitel où vous trouverez des renseignements complémentaires sur l'entreprise.

JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL - 12, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS
PARIS - LYON - NANTES - RENNES - TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE

GRENoble

SGS-THOMSON MICROELECTRONICS

Avec 18 000 personnes et un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de dollars, nous sommes le 1^{er} français, le 2^e européen et le 1^{er} mondial dans le monde des composants microélectroniques. Chaque année, nous investissons 30 % de notre chiffre d'affaires en recherche et développement et participons aux programmes européens EUREKA et plus récemment JESSI dans le cadre duquel nous implantons à GRENoble une unité très avancée de conception et de fabrication.

Pour notre unité de GRENoble (1 100 personnes), nous recherchons un:

Responsable de personnel

Rattaché au Directeur des Ressources Humaines du site, vous prendrez en charge l'administration du personnel (paye, reporting social, procédures, assistance juridique) et l'ensemble de la gestion du personnel non cadre (emploi, gestion prévisionnelle, politique salariale).

De plus, progressivement, vous serez appelé à participer aux relations avec les partenaires sociaux et à des missions ponctuelles susceptibles d'enrichir votre propre domaine d'activité.

Une expérience d'au moins 4 ans dans la fonction Ressources Humaines, vous a permis de compléter opérationnellement une formation supérieure orientée "Gestion du Personnel".

La taille de notre groupe et la création d'une nouvelle unité industrielle à GRENoble offrent à un candidat à fort potentiel et proche du terrain de réelles perspectives d'évolution.

Le contexte international de notre société demande une bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en indiquant la référence 760 ainsi qu'un numéro de téléphone à GUY POSTEL - BP 19 - 06480 LA-COLLE-SUR-LOUP qui vous répondra rapidement et confidentiellement.

Guy Postel

صلى الله عليه وسلم

Renault, des métiers, des hommes

"Marché automobile : le défi des clientèles transversales"

INTERVIEW DE MICHEL GIGOU, DIRECTEUR DU MARKETING EUROPE



D'un côté, des étudiants de Grandes Ecoles dans le rôle de journalistes; de l'autre, des cadres de Renault se prêtant en toute franchise au jeu des questions-réponses: Renault ouvre le dialogue. De gauche à droite: Michel Gigou, Directeur Marketing Europe, Véronique Bouchard, Celsa et Bernard Faure, Essec. Michel Gigou a longtemps travaillé pour Renault en Scandinavie et en Grande-Bretagne avant de rejoindre la Direction Commerciale France puis la Direction de l'Exportation Europe: un parcours idéal pour analyser les évolutions du marché européen.

■ Comment en êtes-vous venu à travailler en Suède, en Norvège puis en Grande-Bretagne ?

Le hasard et les rencontres commandent souvent les itinéraires. Avec mon diplôme des Arts et Métiers, je me destinais plutôt à une carrière d'ingénieur informatique. J'ai commencé dans la Direction Commerciale Après-vente où je travaillais sur des applications en base de données et en temps réel ainsi qu'à la réorganisation de la documentation centrale après-vente où nous avons intégré des micro-fiches afin de réduire le poids considérable du papier.

Ce sont ces savoir-faire qu'on m'a demandé de mettre à profit en Suède. J'ai été appelé ensuite en Grande-Bretagne pour une mission technique.

■ Vous êtes resté huit ans en Grande-Bretagne. C'est là que s'est opérée la jonction avec le commercial puis le marketing ?

Oui. Quand on m'a proposé une Direction Régionale, la zone Centre de la Grande-Bretagne, je n'ai pas hésité un instant. J'ai toujours eu un grand intérêt pour le management et la communication.

■ Que retirez-vous de ce long séjour ? J'ai pu mesurer durant tout ce temps à quel point les Britanniques sont atypiques... et très forts en marketing! Je connaissais leur créativité dans le domaine publicitaire mais j'ai découvert qu'ils avaient une approche très élaborée des techniques de vente et d'après-vente.

■ En 1986, vous revenez en France : A Bordeaux précisément où j'ai été nommé Directeur Régional de la Zone Sud-Ouest avec la responsabilité d'animer un réseau de 40 concessionnaires et de 4 succursales. Mon objectif était de vendre 45 000 véhicules. Pour m'aider dans cette tâche, j'avais une équipe de 40 personnes, couvrant les activités de vente, d'après-vente, de promotion et de formation.

C'est en septembre 1988 que j'ai rejoint mon poste actuel au sein de la Direction Exportation Europe où, en 1989, nous avons vendu 540 000 véhicules.

Les constructeurs sont attentifs aux courants socio-économiques

■ Pouvez-vous nous donner une photographie générale du marché européen ?

On constate, en règle générale, une extraordinaire évolution du marché. On assiste dans nos pays à un glissement des valeurs: moins de vitesse mais plus de sécurité, moins d'agressivité mais plus de confort, un look extérieur moins ostentatoire mais plus de sophistication intérieure. Le consommateur est plus que jamais sensible à la notion de qualité de produit et de service, deux domaines qui sont devenus prioritaires chez Renault.

■ Les motivations d'achat sont-elles identiques selon les pays ?

Comme vous le savez, les motivations d'achat d'un véhicule sont souvent liées au "passionnel" sans qu'on sache toujours les appréhender! Il faut savoir, par exemple, que la R5 n'a absolument pas la même image en Suède, en Grande-Bretagne, qu'en Allemagne ou en Italie.

C'est certainement pour mieux surmonter cette difficulté que nous travaillons actuellement dans une double direction: d'un côté, un marketing "produit" plus pointu, spécifique à chaque segment de marché et à chaque modèle à l'intérieur d'une gamme; de l'autre, un marketing plus global parce qu'on s'aperçoit que la notion d'un marché par pays est trop restrictive.

■ C'est-à-dire ?

Les constructeurs automobiles sont plus que jamais attentifs aux comportements des automobilistes, aux changements socio-culturels et aux courants socio-économiques. Ces facteurs ont une incidence directe sur les résultats des ventes. Nous appelons ça des clientèles transversales parce qu'elles échappent à la vision un peu figée: "un pays - un marché".

■ Où peut-on situer ces clientèles transversales ?

Si vous dessinez un arc-en-ciel qui part de Londres et du Sud-Est de l'Angleterre, qui passe par Francfort et Paris et se prolonge jusqu'à Milan et Rome, vous aurez une vision de cette zone. On s'aperçoit qu'au-delà de leurs différences de mode de vie, ce sont des populations qui ont des niveaux de vie à peu près similaires et surtout des aspirations bien typées.

■ Quel en est l'enjeu ?

Il est immense car cette clientèle non seulement représente un marché en tant que tel mais, située dans de grands pôles actifs, elle "fait le mode", construit l'image du produit. Elle a un effet d'entraînement sur tout le reste du territoire. En fait, elle irradie l'ensemble du marché.

Un mini-observatoire du marché européen

■ Est-ce que les versions Baccara qui semblent connaître un joli succès commercial ne s'inscrivent pas dans ce contexte ?

Renault, constructeur généraliste se doit d'être présent sur tous les créneaux; nous avons l'obligation d'attirer toutes les clientèles. Mais il est très important d'attaquer la clientèle "branchée", pas uniquement pour elle-même mais parce qu'elle tire l'ensemble de la gamme. De même, les séries spéciales obéissent à ces choix. Vous remarquerez que nous essayons d'être toujours en phase avec l'image jeune et dynamique de notre communication. Notre dernière campagne Super-cinq "coup de cœur" en est une belle illustration.

■ Ces nouvelles tendances influencent-elles sur votre organisation même ?

Au marketing, nous sommes à l'écoute de ces évolutions. On intervient deux ans avant la phase de lancement et, point important, on est très sensible au "ressenti" sur le terrain: on suit notre produit, on regarde les clientèles, leur âge, les versions achetées... En fonction de nos constats, on remet en cause notre stratégie. Nous sommes en quelque sorte un mini-observatoire du marché européen.

■ Et plus précisément dans votre service ?

Mon service, le Marketing Europe, est intégré à la Direction Exportation Europe, qui est une structure volontairement très légère, chacune de nos sept filiales ayant sa propre structure opérationnelle. Ce que nous faisons ici est un travail de coordination avec le terrain. Nous avons avant tout un rôle de conseil: choix des versions, adaptation des campagnes de publicité, types d'actions promotionnelles, positionnement des prix, dates de lancement. Avant de choisir, évidemment, s'appuient sur des études et des enquêtes poussées.

La personnalité compte plus que le diplôme

■ Il n'empêche qu'en matière d'enseignement du marketing, on cite plus facilement les lessiviers en exemple que les constructeurs automobiles !

C'est un tort, car il est bien loin le temps où un client pouvait dire: "J'ai été bien reçu quand j'ai commandé mon véhicule, moins bien au moment de la livraison, tout juste au moment de sa révision. Et puis, plus rien pendant deux ans, jusqu'au jour où un représentant m'interpelle pour me proposer le tout dernier modèle!". Aujourd'hui, le marketing direct, notamment par le haut niveau de personnalisation des lettres, a considérablement progressé. On peut complètement reconstruire le parcours d'un client, le suivre presque à la trace! Les techniques de commercialisation se sont également affinées: nous mettons à la disposition du réseau, des supports, des vidéos de démonstration, des programmes interactifs... Des outils très élaborés qui vont jusqu'à intégrer des systèmes experts adaptés au service client, comme l'aide au diagnostic que nous développons en ce moment.



R25 Baccara

■ Pour faire du marketing chez vous, y a-t-il un profil idéal ?

En règle générale nous préférons que les jeunes diplômés débutent leur carrière par une première expérience de la vente sur le terrain.

Nous recherchons avant tout des jeunes diplômés voulant s'ouvrir à la dimension européenne. Au-delà de la qualité du diplôme et de la parfaite maîtrise de l'anglais, on recrute une personnalité qui accepte de travailler parfois sous "pression" parce que ça bouge dans l'entreprise, qui soit disponible, enthousiaste et dotée de réelles qualités d'écoute.

■ Revenons au marketing. N'est-ce pas en fin de compte une filière trop spécialisée, trop restrictive pour celui qui veut, à terme, avoir des responsabilités de management ?

Il suffit d'observer le parcours de la plupart des dirigeants de l'entreprise pour s'en apercevoir! Il n'existe pas chez nous d'itinéraire-type. Par contre, Renault peut offrir une réelle rotation des responsabilités. Pouvoir passer facilement d'un poste de méthodes à une fonction opérationnelle de marketing ou financier... c'est le passage souhaité pour devenir patron d'une importante entité. Après avoir pris un poste de directeur de marketing, on peut très bien assumer, par exemple, la direction d'une filiale européenne. Quoi qu'il en soit, deux possibilités s'ouvrent aux jeunes cadres: devenir soit hyper-spécialiste, une sorte de consultant intégré pouvant être appelé pour des missions spécifiques, soit généraliste, c'est-à-dire s'orienter vers des fonctions de management. Vous le voyez: le marketing n'est pas une filière fermée, c'est au contraire un excellent tremplin!

■ Et votre service, précisément, ouvre-t-il de belles opportunités ?

Ma cellule est composée de jeunes diplômés parlant couramment au moins l'anglais et ayant 3 ans d'expérience. Ils savent pertinemment que notre dimension européenne leur ouvre des possibilités réelles pour l'avenir.

■ Pour conclure, qu'est-ce qui vous séduit le plus chez Renault ?

Travailler dans un groupe où les relations sont à la fois simples et structurées et qui a la volonté d'investir sur l'avenir. Renault est une entreprise passionnante et qui construit un produit non moins passionnant: l'automobile. Il y a dans tout cela matière pour un challenge exaltant! Renault, il est vrai, a dû traverser des phases difficiles, mais nous avons su les surmonter en faisant preuve de pugnacité, tout en restant fidèles à nous-mêmes.

Propos recueillis par: Véronique Bouchard, Celsa et Bernard Faure, Essec (9 février 1990).

VENTE, APRES-VENTE, MARKETING, GESTION: UNE LARGE GAMME DE RESPONSABILITES

Le parcours d'un jeune diplômé (ingénieur ou commercial) intègre des postes opérationnels (Réseau Commercial) et des postes fonctionnels (Marketing, Gestion, Organisation, Logistique, etc.). Le passage sur le terrain de la vente permet de connaître les hommes, les produits et surtout les clients.

Quelques exemples de postes :

- Animation d'équipe de vente ou d'après-vente
- Assistant Chef de publicité
- Assistant Chef de produit
- Chargé d'études marketing
- Chargé d'études logistique
- Contrôleur de gestion
- Organisateur
- Ingénieur méthodes après-vente.

Ces postes sont dans le Réseau Commercial France, dans une Direction Régionale, dans une Filiale étrangère, ou bien dans des fonctions centrales: Marketing, Distribution, Gestion, Après-Vente.

Merci d'adresser votre candidature à Renault, Direction du Personnel Ingénieurs et Cadres, 12 place Bir-Hakeim, 92109 Boulogne-Billancourt Cedex.





Un des leaders de l'industrie française (ciments, matériaux, bio-activités), CA 30 milliards, effectif 30.000 personnes, recherche pour une de ses filiales, un

RESPONSABLE METHODES-INDUSTRIALISATION

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur généraliste (AM, INSA, ENSI) ayant de préférence une première expérience professionnelle (et si possible des connaissances en MAO, DAO, CAO).

Au sein d'une usine à taille humaine (430 personnes) il se formera aux techniques mises en œuvre et animera une petite équipe chargée de l'élaboration des méthodes de fabrication et de l'industrialisation des produits nouveaux.

La réussite dans ce poste lui permettra d'évoluer dans la filiale ou le groupe, dans le cadre d'une politique de gestion des carrières dynamique et motivante.

Poste basé en Saône et Loire.

Ecrire sous réf 11A 1765-OM
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Embrayages

Dans le monde de l'automobile de vrais métiers d'ingénieurs.

Au sein de notre Branche Embrayages, nos ingénieurs partagent la même passion pour la technique et l'industrie automobile et sont résolument engagés dans la compétition internationale.

Jeunes ingénieurs mécaniciens AM, ENSI, INSA ou Docteurs d'Université, débutants ou ayant une première expérience, rejoignez nos équipes. Vous pourrez assumer rapidement des responsabilités dans les différents postes que nous vous proposons. Actuellement, nous recherchons

DES INGENIEURS ETUDES ET ESSAIS APPLICATIONS CONSTRUCTEURS

Interlocuteurs, soit d'un constructeur français, soit de constructeurs étrangers (dans ce cas, la connaissance de l'anglais est nécessaire, et si possible d'une deuxième langue), vous piloterez toutes les actions qui concourent à la réalisation d'équipements conformes au cahier des charges : Etudes - réalisation de prototypes - essais. Outre les qualités de rigueur technique, la réussite dans ce poste implique mobilité et excellentes capacités de dialogue. Postes basés à SAINT-OUEN

Réf : 11A 1173-OM

INGENIEUR CONCEPTION DEVELOPPEMENT INDUSTRIALISATION

Il assurera des responsabilités complètes depuis l'avant-projet jusqu'au dossier d'industrialisation. Il travaillera en liaison avec les ingénieurs d'application et les clients d'une part, et d'autre part avec les services méthodes de l'usine. Il animera une équipe. Réalisateur, doté d'un bon esprit scientifique, il sera ouvert à la mise en œuvre de méthodes élaborées de calcul. Poste basé à AMIENS

Réf : 11A 1174-OM

Tous ces postes ouvrent de larges perspectives de carrière en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + références), en précisant la référence du poste à notre Conseil, Cabinet ETAP, 71, rue d'Auteuil 75016 Paris. Discretion absolue



Valeo L'Equipe Automobile



500 consultants présents dans 15 pays font du Groupe CEGOS, la première société française indépendante de Conseil en Europe

CONSULTANT EN QUALITE TOTALE

Diplômé d'une grande école d'ingénieur, votre expérience de 3 à 7 ans en entreprise dans le domaine de la maîtrise de la qualité, a renforcé votre intérêt pour des fonctions alliant les facteurs humains, techniques et de gestion.

La CONSEIL intègre ces 3 dimensions. Vous interviendrez à tous les stades de la mise en œuvre d'une démarche combinant à la fois mobilisation des hommes, évolution des mentalités, maîtrise technique de la qualité et recherche de certification : diagnostic de la situation, plans d'action, formation du personnel, suivi de la réalisation.

La CEGOS vous offre le savoir-faire d'un cabinet international multispecialiste renommé et l'opportunité de vous ouvrir aux autres aspects du management des entreprises. Vous bénéficierez de nos moyens en formation et exercerez votre métier avec des collègues dont vous apprécierez les qualités intellectuelles et humaines. Vous conforterez ainsi votre aptitude à exercer des fonctions de niveau élevé.

Si vous êtes intéressé par cette fonction basée à Paris, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions), sous référence 005.09/M, à Françoise GIRARD, Cegos DRH, Tour Chénouet, 92516 Boulogne Cedex.

Athènes - Barcelone - Bruxelles - Lisbonne - Londres - Lyon - Madrid - Manchester - Milan - New-York - Paris - Sao Paulo

JOBS D'ETUDIANTS

Paris

Centre de recherches - Mission: faire visiter un centre de recherches et présenter les installations techniques à des publics variés. Formation assurée. Disponibilité indispensable pour vacations de 2 jours ouvrables par semaine toute l'année. Rémunération intéressante. Profil: étudiants(es) préparant maîtrise ou doctorat, soit dans le secteur scientifique (physique, chimie, électronique), soit dans le secteur économie et gestion d'entreprises après un bac C ou D. Sens de la communication, aisance en public, bonne présentation. Adresser curriculum vitae, photo et prétentions en précisant la référence A/S846M.



ADVERTISING & COMMUNICATIONS
1, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex
Tel: 40.88.79.79

Régie de communication
recherche son

DIRECTEUR (H/F) DE LA COMMUNICATION ET DE LA PUBLICITE

Expérience 3 à 5 ans dans régie publicitaire ou agence de publicité. Dynamique et autonome, vous avez le sens de l'organisation, de l'animation et des contacts.

Nous offrons de réelles responsabilités opérationnelles et une rémunération motivante au sein de notre équipe.

Envoyer lettre, CV et prétentions au journal sous le n° 8905
Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Une fonction à créer : la Communication

Importante société lyonnaise de tuyauteries industrielles (1 200 personnes), nous poursuivons notre développement dans le monde (2 500 personnes) et sommes aujourd'hui l'un des premiers groupes français dans notre secteur.

En liaison avec le Comité de Direction, vous concevez et organisez nos actions de communication interne et externe. Votre mission sera de promouvoir notre image de marque (brochures, campagnes de publicité, congrès professionnels, conception de supports spécifiques...), renforcer notre culture d'entreprise (coordination de l'information, documentation...).

A trente ans, de formation supérieure, vous êtes un professionnel de la communication interne et externe.

Venez nous communiquer votre passion, nous vous formerons à notre métier.

Ecrire à notre Conseil COORDONNÉES sous référence 1196
7, rue Victor Hugo - 69002 LYON.

LYON - PARIS

Coordonnées

CABINET D'ETUDES EN MARKETING ET COMMUNICATION

Cherche

CHARGES D'ETUDES SEMIOTIQUES

Niveau thèse, pour analyse de matériaux visuels ou textuels (films, presse, affiches, etc.)

TRAVAIL A TEMPS PLEIN

Adresser C.V. sous n° 8839
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS



GROUPAMA ILE-DE-FRANCE

ASSURANCES

350 personnes - 600 Millions C.A.

Nous appartenons à un grand Groupe d'Assurances français et recherchons pour rejoindre notre Département Marketing-Etudes

RESPONSABLE DU SERVICE ETUDES STATISTIQUES H/F

Pour faire évoluer, à la tête d'une petite équipe de 2 chargés d'études, le système d'informations commerciales et financières et développer les outils statistiques d'aide à la décision.

Une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine des statistiques et une formation ENSAE ou DESS statistiques sont requises pour ce poste très mobilisateur qui implique de fréquents contacts avec le réseau commercial et nos clients internes et donc une excellente aisance relationnelle.

Une expérience dans le domaine de l'Assurance serait un plus.

Réf. 1251A

CHARGE D'ETUDES STATISTIQUES H/F

Pour intégrer notre équipe études statistiques et participer au développement des méthodes d'analyse statistique et à la gestion de tableaux de bord.

Formation ENSAE ou DESS Statistiques.

Réf. STAT

Ces 2 postes requièrent une très bonne maîtrise de l'outil micro-informatique.

Situation géographique : PARIS SUD - 5 minutes Porte d'Orléans

Merci d'adresser lettre manuscrite (mentionnant la réf. du poste), C.V., photo, prétentions à FMAIF/Recrutement 75007 PARIS Cedex 14.

CONSEIL EN RECHERCHE DE CADRES ET DIRIGEANTS

Consultant senior

A 30-40 ans, de formation supérieure, vous avez une expérience confirmée du recrutement de Cadres acquis en Entreprise ou en Cabinet, dans les secteurs financier, commercial, technique ou informatique.

Nous vous proposons, au sein d'une équipe très polyvalente, de développer notre clientèle, plus particulièrement dans votre secteur, avec la perspective de prendre rapidement la responsabilité d'un centre de profit.

Notre Cabinet se développe (30% par an depuis 5 ans), notre équipe est professionnelle, nos moyens, modernes et informatisés, s'adaptent en permanence aux préoccupations des entreprises.

Venez nous exposer vos objectifs, nous vous parlerons de nos résultats et de nos projets.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. M 11A à : ARCO - 18, Avenue de l'Opéra - 75001 PARIS

Confidentialité assurée.

PARIS / RHONE-ALPES



صكنا من الامل

PRESTATIONS DE SERVICE

RESPONSABLE DU MARKETING

5 ans d'expérience
Un fort potentiel pour une carrière évolutive

Nous sommes une société performante et en développement (CA actuel 150 MF) rattachée à un groupe français de tout premier plan.
Pour collaborer étroitement avec le Directeur de notre société, nous recherchons un candidat entrepreneur, créatif, rigoureux et ouvert au dialogue.
Il sera diplômé d'une ESC et aura environ 5 ans d'expérience en Marketing dans des services ou des produits destinés au grand public.

Étroitement associé à l'élaboration de la politique commerciale, il sera particulièrement chargé :

- d'étudier les marchés, d'analyser l'ensemble des informations commerciales provenant du terrain et de proposer la politique "produits" (évolution des produits existants, création de produits nouveaux),
- d'élaborer, proposer et mettre en œuvre la politique de communication et de gérer son budget.

Il travaillera bien évidemment en liaison permanente avec le réseau de ventes et également avec des partenaires européens, ce qui nécessite une bonne maîtrise de l'anglais et des connaissances d'une deuxième langue étrangère (allemand ou espagnol).
Sa réussite dans ce poste lui permettra d'évoluer vers des responsabilités globales de direction commerciale.
Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 11B 1534-9 M
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



STATISTIQUES - MARKETING

Un groupe agro-alimentaire de dimension internationale ayant une Direction Marketing prospective et novatrice recherche un

CHARGE D'ETUDES

pour gérer et développer une banque de données informatisées

Sa mission : Pour l'ensemble des marchés, des marques ou plan international, il devra :

- assurer la gestion et le traitement des informations disponibles dans le groupe concernant les produits, les marchés, les évolutions...
- gérer le tableau de bord des statistiques de ventes du groupe
- analyser pour l'ensemble des sociétés les panels (Nielsen-Secodip...) ainsi que les baromètres existants (campagnes, films, presse, affichages...)
- diffuser l'ensemble des informations et établir les prévisions de marché avec les filiales.

Ses profils :

- 30 ans environ disposant d'une formation supérieure offrant l'économie et plus particulièrement l'économie aux statistiques (DESS - ENSAE...)
- une bonne expérience de l'utilisation des traitements de l'informatique et des statistiques acquise au sein d'un institut ou d'un service marketing d'un groupe important.
- une expérience des études de marché serait un atout.

Large perspectives de carrière au sein du groupe.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 11 B 1630-9M - Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



ROUEN

- Un des premiers Groupes Français
- Les projets ambitieux d'une Société à taille humaine
- Trois postes créés pour renforcer son équipe de Direction et participer à sa croissance.

Nous sommes une Société de prestations de services destinés au Grand Public. Nous faisons partie d'un puissant Groupe. Notre effectif est de 600 personnes et nous mettons en œuvre un parc important de matériels. Nous créons trois postes :

ADJOINT DU RESPONSABLE
DU SERVICE EXPLOITATION

Il collaborera au management d'un service de 430 personnes et assurera des responsabilités polyvalentes : animation de personnel, organisation, suivi budgétaire, études de développement, ...

Ce poste, qui implique de solides qualités de communication et de dynamisme, conviendrait à un jeune diplômé (Grande Ecole de Gestion ou d'ingénieur ou Universitaire), ayant de préférence 2 à 3 ans d'expérience professionnelle (la candidature d'un débutant d'un fort potentiel peut être envisagée), désireux et capable d'être un bon généraliste, à l'aise à la fois dans des activités opérationnelles de terrain et dans des activités d'études.

Réf 11A 1740-OM

ADJOINT DU RESPONSABLE
DU SERVICE TECHNIQUE

Il collaborera au management d'un service de 110 personnes, chargé de la maintenance du parc de matériels, parc qui doit, à court terme, s'accroître avec des équipements sophistiqués, mettant en œuvre des moyens électroniques élaborés.

Ce poste, qui implique polyvalence technique, développement de l'assurance qualité, suivi budgétaire, et qui nécessite de solides qualités d'animation et d'organisation, conviendrait à un ingénieur AM, INSA, ENSI, ... (ayant de bonnes connaissances en électronique), disposant de 3 ans d'expérience professionnelle.
La candidature d'un débutant de fort potentiel peut être envisagée.

Réf 11A 1741-OM

ADJOINT DU RESPONSABLE
DU SERVICE INFORMATIQUE

Il collaborera à la mise en œuvre d'un plan directeur informatique. Il mènera personnellement des projets et analyses en informatique de gestion. Il apportera une assistance technique à l'équipe (base de données, réseau) et veillera à la qualité des logiciels. Il participera à la mise en place de systèmes temps réels : il en assurera la formation, le suivi de réalisation, la maintenance, les développements. Il créera des interfaces. Il en sera le support technique.

Ce poste conviendrait à un ingénieur informatique, ou électronique, télécommunications avec option informatique, ou généraliste avec option informatique.

Ce poste nécessite une compétence technique forte (la connaissance de systèmes et logiciels temps réel, d'Unix ou de bases de données relationnelles serait appréciée). Il témoignera de solides qualités de rigueur et de dialogue.
La candidature d'un débutant de fort potentiel peut-être envisagée.

Réf 11A 1742-OM

Ecrire en précisant la référence choisie
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Le CNPF étioffe sa Direction Fiscale et recrute un

FISCALISTE CONFIRME

Agé de 30 à 35 ans, de formation supérieure (maîtrise en Droit + ENI ou DESS Fiscalité) possédant une solide connaissance de la fiscalité des entreprises, soit 6 à 8 années d'expérience en entreprise internationale et/ou en cabinet.

Il aura en charge des dossiers diversifiés dont la mise en œuvre comprendra des travaux d'analyse et de recherche, mais aussi de conception devant aboutir à des propositions concrètes, et impliquera des contacts multiples à tous niveaux.

Outre l'expérience, la capacité de créativité, d'autonomie, et le sens du dialogue seront déterminants dans le poste.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous la Réf. 11 A 1770/OM
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Equipementier automobile en forte expansion recherche pour l'une de ses branches leader en Europe plusieurs

JEUNES INGENIEURS

débutants fort potentiel ou première expérience pour intégrer ses sites de production dans les fonctions suivantes :

- ASSURANCE QUALITÉ - RELATIONS CONSTRUCTEURS
Poste basé à Blois Réf 11C 1550-9M
- MAINTENANCE - INVESTISSEMENTS
Poste basé à Sens Réf 11C 1531-9M
- ANALYSE DE LA VALEUR - QUALITÉ
Poste basé à Evreux Réf 11C 1551-9M

Ces postes représentent de réelles opportunités pour des ingénieurs diplômés désireux d'intégrer des centres de production très automatisés et une société capable de gérer des ingénieurs à fort potentiel.

Ecrire en précisant la référence
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



INGENIEUR PROCEDES

BRETAGNE

Une importante Société Française, rattachée à un Groupe Chimique de tout premier plan recherche pour ses sites de production en Bretagne Sud, un Ingénieur Procédés.

Rattaché au Directeur d'établissement, il sera basé en région Nantaise, et il sera chargé d'études d'amélioration de procédés pour les deux sites bretons.

Poste motivant pour candidat ayant 2 à 3 ans d'expérience professionnelle (ou éventuellement débutant si stages intéressants), de formation Grande Ecole fortement orientée vers le génie chimique, alliant goût pour la technique et qualités d'opérationnel.

Réelles perspectives d'avenir dans le Groupe.

Ecrire sous réf. 11B-1722-OM
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Filiale d'un groupe international, partenaire reconnu des constructeurs automobiles et poids lourds français et étrangers, développant des ensembles mécaniques de haute technicité recherche pour l'une de ses unités de production

CHEF DES SERVICES
METHODES - INVESTISSEMENTS
MAINTENANCE

4 à 5 ans d'expérience

Responsable des services techniques (30 personnes dont 2 ingénieurs), il sera le moteur de l'optimisation des process et des outils de production dans un environnement fortement automatisé afin d'accroître la flexibilité, la productivité et la qualité.

Cette fonction "clé" pour la compétitivité de cette unité sera confiée à un ingénieur mécanicien d'une trentaine d'années ayant déjà occupé des fonctions d'encadrement et mis en place des chaînes de production automatisées dans un domaine de petites et moyennes séries.

Un tempérament de leader et d'organisateur, un goût prononcé pour la technique et un potentiel important sont indispensables.

Poste basé banlieue Ouest Paris. 320 KF

Ecrire sous réf 11B 1619-9M
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris





FRANCE TELECOM, UN AVENIR QUI ME RESSEMBLE

Jeunes diplômés, en avril 90, vous serez 100 à vous lancer dans l'aventure des télécommunications avec FRANCE TELECOM.

Vous souhaitez, dans un secteur en pleine expansion, une qualité de travail, une formation performante, une mobilité professionnelle et d'importantes responsabilités.

FRANCE TELECOM vous offre cet avenir qui vous ressemble.

De Radiocom 2000 à Alphapage, de la mise en place de Numéris au lancement de Telecom 2, FRANCE TELECOM, opérateur public performant, s'investit dans la compétition internationale et relève tous les défis technologiques.

Jeunes ingénieurs, commerciaux, gestionnaires, diplômés des grandes écoles et d'universités (BAC + 5), vous bénéficierez sans cesse de nouvelles opportunités dans les filières informatique, exploitation, recherche, commercial, gestion ou ressources humaines.

Avec vous, nous renforcerons notre avance technologique en développant des services novateurs, fiables et concurrentiels.

Rejoignez cet avenir qui vous ressemble, contactez notre service recrutement dès aujourd'hui pour recevoir votre dossier de candidature et participer à notre sélection établie en deux temps.

N° Vert 05 21 11 11

Date de clôture des inscriptions : 30 mars 1990.

FRANCE
TELECOM
UN AVENIR D'AVANCE

Le conseil général de l'Isère RECRUTE UN DIRECTEUR DES AFFAIRES CULTURELLES (contractuel)

Mission :

Ce Directeur, sous l'autorité du Directeur général des Services du Département, sera chargé :

- de coordonner l'activité des Musées Départementaux (Musée Jean-Vinay à St-Antoine-l'Abbaye, Musée Hébert d'Uckermann à la Tronche et Musée de la Révolution Française à Vizille), des Archives Départementales et de la Bibliothèque Centrale de Prêts,
- d'élaborer et de mettre en application la politique culturelle de l'Isère.

PROFIL :

- niveau BAC + 4
- une bonne expérience dans le secteur culturel est indispensable.

Les candidatures sont à adresser avant le 15 avril 1990 à :
Monsieur le Président du Conseil Général de l'Isère
Direction de l'Administration Générale, Service du Personnel
HOTEL DU DÉPARTEMENT, 7, rue Fauriol-Latour
BP 1096 38022 GRENOBLE CEDEX

KONI

Fabricant d'amortisseurs haut de gamme, recherche pour son unité de production de Villeneuve-Loubet (06)

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Ingénieur de formation, vous aurez acquis une bonne expérience de la gestion de production dans le domaine de la fabrication mécanique (petites et moyennes séries).

Vos solides qualités humaines et votre pratique courante de l'Anglais font de vous le candidat recherché.

Envoyez CV + photo + prétentions à
M. DAVAL, KONI FRANCE
BP 09, 06270 Villeneuve-Loubet

Aménagement urbain

Société privée en développement urbain, aménagement et promotion, appartenant à un groupe de premier plan, recherche pour renforcer son implantation à Aix en Provence un

CHARGÉ D'OPÉRATIONS

Sous la responsabilité du délégué régional, vous assurerez la maîtrise d'ouvrage quotidienne des opérations d'aménagement et de construction et participerez également aux montages techniques et financiers des opérations.

Vous avez une formation Ingénieur ou équivalent avec une expérience de 10 ans environ dans le domaine de l'aménagement ou la conduite de projets complexes (maîtrise d'ouvrage ou maîtrise d'œuvre VRD). Une expérience en montage d'affaires est souhaitable.

De nombreux déplacements sont à prévoir en Provence Côte d'Azur.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo, CV, prétentions) à G.L.E. RESSOURCES, Tour Neptune - La Défense 1 - 92086 Paris La Défense Cedex.

L'EMPLOI dans

SECTEURS
DE POINTE
CHACQUE MARDI

Le Monde
Section C - Économie

Vous avez un DEA de DROIT SOCIAL et une bonne pratique de la rédaction. Notre société d'édition recherche son

pour revue familiale de très grande diffusion

Vous serez responsable de la rédaction de toutes les informations juridiques et sociales et aurez donc à suivre l'évolution législative, jurisprudentielle et doctrinale du droit social.

Au-delà de l'expérience, les qualités personnelles seront déterminantes : sens du concret et de la vulgarisation, esprit méthodique et scrupuleux, grande rigueur et esprit d'équipe.

Ce poste est évolutif. Statut de journaliste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la référence MJ567 sur l'enveloppe à notre conseil

Ornicar 6 rue Halévy 75009 PARIS

UNE OPPORTUNITÉ POUR VOTRE CARRIÈRE

Vous avez envie d'intégrer une équipe jeune et dynamique, motivée par la réussite. Vous souhaitez un poste à responsabilité. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons pour notre site à Toulouse :

UN RESPONSABLE DE PRODUCTION

Votre profil :

- Ingénieur en génie chimique, ou
- Ingénieur chimiste, ou
- Pharmacien de laboratoire,

ayant une expérience d'au moins cinq ans dans le domaine de la production.

Nous sommes une filiale d'un grand laboratoire pharmaceutique, spécialisée dans l'élaboration de biomatériaux à usage orthopédique.

Adresser lettre manuscrite, photo et C.V. à M. Bonei
SARL BIOLAND, 132, route d'Espagne - 31100 TOULOUSE

AU 42 89 20 50

CONSULTANT CONFIRMÉ

ON VOUS REÇOIT 10 SUR 10

SODERHU

Nicole ANCESSI

MEMBRE DE SYNTec

en toute confidentialité

Parcours
change d'adresse à partir du 12 mars 1990

2, rue du Bouloi
75001 Paris

nouveau téléphone : (1) 42 21 31 62
nouveau fax : (1) 42 21 31 62

صكا من الاصل

MAIRIE DE PARIS

Choisir Paris

JEUNES DIPLOMÉS

Vous aimez Paris,
Vous avez le goût du service public,
PARTICIPEZ AU DÉVELOPPEMENT DE LA CAPITALE

Votre diplôme, sanctionnant un second cycle d'études supérieures (maîtrise, licence ou équivalent), vous ouvre les portes du concours
d'Attachés d'Administration de la Ville de Paris

Les dossiers de candidatures vous seront remis sur place ou envoyés par courrier sur demande manuscrite entre le 26 février et le 28 mars 1990 à la :

MAIRIE DE PARIS
Bureau de recrutement
Rez-de-chaussée - 2, rue Lobau, 75004 PARIS

Cet établissement, filiale d'un des tout premiers groupes financiers français, intervient dans le domaine de l'intermédiation des valeurs mobilières. Pour accompagner l'évolution de sa structure, le secrétariat général cherche à s'adjoindre un

Responsable des ressources humaines établissement financier

Immédiatement rattaché au secrétaire général, il a pour mission d'assurer, en liaison étroite avec la direction générale et les directions opérationnelles, l'ensemble des activités liées à la gestion des 150 salariés de la société.

Pour les domaines ressortant de sa fonction - administration du personnel, affaires sociales, ressources humaines - il intègre les aspects tant politiques que pratiques et assume un rôle privilégié de vecteur de communication interne.

Ce poste s'adresse à un candidat déjà opérationnel de la fonction ayant une dizaine d'années d'expérience. Issu d'un cycle de formation supérieure, il est animé du profond sens du service lié à sa fonction et de son rôle moteur dans la politique sociale de l'établissement.

Danielle TCHÉORDUKIAN étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la réf. DTG 03.396 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

CH d. Conseil en ressources humaines.

INGENIEUR DES VENTES

"Marine"
Groupe pétrolier

La filiale française d'un des premiers groupes pétroliers mondiaux, disposant d'une infrastructure internationale, recherche un ingénieur des ventes pour son département "marine". Basé en proche banlieue ouest et sous l'autorité du directeur des ventes "marine et aviation", il participera, de manière autonome, à la gestion et au développement de cette activité à partir de la France. En étroite relation avec le réseau international, il assurera le suivi technique et commercial des clients existants (contrats, prix, livraison de carburants et lubrifiants "marine" à l'échelon national et international). Il contribuera également au développement de cette activité par une action de prospection auprès des armateurs nationaux. Ce poste, polyvalent, s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum, de formation technique supérieure. Il possèdera une bonne connaissance des moteurs marins acquis chez un pétrolier, dans la marine nationale, chez un armateur, dans la construction navale ou chez un fournisseur "marine". La maîtrise de l'anglais est indispensable. Attractive, la rémunération sera fonction des compétences présentées. Ecrire à D. MORETTE en précisant les prétentions et la référence A/R9705M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.75. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

RECHERCHE DE CADRES ET DE DIRIGEANTS

Paris

Le bureau de Paris de PA Consulting Group (2.500 personnes dans le monde, 80 bureaux dans 22 pays) connaît une progression de tout premier plan de son chiffre d'affaires. Dans le cadre de sa stratégie de développement, il souhaite notamment renforcer ses relations avec les grands groupes industriels et de distribution, et recherche un consultant confirmé qui deviendra leur véritable partenaire en matière de recrutement. Après formation à nos méthodes à Paris et à Londres, il mènera en totale autonomie des missions de recrutement tant par approche directe que par voie d'annonces,

et sera responsable d'un portefeuille clients qu'il gèrera et développera. Agé de 30 ans au moins, le candidat retenu sera diplômé de l'enseignement supérieur et déjà doté d'une réelle expérience en recrutement, acquise en cabinet ou en entreprise. La connaissance de l'anglais est souhaitable. La rémunération sera fonction de l'expérience. Ecrire à B. AUBRY en précisant la référence A/064M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.39. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

VILLE DE VALENCE (26)

70 000 habitants
Agglomération de 120 000 habitants
Recrute

UN DIRECTEUR DE L'URBANISME

Membre à part entière de la Direction générale, il aura en charge 3 missions :

- 1 - Définir la politique à moyen et long terme du développement de l'urbanisme, que ce soit sur les grandes stratégies ou sur les quartiers (habitat - superstructures - politique foncière, etc.), dans l'esprit d'un urbanisme de qualité. Cette réflexion devra s'intégrer dans les logiques d'agglomérations.
- 2 - Diriger un service de 20 personnes dans tous les secteurs de l'urbanisme (droit des sols - montage de procédures d'aménagement - définition des APS - gestion du patrimoine).
- 3 - Etre responsable de dossiers opérationnels.

Qualités :
Spécialiste en urbanisme, diplômé d'enseignement supérieur, le candidat devra justifier d'une expérience suffisante dans le secteur public.

La gestion des ressources humaines sera un critère de sélection important ainsi que la capacité à faire de l'urbanisme opérationnel.

Envoyer demande manuscrite et C.V. avec photo
à Joël Grenilleux secrétaire général
Place de la Liberté B.P. 2119, 26021 VALENCE Cedex

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN RECHERCHE CHARGE DE COMMUNICATION

Au sein de notre Direction des prêts il participera pleinement à l'activité du service de communication externe : tant au niveau de la conception de la campagne de publicité, que de la réalisation des autres supports de communication. Il saura écouter et conseiller notre réseau et nos filiales.

Pour ce poste de forte implication nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (IEP, Celsa, Maîtrise de communication) ayant une première expérience de 2-3 ans en agence. La connaissance du secteur bancaire serait un atout.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 081016 à CONTESSÉ PUBLICITE, 38 rue de Villiers 92532 LEVALLOIS PERRET Cedex qui transmettra.

LA PASSION ET LES ATOUTS D'UNE COMPAGNIE AERIENNE EN PLEIN ESSOR

En évolution constante, notre société cliente offre le contexte idéal pour mettre en valeur les compétences et faire évoluer les carrières de ses collaborateurs à tous les niveaux.

Les perspectives et les atouts sont d'autant plus passionnants et prometteurs qu'il s'agit d'une compagnie aérienne en plein essor.

Notre client est une compagnie aérienne européenne, dont la croissance importante s'appuie sur une réputation de qualité parfaitement justifiée. La commercialisation de la qualité de ses prestations auprès du public est donc d'une importance capitale. Les collaborateurs que nous recherchons pour animer sa nouvelle implantation à Paris seront du plus haut niveau.

Directeur de Ventes Régional

Le candidat aura 2 ou 3 ans d'expérience commerciale, de préférence dans le domaine du voyage ou le domaine tertiaire. Une expérience de gestion budgétaire ainsi qu'un permis de conduire seront également indispensables.

Ce poste exige des qualités de leader et de communication, une présentation soignée ainsi qu'une maîtrise parfaite de la langue anglaise.

Directeur du Développement Commercial

Avec un minimum de 2 à 3 ans d'expérience dans les ventes, de préférence dans le domaine du voyage ou le domaine tertiaire, le candidat aura un savoir-faire commercial, un goût du contact ainsi que les compétences pour vendre aux grandes entreprises nationales et ainsi seconder les professionnels du voyage.

Ce poste demande un niveau important de motivation ainsi que des compétences en matière d'organisation, une présentation soignée et une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Cadre commercial

Une fois de plus, ce poste demandera des compétences en matière de communication et de présentation. Responsable des ventes auprès des professionnels du voyage, le candidat aura idéalement acquis une expérience commerciale dans ce domaine. Il fera preuve d'une personnalité dynamique, d'une présentation soignée, de compétences en matière d'organisation, et d'une capacité de travailler de manière autonome.

Egalement indispensables : un permis de conduire et de bonnes notions d'anglais.

Chef de Produit

Diplômé d'une école d'études commerciales et/ou de marketing, le candidat aura une solide expérience en matière de gestion budgétaire et un minimum de 2 ans d'expérience en marketing. Préférentiellement il aura une formation professionnelle dans le domaine du voyage ou le domaine tertiaire et une expérience de la communication publicitaire.

Le candidat retenu fera preuve d'un certain nombre de qualités essentielles, dont de solides compétences en communication orale, une personnalité

plutôt extravertie, une expérience d'encadrement, des capacités confirmées en matière d'organisation, de gestion et de motivation.

Chef de Produit Adjoint

Ce candidat fera preuve des mêmes qualités humaines que celles demandées au Chef de Produit, son supérieur hiérarchique. En termes d'expérience et de qualifications, le candidat retenu sera, de préférence, diplômé d'une école d'études commerciales et/ou de marketing, parlera anglais couramment et aura acquis une expérience d'au moins un an en marketing commercial, notamment dans le domaine du voyage ou le domaine tertiaire.

Personnel pour l'Accueil et la Réservation

La Compagnie est connue pour la qualité de son service et de son accueil. Afin de perpétuer cette réputation au sein de sa nouvelle implantation, elle recherche des collaborateurs expérimentés. Les candidats seront dynamiques et accueillants, auront une certaine aptitude en matière de chiffres et d'expression orale, et la volonté de se consacrer à leur carrière.

Chacun de ces postes demande de l'initiative, du dynamisme et un certain niveau d'éducation. En contrepartie, la compagnie propose des salaires intéressants ainsi que les très nombreux avantages propres à une compagnie aérienne.

Merci d'envoyer votre C.V. et prétentions à : Stephen Garlick, Director Lockyer, Bradshaw & Wilson, 30 bis, rue Spontini, 75016 PARIS.

LBW
LOCKYER, BRADSHAW & WILSON



CESSILOR

Sur notre site pilote de SAINT-MAUR (94), nous souhaitons intégrer au sein de notre "Service Développement Produits Organiques" un :

INGENIEUR PROCEDES

Chimiste - Matériaux

Diplômé d'une Ecole d'ingénieurs ou Universitaire (Génie chimique, Sciences des Matériaux, polymères), après une expérience réussie de 2 à 3 ans dans un Service Etudes ou R. et D., vous souhaitez vous orienter davantage vers l'industrialisation du produit et vous rapprocher des réalisations concrètes.

Nous vous proposons de valoriser cette expérience en participant au développement technique de nouveaux produits organiques, impliquant la mise en place d'essais, l'évolution des procédés de fabrication et du matériel dans un atelier pilote, en liaison étroite avec les R. et D. et la production.

Vous alliez à la fois la rigueur du scientifique, un goût marqué pour l'innovation et la créativité de l'homme de terrain. Vous avez une bonne maîtrise de la langue anglaise. Un challenge passionnant vous attend.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo) sous la réf. 300/LM à :

CESSILOR INTERNATIONAL - Service Développement Produits et Cadres

cegos

Division Formation Ressources Humaines

Formateur consultant

Formation de formateurs

Méthodes pédagogiques

Les métiers de la formation se développent et les méthodes pédagogiques évoluent. Savoir enseigner est un art qui implique la maîtrise de toutes les techniques éducatives. Notre équipe d'experts en pédagogie souhaite intégrer un nouveau Formateur Consultant. Répondant aux attentes des entreprises, il concevra et animera des stages, participera au perfectionnement des méthodes, et contribuera au développement des produits de formation et des interventions en entreprises. Ce poste convient à un diplômé DESS en pédagogie, I.F.A.C.E. ou D.U.F.A., ayant une expérience de 3 à 5 ans de la formation des adultes en milieu entreprise. L'autonomie, l'esprit d'équipe et la créativité sont les facteurs clés de la réussite dans ces fonctions.

Merci d'adresser lettre man. et CV, sous réf. 23840/M à Dominique CHALVIN - Directeur D.F.R.H. CEGOS, Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE

DIRECTION INDUSTRIELLE ET DE PRODUCTION



Cette PME, 130 personnes, 100 Millions de Francs de C.A., a acquis une solide réputation dans le domaine des instruments à écrire avec une politique volontariste d'innovation "produits" et d'investissements industriels. Rattaché directement à la direction Générale, le titulaire du poste a pour mission d'assurer la direction de l'outil industriel et des productions. Cette responsabilité implique un suivi opérationnel, technique, organisationnel et de gestion humaine.

Nous recherchons rencontrer un ingénieur généraliste (30 ans minimum) possédant une expérience significative et réussie acquise en production et/ou en fabrication.

Son expérience s'est effectuée de préférence dans des industries où la diversité des fabrications, en terme de gammes ou de références produites, justifiait une gestion de production, un ordonnancement et une organisation "très poussée".

Les conditions offertes et les perspectives de l'entreprise sont de nature à intéresser un professionnel compétent et d'avenir.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 8/2473 E à :

EGOR TECHNOLOGIES 125, av. des Champs-Élysées - 75008 PARIS

EGOR

PROFESSEURS CONSULTANTS

- contrôle de gestion et systèmes d'informations
- management des organisations et développement social
- macro et micro économie
- marketing industriel
- formation de formateurs au management



Ces fonctions sont proposées à temps plein ou dominant. Votre niveau (minimum) DEA est complété par une expérience professionnelle réussie d'au moins 3 ans en entreprise ou en cabinet conseil et par une expérience de l'enseignement et de la recherche. Suivant vos compétences, nous pourrions aussi vous proposer un poste de Directeur de Programme 3^{ème} cycle.

Vous serez capable d'effectuer certains de vos cours en anglais. Pour rejoindre notre équipe rodée et performante, merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, CV et prétentions en précisant le poste concerné à Groupe ESC LYON - Maryse VESCO - BP 174 - 69132 ECULLY CEDEX

Pour en savoir plus, consultez le Minitel 3615 Code ASTERE#MEDIAPA réf. C575.

PSYCHOLOGUE CLINICIENNE

ayant de 2 à 5 ans d'expérience

Un Cabinet de Psychologie spécialisé dans le CONSEIL en RECRUTEMENT de Dirigeants et Cadres, utilisant des méthodes cliniques d'évaluation psychologique - recherche pour compléter son équipe de consultants, une PSYCHOLOGUE.

Pour s'insérer dans la petite équipe très professionnelle du Cabinet, il est nécessaire de posséder - outre une formation du type PSYCHO-PHAT ou DESS de PSYCHOLOGIE CLINIQUE, doublée d'un réel intérêt pour l'entreprise - un excellent contact et le goût pour un travail approfondi et rigoureux. Il faut aussi savoir d'organiser de manière efficace, dimer communiquer, écrire.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, curriculum-vitae et photo - sous réf. 548 à : 149, rue St Honoré - 75001 PARIS.

Un jeune talent pour notre communication

Dans le monde Industriel, ce n'est pas si fréquent...

Et pourtant, une communication interne et externe d'une grande intensité a soutenu et renforcé les mutations humaines et technologiques de notre puissant Groupe.

Notre stratégie d'entreprise intègre des actions de communication ambitieuses. Pour cela, nous engageons sur notre très important site de production dans le Nord, des moyens nombreux et variés : vidéo, films et journaux d'entreprise, conventions, manifestations internes et externes, relations avec les médias...

Notre Directeur cherche à renforcer l'équipe en accueillant un jeune professionnel de la communication, Celsa ou équivalent, et possédant déjà de bonnes connaissances des techniques de l'édition et du journalisme. Avant tout, homme de contact et de créativité, il s'investira sur le terrain dans des projets novateurs.



Rejoignez-nous et étonnez-nous par vos qualités d'imagination, d'écoute, de dialogue et par votre plume. Adressez-nous rapidement votre dossier de candidature personnalisé au CPA, notre Conseil, 3 rue de Liège 75009 Paris, sous référence 40 028/M.

MEMBRE DE SYNTIC

Ville d'Evreux (Eure) RECRUTE

CHARGÉ DE MISSION

Pour la mise en œuvre du projet d'aéroport civil dans le cadre du développement économique

Missions

- connaître l'environnement économique local,
- étudier et définir le projet de création de l'aéroport,
- lancer une action promotionnelle,
- constituer une structure mixte à vocation économique,
- conduire et soutenir l'animation avec les partenaires et acteurs,
- mettre au point le dossier opérationnel de réalisation.

Poste

- sous l'autorité du secrétaire général,
- mission de deux années,
- fait appel aux moyens mobilisables par la ville.

Profil

- formation supérieure (bac + 5 minimum) : HEC, ESC...
- pratique de la communication et de la négociation, sens des relations publiques et des contacts,
- pratique des systèmes relationnels et de décision,
- expérience de travail sur des projets de moyens de communication (aéroport, port, route...),
- disponibilité requise.

Salaires : 15 000 F net mensuel.

Poste à pourvoir immédiatement

Candidature à adresser avec CV à : Monsieur Roland Plaisance, maire BP 186, 27001 Evreux Cedex. Tél. : 32-31-52-52. Jusqu'au 15 avril 1990.

L'information au cœur de la recherche et de l'industrie

Nous sommes un important groupe public à vocation scientifique et industrielle. Nous recherchons pour notre Direction de la Communication basée à Paris :

Le Responsable du Service Presse (Réf. M1)

Chargé d'animer une équipe de 8 personnes, vous élaborerez dans le cadre de notre politique de communication, l'ensemble des actions de relations presse. De formation Grandes Ecoles (Sciences Po...) vous avez une expérience de 3 à 5 ans du journalisme ou des relations presse. Vos connaissances du monde de l'industrie et de la recherche font de vous un professionnel de la communication capable d'anticiper sur l'actualité de notre groupe.

Deux Attachés de presse (Réf. M2)

Diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po, CELSA...), vous êtes attiré par le milieu de la recherche et de l'industrie.

Une première expérience d'un à deux ans des relations de presse et un goût des contacts affirmés vous permettront de secondar efficacement le nouveau responsable du service en intervenant directement auprès de journalistes couvrant l'ensemble de la presse spécialisée et grand public.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo + prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Darjeeling - 54, rue Beaubourg - 75003 Paris, qui transmettra.

Jeune diplômé

DE

ACTUEL

DIRECTEUR

DE

DE

CONSEIL

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

Le Monde

de la

Fonction Commerciale

SAINT-GOBAIN

Filiale de Saint-Gobain, Vetrotex est le numéro 1 Européen de la fibre de verre, principal renfort des matériaux composites.

Nous réalisons notre CA. en constante progression, dans des secteurs aussi diversifiés que l'Automobile, l'Électronique, le Bâtiment, la Plaisance ou les Sports et Loisirs.

Pour participer avec nous à cette croissance, nous recherchons

UN INGENIEUR COMMERCIAL

Diplômé d'une école d'ingénieurs (mécanique, chimie, physique des solides) avec une première expérience dans une fonction technique ou technico-commerciale, la trentaine, et disponible pour des déplacements fréquents, vous rejoignez notre équipe à Chambéry, pour gérer et développer un portefeuille de clients client de la PME ou grand groupe international.

Dans le cadre de la politique commerciale à laquelle vous participez et pour atteindre vos objectifs, vous êtes à l'écoute des besoins et des évolutions de nos clients, vous élaborez des solutions sur mesure en relation avec le Centre de Recherche, vous organisez des journées de formation et vous participez aux salons professionnels.

De quel satisfaire votre besoin d'autonomie, votre créativité, votre sens de l'équipe et votre ambition, surtout si l'anglais vous est familier.

Ecrivez-nous en indiquant la réf. 864/BLM, à SODERHU, 34, rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

SODERHU

RECRUTEMENT

Décidément, notre météo commerciale reste au beau fixe !

Nos paramètres vous le confirmeront : innovations technologiques, combativité commerciale, solide image de professionnels concourant à maintenir notre Groupe international dans un climat de forte croissance.

Vous aimez et vous savez manager une équipe d'agents commerciaux.

ingénieur
animez, formez, développez.

Agé de 30 ans et plus, vous avez trouvé votre mix gagnant.

Vous possédez une bonne connaissance de la distribution technique, de l'équipement électrique, des réseaux de diffusion, du marketing et un réel talent de commercial et d'entraîneur. Vous savez ainsi renforcer la compétence technique, l'efficacité commerciale et la motivation de votre équipe.

Pour nos agences situées en régions Rhône-Alpes, Sud et Loire, nous sommes prêts à parler sur des ingénieurs à fort potentiel envisageant de réelles perspectives d'évolution.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence 2/21 2A à notre cabinet, Sylviane BARDIAUX, SWITCH, 40 rue Amélie 75011 PARIS, qui vous garantit toute confidentialité et réponse rapide.

Partenaire
de vos ambitions

SWITCH

Département Recrutement

intel

Leader mondial des microprocesseurs recherche pour son activité de SERVICE AUX CLIENTS (Ingénierie Systèmes, Support Hardware et Software, Formation et Maintenance) un

INGENIEUR COMMERCIAL SERVICES

Vous serez responsable de la prospection et du développement d'une clientèle pour nos activités de maintenance PC auprès de Grands Comptes.

Vous désirez valoriser une expérience de 5 ans acquise dans une Société multinationale dans la vente de micro-ordinateurs, et votre connaissance approfondie de ce marché potentiel. Travaillant en équipe, votre dynamisme vous permettra de relever nos challenges. Vous avez une formation Ingénieur Grande Ecole ou Université. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Merci d'adresser votre lettre, CV et prétentions sous réf. 133 à la Direction des Ressources Humaines, INTEL Corporation, 1 rue Edison, BP 303, 78054 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

Ingénieurs
commerciaux
grands
comptes

AVOIR UN TALENT COMMERCIAL C'EST BIEN... L'ASSOCIER A DES PRODIGES DE TALENT, C'EST SOPRA !

Votre formation supérieure et une première expérience de 3 ans minimum auprès de grands comptes vous ont permis de développer l'art de la négociation. Principal acteur dans la vente de progiciels, vous montrerez vos talents commerciaux comme vos capacités d'organisation et d'autonomie.

Rejoignez une structure dynamique qui s'ouvre à l'international, où les termes "performance et qualité" sont un état d'esprit.

Merci de nous contacter en adressant votre dossier de candidature, sous réf. IC, à Catherine Carrasset - SOPRA - Direction des Ressources Humaines - 3, rue Lauriston 75116 Paris.

Toute la rigueur que l'on attend d'une SSII

SOPRA

Ingénierie informatique

Ingénieur chimiste
Technico-Commercial

Filiale d'un très important groupe français, notre PMI qui fabrique et commercialise des produits chimiques, est leader sur son marché. Dans le cadre d'une politique volontariste de développement, nous recherchons un Ingénieur Technico-Commercial.

Sous l'autorité et en étroite coopération avec le Directeur Général, vous aurez pour mission de réaliser les études et essais nécessaires à l'homologation et à la commercialisation de nos produits auprès d'une clientèle industrielle importante et variée.

Ingénieur chimiste ou Universitaire pour vous montrer rapidement opérationnel, vous devez disposer d'une première expérience réussie (technique et/ou commerciale), posséder un esprit curieux et un goût prononcé du contact commercial.

Ce poste évolutif basé à Paris, nécessite une bonne connaissance de l'anglais ; de nombreux déplacements sont bien sûr à prévoir, tant en France que dans la CEE. Si vous pensez avoir le profil de la personne recherchée, merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la référence 469 LM à :

J.P. parichon
38 rue de Lisbonne - 75008 Paris

AFFLUENTS
à la Bastille !
c'est vrai depuis
hier.

Nous avons le plaisir de vous annoncer
que nous nous sommes installés
dans nos nouveaux locaux
le Lundi 12 Mars 1990 à 9 h du matin.

Retrouvez-nous à
notre nouvelle adresse :

A.F.F.L.U.E.N.T.S
PUBLICITE & COMMUNICATION DE RECRUTEMENT
43, rue du Chemin-Vert 75011 PARIS
Tél. 47.00.68.68 - Fax : 47.00.98.60

Dans le cadre du développement de ses activités
UNE IMPORTANTE CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
région Nord - Pas de Calais
recherche un

CONSULTANT INDUSTRIEL
GENERALISTE

A 30/40 ans, de formation Ecole Supérieure de Commerce, votre professionnalisme repose sur une expérience en entreprise acquise, de préférence dans des fonctions marketing ou à l'exportation, ayant mis en valeur vos qualités relationnelles.

Homme de terrain, vous savez évoluer avec aisance dans un environnement industriel. Imaginatif et efficace, vous aurez pour mission de concevoir, mettre en place et assurer la promotion d'actions spécifiques (plans de développement commercial, marketing, exportation, ...) pour répondre aux besoins des entreprises et assurer leur avenir. Votre goût pour la communication et votre dynamisme vous permettront d'animer des groupes de réflexion stratégique composés de chefs d'entreprises.

Pour ce poste, la connaissance de l'anglais est indispensable. Une deuxième langue serait appréciée.

Pour participer à l'expansion de notre région, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 3575 à C.J. - 25 Bis rue Pierre Curie - 75016 Paris.



Chantal Kenwyn

Jenne société Ingénierie Tourisme et Loisirs
Filiale d'une importante SEM d'aménagement
en région Languedoc-Roussillon

Recherche

CHARGÉ(E) D'ETUDES MARKETING
pour son agence de Nîmes

Sa mission consiste à concevoir, négocier et réaliser des contrats d'études et le montage d'opérations variées d'aménagement et de développement touristique.

De formation supérieure à dominante commerciale et d'une expérience de 4 à 5 ans dans le secteur du tourisme et des loisirs, les candidats seront imaginatifs et devront posséder l'esprit d'initiative, des facilités de rédaction, d'élocution et de contacts.

La connaissance des collectivités locales et du milieu rural sera appréciée.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous le n° 196535 à Agence Haras - 34063 Montpellier Cedex, qui transmettra

GROUPE MICHEL FERRIER

Le GROUPE MICHEL FERRIER un des leaders en Immobilier
d'Entreprises recherche pour sa filiale "PROMOTION REGION",

CHARGE D'AFFAIRES
CONFIRME - H/F

Vous assurerez complètement les missions de maîtrise d'ouvrage déléguée en :

- Immobilier d'entreprises et logements.

Du montage de l'opération au suivi de la commercialisation.

Vous serez basé à GRENoble pour développer des opérations Rhône Alpes et en France.

Vous avez de préférence, plus de 30 ans, une formation supérieure et une expérience professionnelle de l'immobilier de 3 ans minimum.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) à notre Conseil ALBATROS Consultant

Denis Cormons - MINIPARC "Les Acacias" - Chemin du Vieux-Chêne 38240 MEYLAN ZIRST.

Filiale à taille humaine (600 personnes)
d'un grand groupe national
RECHERCHE

INGENIEUR TECHNICO COMMERCIAL

Responsable de la commercialisation de produits à forte dominante technique exportés à plus de 70 %. Ce poste sera basé près d'un de nos sites de production dans la Loire (42).

PROFIL SOUHAITE : BAC + 4 mini

2 à 5 ans d'expérience dans la commercialisation ou la production de sous-ensembles industriels.

L'anglais courant est indispensable.

L'espagnol sera un plus apprécié.

Envoyer lettre manuscrite et CV sous n° 8848
LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

مركز الامم المتحدة

Le Monde Fonction Commerciale

Le Monde Cadres

L'AGENDA

LE JOINT FRANCAIS

Département joints techniques

Jeune ingénieur commercial

MARCHE EUROPEEN

Pour l'un de nos départements, spécialiste de l'équipement et leader européen sur son produit, nous recherchons un **JEUNE INGÉNIEUR COMMERCIAL**. Nous lui confierons la responsabilité des ventes et du développement d'une clientèle d'équipementiers automobiles européens. Il s'appuiera dans certains pays sur le réseau existant de filiales et d'agents.

Ce poste s'adresse à un ingénieur ayant si possible une 1^{ère} expérience de vente de produits industriels et maîtrisant parfaitement l'anglais. La connaissance de l'allemand serait appréciée.

Si vous êtes intéressé par une carrière dans un groupe en forte expansion, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. M181 - au JOINT FRANCAIS - Département Recrutement - 2, rue Balzac - 75008 Paris.

Renseignements complémentaires sur le Groupe Hutchinson : tél. 36.16 code RSCG Carrières.

Un organisme collecteur du 1.5 logement situé à Paris, recherche son :

RESPONSABLE COMMERCIAL

- Il sera chargé, dans le respect de règles déontologiques fortes :
- de développer l'impact commercial du CIL auprès des entreprises
- de piloter une équipe de 5 professionnels.

Une rémunération motivante permettra au candidat de se consacrer pleinement à la réussite du développement attendu.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à notre Conseil : Développement et Management des Hommes et des Entreprises.

1 RUE CHAUVEAU-LAGARDE - 75008 PARIS

Société spécialisée dans le conseil et la vente de solutions PAO (secteurs presse et publicité) revendeur agréé APPLE, TANDON, EPSON recherche pour faire face à sa croissance

INGÉNIEUR COMMERCIAL

expérience vente micro

Pour son studio de création et d'exécution

COMMERCIAL

édition publicitaire

Rémunération motivante

Envoyer lettre, CV, photo à : EASYDOC Sylvie Basille. Espace technologique de St-Aubin Immeuble Le Colombia, 91195 Gif-sur-Yvette Cedex.

FORMATION PROFESSIONNELLE



TECHNICIENS SUPÉRIEURS. DEVENEZ INGÉNIEUR EN 20 MOIS

Une formation qui a fait ses preuves : Placement à un excellent niveau de responsabilité et de salaire, 300 ingénieurs formés en 10 ans témoignent. Diplôme reconnu par la Commission des Titres.

Profil du candidat.
• Titulaire d'un BTS, DUT, DPCT CNAM ou équivalent...
• 4 années d'activité industrielle.

Recrutement.
• Sur dossier et entretiens. 55 places offertes.
Date limite d'inscription : 15 avril 1990.

Enseignement. Octobre 1990 - juin 1992.
• Options : productives, BTP, environnement, matériaux...
• Hébergement et restauration possibles à l'école.
• Rémunération des stagiaires dans le cadre des lois sur la formation continue.

Dossiers de candidature et renseignements :
Ecole des Mines d'Alès
66, avenue de Clavières, 30107 ALÈS CEDEX. Tél. : 66-78-50-00.

AFCA SFCA INTERNATIONAL

organisée du 2 avril au 25 juillet 1990, un stage de :

FINANCE ET STRATÉGIES

CALES EUROPÉENNES

Niveau cadre bac + 4.

Formation bilingue avec

remise à niveau en anglais.

Évaluation gratuite et

remise.

Renseignements pour

inscription : AFCA SFCA

Tél. : 45-35-45-30 ou

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

ANPE : 42-80-20-00

AGENCE DE PUBLICITÉ

cherche COMMERCIAUX 25/35 ANS

expérience pub. demande

Adresse CV + photo à :

A.M.J. CONSEILS

200, bd Voltaire

92000 ASNIERES

Pour foyers de travailleurs

immigrés région parisienne.

recherches

CHIEFS DE CENTRE

Gestionnaires agencés, agencés

de qualité, adresses, toutes de

communication efficace avec

clients d'activités diverses.

Logement de fonction, gracieux,

spéciaux et confortables.

Appellements 13,5 mois,

prima de résultats personnels.

Indemnités sur résultats

globaux d'exploitation

de l'entreprise.

Env. CV + lettre manuscrite

+ photo à : ADE Direction des

recrutements, 18, rue de

Pilaire, 75004 PARIS.

RECHERCHE

DIRECTEUR FINANCIER ET

COMPTABLE

NIVEAU EXPERT-COMPTABLE

CONNAISSANCES COMPTABLES

DE DROIT SOCIÉTÉ

EXPERIENCE GESTION TRÉSORERIE

200 000 F/AN + INCENTIVE

ENV. CV MICHEL BERNARD

42, AV. VICTOR-HUGO,

92118 PARIS

STÉ ENGINEERING

Recherche pour mission étran-

gère/projets, travail rigoureux,

serieux.

Envoyer CV à : STÉ, 11, rue de

Solférino, 92100 Boulogne.

LA VILLE DE

MAISON-LAFFITTE

(Val-de-Marne)

52 000 habitants

recherche

1 ATTACHÉ

TERRITORIAL

Chargé de la mise

en place et de dévelop-

pement du service économique

de la ville. Conditions statu-

taires au niveau bac + 4.

Prime de vacances

et 13^e mois.

Adresse CV + photo :

M. le Maire de

Maison-Laffitte,

118, av. du Général de Gaulle,

94700 Maison-Laffitte.

PRESSE

QUOTIDIENNE

RECRUTE

POUR SON DÉPART.

MARKETING DIRECT

TÉLÉVENDUEURS

(H ou F)

NIVEAU BAC

Bonne culture générale

Expérience souhaitée

Photo + ind. motiv.

Tél. : 45-55-15-27

Tél. : 45-55-15-27

Tél. : 45-55-15-27

Tél. : 45-55-15-27

Tél. : 45-55-15-27

Tél. : 45-55-15-27

Tél. : 45-55-15-27

Tél. : 45-55-15-27

Tél. : 45-55-15-27

Tél. : 45-55-15-27

Tél. : 45-55-15-27

AGENCE DE PUBLICITÉ

pour définition et

mise en œuvre d'une

politique locale de l'habitat

dans petite ville Nord-Ouest

cherche

CONTRACTUEL

Entre août et le 30/09/90

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montessuy

75007 Paris.

1^{er} groupe mondial d'encres

d'imprimerie recherche pour

son département

« Cold Set »

UN TECHNICIEN

de labo. et d'application de

haut niveau. Mission : tra-

vailler entre usine et utilis-

ateurs européens. Anglaise

expérimenté, allemand souhaité.

Env. sous le n° 7118

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montessuy

75007 Paris.

URGENT

Agence ALPHA SERVICE

(CSCN) recrute 2 agents

commercial, homme ou

femme. Bon état.

Pour tous renseignements

matériels de

contrôle industriel

sur 184-PC

recherche

1 INGÉNIEUR

Etudes, développement,

physiques, contrôle

et logiciel (langage C).

1 INGÉNIEUR

Application mesures

physiques, contrôle

(support ventes).

1 AGENT TECHNIQUE

Electronicien

DUT, BTS

Applications sur PC

Envoyer CV + photo

+ prétentions à :

SOFIA TEST

2, rue de

75002 Paris.

Ville de

Chilly-Mazarin

recrute

pour le service

enseignement-jeunesse

1 RÉDACTEUR

adjoint au responsable

Exp. rédaction

appréciée.

1 COMMIS

OU

COMMIS PRINCIPAL

de préférence titulaire

du baccalauréat.

Pratique du traitement

de texte.

Ad. immédiatement

candidatures parvenues

et CV à :

Monsieur le Maire

Mairie de la

Place du 8-Mai-1945

91380 Chilly-Mazarin.

DEMANDES

D'EMPLOIS

TRÈS FORTE EXPÉRIENCE INTERNATIONALE

PRODUITS INDUSTRIELS

Développement et lancement de produits nouveaux réussis.

Animation d'équipes de vente internationales.

Anglais - Espagnol - Italien courants

JE SUIS VOTRE

DIRECTEUR COMMERCIAL

Marketing

Lien d'implantation indifférent

Tél. : 47-22-46-74 / Fax : 46-40-11-21

Tél. : 47-22-46-74 / Fax : 46-40-11-21

Tél. : 47-22-46-74 / Fax : 46-40-11-21

Tél. : 47-22-46-74 / Fax : 46-40-11-21

Tél. : 47-22-46-74 / Fax : 46-40-11-21

Tél. : 47-22-46-74 / Fax : 46-40-11-21

Tél. : 47-22-46-74 / Fax : 46-40-11-21

Tél. : 47-22-46-74 / Fax : 46-40-11-21

Tél. : 47-22-46-74 / Fax : 46-40-11-21

Tél. : 47-22-46-74 / Fax : 46-40-11-21

Tél. : 47-22-46-74 / Fax : 46-40-11-21

Tél. : 47-22-46-74 / Fax : 46-40-11-21

Tél. : 47-22-46-74 / Fax : 46-40-11-21

Tél. : 47-22-46-74 / Fax : 46-40-11-21

Tél. : 47-22-46-74 / Fax : 46-40-11-21

Tél. : 47-22-46-74 / Fax : 46-40-11-21

Tél. : 47-22-46-74 / Fax : 46-40-11-21

Tél. : 47-22-46-74 / Fax : 46-40-11-21

MARCHÉS FINANCIERS

Devant l'impossibilité de prendre le pouvoir

Le britannique Lonrho laisse la SCOA à son allié Paribas

Paribas, qui croyait avoir trouvé un allié capable de redresser la SCOA (société commerciale de l'Ouest africain, un conglomérat de négoce et de distribution), doit repartir à la recherche d'un opérateur. Le groupe britannique Lonrho, qui avait annoncé voici quatre mois un accord avec Paribas pour mener à bien le redressement de la SCOA, a rendu public lundi 12 mars son abandon. Motif : l'impossibilité de prendre rapidement le pouvoir au sein de cette société.

La Société commerciale de l'Ouest africain rassemble plus d'une centaine de sociétés réparties dans cinquante pays réalisant un chiffre d'affaires d'une dizaine de milliards de francs dans le commerce et la distribution, mais aussi dans l'équipement, l'agro-alimentaire, la pharmacie, la facturation, le financement aux particuliers... Bref, un groupe diversifié à l'ancienne empiétant dans des domaines d'identité et qui perd de l'argent par de multiples fuites.

Dernier déficit en date : 320 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 5,6 milliards de francs. Le départ de Lonrho représente donc un coup dur pour Paribas, qui croyait bien avoir enfin trouvé un partenaire capable de redresser la SCOA. Depuis octobre 1989, les Britanniques avaient commencé de s'intéresser à cette société dont les activités africaines étaient complémentaires de leurs. Mais l'impossibilité de prendre une participation significative dans le capital de la SCOA à l'issue d'une augmentation de capital de 1 milliard de francs au succès inespéré les auraient amenés à quitter le bateau. Il ne semble pas être dans les habitudes du groupe britannique de dépenser de l'argent et de l'énergie pour une entreprise dont ils n'ont pas le contrôle. M. Patrick Devedau qui, depuis son arrivée à la tête de la SCOA en 1988, avait entrepris de restructurer l'équipe dirigeante, tenté de bâtir un nouvel organigramme, de resserrer le groupe sur un nombre plus restreint d'activités tout en renégociant avec les banques un endettement qui dépassait, en 1988, les 2 milliards de francs, va donc devoir se mettre à la recherche d'un nouveau partenaire.

Y. M.

Après des pertes de 78,5 millions de francs

Axa Midi veut relancer Meeschaert-Rousselle pour mieux la vendre

La société de bourse Meeschaert-Rousselle a enregistré l'an dernier une perte de 78,5 millions de francs après un bénéfice de 19,6 millions de francs en 1988 et révéla lundi 12 mars le nouveau président de cette firme M. Gérard de la Martinière en présentant les mesures de redressement décidées en accord avec l'actionnaire unique le groupe d'assurances Axa-Midi.

Pour expliquer la dégradation des comptes et en particulier celle du résultat d'exploitation courant qui s'est traduit par une perte de 114 millions de francs, quatre éléments ont été avancés : l'augmentation des charges de trésorerie (+178 %), le maintien du niveau des frais généraux, malgré une réduction sensible d'activité (-13 %), une érosion des marges d'intermédiation tant sur les actions (-60 %), que sur les obligations (-60 %), et des circonstances exceptionnelles. Parmi ces éléments non récurrents sont évoqués le surcoût de trésorerie dans le cadre du règlement livraison et l'arrêt des activités du département international jugé non rentable. « Incontestablement l'absence de direction n'a

pas facilité la traversée de la période difficile que Meeschaert-Rousselle a vécu en 1989 », a constaté M. de la Martinière faisant allusion à son prédécesseur M. Régis Rousselle qui cumulait jusqu'en décembre, cette fonction avec celle de président de la Société des Bourses françaises et du Conseil des Bourses de Valeurs (Le Monde du 25 novembre). L'impératif est à présent le retour à l'équilibre d'exploitation au plus tard avant la fin de l'année en se concentrant sur le créneau de l'intermédiation boursière au service de la clientèle institutionnelle. Cette stratégie passe par la poursuite de la compression des coûts à tous les niveaux et par la réduction d'effectifs déjà ramenée en un an de 334 à 234 salariés. Dans le même temps les fonds propres de l'entreprise reviennent à 48 millions de francs tout être renforcés. La situation financière devrait être portée à 600 millions de francs par Axa-Midi. Le groupe d'assurances entend ainsi redresser l'affaire pour mieux la revendre ensuite.

D. G.

Les résultats de la Lyonnaise des eaux en hausse de 31 %

Les chiffres provisoires pour 1989 annoncés par la Lyonnaise des eaux indiquent une nouvelle progression en 1989 après celle de 1988. Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé en 1989 à 31,5 milliards de francs au lieu de 18,8 milliards en 1988, soit une augmentation de 14,6 %, après +11,7 % en 1988. Le résultat net consolidé (part du groupe) devrait atteindre 725 millions de francs (+31 % sur l'année, après +25 % en 1988). Les investissements, qui avaient déjà augmenté de 38,2 % en 1988, se sont élevés à 6 milliards de francs (+3,4 %).

Si l'ensemble des « métiers » du groupe ont progressé l'an dernier,

cette progression est inégale. D'après un avis publié au Bulletin des annonces légales obligatoires (BALO), les ventes se sont élevées à 10,13 milliards de francs (+20,6 %) pour la distribution d'eau, à 3,89 milliards (+14,1 %) pour le secteur « énergie et chaleur », à 2,7 milliards (+16,4 %) pour le secteur « propriété », à 2,9 milliards (+6 %) pour les services funéraires. La distribution d'eau a bénéficié à la fois du mouvement de privatisation des services collectifs en France et à l'étranger. De l'attention portée à l'environnement et des acquisitions du groupe à l'étranger, notamment en Grande-Bretagne.

Accord entre Rhône-Poulenc et Rorer

Les groupes français et américain ont annoncé le lundi 12 mars qu'ils avaient conclu l'accord définitif leur permettant de joindre leurs activités pharmaceutiques au sein d'un nouveau groupe baptisé Rhône-Poulenc-Rorer dont le chiffre d'affaires devrait atteindre 3 milliards de dollars (près de 18 milliards de francs) et qui sera contrôlé à 68 % par Rhône-Poulenc. Les deux groupes ont précisé les modalités de l'opération. Rhône-Poulenc lancera une OPA sur 50,1 % du capital de Rorer pour 10 milliards de francs. Cependant plusieurs conditions ont été mises à la réalisation de l'accord. Rhône-Poulenc se réserve le droit de renoncer à l'OPA si moins de 75 % des actions sont apportées à l'offre. En rémunération de l'apport des activités de Rhône-Poulenc, Rorer reprendra environ 1,5 milliard de francs de dettes au français et achètera pour 120 millions de francs sa filiale pharmaceutique américaine. En outre, l'américain émettra en faveur du français 24 millions d'actions.

Winthertur renforce sa position aux États-Unis

Winthertur, a annoncé le lundi 12 mars, le rachat de General Casualty, filiale de Reliance Insurance (Pennsylvanie), pour 630 millions de dollars (3,9 milliards de francs). General Casualty (Wisconsin) a réalisé en 1989 un volume de primes consolidées de 400 millions de dollars dans tous les secteurs de l'assurance des entreprises et des particuliers, exceptée l'assurance vie. Selon Winthertur, la structure du portefeuille de primes de cette compagnie d'assurance est complémentaire de l'activité déployée jusqu'ici par les deux sociétés d'assurance directe qu'elle contrôlait déjà, à savoir Republic (Texas) et Southern Guaranty (Alabama). Winthertur précise que ce rachat se fait avec l'accord du management qui continuera de diriger le groupe comme entité indépendante au sein du groupe Winthertur. Une augmentation de capital aura lieu pour financer le rachat.

NEW-YORK, 12 mars

Petite avance

La peur d'une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis a une fois de plus freiné les opérations lundi, à la Bourse de New-York, qui a toutefois terminé la séance en légère hausse par rapport à vendredi. L'indice Dow Jones, en baisse pendant une grande partie de la séance, gagnait 3,38 points à 2 686,71 points.

Le marché a été calé avec quelque 115 millions d'actions échangées. Le nombre des hausses était légèrement supérieur à celui des baisses : 750 contre 702, 495 restant inchangées.

Michael Metz, de la firme Oppenheimer and Co., souligne que les craintes des investisseurs d'un resserrement de la politique de crédit de la Réserve fédérale et d'une éventuelle remontée des taux d'intérêt obligataires aux États-Unis étaient injustifiées. Il a néanmoins admis que les États-Unis allaient voir un ralentissement de la croissance économique. Le marché attend la publication mardi de la hausse des prix de détail en février et de celle des prix de gros vendus.

Rorer a gagné 2 7/8 à 65 3/4 à l'annonce de la signature de l'accord définitif de rachat de la firme par Rhône-Poulenc. Digital Equipment a progressé de 1 1/2 à 78 1/8 et Walt Disney de 1 1/8 à 180 1/2.

CBS a perdu 1 3/8 à 52 1/2, Sony a coté 1 1/8 à 52 1/2 et American Petroleum 3/4 à 76 3/4.

VALEURS	Cours de 12 mars	Cours de 13 mars
Alcoa	66 1/4	66 3/4
A.T.T.	41	41 1/8
Boeing	67 1/8	67
Chemical	112 1/2	112 1/2
Du Pont de Nemours	38	38 1/8
General Electric	39 7/8	39 1/4
IBM	107 1/2	107 1/2
Johnson & Johnson	47 3/8	48
Merck	62 1/8	62 3/8
Motorola	48 1/8	48 1/8
Rockwell	35 3/8	35 3/8
Union Carbide	107 1/2	107 3/4
U.S. Steel	54 1/8	54 1/2
Walt Disney	180 1/2	180 1/2
Wendell	58 1/8	58 1/8
Wendell	58 1/8	58 1/8
Wendell	58 1/8	58 1/8
Wendell	58 1/8	58 1/8

LONDRES, 12 mars

Faiblesse

La Bourse de Londres a encore eu un accès de faiblesse lundi dans un marché assez dominé par les préoccupations politiques. L'indice FTSE 100 des cent valeurs a terminé en baisse de 11,5 points à 2 222,8 points. L'activité a été très faible, avec seulement 22,4 millions de titres échangés contre 34,8 millions vendredi. Les analystes estiment que le volume des transactions restera faible jusqu'à la présentation du budget.

La déception causée par la distribution de certains dividendes a contribué à la morosité de la Bourse, comme les experts. Mais des facteurs fondamentaux, comme les problèmes politiques du gouvernement de M. Thatcher et la faiblesse du sterling restent au premier plan. L'annonce d'une forte hausse des ventes de détail en février a également pesé sur le marché.

Parmi les valeurs en baisse après la distribution de dividendes figurent le groupe chimique ICI et les banques Barclays et Abbey National. BP (pétrole) et Burton (magnésium) ont terminé la séance en hausse. Les valeurs sur des ventes importantes effectuées par des investisseurs du marché.

Le groupe pharmaceutique Glaxo a réagi à la baisse générale grâce à l'annonce de la distribution d'un dividende en France de son médicament Zofran, utilisé contre les effets secondaires de traitements anticancéreux.

Les investisseurs se sont intéressés à environ 10 milliards de francs.

M. Schweitzer se donne aucune indication sur l'évolution du bénéfice net pour 1989.

Quatre-vingt millions de francs de bénéfices pour la SNECMA. — La Société nationale d'études et de construction de moteurs d'avion (SNECMA) a réalisé, en 1989, un bénéfice net de 85 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 13,4 milliards de francs. Ce retour à l'équilibre suit deux exercices particulièrement déficitaires : 410 millions de francs en 1987 et 250 millions en 1988.

Young and Rubicam : 6,7 milliards de dollars de chiffre d'affaires. — Le groupe de publicité américain Young and Rubicam a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires mondial de 6,7 milliards de dollars (plus de 38 milliards de francs) et une marge brute de 926 millions de dollars (5,3 milliards de francs environ). Le groupe emploie dans le monde 14 000 personnes à travers 322 sociétés dans 44 pays. Young and Rubicam Europe, qui compte 77 sociétés (2 500 personnes), a réalisé un chiffre d'affaires de 2,44 milliards de dollars (14 milliards de francs environ), qui a plus que doublé en cinq ans.

Unitair gère sept terminaux en Grande-Bretagne et participe, dans le cadre de sociétés conjointes, à la gestion de trois autres terminaux en Grande-Bretagne, d'un terminal en Malaisie et de deux aux États-Unis.

Bénéfice net en hausse de 15 % en 1989 pour Henkel. — Henkel a enregistré une hausse de 15 % de son bénéfice net consolidé qui a atteint 404 millions de DM (1,3 milliard de francs) en 1989, contre 352 millions en 1988.

Henkel laisse entendre que cette progression a été pour une part au moins causée par la cession de sa participation de 50 % dans la firme américaine Aguelon (polymères solubles). Le résultat de l'exercice consolidé a en effet été affecté par des coûts de reconstruction aux États-Unis, des facteurs exceptionnels en Italie et l'augmentation des matières premières. Les ventes consolidées du groupe se sont développées d'un cinquième de 13 % pour atteindre 11,6 milliards de DM (38,28 milliards de francs).

PARIS, 12 mars

Repli

Après le ralentissement constaté à la fin de la semaine précédente, la Bourse de Paris a stoppé son ascension, lundi. Une nouvelle tension des taux d'intérêt, aux États-Unis notamment, explique cet arrêt.

A l'ouverture, les choses se présentaient plutôt mal, avec un repli de 0,72 % de l'indice CAC 40. Mais, très vite, ce repli fut réduit, et vers 14 heures, cet indice ne cédait plus que 0,18 %. A la clôture, il affichait une perte de 0,44 %.

Le marché était en quelque sorte paralysé par les événements internationaux. En effet, à la suite de l'annonce, vendredi, d'une hausse sensible des créations d'emplois aux États-Unis en février, Wall Street a réagi en baissant. Pour les analystes, ces chiffres ont eu un impact négatif sur l'appréciation de la politique de la Réserve fédérale. A la lumière des chiffres de l'emploi, l'économie américaine ne se porte pas trop mal.

A Paris, le foyer de l'argent au jour le jour, la semaine précédente, avait fait des incursions sous le barre des 10 %, a gagné 1/4 de point à 10 3/8 %. Mais les investisseurs n'ont pas eu de raisons de se réjouir, car cette hausse était d'ordre essentiellement technique (reconstitution des réserves obligatoires). En fait c'est une fois encore la chute lundi de la Bourse de Tokyo (-1,8 %) qui a remis en cause le mouvement de hausse à Paris. Le yen a fortement baissé face au dollar alors que l'on attend comme « l'Ardennaise », la hausse du taux de l'escompte au Japon. Enfin, les experts ne s'attendent pas à des marchés offensifs avant les élections en RDA le 18 mars. C'est seulement après ces élections électorales que l'on aura des indications sur le projet de réunification de l'Allemagne, ajoutent-ils.

Le MATIF s'est effondré, cédant 0,10 %.

TOKYO, 13 mars

Vive baisse

Dans un marché calme, la Bourse de Tokyo a encore enregistré une chute importante mardi. L'indice Nikkei a cédé 2,2 % à 32 620,57 points, soit 747,66 yens.

Cette baisse, la neuvième plus importante depuis le trac de 1987, serait due essentiellement, selon les courtiers, aux ventes effectuées par les arbitragistes. Ils ont dérivé les positions de la Bourse japonaise avant d'arriver à limiter leur activité. Mardi ils ont levé ce « conseil » si bien que les investisseurs avaient les mains libres.

La faiblesse du yen et les incertitudes concernant le relèvement du taux de l'escompte ont également pesé sur le marché où le volume des échanges est passé de 380 millions d'actions lundi à 400 millions.

VALEURS	Cours de 12 mars	Cours de 13 mars
Alcatel	1 190	1 200
Bouygues	1 190	1 190
Comptoir	1 190	1 190
Elf	1 190	1 190
Elf	1 190	1 190
Elf	1 190	1 190
Elf	1 190	1 190
Elf	1 190	1 190
Elf	1 190	1 190
Elf	1 190	1 190

FAITS ET RÉSULTATS

Renault se désendette. — M. Louis Schweitzer, directeur général adjoint de la Régie, a déclaré dans une interview à l'hebdomadaire *Option Finance* que l'entreprise s'était désendettée de 5 à 6 milliards de francs en 1989. Les investissements se sont élevés à environ 10 milliards de francs.

M. Schweitzer se donne aucune indication sur l'évolution du bénéfice net pour 1989.

Quatre-vingt millions de francs de bénéfices pour la SNECMA. — La Société nationale d'études et de construction de moteurs d'avion (SNECMA) a réalisé, en 1989, un bénéfice net de 85 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 13,4 milliards de francs. Ce retour à l'équilibre suit deux exercices particulièrement déficitaires : 410 millions de francs en 1987 et 250 millions en 1988.

Young and Rubicam : 6,7 milliards de dollars de chiffre d'affaires. — Le groupe de publicité américain Young and Rubicam a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires mondial de 6,7 milliards de dollars (plus de 38 milliards de francs) et une marge brute de 926 millions de dollars (5,3 milliards de francs environ). Le groupe emploie dans le monde 14 000 personnes à travers 322 sociétés dans 44 pays. Young and Rubicam Europe, qui compte 77 sociétés (2 500 personnes), a réalisé un chiffre d'affaires de 2,44 milliards de dollars (14 milliards de francs environ), qui a plus que doublé en cinq ans.

Unitair gère sept terminaux en Grande-Bretagne et participe, dans le cadre de sociétés conjointes, à la gestion de trois autres terminaux en Grande-Bretagne, d'un terminal en Malaisie et de deux aux États-Unis.

Bénéfice net en hausse de 15 % en 1989 pour Henkel. — Henkel a enregistré une hausse de 15 % de son bénéfice net consolidé qui a atteint 404 millions de DM (1,3 milliard de francs) en 1989, contre 352 millions en 1988.

Henkel laisse entendre que cette progression a été pour une part au moins causée par la cession de sa participation de 50 % dans la firme américaine Aguelon (polymères solubles). Le résultat de l'exercice consolidé a en effet été affecté par des coûts de reconstruction aux États-Unis, des facteurs exceptionnels en Italie et l'augmentation des matières premières. Les ventes consolidées du groupe se sont développées d'un cinquième de 13 % pour atteindre 11,6 milliards de DM (38,28 milliards de francs).

PARIS :

Second marché (réaction)

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Amstel & Amstel	428	428	La gélène du bois	488	488
Ayrol	77	77	Loisirs Investissement	285	285
B.A.C.	300	300	Luxor	140 10	140 10
B. Deshayes & Jans	576	576	Motors Communication	216	216
Bouygues Télécom	188	188	Neufcourt, Meudon	228	228
B.P.M.	840	840	Neufcourt, Meudon	228	228
Bouygues	380	380	Neufcourt, Meudon	228	228
Bouygues Lyonnais	230	230	Neufcourt, Meudon	228	228
CBM de Lyon	2700	2700	Neufcourt, Meudon	228	228
Cathodex	748	748	Neufcourt, Meudon	228	228
Canal	787	787	Neufcourt, Meudon	228	228
C.A.L.-de-R. (C.C.I.)	881	881	Neufcourt, Meudon	228	228
C.D.M.E.	1070	1070	Neufcourt, Meudon	228	228
C.S.P. (S.P.)	322 50	322 50	Neufcourt, Meudon	228	228
C.E.S.P.	280	280	Neufcourt, Meudon	228	228
Couvent d'Orléans	650	650	Neufcourt, Meudon	228	228
C.N.M.	756	756	Neufcourt, Meudon	228	228
Couvent	286	286	Neufcourt, Meudon	228	228
Couvent	1188	1188	Neufcourt, Meudon	228	228
Couvent	400	400	Neufcourt, Meudon	228	228
Dailly	550	550	Neufcourt, Meudon	228	228
Dailly	1009	1009	Neufcourt, Meudon	228	228
Dailly	480	480	Neufcourt, Meudon	228	228
Dailly	171	171	Neufcourt, Meudon	228	228
Dailly	240	240	Neufcourt, Meudon	228	228
Dailly	18 50	18 50	Neufcourt, Meudon	228	228
Dailly	201	201	Neufcourt, Meudon	228	228
Dailly	800	800	Neufcourt, Meudon	228	228
Dailly	428	428	Neufcourt, Meudon	228	228
Dailly	228	228	Neufcourt, Meudon	228	228
Dailly	278	278	Neufcourt, Meudon	228	228
Dailly	302	302	Neufcourt, Meudon	228	228
Dailly	145	145	Neufcourt, Meudon	228	228
Dailly	170	170	Neufcourt, Meudon	228	228
Dailly	300	300	Neufcourt, Meudon	228	228
Dailly	300	300	Neufcourt, Meudon	228	228

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 12 mars 1990

Nombre de contrats : 10 539.

VALEURS	PRIX	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars	Avril	Mars	Avril
Bouygues	528	62	—	—	—
CCE	568	19	41	6,58	2
EDF	648	5	22,58	28	28
European SA-P.L.C.	68	0,88	4,68	5,78	8,28
Euro-Disneyland SC	100	1,68	6,58	4	—
Elf	1 508	9	58	—	—
Lafarge-Coupe	425	0,58	6	66	—
Michelin	171	0,40	—	31	—
MMI	1 400	2,58	28	—	150
Paribas	600	—	—	5	21
Paribas-Rhône	1 167	—	—	14,50	—
Paribas SA	775	55	92	3,58	21,58
Rhône-Poulenc CI	448	3	16	—	—
Saint-Gobain	568	34	54	4	—
Saint-Pierre	1 588	118	188	9	40
Société générale	568	29,50	42	5	—
Suez	408	49	—	1	—
Thomson-CSF	148	4,58	12	4,88	—

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 12 mars 1990
Nombre de contrats : 46 856

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 90	Juin 90	Septembre 90
Dernier	98,66	98,52	98,96
Précédent	98,70	98,50	98,98

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Juin 90	Sept. 90	Juin 90	Sept. 90
901	0,47	0,93	2,72	—

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,78 F ↑

La chute du yen n'était toujours pas entravée le mardi 13 mars, et le dollar clôturait à Tokyo à un nouveau niveau record depuis trois ans. A Paris, la devise américaine s'échangeait à 5,78 F contre 5,74 F la veille à la cotation officielle. Très affaibli, lundi, le livre sterling reprenait du terrain, mardi, à 9,34 F contre 9,29 F.

FRANCFORT	12 mars	13 mars
Dollar (en DM)	1,785	1,728
TOKYO	12 mars	13 mars
Dollar (en yen)	151,92	152,67

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (13 mars)	107/16-109/16
New-York (12 mars)	83/16-83/14

BOURSES

PARIS (NSEE, base 100 : 29-12-89)

	9 mars	12 mars
Valeurs françaises	93,8	93,4
Valeurs étrangères	96	95

(SSE, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC 50 : 515,77

(SSE, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1 921,11 1 912,59

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles 2 683,33 2 686,71

LONDRES (indice Financial Times)

Industrielles 1 763,8 1 751,8

Mines d'or 275,8 284

Fonds d'Etat 76,9 76,88

TOKYO

	12 mars	13 mars
Nikkei Dow Jones	33 580,23	32 628,57
Indice	275,8	284

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 12 MARS

[illegible]**Comptant** (sélection)

VALEURS	% du note.	% du coupon	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations					Étrangères					
Exp. 8,80 % 77	117 80	7 084			Magnesian United		183 80	Vinci		167 80
9,80 % 78/83	98 18	5 828	2340		Alpage S.A.		303 90 d	Western S.A.		
10,00 % 79/84	98 80	5 882			Melanière Paris	860		Trans. d'Europe		
12,25 % 80/90	100 48	10 237			Midland Display		620			
10 % juin 82	101 10	12 068			Mor	388	180			
14,60 % jan. 83	103 70	0 760			Navig. (Mar. de)	220				
12,40 % déc. 83	108 52	5 874			Nord		278 90			
13,20 % oct. 84	103 09	2 157			Origny		425	A.E.S.	1072	1070
11 % jan. 85	98 19	5 878			Ortel U.C.F.	2180	2180	Alcan	309	345
10,25 % oct. 85	99 10	5 813	35 35 4		Origny-Commeny	1238		Alcan Alum	121	118
OKT 8,80 % 1987	99 15	8 873			Palais National	1170		Amescom Bank	1730	1819
OKT 8,80 % 1988	99 15	8 873			Paris Marseill	661		Amescom Brands	352	372
OKT 8,80 % 1989	97 72	1 411			Parifin	239		Archel	716	
Cl. France 3 % 83	145				Parifincom	316		Antennas Milan	211	228
OKT Report June. 82	95 41	1 894			Parifin-CP			Bao Pap Espanol	420	420
OKT Paris	100 50	1 894			Paris France	676		Banque Ottomane	1821	1821
OKT Suez	100 45	1 894			Paris-Orient	1112		H. High Interest	11580	1158
OKT June. 82	98 43	1 894			Perle-Cell	84		Le Lombard	625	625
PTT 11,200% 85	101 45	2 853			Petrom. Ref. Dec.	1628		Crédit-Paris	112	115
CFP 11,200% 85	94 90	1 295			Parifin-Clascom			Cylinder corporation	103	
CNE 11,000% 85	101 70	7 586			Parifin-Holdings	630		CEI	20 20	
CNT 9% 86	88 40	7 523			P.L.M.	715		Commechbank	973	965
CNT 10,000% dec. 86	100 01	1 933			Pondor			Dart, and Scott		
CNT 10,1% 87	101 11	1 111			Praxair	1773		De Buss (port.)		
CNE 10,1% 87	2000	208			Procel	885		Dow Chemical	380	380
CNE 10,1% 88		55 600			Rochefortaine S.A.			G.S. Belgique		
CNE 10,1% 89					Rochelle PHA	608		Gemert	1280	1280
CNE 10,1% 90					Rougeur et Fils	454		Globe	210	89
CNE 10,1% 91					Rougeur (action ord.)	808		Goodway	618	
CNE 10,1% 92					Suez	840		Steen and Co	188	
CNE 10,1% 93					Suez	840		GTG corporation	347 20	380
CNE 10,1% 94					Suez	840		Harcourt Inc.	480	
CNE 10,1% 95					Suez	840		Johnsenberg	70	72
CNE 10,1% 96					Suez	840		Kubota	39	39
CNE 10,1% 97					Suez	840				
CNE 10,1% 98					Suez	840				
CNE 10,1% 99					Suez	840				
CNE 10,1% 00					Suez	840				
CNE 10,1% 01					Suez	840				
CNE 10,1% 02					Suez	840				
CNE 10,1% 03					Suez	840				
CNE 10,1% 04					Suez	840				
CNE 10,1% 05					Suez	840				
CNE 10,1% 06					Suez	840				
CNE 10,1% 07					Suez	840				
CNE 10,1% 08					Suez	840				
CNE 10,1% 09					Suez	840				
CNE 10,1% 10					Suez	840				
CNE 10,1% 11					Suez	840				
CNE 10,1% 12					Suez	840				
CNE 10,1% 13					Suez	840				
CNE 10,1% 14					Suez	840				
CNE 10,1% 15					Suez	840				
CNE 10,1% 16					Suez	840				
CNE 10,1% 17					Suez	840				
CNE 10,1% 18					Suez	840				
CNE 10,1% 19					Suez	840				
CNE 10,1% 20					Suez	840				
CNE 10,1% 21					Suez	840				
CNE 10,1% 22					Suez	840				
CNE 10,1% 23					Suez	840				
CNE 10,1% 24					Suez	840				
CNE 10,1% 25					Suez	840				
CNE 10,1% 26					Suez	840				
CNE 10,1% 27					Suez	840				
CNE 10,1% 28					Suez	840				
CNE 10,1% 29					Suez	840				
CNE 10,1% 30					Suez	840				
CNE 10,1% 31					Suez	840				
CNE 10,1% 32					Suez	840				
CNE 10,1% 33					Suez	840				
CNE 10,1% 34					Suez	840				
CNE 10,1% 35					Suez	840				
CNE 10,1% 36					Suez	840				
CNE 10,1% 37					Suez	840				
CNE 10,1% 38					Suez	840				
CNE 10,1% 39					Suez	840				
CNE 10,1% 40					Suez	840				
CNE 10,1% 41					Suez	840				
CNE 10,1% 42					Suez	840				
CNE 10,1% 43					Suez	840				
CNE 10,1% 44					Suez	840				
CNE 10,1% 45					Suez	840				
CNE 10,1% 46					Suez	840				
CNE 10,1% 47					Suez	840				
CNE 10,1% 48					Suez	840				
CNE 10,1% 49					Suez	840				
CNE 10,1% 50					Suez	840				
CNE 10,1% 51					Suez	840				
CNE 10,1% 52					Suez	840				
CNE 10,1% 53					Suez	840				
CNE 10,1% 54					Suez	840				
CNE 10,1% 55					Suez	840				
CNE 10,1% 56					Suez	840				
CNE 10,1% 57					Suez	840				
CNE 10,1% 58					Suez	840				
CNE 10,1% 59					Suez	840				
CNE 10,1% 60					Suez	840				
CNE 10,1% 61					Suez	840				
CNE 10,1% 62					Suez	840				
CNE 10,1% 63					Suez	840				
CNE 10,1% 64					Suez	840				
CNE 10,1% 65					Suez	840				
CNE 10,1% 66					Suez	840				
CNE 10,1% 67					Suez	840				
CNE 10,1% 68					Suez	840				
CNE 10,1% 69					Suez	840				
CNE 10,1% 70					Suez	840				
CNE 10,1% 71					Suez	840				
CNE 10,1% 72					Suez	840				
CNE 10,1% 73					Suez	840				
CNE 10,1% 74					Suez	840				
CNE 10,1% 75					Suez	840				
CNE 10,1% 76					Suez	840				
CNE 10,1% 77					Suez	840				
CNE 10,1% 78					Suez	840				
CNE 10,1% 79					Suez	840				
CNE 10,1% 80					Suez	840				
CNE 10,1% 81					Suez	840				
CNE 10,1% 82					Suez	840				
CNE 10,1% 83					Suez	840				
CNE 10,1% 84					Suez	840				
CNE 10,1% 85					Suez	840				
CNE 10,1% 86					Suez	840				
CNE 10,1% 87					Suez	840				
CNE 10,1% 88					Suez	840				
CNE 10,1% 89					Suez	840				
CNE 10,1% 90					Suez	840				
CNE 10,1% 91					Suez	840				
CNE 10,1% 92					Suez	840				
CNE 10,1% 93					Suez	840				
CNE 10,1% 94					Suez	840				
CNE 10,1% 95					Suez	840				
CNE 10,1% 96					Suez	840				
CNE 10,1% 97					Suez	840				
CNE 10,1% 98					Suez	840				
CNE 10,1% 99					Suez	840				
CNE 10,1% 00					Suez	840				
CNE 10,1% 01					Suez	840				
CNE 10,1% 02					Suez	840				
CNE 10,1% 03					Suez	840				
CNE 10,1% 04					Suez	840				
CNE 10,1% 05					Suez	840				
CNE 10,1% 06					Suez	840				
CNE 10,1% 07					Suez	840				
CNE 10,1% 08					Suez	840				
CNE 10,1% 09					Suez	840				
CNE 10,1% 10					Suez	840				
CNE 10,1% 11					Suez	840				
CNE 10,1% 12					Suez	840				
CNE 10,1% 13					Suez	840				
CNE 10,1% 14					Suez	840				
CNE 10,1% 15					Suez	840				
CNE 10,1% 16					Suez	840				
CNE 10,1% 17					Suez	840				
CNE 10,1% 18					Suez	840				
CNE 10,1% 19					Suez	840				
CNE 10,1% 20					Suez	840				
CNE 10,1% 21					Suez	840				
CNE 10,1% 22					Suez	840				
CNE 10,1% 23					Suez	840				
CNE 10,1% 24					Suez	840				
CNE 10,1% 25					Suez	840				
CNE 10,1% 26					Suez	840				
CNE 10,1% 27					Suez	840				
CNE 10,1% 28					Suez	840				
CNE 10,1% 29					Suez	840				
CNE 10,1% 30					Suez	840				
CNE 10,1% 31					Suez	840				
CNE 10,1% 32					Suez	840				
CNE 10,1% 33					Suez	840				
CNE 10,1% 34					Suez	840				
CNE 10,1% 35					Suez	840				
CNE 10,1% 36					Suez	840				
CNE 10,1% 37					Suez	840				
CNE 10,1% 38					Suez	840				
CNE 10,1% 39					Suez	840				
CNE 10,1% 40					S					

SICAV (selection)

VALEURS	Emission Francs incl.	VALEURS	Emission Francs incl.	VALEURS	Emission Francs incl.
A.A.A. Ag.	1304 46	France-Oligarchie	469 22	Paeninsula Reunite	180 85
A.C.I.A.	234 34	France	491 37	Paveloff	855 38
Alcatraz	194 46	France	118 21	Paveloff	270 91
Alcatraz	683 92	France Région	1334 78	Pays Insulaires	776 34
Alcatraz	678 27	Franch-Américains	29 21	Placement A	12 19
A.G.F. Action Int.-C.P.R.	1209 72	Franch-Américains	29 21	Placement B	239 29
A.G.F. 5000	704 08	Franch-Américains	34 34	Placement C	586 57
A.G.F. 500	1058 33	Franch-Américains	39 45	Placement D	64070 18
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement E	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement F	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement G	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement H	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement I	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement J	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement K	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement L	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement M	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement N	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement O	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement P	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement Q	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement R	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement S	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement T	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement U	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement V	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement W	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement X	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement Y	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement Z	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AA	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AB	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AC	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AD	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AE	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AF	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AG	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AH	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AI	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AJ	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AK	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AL	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AM	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AN	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AO	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AP	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AQ	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AR	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AS	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AT	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AU	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AW	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AX	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AY	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement AZ	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BA	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BB	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BC	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BD	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BE	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BF	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BG	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BH	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BI	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BJ	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BK	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BL	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BM	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BN	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BO	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BP	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BQ	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BR	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BS	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BT	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BU	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000	134 15	Franch-Américains	229 43	Placement BV	118 35
A.G.F. 5000					

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS par cwt.	COURS 12/3	COURS DES BILÉTS	
			Achat	Vente
Euro-Union (\$)	5 754	5 774	5 580	5 680
ECU	8 698	8 688		
Aluminium	358 000	358 000	327 000	340 000
Bolivar (100 F)	18 255	16 257	15 750	15 800
Paye (100 L)	300 280	300 250	250	210
Danemark (100 D)	98 210	98 170	85	81
Drac (100 F)	57 580	57 570	84	81
Grande-Bretagne (£)	3 543	3 283	8 750	9 750
Grèce (100 drachmes)	3 563	3 561	3 400	4 250
Irlande (1 000 Ir£)	4 577	4 577	4 500	4 500
Italie (1 000 L)	381 470	381 270	3 700	3 940
Suède (100 kr)	93 210	93 390	90	98
Autriche (100 sch)	48 035	48 032	48 500	48 700
Portugal (100 esc)	2 580	2 538	5	70
France (100 F)	3 523	3 525	3 650	4 350
Canada (\$ can.)	4 878	4 891	4 700	5 100
Japan (100 yens)	3 802	3 792	3 670	3 680

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 12/3	
Or fin (à la onze)	73800	74600	Gold, Accum. 72 20
Or fin (au lingot)	74100	74600	Barres 137
Or fin (au lingot)	574	577	Gr Diagrams 480
Pièces indiennes (10 fr.)	358	358	Rechts-Higgins-Zin 210
Pièces indies (20 fr.)	458	484	Hongkong 297
Pièces indies (20 fr.)	431	430	Miner Transvaal 241
Soudanais	545	543	Perak 361
Pièces de 10 dollars	2576	2603	Perak 352 10
Pièces de 10 dollars	1360	1380	Roscom H.V. 170 80
Pièces de 50 pence	915		S. G. H. 1980
Pièces de 50 pence	2805	2850	St. Helena-Santiago 313 39
Pièces de 10 florins	446	448	S.E.P.L. 1723
Or Limaïta			S.P.R. 524
Or Zurich			St. Lawrence de Marais 420
Or Hongkong			Union 356
Argent Londres			Union Transvaal 90
			Wander 1200
			976

c coupon détaché — o —

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
5-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

Paris

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

URSS

Les clubs géorgiens de football font sécession

Le championnat d'URSS de football a débuté, dimanche 11 mars, sans les deux clubs géorgiens, le Dynamo Tbilissi et le Goria Lantchkhouti, qui ont mis à exécution leurs menaces de sécession et refusent désormais de participer aux compétitions soviétiques. Les deux clubs n'avaient pas déposé leur déclaration de participation au championnat et à la coupe après la date limite fixée au 22 février.

Aucune intervention, y compris celle de la direction centrale du Dynamo dont le siège est à Moscou, n'a pu faire revenir la Fédération de football de Géorgie sur sa décision. Le championnat d'URSS de football ne se jouera donc pas cette année à seize mais à quatorze clubs.

A la suite du vote du Parlement de Géorgie de transformer la République socialiste de Géorgie en République de Géorgie, un comité olympique indépendant avait été constitué en octobre 1989. Les dirigeants du football entendent à leur tour manifester leur indépendance en ne jouant plus sous les auspices de la Fédération soviétique et en mettant sur pied un championnat et une coupe de Géorgie.

L'affaire est pourtant loin d'être terminée puisque, au mois de février, la Fédération internationale de football (FIFA) et l'Union européenne des associations de football (UEFA) avaient refusé d'autoriser l'accession à l'indépendance de la Fédération de Géorgie.

COMORES : résultats de l'élection présidentielle

La victoire de M. Djohar est contestée par l'opposition

M. Said Mohamed Djohar, le chef de l'Etat par intérim, a apparemment remporté l'élection présidentielle qui a eu lieu, dimanche 11 mars, mais l'opposition en conteste les résultats et la Cour suprême ne les a pas encore officialisés.

Selon les chiffres fournis par la commission nationale chargée du contrôle et de la vérification des opérations électorales, M. Djohar précède M. Mohamed Taki de plus de 10 % des voix avec 102 882 suffrages (55,27 %) contre 83 250 (44,73 %) à son adversaire. M. Djohar était soutenu par l'UDZIMA (Unité) tandis que M. Taki dirige l'Union nationale pour la démocratie aux Comores

(UNDC). L'abstention a représenté 40 % des inscrits.

M. Taki a déposé deux plaintes, l'une pour fraude, l'autre pour irrégularités. M. Omar Tamou, ministre de l'Intérieur a déclaré que les éventuelles modifications qui pourraient apporter la Cour suprême ne sauraient remettre en cause le sens général du scrutin.

La composition du gouvernement devrait être annoncée dans les prochains jours. M. Said Ali Kemal (13,71 % des voix au premier tour) qui s'était désisté en faveur de M. Djohar, devrait être nommé premier ministre. (AFP.)

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« Demain le communisme », par Robert Escarpit. Bibliographie : « La politique internationale des années 80, de Reagan à Gorbatchev », de François Puaux. La feuilleton de la décennie, par Maurice Delorme 2

Le conflit entre chrétiens au Liban

Le général Aoun sort très affaibli d'une année de rébellion 6

La révolte des contribuables en Grande-Bretagne

M^{me} Thatcher empêtrée dans la « pol-tax » 3

Parlement européen

Nouvelle levée de l'immunité parlementaire de M. Le Pen 10

M. Joxe en Corse

Le ministre de l'Intérieur à la recherche d'un consensus sur l'avenir de l'île 12

SECTION B

Le générique d'Antenne 2 en procès

L'incrustation du portrait de M. Mitterrand dans le générique du journal d'Antenne 2 était-elle une manœuvre électorale ? Le procès des images subliminales a tourné au débat de procédure 13

La détention des mineurs

Le ministère de la Justice veut supprimer l'incarcération des mineurs de moins de seize ans en matière correctionnelle et limiter à dix ans les peines criminelles qu'ils peuvent encourir 13

Tennis : une professionnelle de quatorze ans

Après la retraite de Chris Evert, les Etats-Unis se sont découverts une nouvelle championne de tennis : Jennifer Capriati, finaliste du tournoi de Boca-Raton, à moins de quatorze ans 14

Diagonales

Par Bertrand Poirot-Delpech 15

SCIENCES • MÉDECINE

Globules

porteurs d'espoir
Le Japon se propose dans l'espace. Tahvan : les cerveaux rentrent au pays. Souvenirs d'Addis 17 à 18

Fernand Léger, moderne

Nouvelle exposition Fernand Léger à Villeneuve-d'Ascq 21

Théâtre : l'exemple Rhône-Alpes

La région Rhône-Alpes, riche de tradition théâtrale, sort de test à une réorganisation de la décentralisation dramatique 22

SECTION C

L'URSS paie mal

L'Union soviétique a de plus en plus de mal à honorer sa signature 27

L'aide de la CEE à l'Est

16,5 milliards de francs d'ici à 1993 27

Nouvelle chute à la Bourse de Tokyo

Une faiblesse persistante du yen 29

L'accident de l'Airbus d'Indian Airlines

La presse indienne met en cause le moteur de l'avion 29

Technologies

Les biotechnologies réduisent de moitié le temps de sélection des nouvelles sémences 32

Services

Abonnements 28
Annonces classées 34 à 43
Campus 26
Carnet 16
Marchés financiers 44-45
Météorologie 16
Mots croisés 26
Radio-Télévision 26
Spectacles 24

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 13 mars 1990
a été tiré à 582 943 exemplaires.

Vingt-six sites possibles pour le grand stade

M. Jean Glavany, chargé par le premier ministre du dossier « grand stade » dans la région parisienne, et M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux sports, ont présenté, lundi 12 mars, les vingt-six sites qu'ils ont présélectionnés (le Monde du 13 mars). La construction de ce très grand stade de 60 000 à 80 000 places constituera l'un des atouts de la candidature française à l'organisation de la Coupe du monde de football en 1998.

« Il s'agit maintenant d'évaluer la faisabilité, compte tenu de l'équipement, ainsi que de tous les secteurs complémentaires qui doivent faire de ce stade multifonctionnel un bel objet urbain, en harmonie avec son environnement économique, social et culturel », a commenté M. Glavany après avoir donné la liste des vingt-six sites dont il ne retiendra que trois à six mois en juin prochain.

Paris : la porte de Bercy (au-dessus des voies SNCF), gare de l'Est (idem) Parc des Princes et stade Jean-Bouin réaménagés, bois de Vincennes.

Villes nouvelles : Marne-la-Vallée, Melun-Sénart, Saint-Quentin-en-Yvelines, Evry (à la place de l'Hippodrome), Cergy-Pontoise (à la place de Marolles).

Yvelines : Achères et plaine de Montesson.

Essonne : Rangis-Wisous (zone Delta), plateau de Saclay, Vigneux et Massy.

Hauts-de-Seine : La Défense, terrain Renault à Boulogne-Billancourt, port de Gennevilliers.

Saint-Denis : Tremblay-en-France (près de Roissy), Saint-Denis (Cornillon, ancien terrain Gaz de France), les Tarteres, fort d'Aubervilliers, Aulnay-sous-Bois.

Val-de-Marne : Le Tremblay, plaine sud de Créteil-Limail.

Val-d'Oise : Hippodrome d'Enghien.

On observera que ces « possibles » se sont peut-être aux yeux du mouvement sportif, comme l'a assuré M. Glavany, mais que nombre d'entre eux apparaissent à la limite du sérieux. On voit mal, par exemple, comment serait satisfait le stationnement à la gare de l'Est ou au Parc des Princes. Et Vincennes rassure alors que la mairie de Paris l'avait écarté, sentant la vigueur de l'hostilité des défenseurs du bois, écologistes ou simples citadins. D'autres lieux cités sont très imprécis (la Défense) ou fantaisistes (Achères, près de Conflans-Sainte-Honorine, ville dont M. Michel Rocard est le maire mais située à proximité d'une immense station d'épuration).

En revanche, quelques-uns ont des chances : Marne-la-Vallée, qui, proche d'EuroDisneyland, sera très bien desservie, Tremblay-en-France, près de Roissy, dont le maire est demandeur et Massy, Saint-Denis aurait tous les avantages si la municipalité le voulait bien.

C. V.

Pour un article « scandaleusement antisémite »

M. Bernard Notin suspendu de cours à Lyon-III

Le conseil de la faculté de droit de l'université Jean-Moulin (Lyon-III) vient de décider de suspendre les cours de M. Bernard Notin. Cette décision, prise le 28 février, fait suite à la publication par l'enseignant dans la revue *Economies et sociétés* d'un article jugé « scandaleusement antisémite et fort peu scientifique » par le directeur général du Centre national de la recherche scientifique, M. François Kowalsky (le Monde daté 18-19 février).

En outre, M. Max Crochat, le directeur de l'Institut d'administration des entreprises (IAE), où M. Notin donnait cent vingt heures de cours, devrait prochainement lui demander de démissionner du conseil scientifique de l'université, où il représente l'IAE.

Après les violences de Saint-Florentin et de Roanne

Protestation du gouvernement marocain contre les crimes racistes

Le gouvernement marocain a adressé une note de « protestation véhémement » aux autorités françaises pour attirer leur attention sur la gravité des actes dont ont été victimes le week-end dernier trois jeunes d'origine marocaine à Saint-Florentin et à Roanne, a annoncé mardi 13 mars, l'agence marocaine de presse MAP. Selon cette agence, la note a été remise aux autorités françaises par l'ambassadeur du Maroc à Paris, M. Youssef Bel Abbès. « Si la communauté marocaine reste, devant ces tragiques événements calmes et dignes, elle n'en demeure pas moins vivement préoccupée par cette violence meurtrière, comme elle demeure attentive à l'action des autorités responsables chargées de faire toute la lumière sur les agissements de ceux qui inspirent ces crimes et de ceux qui les exécutent », écrit l'agence MAP.

(Lire nos informations page 14)



isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

RENTREE SEPTEMBRE 1990

date limite d'acceptation des dossiers de candidature pour la dernière session

MARDI 1^{er} MAI 1990

Pour toute information
contacter le service des admissions au 33(1)39.56.73.82 ou 39.56.73.79
GROUPE HEC - 78350 JOUY-EN-JOSAS - FRANCE



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

ARTS
Le Monde et SPECTACLES

Commerciants interruptus

« Il y a vraiment des jours où la raillerie tourne court. C'est pas au moment précis où ils retirent leurs conserves de la vente que je vais les mettre en boîte, les mets de chez Buitoni. Ils sont hyper-honnêtes quand même ! Vous vous rendez compte, décider le 12 mars le rappel, pour rien, pour un vague problème de stérilisation, de raviolis à l'ancienne qui traînent à l'étagère depuis bientôt six semaines, c'est d'un courage ! »

Pas la peine que je me fatigue à vous expliquer à quelles étonnantes, quels codes les reconnaissent, ces conserves. Vous les repérez facilement, à l'heure qu'il est, elles ont la gonfie, elles se gonflent et elles dégagent, à peine ouvertes, une odeur pestilentielle. Celles qui restent. Les autres, vous les avez déjà bouffées. Pas d'effortlement surtout. Suffit d'ouvrir le journal, la radio ou le télé pour recevoir en pleine poire des messages rassurants. Pas publicitaires pour l'instant, attention, c'est de l'information : craignez rien, les risques sont infimes, mais bon, votre santé, on y tient tellement qu'on est prêt à tous les sacrifices.

Enroulant, non ? Ils en avaient la larme à l'œil, ce

matin, mes copains du service économique : l'as vu, un peu, depuis le coup de l'arrière, on y vient, nous aussi, au commerce interruptus. C'est le grand pied, aux Etats-Unis, barbeaux, mardis Ralph Nader, de la défense du consommateur. Elles rivent de scrupules, là-bas, les firmes. Elles se dépêchent, elles se bousculent — je l'ai dit le premier ! — elles s'empoussent de proclamer à grand fracas, dans l'intérêt bien compris du produit, pardon du public, qu'elles sont pures, leurs pneus, leurs baguettes, leurs eaux minérales ou leurs yogourts.

Un tout petit peu pourris, à peine, faut pas déconner. S'agit pas de casser l'image, s'agit de lui faire de la réclame. Né de torpiller le chiffre d'affaires. Au contraire, ça permet de le déculer. Quel bel exemple de probité et d'abrogation, hein !

Alors moi, c'est décidé, le jour où il y aura copieusement défait dans mon bûche, je le sucre. Et je vous explique longuement pourquoi je le reprendrai dès le lendemain. Là, ils me donneront la première page, sûr et certain. Dans l'intérêt du lecteur, pas du mien, vous pensez bien.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 13 mars

Légère hausse

Le mouvement de baisse observé lundi (-0,44 %) s'est poursuivi mardi et l'indice CAC 40 s'est déprécié de manière modérée durant la matinée. Il perdait 0,12 %. Parmi les plus fortes hausses figuraient Legris Industrie (+5,4 %), CFAO (+3,99 %) et Métaleurop (+3,84 %). Du côté des baisses, on notait la BIP (-5,1 %), Géophysique (-4,35 %) et SCREG (-4,35 %).

La mesure au prix du prêt-à-porter de LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE 2.350 F
PANTALONS 700 F VESTONS 1.500 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDESSUS
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

HORS SERIE
SCIENCE & VIE
L'UNIVERS AUJOURD'HUI

• La Terre peut-elle quitter le soleil ?
• L'exploration habitée des planètes proches.
• Les nouvelles visions de l'univers.
• La vie des étoiles.

D'où vient-on, où va-t-on ?
Avant de s'achever, le XX^e siècle réussira-t-il à percer les secrets de l'univers ?
Ce numéro hors série de Science & Vie fait le point des connaissances en cosmologie.
Or, dans ce domaine, plus on en sait, plus on doute que l'univers soit réglé comme une horloge.
Le chaos serait-il la règle ?

UN NUMÉRO HORS SÉRIE
DE SCIENCE & VIE

صلى الله عليه وسلم